



CHERBOURG EN NOIR
Hommage aux victimes de Karachi p. 10

SUPPLÉMENT
Le Monde
ÉCONOMIE
De la fracture sociale à l'insécurité sociale
EMPLOI

CUBA
Jimmy Carter à La Havane p. 3

EXTRÊME DROITE
Les progrès du FN dans le Nord et l'Est p. 13

ARCHITECTURE
Sur l'eau et sur terre, en Suisse p. 29 et 30

PRESSE
« Le Monde » confirmé au premier rang des quotidiens nationaux p. 21

International.....	2	Entreprises.....	18
Union européenne.....	5	Emploi.....	20
France.....	6	Communication.....	21
Société.....	10	Marchés.....	22
Carnet.....	12	Aujourd'hui.....	24
Abonnements.....	12	Météorologie-Jeux... ..	28
Régions.....	13	Culture.....	29
Horizons.....	14	Radio-Télévision.....	33

Les deux colères de Chirac

Contre ceux qui ont sifflé « La Marseillaise » et contre la « campagne antifranaïse » en Israël

TOUT AFFRONT mérite qu'on y réponde, avec colère s'il le faut. C'est ainsi, en tout cas, que Jacques Chirac a réagi, samedi 11 mai, en faisant part à Ariel Sharon de son indignation face à la « campagne antifranaïse en Israël, visant à présenter la France comme un pays antisémite ». Au téléphone, le président français a rappelé au premier ministre israélien qu'au moment « où les Français ont manifesté massivement leur refus du racisme, de la xénophobie et de l'antisémitisme, cette campagne n'est pas acceptable » et « ne saurait se poursuivre sans conséquences ».

Puis, dans la soirée, le chef de l'Etat est allé assister à la finale de la Coupe de France de football, Lorient-Bastia, au Stade de France. Avant que la rencontre ne commence, des supporters bastiais ont sifflé l'hymne national. Colère du président, qui a quitté momentanément la tribune, exigé des excuses de la Fédération et déclaré à TF1 : « C'est inadmissible et inacceptable (...). Je ne tolérerai pas et n'accepterai pas que soit porté atteinte aux



valeurs essentielles de la République et à ceux qui les expriment ».

Avant le match, une consigne avait circulé parmi les supporters corses : rester assis pendant *La Marseillaise*, en silence et les bras croisés. Pas de siffler l'hymne national. « On l'a fait parce qu'on nous manque de respect. Et puis *La Marseillaise n'est pas l'hymne de la Corse*. » *Le Monde* a interrogé quelques-uns des supporters de Bastia afin qu'ils expliquent les raisons de cette manifestation. Jean-Guy Talamoni, porte-parole de Corsica Nazione, qui n'a ni chanté ni sifflé *La Marseillaise*, affirme que les sifflets étaient « spontanés » et non pas le résultat d'une « manipulation » qualifiée de « politicienne et électorale ». A lire aussi l'enquête de notre correspondant à Bastia sur les liens, qui ne sont pas clairement établis, entre les organisations nationalistes et le Sporting Club de Bastia.

Lire pages 2, 8 et 9, l'éditorial page 17 et les chroniques pages 32 et 34

Le Likoud contre Sharon sur la création d'un Etat palestinien

LE COMITÉ central du Likoud a infligé, dimanche 12 mai, une défaite à son chef, le premier ministre Ariel Sharon, en adoptant à main levée, pratiquement à l'unanimité, une motion contre la création d'un Etat palestinien indépendant. M. Sharon, en septembre 2001, avait envisagé la création d'un tel Etat, à minima, au grand dam d'une partie au moins de sa formation. Ce vote, que M. Sharon et ses amis ont tenté d'éviter, place le premier ministre dans une situation difficile, notamment dans la perspective de la réunion d'une conférence internationale pour relancer le processus de paix. Le vote du Likoud a été qualifié de « coup dur » par les Palestiniens. Leur président, Yasser Arafat, s'est néanmoins prononcé pour « un Etat palestinien indépendant à côté d'un Etat israélien juif ».

Lire page 2

Les dossiers chauds de Francis Mer

DE DÉLICATS arbitrages industriels et financiers devront être rendus dans les prochains mois par Francis Mer, le nouveau patron de Bercy. Dans l'hypothèse d'une victoire de la droite aux élections législatives, le ministre des finances devra décider à qui l'Etat cède sa participation dans le Crédit lyonnais. Le choix de M. Mer, qui a été administrateur de la banque, sera lourd de conséquences, car il risque d'entraîner, par ricochet, une réorganisation du paysage bancaire français.

Le ministre aura aussi la charge de conduire l'ouverture du capital d'EDF, une autre entreprise dont il a été l'administrateur. L'avenir des industries françaises de l'aéronautique ou de la défense risque également de requérir rapidement son attention.

M. Mer n'a toutefois aucune raison de prendre des décisions précipitées. Pragmatique, il souhaitera ouvrir sereinement ces dossiers, avant de proposer des arbitrages. De plus, les priorités du gouvernement portent sur les dossiers tou-

chant aux finances publiques : préparation d'un audit ; mise en chantier des grands équilibres du projet de loi de finances pour 2003 ; élaboration du plan de baisse des impôts pour l'automne.

M. Mer, qui devrait plus tard bénéficier du renfort d'un secrétaire d'Etat à l'industrie, a donc un peu de temps devant lui : les premiers grands arbitrages industriels et financiers ne devraient pas intervenir avant la fin de l'été.

Lire pages 18 et 19

COUPE DE L'AMERICA

Le Défi français Areva face à l'indignation de Greenpeace



LE DÉFI FRANÇAIS pour la Coupe de l'America sera baptisé à Lorient, vendredi 17 mai. Financé par Areva, le holding français du nucléaire civil dont il porte le nom - ce qui provoque la colère de Greenpeace -, l'équipage croit en ses chances dans cette compétition qui débutera début octobre à Auckland (Nouvelle-Zélande). Tous les résultats sportifs du week-end.

Lire pages 24 à 27

Avec Maria, Angel et Gisèle, au « sommet de l'Europe des pauvres »

MADRID

de notre correspondante

Il y avait Marisol, la Française, fille d'émigrés républicains espagnols échoués dans une banlieue précaire de Bordeaux, qui découvrirait « l'étranger » pour la première fois, elle qui n'était jamais sortie de France. Il y avait Antonio le Barcelonais, chassé de son squat et qui survit dans une fourgonnette avec sa femme et ses trois enfants. Parmi une centaine d'autres déshérités venus de six pays d'Europe dont la France, il y avait encore Léo et ses boucles folles, ancienne droguée désintoxiquée à force de volonté ; Maria Jones, la veuve courageuse, avec le drapeau du pays de Galles accroché sur son fauteuil roulant d'infirme ; les inséparables Conchi et Angel, couple de Gitans du « Pozo del Huevo », un des pires bidonvilles de la périphérie de Madrid ; et Elisabeth, l'ouvrière suisse à temps partiel, venue témoigner que, « en Suisse aussi, ils ont honte de le dire, il y a beaucoup de pauvreté ».

Ni voitures officielles ni réceptions tapageu-

ses. Au « sommet de l'Europe des pauvres », organisé au siège de la représentation de l'Union européenne à Madrid, sous l'égide de l'ONG Quart Monde et du Parlement européen, l'important est ce « besoin de partager notre expérience, de se sentir moins isolés et moins culpabilisés », comme le dira Léo, ou encore « cette nécessité absolue de visibilité qui manque aux pauvres en Europe », notée par Angel. Sans compter les repas en commun pendant lesquels ces familles qui n'ont jamais la parole ont pu s'entretenir directement avec ceux qui construisent une Europe dont ils ne veulent pas se sentir doublement exclus, une dizaine de parlementaires et responsables européens et espagnols, dont l'ex-président du Parlement de Strasbourg, José Maria Gil Robles, ou la socialiste française Martine Roure. Elles ont expliqué que le « plus d'Europe » proposé par la présidence espagnole, ce devrait être « plus d'Europe pour plus de gens ». Il y a encore dans l'Union européenne 60 millions de personnes qui vivent avec un revenu inférieur de 60 % à la moyenne.

Anne la Belge parlera des difficultés à trouver un travail « avec l'étiquette "pauvreté" collée sur le front ». Gisèle la Française évoquera son rêve d'un logement décent et Angel, sa frustration lorsqu'il n'arrive pas à temps pour prendre l'unique autobus possible, au bout de son bidonville, pour aller au travail. Quant à Maria Jones la Galloise, fille de l'Assistance publique, elle trouvera un écho compatissant chez Conchi la Gitane, pour déplorer la légèreté avec laquelle, en Grande-Bretagne, on enlève les enfants aux parents qui vivent dans des conditions insalubres, « car on les enfonce davantage en leur enlevant leur unique richesse, l'amour de leurs enfants, qui sont à leur tour traumatisés par l'expérience ».

Ce qu'ils veulent ? Etre traités « non comme des statistiques honteuses mais comme des êtres humains responsables ». « Ce soir, disait Angel, qui a reçu certains des participants dans la baraque fabriquée de ses mains où il habite, j'ai récupéré ma dignité. »

Marie-Claude Decamps

PORTRAIT

Maupin, succès chronique



LA VIE d'Armistead Maupin, auteur à succès des *Chroniques de San Francisco*, ressemble à son œuvre. Confidences douces, amères et drôles. Lire page 32

POINT DE VUE

Nouvelle donne par François Hollande

ASSOMÉE le 21 avril, la gauche s'est réveillée avec la formidable mobilisation civique contre l'extrême droite. Elle a, par sa lucidité et son abnégation, contribué à réduire électoralement un phénomène qui n'en demeure pas moins politiquement menaçant. Elle a repris confiance en retrouvant des forces qu'elle croyait perdues faute, parfois, de les avoir suffisamment rencontrées. Mais, depuis le 6 mai, c'est la droite qui gouverne. Les nouveaux visages cachent mal les figures attendues. La ruse s'y est parée des habits du bon sens, communication moderne oblige. Les intentions sont les mêmes qu'hier, les précautions en sus et les élections en vue.

Tout peut se figer : la droite et son pouvoir - la gauche et ses regrets - l'extrême droite et son

poison - la France et ses habitudes. Mais tout peut aussi basculer puisque, depuis le 21 avril, l'avenir n'est écrit nulle part et les Français décident de tout.

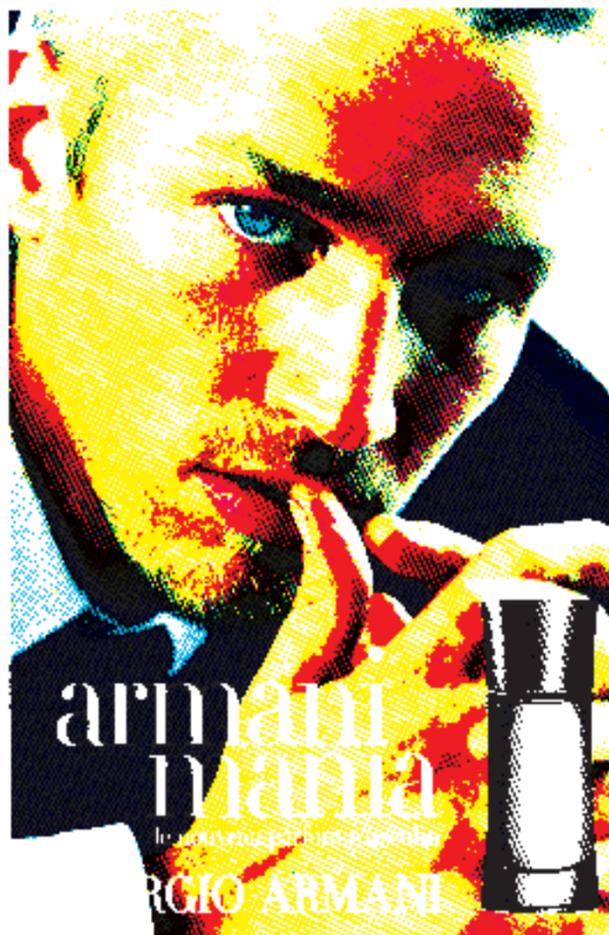
Les élections législatives des 9 et 16 juin leur offrent l'occasion d'une nouvelle donne politique et institutionnelle, la gauche peut prétendre y participer à condition de bien comprendre la situation créée par l'élection présidentielle.

Le premier tour n'a pas été qu'un « bug démocratique » ou qu'un coupe-circuit électoral. Il a révélé des peurs, des abandons, des replis. Bref, une crise politique. Le second tour n'a pas été qu'un barrage contre l'odieux et l'intolérable, mais surtout une redécouverte de la politique. L'un n'efface pas l'autre. Mais les deux me conduisent à répondre

aux trois messages majeurs adressés par les Français en moins de quinze jours :

1) Le besoin de règles de vie en société. Il s'affirme à chaque scrutin, et avec lui une demande de tranquillité, d'ordre, de sûreté, mais elle dépasse cette exigence républicaine pour prendre en compte bien des domaines : le rôle de l'école, l'effectivité des principes de laïcité, la primauté de l'intérêt général sur les intérêts particuliers, la place des corps intermédiaires face à la montée des corporatismes, l'engagement civique et l'encouragement de la vie associative autour du renouveau de l'éducation populaire.

FRANÇOIS HOLLANDE est premier secrétaire du Parti socialiste.



M.00147 - 514 - F. 1,20 €

INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT

Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, a essuyé un sérieux revers, dimanche 12 mai, au sein de son propre parti. Le comité central du Likoud s'est prononcé contre la création d'un **ÉTAT PALESTINIEN** indépendant. En

septembre 2001, M. Sharon avait envisagé la création d'un tel Etat, réclamé par l'ensemble de la communauté internationale. Samedi, une soixantaine de milliers d'Israéliens ont participé à une **MANIFESTATION** à Tel-

Aviv à l'appel du « **CAMP DE LA PAIX** » pour réclamer l'évacuation par Israël des territoires palestiniens. Samedi également, au téléphone, M. Sharon s'est entendu reprocher par le président français, Jacques

Chirac, la « **CAMPAGNE ANTIFRANÇAISE en Israël visant à présenter la France comme un pays antisémite** ». M. Chirac a exigé la fin de cette campagne, qui ne saurait « *se poursuivre sans conséquences* ».

Ariel Sharon interpellé par Jacques Chirac et désavoué par le Likoud

Samedi, le premier ministre israélien a été sommé par le président français de mettre un terme à la campagne désignant la France comme un pays antisémite. Dimanche, sous l'influence de l'aile dure, le comité central de son parti a voté une résolution contre la création d'un Etat palestinien

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Sa popularité restaurée par l'opération « Mur de protection » et ses bonnes relations avec le président George W. Bush n'y ont rien fait. Le premier ministre israélien, Ariel Sharon a encaissé une cuisante défaite devant le comité central de son parti, le Likoud, réuni dimanche 12 mai à Tel-Aviv. En dépit de ses avertissements, cette instance a en effet décidé de se prononcer sans ambages contre la création d'un Etat palestinien indépendant, au risque de placer le premier ministre dans une situation des plus inconfortables, alors qu'est envisagée une conférence internationale pour relancer un processus de paix détruit par dix-huit mois de violences.

L'entourage de M. Sharon redoutait que cette réunion soit mise à profit par son grand rival, l'ancien premier ministre, Benjamin

Nétanyahou, pour se poser en chef naturel du Likoud pour les prochaines élections législatives, prévues en novembre 2003, un poste auquel prétend également M. Sharon. L'épreuve de force a bien eu lieu, et M. Sharon a perdu. En septembre 2001, le premier ministre avait creusé une brèche dans la doctrine officielle du Likoud, qui s'oppose à la création d'un autre Etat entre « la mer et la rivière », c'est-à-dire à l'ouest du Jourdain. M. Sharon avait en effet envisagé la création d'un Etat palestinien, certes à minima, mais au grand dam d'une partie du Likoud, qui a pris sa revanche dimanche soir, conduite par M. Nétanyahou. Près de 60 % des délégués se sont prononcés à bulletins secrets contre une motion tendant à repousser l'examen de ce sujet. Battu, M. Sharon avait déjà quitté les lieux lorsque le comité central a adopté quasiment à l'unanimité, à mains levées, une autre motion contre un Etat palestinien indépendant.

SUCCESSIONS D'ATTAQUES

Jusqu'à dimanche, la sourde animosité qu'entretiennent les deux hommes avait été tant bien que mal contenue. Elle a cette fois-ci éclaté de manière spectaculaire. Les deux responsables, qui avaient chauffé à blanc leurs troupes avant



MAGNUS JOHANSSON/REUTERS

Le cardinal Roger Etchegaray sous les applaudissements des religieuses, a célébré, dimanche 12 mai à Bethléem, la messe en signe d'« expiation » de la basilique de la Nativité occupée pendant cinq semaines. Au Vatican, Jean-Paul II a aussi exprimé dimanche son soulagement.

la réunion, ne se sont rien épargné, et leurs discours, régulièrement interrompus par les sifflets, n'ont été qu'une succession d'attaques. Regrettant que le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, n'ait pas été exilé par l'actuel gouvernement, M. Nétanyahou a accusé M. Sharon d'avoir porté atteinte à la sécurité d'Israël par l'évocation d'un Etat palestinien, en contradiction avec l'idéologie « Grand Israël » du Likoud, alors qu'aucune instance démocratique ne s'était

prononcée sur le sujet. M. Sharon a répliqué en mettant en cause « ceux qui, chaudement, ont serré la main d'Arafat » par le passé, dans une allusion aux rencontres du président palestinien et de M. Nétanyahou, lorsque celui-ci était premier ministre, et assuré que le terrorisme ne se combattait pas « par des livres ou des conférences », opposant son travail aux activités lucratives de M. Nétanyahou.

Le vote de dimanche, qualifié de « coup dur » par les Palestiniens,

ne devrait pas avoir de conséquences immédiates sur la coalition gouvernementale de M. Sharon, qui a assuré qu'il continuerait à diriger selon deux principes : « sécurité pour les Israéliens et aspiration à la paix ». Il risque toutefois de fragiliser singulièrement le premier ministre, surtout si le projet de conférence internationale sur le Proche-Orient se concrétise d'ici l'été. Survenant quelques heures après le sommet de Charm el-Cheikh, au cours duquel la Syrie a consenti à

se joindre à l'Egypte et à l'Arabie saoudite pour condamner « la violence sous toutes ses formes », dans une allusion aux offensives israéliennes mais également aux attentats-suicides, le vote du comité central ne pouvait pas plus mal tomber pour M. Sharon. Au même moment, M. Arafat profitait d'un entretien à la chaîne d'information CNN pour indiquer qu'il espérait voir « un Etat indépendant palestinien à côté d'un Etat israélien juif ».

REPORT DE L'OFFENSIVE

Par ailleurs, Israël a commencé dimanche à renvoyer chez eux les réservistes qui avaient été rappelés en vue d'une offensive dans la bande de Gaza, projetée après l'attentat de Rishon Letzion. Le ministre de la défense, Benjamin Ben Eliezer, et l'état-major ont remis en question le plan de l'offensive, qui faisait l'objet de divergences au sein du commandement militaire. Le report s'explique « par une réflexion politique. Israël recueille les fruits de la dernière visite de M. Sharon à Washington, et il y a eu des développements très positifs, notamment à Charm el-Cheikh », a expliqué David Maguen, président de la commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense.

Gilles Paris

Rejeter « toutes formes de violence »

Les présidents égyptien, Hosni Moubarak, et syrien, Bachar Al-Assad, et le prince héritier saoudien, Abdallah Ben Abdel Aziz, ont exprimé, samedi 11 mai, leur souhait « sincère » d'une paix avec Israël et rejeté « la violence sous toutes ses formes ». Ils ont estimé, à l'issue d'une rencontre à Charm el-Cheikh, que « l'initiative de paix arabe adoptée par le sommet de Beyrouth (en mars) est la base de toute démarche arabe pour parvenir à la paix juste et globale escomptée ». Cette annonce survient après les appels répétés des Etats-Unis aux dirigeants arabes pour qu'ils condamnent les attentats-suicides anti-israéliens. La Syrie, qui a toujours appelé à la « résistance » contre Israël, s'est jointe sans réserve à cet appel. Les trois dirigeants ont par ailleurs demandé l'envoi d'une « commission d'établissement des faits » pour enquêter sur « les crimes de guerre » que l'armée israélienne est soupçonnée d'avoir commis dans le camp de réfugiés de Jénine. — (AFP.)

Le président français met le holà aux accusations israéliennes d'antisémitisme

ASSEZ, C'EST ASSEZ ! Mettant à profit un appel téléphonique du premier ministre israélien, Ariel Sharon, samedi 11 mai, Jacques Chirac a mis les points sur les « i » : il s'est « formellement élevé contre la campagne antifrançaise en Israël, visant à présenter la France comme un pays antisémite », a indiqué la porte-parole de l'Elysée, Catherine Colonna. Le président a dit à son interlocuteur qu'« au moment où les Français ont manifesté massivement leur refus du racisme, de la xénophobie et de l'antisémitisme, cette campagne n'est pas acceptable » et « ne saurait

se poursuivre sans conséquences ». M. Sharon a été informé du fait que la protestation de M. Chirac serait rendue publique.

Il n'est pas question pour le président de la République de contester l'existence d'actes antisémites, qui, estime-t-on à Paris, ne sont pas étrangers au conflit meurtrier en Palestine. Mais M. Chirac refuse formellement toute opprobre qui embrasserait la France tout entière dans des accusations d'antisémitisme, indique-t-on à l'Elysée. La mobilisation des Français entre les deux tours de l'élection présidentielle et le vote massif qui s'est porté sur sa candidature au second tour, faisant barrage au président du Front national et aux idées qu'il représente, en aurait administré la preuve.

M. Sharon a joint M. Chirac pour parler de la crise du Proche-Orient. Il voulait aussi exprimer ses condoléances à la suite de l'attentat con-

tre des Français au Pakistan et féliciter le président de la République après sa victoire à l'élection présidentielle. L'occasion était ainsi offerte pour lui signifier qu'il était intolérable que la campagne antifrançaise continue, d'autant que les accusations émanent souvent de personnalités officielles.

DÉCLARATIONS SUCCESSIVES

De fait, c'est le vice-ministre des affaires étrangères, Michaël Melchior, qui, le 6 janvier, a ouvert le feu pour qualifier la France de « pire des pays occidentaux en matière d'antisémitisme ». Le même jour, le gouvernement israélien décidait d'accorder une aide financière exceptionnelle aux juifs français qui émigraient en Israël. En février, M. Sharon lui-même dénonçait une « très dangereuse vague d'antisémitisme » dans un pays où, du fait, selon lui, de « la présence de

six millions d'Arabes », les juifs « pourraient se retrouver en danger ». Les accusations ont par la suite épisodiquement continué, la dernière en date étant une déclaration faite le 22 avril – au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle en France – par le vice-premier ministre et ministre de l'intérieur, Eli Yishai.

Ce n'est pas la première fois que M. Chirac se prononce sur cette question. Le 26 février, à l'occasion d'une visite en France du ministre israélien des affaires étrangères, Shimon Pérès, il avait déclaré avoir été « profondément choqué et (...) meurtri par les propos qui ont été tenus sur le développement de l'antisémitisme en France ». « Je tiens à dire clairement que rien ne permet d'étayer ces affirmations », avait-il ajouté, avant de condamner « profondément toute action qui pourrait être conduite contre la sécurité et contre la dignité de la communauté juive » et dont « les auteurs doivent être sanctionnés de la façon la plus sévère ».

« C'est ce que nous faisons. C'est la raison pour laquelle je n'ai pas compris quelle était cette campagne, quelles étaient ses origines, pourquoi on a voulu la faire », s'était-il exclamé. Le gouvernement de la gauche plurielle était sur la même longueur d'onde. Le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, avait qualifié d'« odieuses » les accusations israéliennes.

Mouna Naïm

Une délégation du CRIF aux Etats-Unis

Une délégation du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), conduite par son président, Roger Cukierman, est venue à New York et à Washington, du 6 au 11 mai, pour expliquer aux organisations américaines ce qu'il en est de l'antisémitisme en France. « Les responsables américains ont un peu tendance à penser que nous ne savons pas nous y prendre et que les juifs français se défendent mal », a déclaré au Monde M. Cukierman. Les dirigeants du CRIF ont expliqué à leurs interlocuteurs qu'un boycottage de la France « serait contre-productif » et qu'il fallait « attendre de voir si le nouveau gouvernement va se montrer plus déterminé que le précédent » à rechercher et sanctionner les auteurs d'actes antisémites. Cette position a été comprise, sauf par une organisation, le Congrès juif américain, qui a lancé une campagne pour le boycottage de la France auprès de l'industrie du cinéma, à l'approche du Festival de Cannes. — (Corresp.)

Dans la manifestation : « Sortons des territoires pour le bien-être d'Israël »

TEL-AVIV

de notre envoyé spécial

L'attentat meurtrier de Rishon-Letzion, survenu quatre jours plus tôt, n'aura finalement pas miné la détermination du « camp de la paix » israélien. Celui-ci s'est retrouvé à Tel-Aviv, samedi 11 mai, pour le plus grand rassemblement organisé depuis septembre 2000 et le début d'un cycle ininterrompu de violence et de mort. Sans doute plus de soixante mille personnes se sont retrouvées sur la place Itzhak-Rabin, prise d'assaut quelques semaines plus tôt par la foule plus nombreuse de la droite et des colons. Nikki, 16 ans, venu d'une banlieue proche, en était convaincu : « Les attentats sont un terrible problème mais c'est ici et ici seulement qu'on pourra trouver une solution. » Autour de lui, les manifestants brandissaient les pancartes que le mouvement La Paix maintenant avait mises à disposition : « Sortons des territoires pour le bien-être d'Israël. » Ronny, 23 ans, issu d'un kibboutz du nord

d'Israël, ne voyait pas d'autre « solution » que la « séparation », qui tente une partie de la gauche et du centre. « L'attentat de Rishon-Letzion est la preuve de l'inefficacité de la force et de la solution militaire. Je m'y attendais et je n'étais pas le seul, même si une majorité d'Israéliens a soutenu l'opération "Mur de protection". Cette attaque aura fait des dizaines de morts et d'énormes dégâts, y compris pour l'image d'Israël, pour seulement trois petites semaines de calme. Il faut partir des territoires, c'est tout ! », a-t-il assuré. Dans la foule, quelques banderoles bravant le consensus des dernières semaines dénonçaient « le terrorisme » de l'armée israélienne.

UNION DES MOUVEMENTS PACIFISTES

A la tribune, le chef de l'opposition de gauche, Yossi Sarid, l'écrivain Amos Oz et l'ancien ministre, Yossi Beilin, se sont succédé pour décliner cette invitation au départ, les uns et les autres mettant en cause le maintien des ministres

travaillistes dans la coalition gouvernementale et invitant des mouvements pacifistes à s'unir. Une oratrice a mis en garde contre les tentations de « maccarthysme » qui menaceraient, selon elle, la société israélienne. La chanteuse Yaffa Yarkoni, rudement critiquée pour avoir mis en cause le comportement de l'armée, a entonné de vieux refrains. Son apparition a suscité une ovation, car elle avait été menacée de mort par un groupe d'extrême droite israélien, si elle participait à la manifestation.

Inquiètes, les autorités avaient déployé les grands moyens pour prévenir toute provocation. La présence de plus de mille hommes et le filtrage strict des multiples accès à la place rappelaient qu'une autre manifestation pour la paix avait connu au même endroit un épilogue tragique, le 4 novembre 1995, lorsque le premier ministre, Itzhak Rabin, avait été assassiné par un extrémiste israélien.

G. P.

ESSEC

PROGRAMME
DOCTORAL

**Le Programme doctoral ESSEC,
25 ans de collaboration avec l'Université
pour former des professeurs
et chercheurs de niveau international.**

- Une occasion de bénéficier de séminaires de haute qualité et d'un encadrement par des professeurs de renommée internationale.
 - Possibilité de participer activement à des conférences et congrès en France et à l'étranger.
 - Recrutement : après l'obtention d'un DEA en sciences de gestion ou économie ; mais aussi à l'entrée d'un des 4 DEA partenaires de l'ESSEC ou d'un autre DEA en Sciences de gestion ou économie (*diplôme requis : 2^{ème} cycle ou grande école d'ingénieur ou de gestion*).
 - Possibilité de bourses de recherche significatives.
- Date limite de candidature : 17 juin 2002.**

Contact :

Loli Breton - Tél. : 01 34 43 30 85 - breton@essec.fr
www.essec.fr/doctoral



ESSEC BUSINESS SCHOOL
ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉS
ASSOCIATION LOI 1901
ACCREDITED AACSB INTERNATIONAL - THE ASSOCIATION TO ADVANCE
COLLEGIATE SCHOOLS OF BUSINESS
AFFILIÉS À LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE VERSAILLES
VAL D'OISE - YVELINES

Jimmy Carter arrive à Cuba à un moment de crispation entre Washington et La Havane

L'ancien président est le plus haut dignitaire américain reçu par Fidel Castro depuis 1959

LA HAVANE

de notre envoyé spécial

L'ancien président américain Jimmy Carter a été chaleureusement accueilli, dimanche 12 mai, à La Havane par Fidel Castro qui avait troqué son habituel treillis militaire pour un costume sombre. La bannière étoilée ondulant à côté du drapeau cubain et l'hymne américain accueillant le plus important dignitaire américain reçu à Cuba depuis la révolution castriste de 1959 ne pouvaient faire oublier que les relations entre les deux pays traversent une nouvelle période de tension.

« Ce n'est un secret pour personne que durant près d'un demi-siècle les relations entre nos deux Etats n'ont pas été les meilleures et cela continue », a constaté le président cubain dans un bref discours à l'aéroport. Il a salué le « courage méritant le respect » de Jimmy Carter, qui, durant son passage à la présidence, « en pleine guerre froide et dans les profondeurs d'une mer de préjugés, de désinformation et de méfiance réciproques », s'est efforcé d'améliorer les relations bilatérales en acceptant l'ouverture de représentations diplomatiques à Washington et à La Havane et en autorisant les citoyens américains à se rendre à Cuba, « mesure qui a malheureusement été suspendue ultérieurement ».

« Notre invitation n'obéit pas à une manœuvre habile ou à un intérêt politique mesquin », a affirmé le leader cubain, qui a garanti à son hôte une totale liberté d'expression et de mouvement. « Nous faciliterons la communication avec notre peuple afin que vous puissiez exprimer tout ce que vous désirez, que nous soyons d'accord ou non, et nous ne nous sentirons pas offensés si vous contactez ceux qui ne partagent pas nos luttes », a poursuivi Fidel Castro. Une conférence que doit prononcer, mardi soir, Jimmy Carter à l'université de La Havane sera retransmise en direct par la télévision et la radio cubaines.



Devant les drapeaux cubain et américain placés côte à côte, l'arrivée de l'ancien président américain Jimmy Carter, dimanche 12 mai, à l'aéroport de La Havane a été saluée par Fidel Castro dans un discours au cours duquel il a offert « un accès libre et total » aux centres de recherche scientifique accusés par Washington de servir à produire des armes biologiques.

C'est la première fois depuis la visite historique du pape Jean Paul II en janvier 1998 qu'une personnalité étrangère a ce privilège. Fidel Castro a également offert à son invité « un accès libre et total » aux centres de recherche scientifique, « dont certains ont été accusés récemment de produire des armes biologiques ».

« RESPECT MUTUEL »

Accompagné de son épouse et d'une délégation du Centre Carter, qui, a-t-il rappelé, promeut la paix, les droits de l'homme et la démocratie, l'ancien président américain a répondu qu'il venait, « comme ami du peuple cubain, voir les réalisations en matière de santé, d'éducation et de culture, mais aussi rencontrer des représentants d'organisations religieuses et d'autres

groupes ». Il n'a pas caché qu'il avait avec son hôte « des divergences sur certains sujets », tout en se disant prêt « à identifier des points de convergence et de coopération ».

Tout en insistant sur le caractère privé de la visite, les autorités cubaines réservent à Jimmy Carter un traitement digne d'un chef d'Etat. « Nous partageons le souhait que les relations entre nos deux pays se normalisent sur la base du respect mutuel », a souligné le ministre des relations extérieures, Felipe Perez Roque, à l'issue d'une heure d'entretien avec l'ancien président américain.

Pour Jimmy Carter, ce voyage représente un défi difficile. Critiqué par l'aile dure de l'exil cubano-américain, qui a tenté de le dissuader de venir dans l'île communiste sous prétexte que son voyage favo-

riserait l'image de Fidel Castro, Jimmy Carter doit rencontrer les principaux leaders de la dissidence jeudi, la veille de son départ. La Maison Blanche a souhaité qu'il aborde ouvertement la question des droits de l'homme et de la démocratisation. La Fondation nationale cubano-américaine (FNCA), le plus important groupe d'exilés basé à Miami, lui a demandé d'évoquer le projet Varela, cette pétition lancée par les dissidents pour obtenir un référendum sur la démocratisation (lire l'entretien ci-dessous), lors de son discours qui sera retransmis à la radio et à la télévision.

« Cette visite ne va pas provoquer de miracle. Jimmy Carter, en homme politique réaliste, le sait. Elle peut avoir un impact positif sur les relations bilatérales, mais je ne pense pas que le gouvernement cubain change sa position immobiliste concernant les réformes démocratiques dont le pays a besoin », anticipe le président de la Commission cubaine des droits de l'homme et de la réconciliation nationale (CCD-HRN) et l'un des principaux porteparole de l'opposition modérée, Elizardo Sanchez. « Les relations bilatérales ne peuvent être pires. Dernièrement, la rhétorique hostile a augmenté et le gouvernement cubain s'est crispé face aux attaques de Washington. Les deux gouvernements devraient profiter de cette visite pour étendre l'atmosphère », ajoute Elizardo Sanchez.

Durement frappée par la crise économique accentuée par la chute du tourisme, la population n'a appris la visite de Jimmy Carter qu'à la veille de son arrivée, par un bref article publié dans l'organe officiel du Parti communiste cubain, *Granma*. Dimanche, les Cubains paraissent plus préoccupés par la recherche de quelques dollars pour célébrer la fête des mères que par l'arrivée de l'ancien président américain.

Jean-Michel Caroit

George Bush ne compte pas alléger l'embargo controversé

L'administration a durci sa position en accusant Cuba de fabriquer des armes biologiques

WASHINGTON

de notre correspondant

Le voyage de l'ancien président Jimmy Carter à Cuba réjouit les partisans d'un abandon de l'embargo appliqué par les Etats-Unis depuis 1960, après la prise de pouvoir par Fidel Castro à La Havane. Les citoyens américains et les résidents étrangers aux Etats-Unis n'ont pas le droit de commercer avec Cuba, ni de s'y rendre, sauf autorisation exceptionnelle comme celle qui a été accordée, le 9 avril, à M. Carter et à ses compagnons de voyage.

Les adversaires de ces dispositions les dénoncent comme politiquement vaines, socialement néfastes et économiquement regrettables. Le *Wall Street Journal* plaide dans un éditorial, le 9 mai, pour la levée de ces mesures. Il rappelle que Colin Powell, l'actuel secrétaire d'Etat, et Richard Cheney, le vice-président, avaient convenu l'un et l'autre, avant d'occuper leurs fonctions actuelles, que les sanctions avaient échoué puisque le régime castriste est toujours en place.

LA CAPITALE DE L'ANTICASTRISME

Conseillère de M. Carter, Sally Grooms Cowal, une ancienne diplomate qui a travaillé dans les administrations Nixon et Bush père comme dans celle de Bill Clinton, fait campagne, à la tête de la Cuba Policy Foundation, pour la levée de l'embargo. « Y a-t-il une entreprise qui ne changerait pas de stratégie si cette stratégie échouait pendant quarante ans ? », demande M^{me} Cowal.

Cependant, le président George W. Bush s'est prononcé, en mai et en juillet 2001, contre tout allègement de l'embargo et, même, pour un renforcement des moyens employés par l'administration afin de le faire respecter. Trois jours après le retour aux Etats-Unis de M. Carter, prévu le 17 mai, M. Bush doit prononcer un discours à ce sujet, à Washington, puis se rendre à Miami, principale ville de Floride et capitale de l'anticastisme, pour y célébrer avec son frère, le gouverneur Jeb Bush, le centenaire de l'indépendance cubaine, acquise en 1902.

Le vote des Américains d'origine cubaine avait été favorable au candidat républicain dans la bataille de Floride, si serrée, en novembre 2000, et ce n'est pas au moment où son frère fait campagne pour un nouveau mandat, face à l'ancienne ministre de la justice de M. Clinton, Janet Reno, que M. Bush va prendre le risque de décevoir ses partisans.

La position de l'administration actuelle a d'ailleurs été durcie, moins d'une semaine avant le voyage de M. Carter, par une conférence du sous-secrétaire d'Etat chargé du désarmement, John Bolton. Devant la Heritage Foundation, un think tank républicain, M. Bolton, proche des néoconservateurs, a ajouté Cuba - avec la Syrie et la

Libye - à la liste des pays de ce que M. Bush a appelé l'« axe du Mal », l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord, accusés de fabriquer des armes de destruction massive.

Assurant que La Havane « offre depuis longtemps un asile aux terroristes », M. Bolton a cité des propos de M. Castro lors d'un voyage à Téhéran, en 2001, selon lesquels « l'Iran et Cuba, en coopération l'un avec l'autre, peuvent mettre l'Amérique à genoux ». Il a affirmé que les usines pharmaceutiques cubaines sont soupçonnées de servir à fabriquer à la fois des médicaments et des agents susceptibles d'un usage militaire. « Cuba a fourni des biotechnologies susceptibles d'un double usage à d'autres "Etats voyous" », a ajouté M. Bolton.

Ces accusations, rejetées par

« C'est un mensonge absolu... »

Fidel Castro a rejeté avec véhémence les propos du sous-secrétaire d'Etat américain John Bolton, qui, la semaine dernière, avait accusé Cuba de produire et d'exporter des armes biologiques, tout en le remerciant ironiquement de la publicité qu'il faisait ainsi aux produits biotechnologiques cubains. « C'est un mensonge absolu », s'est exclamé le président cubain dans un long discours télévisé.

« Qu'il présente la moindre preuve. Il n'en a pas et ne peut en avoir car elles n'existent pas et ne peuvent exister », a ajouté Fidel Castro, qui a affirmé qu'en matière d'armes de destruction massive, la politique de Cuba a toujours été irréprochable. « Personne n'a jamais présenté une seule preuve qu'un programme de développement d'armes nucléaires, chimiques ou biologiques ait été conçu dans notre patrie », a-t-il encore affirmé, soulignant que « Cuba n'a absolument rien à cacher ». - (Corresp.)

M. Castro, sont jugées peu vraisemblables par plusieurs experts des affaires cubaines. Ancien représentant des Etats-Unis à La Havane sous la présidence de M. Carter (1977-1981), Wayne Smith les qualifie d'« absurdes » et les attribue à l'influence des exilés cubains dans l'administration républicaine. Le plus connu d'entre eux est Otto Reich, que M. Bush a imposé, malgré l'hostilité de la majorité démocrate du Sénat, au poste de sous-secrétaire d'Etat pour les Amériques. Exilé lui aussi, Alfredo Duran, président du Comité cubain pour la démocratie, estime qu'il n'existe « aucune preuve solide » que Cuba soit en mesure de fabriquer des armes biologiques.

A certains, le voyage de l'ancien président semble au mieux inutile, au pire dangereux. Pourtant, après discussion et réflexion, la Fondation nationale américaine et cubaine, la plus forte organisation d'exilés, a décidé de l'approuver.

Patrick Jarreau

TROIS QUESTIONS À... OSWALDO PAYA

1 Dirigeant du Mouvement chrétien de libération et principal promoteur du projet Varela, qui vise à obtenir des changements démocratiques à Cuba par la voie constitutionnelle, qu'attendez-vous de la visite de Jimmy Carter ?

L'ancien président Jimmy Carter est un symbole de la défense des droits de l'homme. Il arrive à Cuba alors que nous sommes engagés dans une campagne légale réclamant un référendum sur la garantie des droits fondamentaux du peuple cubain tels que la liberté d'expression et d'association, la libération des prisonniers politiques pacifiques, la possibilité pour les Cubains de créer des entreprises comme c'est permis aux étrangers et l'organisation d'élections libres. Il arrive alors que nous venons de franchir une étape très importante

en remettant 11 020 signatures à l'Assemblée nationale. Jamais, auparavant, un si grand nombre de citoyens n'avaient vaincu la peur pour réclamer leurs droits.

2 Les autorités cubaines vous accusent, vous et les autres groupes dissidents, d'être des agents contre-révolutionnaires à la solde du gouvernement des Etats-Unis. Que répondez-vous à ces accusations ?

Nous ne recevons aucun appui financier ou matériel des Etats-Unis. Nous recevons un soutien moral de diverses institutions et personnalités. Le projet Varela existe grâce au sacrifice de nombreux Cubains. Il s'agit d'un projet exclusivement cubain. La date de la remise de la pétition, vendredi, n'est pas liée à la visite de Jimmy Carter. Nous avons pris du

retard à cause de la répression de la sécurité de l'Etat. Nous avons recueilli plus de 20 000 signatures, mais nombre d'entre elles ont été confisquées et nous avons dû les vérifier une par une, car ils en avaient introduit des fausses. Une partie significative de la population est au courant de notre projet grâce à notre campagne de porte-à-porte à travers le pays. Nous avons contacté plusieurs dizaines de milliers de personnes et la majorité a répondu avec sympathie et espoir, y compris des membres du Parti communiste ou de la police.

3 Des fonctionnaires de l'Assemblée nationale ont reçu les signatures, mais il n'y a pas de réaction officielle à votre initiative. Que comptez-vous faire maintenant ?

Nous continuons à recueillir des signatures. Indépendamment de la réponse des autorités, nous allons poursuivre cette campagne pour la reconnaissance de nos droits. Nous demandons au président de l'Assemblée nationale, Ricardo Alarcon, qu'il reconnaisse la validité juridique de notre pétition, qui, selon la Constitution, est déjà un projet de loi. Les mesures d'obstruction contre le Projet Varela doivent cesser et nous demandons qu'il soit publié dans les journaux cubains et diffusé par les stations de radio et de télévision, qui sont financées par le peuple. Avec l'aide de Dieu, j'espère que le gouvernement va enfin commencer à respecter les droits des citoyens.

Propos recueillis par J.-M. Ca.

BREITLING
1884
INSTRUMENTS FOR PROFESSIONALS™

LEON
222 rue de Rivoli • 75001 PARIS
Tél. 01 42 60 73 29
WWW.BREITLING.COM

Des réfugiés afghans, échoués en Indonésie, hésitent entre le rêve australien et le retour

Un premier groupe de 36 personnes a été rapatrié vers Kaboul, vendredi 10 mai

DJAKARTA

de notre envoyé spécial

Entre les prières et les repas, ils traînent dans un couloir sombre où la télévision est allumée toute la

REPORTAGE

« Je ne sais plus où j'en suis. Je suis ici, mais ma tête est avec les miens »

journée. Dans la courette, deux hommes passent le temps en jouant aux échecs. Fait de bric et de broc, l'hôtel Bornéo n'est guère luxueux, et les hommes s'entassent par petits groupes de trois ou quatre par chambre. A l'hôtel Bintang Kejora, tout aussi modeste, l'atmosphère est identique. « Voilà neuf mois que je suis en Indonésie et je ne sais plus où j'en suis. Rester ? Partir ? Je perds mon temps. Je ne trouve pas de travail. Je suis ici, mais ma tête est avec les miens », résume, dans un anglais courant, Mustapha, 20 ans.

Les Afghans qui rêvaient d'Australie et ont fini par échouer en Indonésie se sentent pris au piège. En août 2001, face à leur afflux, Canberra a refusé d'accueillir 438 candidats à l'exil repêchés par un navire norvégien, le *Tampa*, alors que leur bateau coulait. Ils ont été dirigés sur l'île de Nauru, dans le Pacifique. En octobre, une embarcation qui transportait près de 400 immigrants illégaux a sombré. Seuls 44 passagers ont survécu. Depuis, les pays de la région ont décidé d'enrayer ce trafic d'êtres humains. Regagner un Afghanistan débarassé des talibans ? Mohammed

Shafiq, 25 ans, qui a laissé derrière lui une femme et deux enfants, n'y songe pas. « Les talibans se sont contentés de se raser la barbe. Par ailleurs, il n'y a pas de travail en Afghanistan. Mais, surtout, j'ai emprunté 6 000 dollars [près de 6 700 euros] et, un an plus tard, à cause des intérêts, je dois rembourser 10 000 dollars. Qui va rembourser mes dettes ? L'ONU ? » Mustapha s'avoue « plus chanceux » : « Mon père, qui est employé dans un supermarché de Sydney, m'a envoyé 5 000 dollars, et j'ai emprunté 3 000 dollars supplémentaires à un cousin, explique-t-il. Mais les autres ont souvent tout vendu, y compris leur maison. Ils ont peu d'instruction et ne parlent pas indonésien. »

Voilà un an, Mohammed a fait en avion le trajet Karachi-Bangkok-Singapour-Djakarta. Son « agent »

Surabaya, il a été placé à bord d'un autre bateau. « Nous étions 130. Le voyage devait durer une semaine. Nous nous sommes perdus et la mer était mauvaise. Au bout de deux semaines, nous avons atteint l'île de Sumba, en Indonésie », raconte-t-il. Mustapha, qui était aussi du voyage, ajoute qu'il n'y avait plus de nourriture « les quatre derniers jours ».

« BEAUCOUP D'ARGENT EN JEU »

L'Organisation internationale pour les immigrants (OIM) les a récupérés à Sumba et transférés à Kupang, chef-lieu de la partie indonésienne de Timor. Après trois mois à Kupang, ils ont été reconduits à Djakarta pour y être interrogés par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). « J'ai eu trois entretiens avec le HCR et j'en

Le « petit Afghanistan » à Djakarta

Logés par l'Organisation internationale pour les immigrants (OIM), une centaine de réfugiés afghans ont été regroupés dans deux hôtels de Djakarta, le Bornéo et le Bintang Kejora, situés en bordure d'une ruelle qui donne sur le Jalan Jaksa, coquette rue aux lampadaires neufs et à la multitude de cafés et de maisons d'hôte. Rendez-vous de routards, Jaksa s'est vidé quand un petit groupe d'islamistes indonésiens a annoncé, lors des premières frappes américaines en Afghanistan, une « chasse » aux Occidentaux.

Les riverains se sont alors organisés pour barrer leur rue aux militants extrémistes, qui ont effectivement fait demi-tour. Mais les affaires ont été mauvaises pendant des mois. En attendant que les routards reviennent, ce qui ne fait que commencer, le Jalan Jaksa a été rebaptisé « le petit Afghanistan ». — (Corresp.)

l'a installé dans une banlieue de Djakarta, où il est resté deux mois avant d'être conduit dans le grand port javanais de Surabaya. Au bout d'un autre mois, il a embarqué à bord d'un vieux rafiote en compagnie de 300 autres candidats à l'émigration en Australie. Mais le moteur est vite tombé en panne. Après un mois supplémentaire à

ignorer les résultats », dit Mohammed. Mustapha affirme également n'avoir pas eu de réponse. Faute d'avoir obtenu le statut de réfugiés, ils restent donc à la charge de l'OIM, qui leur fournit pension complète et soins médicaux. Pour leur argent de poche, ils doivent se débrouiller.

« A l'époque de l'affaire du Tam-

pa, il devait y avoir environ 4 000 immigrants illégaux venus d'Afghanistan, d'Irak, d'Iran et du Pakistan. Nous en recensons aujourd'hui 1 200, dont 600 Afghans. Le nombre de ceux que nous n'avons pas recensés doit s'élever à environ 800. La moitié des Afghans dont nous nous occupons semblent prêts à regagner leur pays », estime Richard Danziger, patron de l'OIM en Indonésie qui a accompagné par avion à Kaboul, le 10 mai, un premier groupe de 36 personnes. 69 autres réfugiés se sont inscrits, à la suite de la visite en Indonésie du ministre afghan des réfugiés, pour être rapatriés à la mi-mai.

Avec plus d'un million de personnes déplacées par des conflits à l'intérieur de leur pays, les Indonésiens n'ont guère de temps à consacrer à quelques centaines d'étrangers. Deux trafiquants présumés ont été arrêtés mais, après la fin des tempêtes, de nouvelles tentatives de gagner l'Australie ne peuvent être entièrement exclues. « Il y a beaucoup d'argent en jeu », juge Richard Danziger. « Les « agents » doivent se mettre dans la poche de 2 000 à 3 000 dollars par client », calcule, de son côté, Mustapha.

Ce dernier continue de rêver à l'Australie, en dépit des révoltes d'immigrants illégaux qui y ont eu lieu contre leurs conditions de détention. « Mon père est là-bas », lâche-t-il. Mais ce père ne dispose que d'un visa renouvelable tous les trois ans et ne peut donc pas le faire venir légalement. « Il n'y a, pour-suit-il, ni poste ni téléphone en Afghanistan, et ma mère a franchi une fois la frontière pakistanaise pour me téléphoner. Elle n'a pas cessé de pleurer. Je n'ai même pas pu avoir des nouvelles de mes frères et de mes sœurs. »

Jean-Claude Pomonti

Diane Pretty a succombé à sa maladie

La Britannique, qui avait mené combat pour le droit à une mort assistée, est décédée samedi 11 mai

ATTEINTE d'une maladie neuro-dégénérative incurable, la Britannique Diane Pretty, qui avait mené en vain une longue bataille judiciaire pour le droit à l'euthanasie, est décédée, samedi 11 mai, dans un établissement de soins palliatifs près de Londres. Son mari était à ses côtés. Elle avait commencé à ressentir des difficultés pour respirer il y a dix jours et avait été hospitalisée le 3 mai.

« Diane a dû subir ce qu'elle avait prévu et redouté, et je n'ai rien pu faire pour l'aider », a déclaré Brian Pretty, dans un communiqué publié par la Société pour l'euthanasie volontaire (VES) qui a assisté le couple dans son combat judiciaire. « Je suis resté avec Diana la plus grande partie de la journée et j'étais sur le point de rentrer à la maison lorsqu'on m'a arrêté et dit que le moment était venu. Pour Diana, c'était fini, [elle était] libre enfin », a-t-il dit.

Paralysée du cou jusqu'aux pieds, Diane Pretty, âgée de 44 ans, souhaitait mourir au moment de son choix pour éviter les souffrances et la perte de dignité que sa maladie entraîne dans sa phase terminale. La maladie dont elle souffrait provoque, en phase

finale, une paralysie des muscles des poumons, avec le risque de souffrir de suffocation et de mourir d'étouffement.

Après avoir essuyé un refus de la chambre des lords, la plus haute juridiction anglaise, elle s'était tournée en décembre 2001 vers la Cour européenne des droits de l'homme, à Strasbourg, pour demander que son mari puisse l'aider à mettre fin à ses jours. Pour la première fois de son histoire, la Cour avait accepté d'examiner sa requête. Elle avait pris part à l'audience, dans un fauteuil roulant, avec ses appareils pour la maintenir en vie. Diane Pretty avait gardé, malgré son infirmité, ses facultés intellectuelles intactes et communiqué grâce à un petit ordinateur portable.

Dans un arrêt très attendu, la Cour européenne avait rejeté, le 29 avril, sa demande et donné raison au Royaume-Uni, indiquant qu'il ne lui était pas possible d'« obliger un Etat à cautionner des actes visant à interrompre la vie ». Elle avait estimé que l'interdiction du suicide assisté, inscrite dans la législation britannique, ne violait aucune disposition de la Convention européenne des droits de l'homme. — (Corresp.)

Birmanie : une plainte déposée contre TotalFinaElf

BRUXELLES. Quatre réfugiés politiques birmanes ont déposé, le 25 avril, devant un juge bruxellois, une plainte pour crimes contre l'humanité en s'appuyant sur la loi belge dite « de compétence universelle ». Ils visent la junte militaire de Rangoun ainsi que TotalFinaElf et deux de ses dirigeants, Thierry Desmarest et Hervé Madeo, qui furent respectivement responsables stratégique et opérationnel des activités de la compagnie en Birmanie. Documents à l'appui, la plainte soutient notamment que la compagnie a permis l'achat d'armes ayant servi à la répression et au travail forcé dans le pays et qu'elle a apporté une aide logistique aux bataillons assurant la sécurité du gazoduc de Yadana. Un porte-parole de TotalFinaElf a indiqué au Monde que la société n'avait pas été officiellement avertie de la plainte mais que celle-ci lui semblait dénuée de tout fondement. Jouant « la transparence », la compagnie aurait démontré dans le passé que des critiques reprises dans la plainte étaient fausses, a-t-il ajouté. — (Corresp.)

Huit ouvriers portés disparus sur le cosmodrome de Baïkonour

MOSCOU. Huit ouvriers ont été portés disparus après avoir été ensevelis, dimanche 12 mai, dans l'effondrement d'un gigantesque hangar situé sur le cosmodrome russe de Baïkonour (Kazakhstan), a déclaré le porte-parole de l'Agence spatiale russe, Sergueï Gorbounov. Construit à l'époque soviétique pour le programme de navette spatiale Bourane, le hangar s'est partiellement effondré alors que les ouvriers travaillaient sur son toit. L'accident ne devrait remettre en cause ni le programme de vols vers la station spatiale internationale (ISS) ni les mises en orbite de satellites commerciaux, a-t-il été indiqué auprès de l'Agence spatiale russe. En janvier, les autorités russes avaient indiqué que l'exploitation du centre de Baïkonour (désormais loué par la Russie au Kazakhstan) serait abandonnée en 2005, au profit du centre de Plesetsk (nord-ouest de la Russie). — (AFP, Interfax.)

DÉPÊCHES

■ **AFGHANISTAN : des roquettes visant des soldats britanniques** ont été retrouvées avant qu'elles ne soient mises à feu, a annoncé, lundi 13 mai, un porte-parole des Royal Marines, le lieutenant-colonel Ben Curry, sur la base aérienne de Bagram. Les deux roquettes de 107 mm étaient programmées pour frapper un groupe de commandos des Royal Marines dans la province de Paktia (est de l'Afghanistan). « C'est un incident grave », a commenté M. Curry, en précisant que les engins avaient été découverts par un chef de guerre afghan. — (Reuters.)

■ **SYRIE : deux organisations de l'opposition ont appelé**, dimanche 12 mai, les autorités à permettre la tenue de procès « publics » et « équitables » pour huit opposants jugés par la Cour de sûreté de l'Etat. Jugés à huis clos dans la même affaire, les députés Riad Seif et Maamoun al-Homsi ont écopé chacun de cinq ans de prison pour avoir « tenté de modifier la Constitution par des moyens illégaux ». L'appel émane du Rassemblement national démocratique (RND), une coalition de cinq partis de l'opposition) et de la Société des droits de l'homme en Syrie. Des journalistes et des diplomates étrangers avaient pu assister au procès du vieux dirigeant communiste Riad Turk, le 28 avril, mais s'étaient vu interdire l'accès au procès de l'économiste syrien Aref Dalila et de l'homme d'affaires Habib Saleh, le 9 mai. — (AFP.)

■ **BOSNIE-HERZÉGOVINE : la force de stabilisation de l'OTAN** en Bosnie a mis la main, samedi 11 mai, dans le secteur musulman de Mostar (sud-ouest de la Bosnie), sur une cache contenant 6 000 obus de mortier de 120 mm, des grenades et des détonateurs, dans le sous-sol d'une usine de tabac en activité. C'est la plus importante cache d'armes trouvée en Bosnie depuis la signature, en 1995, des accords de Dayton, qui ont mis fin à la guerre. Il y a deux semaines, la Force de stabilisation avait mis au jour une autre cache, qui contenait 4 000 obus de mortier et de la poudre, dans une entreprise de textile désaffectée du secteur musulman de Mostar. — (AFP, Reuters.)

■ **INDONÉSIE : un porte-parole des séparatistes de la province d'Atjeh** a été tué par l'armée, samedi 11 mai, a déclaré, dimanche, la police indonésienne. Selon cette source, Ayah Sofyan, un porte-parole local du Mouvement Atjeh libre (GAM), a été tué lors d'un raid près de Banda Atjeh, un jour à peine après que les rebelles et le gouvernement eurent décidé, lors de négociations en Suisse, de coopérer en vue d'un cessez-le-feu. Selon un porte-parole des rebelles, Sofyan Daud, la victime a été torturée et est morte dans une clinique de la police. — (AFP.)

Happening politique au congrès des libéraux allemands

Le FDP a désigné son chef, Guido Westerwelle, comme candidat à la chancellerie au scrutin de septembre

BERLIN

de notre correspondant

Si le style c'est l'homme, le Parti libéral (FDP) allemand qui, du 10 au 12 mai, a tenu congrès à Mannheim, s'est donné pour candidat à la chancellerie un ambitieux peu sectaire, jeune loup doté d'un sens poussé du théâtre, sinon du cirque. Durant trois jours, dans un débordement de fanions et d'agitation, les quelque 600 délégués ont autant discuté programme qu'ils ont parfois semblé participer à un joyeux séminaire de méthode Coué, convaincus qu'il suffit de croire pour pouvoir. A l'issue de leurs trois jours de réunion, le chef

du parti, Guido Westerwelle, s'est retrouvé bombardé candidat à la chancellerie. Il s'agit, a expliqué sans complexes Hans-Dietrich Genscher, ancien chef de la diplomatie allemande et président d'honneur du parti, de se placer à la même hauteur que les sociaux-démocrates du SPD et les chrétiens-démocrates de la CDU-CSU.

Le FDP, qui, ces dernières années, n'a pas connu que des hauts, espère bénéficier d'un regain d'audience là où le SPD et la CDU-CSU connaissent un relatif tassement. « Relookés » par une direction jeune qui croit beaucoup aux vertus de la communication,

les libéraux ont peaufiné un programme où la baisse des impôts et, plus généralement, la simplification du système fiscal et les réformes en faveur des entreprises tiennent une large place. Le FDP se prononce également pour la privatisation, absolue ou relative, des organismes de retraite, de soins et de chômage. Il est aussi question de construire, au bénéfice des élèves les plus doués, des écoles spécialisées, de diminuer l'influence, déjà faible, des organismes centraux sur les programmes d'éducation, d'abolir le service national obligatoire et de limiter les effectifs militaires à 240 000 soldats.

C'est la première fois que le FDP, qui, en 1998, avait recueilli 6,2 % des suffrages, revendique la chancellerie. Malgré, parfois, de bons résultats aux élections régionales, ses scores nationaux ne lui ont jusque-là jamais permis d'atteindre plus que la place de partenaire minoritaire au sein d'une coalition dirigée soit par les sociaux-démocrates, soit par les démocrates-chrétiens. A défaut d'une révolution politique que rien n'annonce, ce devrait être, une fois encore, et dans le meilleur des cas, le destin du FDP. Sur la lancée de sa fuite en avant, la direction du FDP affirme pourtant viser le score bien improbable de 18 % des voix lors des élections législatives, le 22 septembre.

FORMULE MAGIQUE

Ces 18 % ont été agités, telle une formule magique, durant tout le congrès. Ils figuraient sur les affiches du parti, sur les cendriers et les pochettes d'allumettes, sur les cravates de certains délégués et même sur les semelles des chaussures que Guido Westerwelle a exhibées devant les caméras de télévision. Visiblement troublé devant ce style inhabituel, le vieux comte Lambsdorff, autre président d'honneur du FDP, a rappelé aux délégués qu'il était préférable de privilégier le fond à la forme et de ne pas rester au niveau « d'Internet et des étincelles des talk-shows ».

A en juger par la réputation de « parti de la rigolade » qui commence à coller au nouveau FDP, la

mise en garde intervenant sans doute trop tard. Evoquant son programme orienté vers la concurrence et l'efficacité moderniste, le chef des Verts, Fritz Kuhn, a qualifié le FDP de parti issu du « froid social ». Mais, pour les responsables sociaux-démocrates, le chef du FDP nouveau est plutôt un candidat-chancelier venu de « Chimèreland » au programme articulé autour du « tralala et de l'oubli collectif du sens des réalités ».

Même la présidente de la CDU, Angela Merkel, qui, si son parti gagnait les élections, devrait probablement envisager une coalition avec les libéraux, a dû mettre les points sur les « i ». « Il faut agir et non pas se contenter d'être fort en gueule », a-t-elle abruptement déclaré lors d'une réunion électorale, dimanche : « Les gags n'ont qu'un temps ; la CDU ne pourrait pas coopérer avec un Parti libéral qui joue au pantin. »

Georges Marion

TROISIÈMES CYCLES

EXPERTISE INFORMATIQUE 9 MASTERS SPÉCIALISÉS

- **Pôle Informatique pour le décideur**
 - Master "Informatique Financière"
 - Master "Management et Informatique"
 - Master "Décisions e-Stratégies de l'Entreprise"
- **Pôle Nouvelles Technologies de l'Information**
 - Master "Nouvelles Technologies Numériques"
 - Master "Réseaux Haut débit"
 - Master "Technologies Wireless"
- **Pôle "Systèmes Informatiques"**
 - Master "Sécurité Informatique"
 - Master "Systèmes d'Information d'Entreprise"
 - Master "Traçabilité et Logistique"

EPITA PARIS SUD MASTERS
14-16, rue Voltaire • 94276 Le Kremlin-Bicêtre cedex
Tél. 01 44 08 01 01 • M° Porte d'Italie • e-mail : masters@epita.fr



www.masters.epita.fr

ETABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ISTH

Excellents taux de réussite
DEPUIS 1954

MSTCF/EFB/ENM

- préparation intensive d'été
- cours par correspondance

DEUG Droit-Sciences-Eco

- préparation d'été
- session de pré-rentrée
- cours annuels

2, rue de Rémusat - 75016 Paris
Tél. : 01 42 24 10 72

Enseignements Supérieurs Privés

L'euro oblige le Portugal à une purge après l'euphorie

Le pays, qui n'a pas su gérer les aides de l'Union pour rattraper son retard, est à présent sous surveillance pour rétablir l'orthodoxie financière de son budget, fortement déficitaire

Paris veut contourner la Commission sur le déficit

LISBONNE

de notre envoyé spécial

Lisbonne a un air de fête. La ville aux façades ravalées est belle comme un sou neuf. Le parc automobile a été rénové. Sur les pentes du vieux quartier Bairro Alto, les filles, insouciantes, chantent le fado aux airs tragiques. Mais la fête est finie.

Depuis les élections du 17 mars, qui a porté au pouvoir une coalition de droite, avec à sa tête le centriste José Manuel Durao Barroso, le gouvernement a dû recourir à une potion amère : report des promesses de baisses d'impôts, hausse de deux points de la TVA, gel des embauches de fonctionnaires, interdiction aux communes de s'endetter plus encore, fermeture ou fusion de plus de soixante-dix instituts parapublics récemment créés. Selon les nouvelles autorités, le Portugal, après avoir frôlé la barre des 3 % de déficit public en 2001, allait vers les 4,5 % en 2002 si rien n'était entrepris.

Dur retour aux réalités après l'euphorie qui prévalait il y a quatre ans : en 1998, le pays géré par le socialiste Antonio Guterres entraînait résolument dans la modernité, grâce à l'exposition universelle de Lisbonne ; avec José Saramago, il recevait son premier Nobel de littérature ; surtout, il s'était qualifié pour

l'euro et avait rattrapé une partie de son retard économique : son produit intérieur brut (PIB) par habitant, qui dépassait juste la moitié de la moyenne européenne lors de l'entrée du pays dans l'Union en 1985, approche désormais les 75 %.

Le Portugal profite alors au maximum des avantages de l'Europe : les fonds structurels qui affluent de Bruxelles lui permettent de construire ponts et autoroutes et de renforcer son potentiel touristique. Avec l'euro, les taux d'intérêt baissent : le petit Portugal, hier sanctionné par les marchés, a des taux qui reflètent les économies dominantes de la zone, à commencer par la France et l'Allemagne, peu inflationnistes. L'Etat voit la charge de sa dette baisser, et décide à la place de faire de nouvelles dépenses sociales. « En 1995, 45 % du budget était consacré à des dépenses sociales. On est passé à 57 % en 2002, raconte l'ancien ministre socialiste Joao Cravinho. Il y avait un sous-développement de l'Etat social qui fallait résoudre assez vite. Il était impossible d'attendre d'avoir le même niveau de vie que le reste de l'Europe. »

L'Etat embauche 50 000 fonctionnaires qui avaient un statut de travailleurs faussement indépendant, augmente les traitements.

Dans le même temps, les Portugais, qui ont une tradition d'épargne héritée de l'ère Salazar, s'endettent pour acheter maison et automobile. Et avec l'euro, entreprises et banques portugaises peuvent facilement s'endetter sur les marchés mondiaux des capitaux. « Nous avons utilisé les avantages

En d'autres temps, la solution eût été une dévaluation de la monnaie nationale, qui aurait permis de remettre les pendules à l'heure

de l'euro de façon un peu immodérée », résume José Silva Lopez, président du conseil économique et social portugais. La croissance mondiale donne l'illusion que la fête pourra durer toujours. Aujourd'hui, avec le ralentissement, le pays se livre à son examen de conscience. « L'euphorie économique des années 1985-2000 a été arti-

ficielle, se fondant sur les fonds communautaires », accuse l'économiste Michael Porter, professeur à Harvard, estimant que « les Portugais doivent parler moins et travailler plus ».

Le Portugal réalise qu'il n'a pas su faire fructifier la manne européenne comme l'Irlande, autre bénéficiaire avec l'Espagne et la Grèce du fonds de cohésion destiné au rattrapage des pays les plus pauvres de l'Union. « L'Irlande a beaucoup investi les fonds structurels dans l'enseignement, la formation et la qualification professionnelle. Au Portugal, il y a eu une priorité aux infrastructures, surtout routières », explique Ferro Rodrigues, leader du Parti socialiste portugais, qui se réjouit quand même de ce que « Lisbonne est une ville beaucoup plus attractive et développée que Dublin ».

Certes, le pays ne connaît pas de chômage, mais il existe du sous-emploi dans l'administration ou les campagnes. Surtout, la main d'œuvre est sous-qualifiée, avec une industrie trop concentrée sur le textile, un peu l'automobile : selon l'agence européenne de statistiques, Eurostat, 43 % des 18-24 ans ont quitté l'école sans formation, contre 19 % de moyenne dans l'Union. La part de diplômés en sciences et technologie dans les

20-29 ans est quatre fois plus faible qu'en Irlande. Résultat, avec des salaires qui ont augmenté plus vite que les gains de productivité, « l'économie portugaise a perdu de sa compétitivité ces dernières années, comme en témoigne son déficit commercial important », a estimé la Commission européenne le 24 avril.

Avec l'élargissement à venir de l'Union, le Portugal se cherche un rôle. Les subsides de Bruxelles vont diminuer et les produits des pays d'Europe de l'Est vont déferler dans le centre de l'Europe. Pour compenser ces handicaps, la droite a inventé pendant la campagne électorale le concept de « choc fiscal », qui consiste à baisser dramatiquement l'impôt sur les sociétés, pour attirer les investissements. Comme en Irlande. Mais le projet, peu crédible budgétairement et conceptuellement insuffisant, a été reporté.

En d'autres temps, la solution eût été une dévaluation de la monnaie nationale, qui aurait permis de remettre les pendules à l'heure. C'est impossible avec l'euro. Le Portugal, qui a profité plus que les autres de la monnaie unique, est aussi le premier à subir ses rigueurs.

Arnaud Leparmentier

Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne

« Je ne partage pas l'obsession de la rigidité budgétaire »

La Commission a appelé la France à avoir un marché du travail flexible et à atteindre l'équilibre budgétaire en 2004, alors que Jacques Chirac envisage de le repousser à 2007. Qu'en pensez-vous ?

Je ne partage pas cette obsession de la rigidité budgétaire, véhiculée par les gouvernements de banques centrales et certains responsables, selon laquelle il faudrait arriver d'ici 2004 à un déficit zéro quoi qu'il arrive. Comment fera-t-on si l'on n'a que 1,3 % de croissance ? Quant au marché du travail en France, il est devenu très flexible, parfois trop, puisqu'il existe des travailleurs pauvres.

Il faut en finir avec tous ces discours idéologiques, qui ne correspondent plus à la réalité : qui rappelle que les emplois créés ces dernières années sont le plus souvent à durée déterminée ? Les gens ne veulent plus entendre ces théories de modération salariale permanente, comme le montrent les grèves en Allemagne.



Les épisodes portugais, allemand, irlandais, peut-être français, où l'on blâme plus ou moins les gouvernements successifs, n'ont pas fait avancer la coordination des politiques, ni la prise de conscience des vrais problèmes des économies européennes. Que sont-ils ? Comment accorder le sérieux de la gestion des finances publiques avec l'optimisation de la croissance et de l'emploi ? Comment rétablir l'équilibre entre le pilier économique et le pilier monétaire au sein de l'Union économique et monétaire ?

En 1997, on s'est contenté de rajouter le mot « croissance » au pacte de stabilité. C'était se bercer d'illusions. Le budget et la monnaie ne sont pas les deux seules mamelles de l'Union économique et monétaire. L'esprit des rédacteurs [du traité] de Maastricht n'est pas respecté et il faut mener une bataille politique pour arriver à une vraie coordination des politiques économiques. Qu'on ne dise pas que c'est bloqué parce que la

Banque centrale européenne (BCE) n'a pas dans ses statuts l'objectif de la croissance et de l'emploi. Elle en a le souci, en réalité. Mais il faut que la BCE puisse dialoguer avec le pôle économique. Le président de la Commission me

« Il faut mener une bataille politique pour arriver à une vraie coordination des politiques économiques »

semble le mieux placé pour être son interlocuteur, dans le cadre, bien entendu, des orientations arrêtées par le conseil des ministres, sur proposition de la Commission européenne.

Comment coordonner les poli-

tiques économiques sans tout centraliser ?

Il ne s'agit pas de prendre toutes les décisions à Bruxelles, mais d'exercer une pression les uns sur les autres pour avoir des politiques convergentes et essayer de maximiser la croissance. Les classiques nous disent que l'optimum de croissance en Europe se situe à 2,5 %. Je regrette, mais, dans une période de mutation technologique, nous pouvons réaliser autour de 3,5 %. La différence est considérable, elle donne des marges de manœuvre pour l'emploi et le progrès social.

En plus de cette coordination, l'Union devrait développer des politiques fortes de recherche, d'aménagement du territoire, et financer en bonne partie, par l'emprunt, de grandes infrastructures, et donc des biens collectifs, pour renforcer la compétitivité de l'Europe et assurer un meilleur avenir aux générations qui viennent.

Propos recueillis par Ar. Le.

Ar. Le. et V. Ma.



■ LA MALAISIE VOUS FAIT SIGNER

NE LE MANQUEZ PAS !!! PENDANT LE PLUS GRAND ÉVÉNEMENT DE FOOTBALL DE L'ANNÉE.

Arrêtez-vous en Malaisie sur le chemin de la Coupe du Monde et profitez d'un shopping de classe international, de plages de sable fin et de paysages magnifiques. Cela pourrait être le coup d'envoi d'un séjour plus long que vous ne le pensez. La compagnie aérienne de la Malaisie

(Malaysia Airlines) transporte un peu plus de 40 000 passagers vers plus de 100 destinations à travers le monde. ■

malaysia
AIRLINES

www.malaysia-airlines.com

Malaysia Airlines s'engage à offrir à ses passagers les meilleurs services. Malaisie Airlines, Kuala Lumpur, Malaisie. Téléphone : 00350 380 10 000 ou 350 380 10 000. Fax : 350 380 10 000. E-mail : 350 380 10 000. Site web : www.malaysia-airlines.com

FRANCE

CORSE

Le président de la République a vivement réagi, samedi 11 mai, quand des supporters du Sporting Club de Bastia ont sifflé **LA MARSEILLAISE**, avant le coup d'envoi de la finale de la Coupe de France entre

Bastia et Lorient. C'est « **INADMISSIBLE ET INACCEPTABLE** », a-t-il souligné, après avoir demandé une suspension du match et des excuses à Claude Simonet, président de la Fédération française de foot-

ball. Porte-parole des nationalistes corses, Jean-Guy Talamoni estime, dans un entretien au *Monde*, que « **LES CORSES ONT LEUR HYMNE et leur drapeau, qu'ils ont le droit d'honorer** ». Les liens entre le club

bastiais et les indépendantistes n'ont jamais été clairement établis. François Hollande, premier secrétaire du PS, et Laurent Fabius jugent que le chef de l'Etat a eu raison de protester.

Jacques Chirac veut faire respecter les symboles de la République

Le chef de l'Etat a jugé « inacceptable » que des supporters bastiais sifflent « La Marseillaise » avant la finale de la Coupe de France, samedi 11 mai, au Stade de France. Chef des nationalistes corses, Jean-Guy Talamoni estime que « les Corses ont leur hymne, qu'ils ont le droit d'honorer »

LE PRÉSIDENT est sur tous les fronts. Depuis sa réélection, Jacques Chirac n'a pas manqué une occasion de se poser en défenseur de la France et des valeurs républicaines. Mercredi 8 mai, après l'attentat de Karachi, qui a causé la mort de 11 Français, il prononçait une déclaration solennelle, enregistrée dans la cour de l'Élysée, et dépêchait au Pakistan la ministre de la défense, Michèle Alliot-Marie. Lundi, il assistait, en compagnie de Jean-Pierre Raffarin, aux obsèques des victimes de l'attentat, à Cherbourg. Entre-temps, samedi soir, la finale de la coupe de France Bastia-Lorient, disputée au Stade de France, lui avait offert une nouvelle occasion de se porter aux avant-postes, après que des supporters corses eurent sifflé l'hymne national.

Surgies peu avant 20 h 45, dès les premières notes de *la Marseillaise*, les huées s'élevèrent de la tribune sud, où étaient regroupés les supporters bastiais. Des sifflets qui dureront jusqu'aux « *sillons* » de la fin du couplet de Rouget de Lisle. M. Chirac interroge d'abord le président de la Fédération française de football, Claude Simonet, debout à sa droite, mais c'est Jean-François Lamour, son ministre des sports, qui, de l'autre côté, lui



Samedi 11 mai, 20 heures 44, des supporters corses sifflent « La Marseillaise ». Le chef de l'Etat se tourne alors vers Claude Simonet, le président de la Fédération française de football. Furieux, Jacques Chirac quittera ensuite la tribune officielle.

répond. Le visage du président se ferme. Raide, les mains dans le dos, il fulmine. « *Ils sifflent ?* », demande le président à son premier ministre. M. Raffarin opine. « *Je m'en vais* », lâche le président avant de regagner les loges, sous les regards incrédules de Michel Platini et d'Aimé Jacquet. M. Raffarin, M. Lamour et Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, lui emboîtent le pas. A quelques mètres en

contrebas, Jean-Guy Talamoni, élu nationaliste à l'Assemblée de Corse, regarde la scène. Sur la pelouse, les joueurs ne comprennent pas. Les 80 000 spectateurs pas davantage. Pour que l'information parvienne au public, il faudra que M. Simonet s'empare du micro, à la demande expresse du chef de l'Etat, et présente les excuses de la Fédération à la France « *parce qu'on a sifflé la Marseillaise* ». « *Le président*

m'a fait appeler pour me dire son mécontentement, et c'est pour cette raison que je suis intervenu », explique-t-il à la mi-temps. « *Je ne pense pas que le chef de l'Etat ait jamais imaginé quitter définitivement le Stade de France, mais il fallait une réaction immédiate* », indique le ministre des sports, ajoutant que M. Chirac lui a confié ne pas comprendre « *ce geste absurde* ».

Dans l'intervalle, le président a

convoqué une équipe de TF1, qui retransmet la rencontre. Dans le salon voisin de la tribune officielle, il s'adresse à la caméra : « *Quelques irresponsables ont cru devoir siffler la Marseillaise, dit-il. (...) C'est inadmissible et inacceptable.* » Pour la première fois dans l'histoire de la coupe de France, le chef de l'Etat refuse de descendre sur la pelouse pour saluer chacun des joueurs. C'est dans la tribune qu'il reçoit les excuses de François Nicolai, le président du club bastiais. « *J'ai présenté les excuses du Sporting Club de Bastia aux présidents Chirac et Simonet, déclare-t-il. Nous sommes dans une enceinte sportive et j'estime que l'on doit un minimum de respect au président de la République. Ce respect, c'était surtout de ne pas siffler la Marseillaise.* » Le match débutera avec vingt minutes de retard.

COLÈRE CHIRAQUIENNE

La France entière aura donc vu la colère chiraquienne. Pour la deuxième fois en quelques mois, au Stade de France, la *Marseillaise* venait d'être conspuée. Mais alors que, lors du match France-Algérie, le 6 octobre 2001, Lionel Jospin n'avait pas réagi lorsque l'hymne national avait été sifflé, M. Chirac n'a pas craint pas de provoquer

l'incident en faisant retarder le début de la rencontre. L'Élysée avait été informé par les Renseignements généraux que des « *perturbations* » étaient projetées durant le match, notamment à l'instigation du Comité d'action contre la répression (CAR), association nationaliste qui défend

« Je ne tolérerai pas et je n'accepterai pas »

Dans une brève déclaration sur TF1, après les sifflets et avant le début du match, Jacques Chirac a condamné, samedi 11 mai, le comportement « *inadmissible et inacceptable* » de « *quelques irresponsables [qui] ont cru devoir siffler la Marseillaise* ».

« *Je ne tolérerai pas et je n'accepterai pas que soit porté atteinte aux valeurs essentielles de la République et à ceux qui les expriment* », a ajouté le chef de l'Etat.

les « *prisonniers politiques* » corses.

Le fait que les sifflets soient venus des tribunes où étaient massés 20 000 supporters corses est la première raison de la colère présidentielle. Le score de Jean-Marie Le Pen à l'élection présidentielle n'est pas non plus étranger à l'attitude du chef de l'Etat, qui a conscience que sa légitimité électorale vient d'abord – il l'a reconnu lui-même – du « *sursaut républicain* » du 5 mai. Avant sa réélection, le président avait paru vouloir minimiser les incidents portant atteinte aux symboles républicains. Alors que de nombreux élus rapportaient combien leurs électeurs avaient été choqués par les sifflets lors du match France-Algérie, il avait cherché à apaiser les choses, afin de ne pas attiser « *un racisme latent dans les banlieues* ».

Interrogé sur le sujet par un groupe de députés, au cours d'un déjeuner à l'Élysée, quelques semaines après, M. Chirac avait préféré critiquer la façon dont le gouvernement avait organisé la rencontre : « *On n'organise pas un match entre deux équipes de force si inégale pour de pures raisons d'affichage politique.* » Ce n'est que le 11 mars, dans un entretien publié par *Le Figaro*, que le président – après réflexion avec ses conseillers – avait durci ses réponses initiales, pour juger « *inacceptable et choquant* » que l'on siffle la *Marseillaise*. Avant de conclure : « *C'était une profonde erreur de mêler sport et politique.* »

Sa réaction de samedi est donc le résultat de ce précédent France-Algérie. Il faut y ajouter le contexte particulier du match Bastia-Lorient. M. Chirac sait qu'il hérite, désormais, du problème corse. Le nouveau ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, n'a jamais caché qu'il était, pour sa part, favorable à la poursuite du processus de Matignon.

Yves Bordenave

Raphaëlle Bacqué et Pierre Lépidi

Paroles de supporters : « Je ne suis pas français, monsieur. Moi, je suis corse »

LA TRIBUNE sud du Stade de France a volé la vedette aux finalistes de la Coupe. De ses travées, peuplées des supporters du Sporting de Bastia, ont surgi les sifflets de la polémique. « *Evidemment qu'on a sifflé La*

REPORTAGE

« C'était pas prévu dans le mot d'ordre, ça s'est fait spontanément »

Marseillaise, reconnaissent Jean-François et Nathalie, deux étudiants venus de Bastia pour l'occasion. *On l'a fait parce qu'on nous manque de respect. Et puis, La Marseillaise n'est pas l'hymne de la Corse.* L'écharpe bleu et blanc en évidence, un supporter quitte le stade avant la fin de la rencontre. « *Les sifflets ? Je ne suis pas français, monsieur. Moi, je suis corse* », lance-t-il.

« *S'ils ne sont pas français, ils n'ont qu'à pas disputer la Coupe de France* », répond finement Thomas, un supporter du Paris-Saint-Germain, venu voir à l'œuvre ses homologues corses. Antoine, Xavier et Georges, trois amis qui ont fait le voyage depuis Furiani, dans la banlieue de Bastia, s'estiment,

quant à eux, « *français à part entière et fiers de l'être* » : « *C'est une minorité qui a sifflé, quelques jeunes, assurent-ils. C'était bien pire lors de France-Algérie.* »

Ces quelques jeunes gens n'étaient pourtant pas seuls. Justine, 16 ans, et Marie-José, sa mère, ont sifflé ensemble *La Marseillaise*. « *C'est la manifestation d'un peuple qui en a assez que la France le considère comme un sous-peuple et qui exprime sa crainte de ce qui va se passer dans un proche avenir* », affirme la maman, Corse installée dans la région parisienne depuis vingt ans et fonctionnaire au ministère de l'Éducation nationale. « *Je n'étais pas venu ici pour siffler La Marseillaise, moi qui la chantais en manifestant dans les rues de Paris le 1^{er} mai. C'est aussi notre hymne, mais ça le sera encore plus quand la France manifestera plus de considération envers le peuple corse, sa langue et sa culture.* »

Dans la journée, une consigne avait circulé dans les rangs des supporters corses : elle était de rester assis pendant *La Marseillaise*, en silence et les bras croisés. Pas de siffler l'hymne national. « *C'était pas prévu dans le mot d'ordre, ça s'est fait spontanément* », assure Dan Lodi, un militant nationaliste. « *La Marseillaise est difficilement respectable, car c'est l'hymne national d'un pays colonisateur* », précise-t-il, une grande banderole « *Liberta per i patriotti* » (« Liberté pour les

patriotes ») à la main et les quatre lettres « *FLNC* » (Front de libération national de la Corse) peintes en noir sur le front. Dan Lodi est l'un des animateurs du Comité anti-répression corse (CAR) à Paris. Dès la fin de l'après-midi, il s'était rendu au Stade de France pour distribuer des tracts réclamant la libération des prisonniers indépendantistes.

« CONTRE L'ÉTAT ET L'ÉNARCHIE »

A ses côtés, Christian, la quarantaine, explique avoir sifflé non pas « *contre le peuple français, mais contre l'Etat et l'énarchie parisienne* ». « *Quand les Maghrébins ont sifflé, pendant le match France-Algérie, personne n'a rien dit. Là, pour Bastia, Chirac en fait tout un plat et refuse de saluer les joueurs* », s'énerve Nathalie, 30 ans, vendeuse à Bastia, qui se dit « *politiquement neutre mais d'accord avec ceux qui ont sifflé* ».

Stéphane, 30 ans, n'est pas un militant nationaliste. S'il a sifflé *La Marseillaise*, c'est « *pour montrer l'exaspération et le désespoir du peuple corse face au résultat de la présidentielle et à l'abandon du processus de Matignon* », qui engageait l'île vers une plus large autonomie. « *Ça n'a rien d'étonnant, après les propos que le président Chirac a tenu en Corse, qui ferment toute perspective d'évolution institutionnelle* », s'empare Rémy, expert-comptable stagiaire originaire d'Ajaccio, le visage

peinturluré aux couleurs du Sporting. « *Ces sifflets, c'est la réaction de gens qui ne se reconnaissent pas dans La Marseillaise. Ils n'étaient pas dirigés contre le peuple français, mais contre les gens qui se trouvaient dans la tribune présidentielle.* »

L'unanimité ne règne pourtant pas dans les rangs des spectateurs corses. Pour bon nombre d'entre eux, le comportement de ceux qui ont sifflé est « *honteux* » ou, en tout cas, « *triste pour la France* ». « *C'est nul, ceux qui ont fait ça sont des attardés mentaux, affirme Isabelle, une mère de famille bastiaise. Nous, on ne l'a pas sifflée, parce que la Corse, c'est la France. Les nationalistes se servent d'un événement sportif pour revendiquer politiquement, alors que ce n'était pas le lieu. C'est peut-être ça qui a déstabilisé nos joueurs.* »

Jo, d'Ajaccio, a chanté « *à tue-tête* » l'hymne national : « *Ceux qui ont sifflé ont leurs raisons, moi je n'en ai pas. Je trouve ça dommage, cela ne nous sert pas et me fait un peu honte. Surtout, il ne faut pas croire que toute la Corse est comme ces quelques énerguemènes.* » « *Des énerguemènes ? Un dixième de la population corse est réuni dans ce stade, assure Rémy. C'est une bonne partie des Corses qui s'est exprimée ce soir.* »

Alexandre Garcia et Gilles van Kote

Lors du match France-Algérie, Lionel Jospin n'avait pas réagi aux sifflets

Le 6 octobre 2001, de jeunes français d'origine algérienne avaient conspué l'hymne national avant d'envahir la pelouse

CE DEVAIT être un épisode phare de son quinquennat, l'une des initiatives dont elle serait restée longtemps fière, ce fut un cauchemar. Un ratage. Ce samedi 6 octobre 2001, alors que retentissent les premières notes de la *Marseillaise* dans un Stade de France comble et survolté, une bronca de tous les diables monte de la foule. Près de 60 000 poitrines conspuent à l'unisson l'hymne national.

Installée dans la tribune d'honneur du stade, Marie-Georges Buffet fait grise mine. Au côté de Lio-

nel Jospin et de nombreux membres du gouvernement, la ministre de la jeunesse et des sports essuie l'affront sans mot dire. Le premier ministre se crispe un peu, mais à l'instar de M^{me} Buffet – qu'il a soutenue les jours précédents face à ceux qui s'opposaient à l'organisation de cette rencontre – il ne bouge pas. L'incident passe et le match débute. Il sera interrompu un peu plus d'une heure après, à la suite de l'envahissement du terrain par des centaines de jeunes beurs.

Le lendemain, le choc est immen-

se. La ministre des sports est bouleversée. L'impassibilité du premier ministre, au moment où ont résonné les sifflets, est critiquée par des observateurs. « *L'honneur de la France a été bafoué. Il aurait dû se lever, manifester sa désapprobation* », commentent la presse et le monde politique.

Pourtant, tout avait été programmé pour que ce match historique – une première entre la France et l'Algérie depuis l'indépendance en 1962 – se déroule dans une ambiance de kermesse. Malgré les menaces d'incident qui pèsent, M^{me} Buffet avait persévéré. Trois semaines après les attentats du 11 septembre, la rencontre est en effet classée « *à haut risque* » par les autorités. Une semaine avant le match, un rapport des Renseignements généraux du département de la Seine-Saint-Denis a même alerté les pouvoirs publics (*Le Monde* du 6 octobre 2001) : il fait état de groupes de jeunes de banlieue qui souhaitent profiter de l'événement pour « *tenter quelque chose* ».

Des voix s'élèvent pour proposer le report. Des joueurs ne cachent pas leur appréhension. Mais rien

n'y fait : annuler ce match, qui a nécessité tant d'efforts et de ténacité, serait un échec. Il a fallu des mois de préparation et d'après négociations pour mettre sur pied la rencontre. Elle est maintenue. Dès lors l'enjeu politique devient évident.

Avec le soutien de M. Jospin, M^{me} Buffet a convaincu le gouvernement de l'importance de son initiative. Nombre de ministres font le déplacement. A l'heure du coup d'envoi, une seule personnalité de premier plan manque à l'appel : le président de la République, qui est pourtant un habitué du Stade de France. Depuis la Coupe du monde de 1998, Jacques Chirac ne dissimule pas son enthousiasme pour les Bleus. Il se pose même en premier de leurs supporters et n'a jamais raté un match à Saint-Denis. Mais cette fois, il décline l'invitation que lui a adressée la Fédération française de football.

A la fin du match, quand éclatent les incidents, le premier ministre – livide – quitte la tribune. Tandis que règne la plus grande pagaille, le gouvernement quitte le stade sous la protection d'agents de sécu-

rité. Dès le lendemain, la polémique fait rage. M^{me} Buffet doit faire face à son premier, mais spectaculaire échec. Et le gouvernement de la gauche plurielle avec elle.

ebs
European Business School

3^e CYCLES MASTER SPÉCIALISÉS
Finance / International / Ressources Humaines / Communication-Marketing

Ingénieurs, IEP, Maîtrises, Médecins,...

12 mois dont 5 mois de stage
Option Internationale aux USA

EBS - 169, quai de Valmy - 75010 Paris
Tél : 01 53 35 84 84
www.masterebs.com

HEC-ESSEC-ESCP

► Stages intensifs
Pré-rentree, Noël, février, Pâques

► Classes préparatoires annuelles "pilotes" 1^{er} et 2^e années, voies S et E
HEC-ESSEC-ESCP-EMIL
de 90% à 100% d'intégrés en voie S,
de 70% 80% d'intégrés en voie E

IPESUP
18 rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris 01 43 25 63 30
Enseignement supérieur privé www.ipesup.fr

COURS GALIEN

Direction : Docteur JF PONCET

Établissement d'enseignement supérieur privé déclaré auprès des Recorats régi par la loi du 12 juillet 1987.

MEDECINE - PHARMACIE
Prépa. annuelle aux concours de 1^{ère} année

PARAMÉDICAL
CARRIERES SOCIALES
Prépa. annuelle aux concours

DROIT - SCIENCES PO.
Prépa. annuelle et d'été aux concours

BTS OPTICIEN LUNETIER
Prépa. à l'examen national

PROFESSEUR DES ECOLES
Prépa. au concours du CRPE

COURS GALIEN - Site internet : www.cours-galien.fr
Paris : 92 rue de Rennes 75006 Tél. 01 53 63 00 22
Lyon : 10 rue Antoine Lumière 69008 Tél. 04 78 00 06 20
Dijon : 32 rue Chabot Charny 21000 Tél. 03 80 66 26 00
St Etienne : 31 rue du 11 novembre 42100 Tél. 04 77 43 95 00
Montpellier : Pitot Bât. E - Place Mirouze 34000 Tél. 04 67 61 95 42
Grenoble : 18 rue Aimon de Chissé 38000 Tél. 04 76 03 15 99
Clf Ferrand : 4 avenue Marx Dormoy 63000 Tél. 04 73 29 32 32
Strasbourg : Ouverture mi juin 2002 - Tél. 04 78 00 06 20

Jean-Guy Talamoni, porte-parole de Corsica Nazione

« Les Corses ont leur hymne et leur drapeau, qu'ils ont le droit d'honorer »

Vous étiez dans une tribune officielle du Stade de France, samedi, à Paris, en compagnie d'autres élus de Corsica Nazione. Avez-vous sifflé La Marseillaise ?

J'étais venu pour soutenir le Sporting qui représentait la Corse. Je me suis levé, je ne l'ai pas chantée, je ne l'ai pas sifflée. Je respecte les symboles, les hymnes et les drapeaux.

Comment avez-vous jugé la réaction de Jacques Chirac ?

C'est une réaction politicienne et électoraliste. L'enjeu n'était ni la Corse, ni La Marseillaise, mais les élections législatives. Les responsables français seraient bien inspirés de se demander pourquoi plusieurs milliers de Corses ont sifflé l'hymne français plutôt que de répondre de manière arrogante. Ce qui s'est passé samedi est un événement politique majeur, comme les sifflets qui ont accompagné le match France-Algérie, le 6 octobre 2001.

Vous leur donnez la même signification ?

Ce sont deux problématiques très différentes. Mais les sifflets lors de ces deux matches de football ont soulevé, à chaque fois, un problème politique réel. En octobre, ils ont signifié l'échec du modèle d'intégration à la française. Les manifestants ont voulu dire qu'ils n'étaient ni Algériens en Algérie, ni Français en France et protester contre le sort qui leur était fait. Cette fois, les Corses qui étaient à la tribune du Stade de France ont demandé à être respectés. On ne peut pas demander aux Corses de respecter la République française si on ne respecte pas, en retour, le peuple corse et ses droits.

Vous voulez chanter le Dio vi salve regina avant La Marseillaise ?

Avant ou après ! Les Corses ont



leur hymne et leur drapeau, qu'ils ont le droit d'honorer. Ils constituent une société distincte de la société française. Un vrai homme d'Etat devrait prendre en compte l'ampleur du phénomène qui s'est manifesté samedi plutôt que de donner l'injonction aux Corses de s'aligner sur les valeurs de la Répu-

« Ces sifflets sont la preuve que, depuis quelques semaines, les tensions sont très vives sur l'île »

JEAN-GUY TALAMONI

blique française une et indivisible.

C'est un message à M. Chirac ?

Cet événement ne se serait pas produit à mon avis en plein processus de Matignon. Le discours de M. Chirac qui, en Corse, le 16 avril, a expliqué qu'il n'y avait « pas de problème corse », mais « des problèmes en Corse », est de fermeture

totale. Pour flatter la tendance anti-corse, présente au sein de la population française, il est revenu vingt-cinq ans en arrière : c'était une phrase de Valéry Giscard d'Estaing. Le traitement spécifique de la question corse, qui avait été admis sous contrôle de l'opinion internationale, et notamment européenne, en juillet 2000, a été renié. C'est d'une inconséquence incroyable. Ce qui s'est passé hier, c'est la suite de ça.

Vous voulez dire que ces sifflets s'inscrivent dans la stratégie du mouvement nationaliste qui, depuis la réélection du président de la République, multiplie les avertissements et, pour sa part clandestine, les attentats ?

En ce qui concerne les attentats, cela relève de la responsabilité des clandestins. Pour les sifflets de samedi, ils s'inscrivent dans le cadre d'une situation de tension, mais pas d'une stratégie. D'abord, il est illusoire de penser que les huées qui ont gagné toute l'île réservée aux Corses sont le fruit d'une manipulation ou d'un calcul. C'était tout à fait spontané. Ensuite, cela n'a jamais été la volonté des nationalistes que de faire siffler La Marseillaise. En revanche, je pense que ces sifflets sont la preuve que, depuis quelques semaines, les tensions sont très vives sur l'île.

Que dites-vous au président de la République ?

Je veux dire aux responsables français : il faut absolument retrouver les voies d'un dialogue sincère et loyal. Ce dialogue doit être consacré spécifiquement à la question corse et non pas la noyer dans une réforme globale de décentralisation à l'échelle de la France.

Propos recueillis par Ariane Chemin

Les responsables politiques saluent tous la réaction du chef de l'Etat

François Hollande et Laurent Fabius ont approuvé la colère de M. Chirac ; Emile Zucarelli déplore « le fait d'une minorité imbécile »

À DROITE comme à gauche, la plupart des responsables politiques ont condamné les sifflets qui ont accompagné la Marseillaise, samedi au Stade de France, et salué la réaction de Jacques Chirac, qui a quitté pendant un instant la tribune officielle. Dans un entretien au Parisien, lundi matin 13 mai, le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin (DL), s'est dit « très attaché à la Marseillaise ». « J'ai donc vécu ces sifflets comme une violence et un acte très grave, a-t-il dit. J'ai tout de suite vu combien le président de la République était choqué. »

A l'intention des supporters corses, le chef du gouvernement indique : « Nous sommes un pays de liberté, mais il est des valeurs qui constituent notre patrimoine à tous. Personne ne doit accepter qu'on puisse leur porter atteinte. Faire respecter la Marseillaise, c'est un message très fort, et qui dépasse le cadre d'un simple match de football. Cela concerne tous le monde, pas seulement les Corses. » Dimanche, le ministre des sports, Jean-François Lamour, s'était « indigné » à double titre des sifflets qui ont accueilli l'hymne national : comme ministre, car « les valeurs de la République ont été bafouées », mais aussi comme ex-champion d'escrime. « Il fallait une réaction immédiate », a-t-il dit sur TF1.

Le maire (PRG) de Bastia, Emile Zucarelli, a estimé que l'incident n'était « absolument pas représentatif de l'état d'esprit des Corses, des Bastiais, des supporters du Sporting », mais « le fait d'une minorité imbécile ». « Il ne faut pas en faire un événement politique majeur », a-t-il ajouté.

Jean-Pierre Chevènement, qui présidait dimanche les assises du Pôle républicain à Paris, a souhaité

qu'une « enquête » soit menée « pour savoir comment cette affaire a été organisée ». « Il me paraît évident, a-t-il assuré, qu'il y a eu une provocation de la part d'un certain nombre de supporters indépendantistes qui étaient là en service commandé ». « La France est malade, les francophobes ont fait beaucoup de progrès dans notre pays mais cela est dû à l'attitude de nos élites depuis plus de vingt ans », a souligné l'ex-ministre de l'intérieur.

A l'extrême droite, le président du Mouvement national républi-

Laurent Fabius a expliqué, lundi matin, sur RTL, qu'il « aurait réagi à peu près de la même manière ». M. Chirac « a eu raison, a dit l'ancien premier ministre. C'est ce qu'il fallait faire et il l'a fait ». M. Fabius n'a toutefois pas voulu rapprocher cet incident avec ceux du match France-Algérie, « qui n'est pas comparable », a-t-il dit.

La seule petite note critique est venue des Verts - non sans un éloge au coup politique réussi par M. Chirac. La secrétaire nationale des Verts, Dominique Voynet, a

Affaire Erignac : renvoi des suspects aux assises

Les juges d'instruction antiterroristes chargés de l'enquête sur l'assassinat du préfet Claude Erignac, le 6 février 1998 à Ajaccio, ont ordonné, mardi 13 mai, le renvoi de huit nationalistes corses devant une cour d'assises spéciale pour « assassinat » et « complicité d'assassinat ».

Suivant les réquisitions du parquet, les juges ont en revanche prononcé un non-lieu en faveur de l'agriculteur et militant nationaliste Mathieu Filidori, qui avait été le premier suspect interpellé par la Division nationale antiterroriste et mis en examen dans cette affaire.

Soupçonné d'avoir été l'assassin du préfet, Yvan Colonna, en fuite depuis plus de deux ans et demi, n'est pas renvoyé devant la cour d'assises à ce stade car la procédure le concernant a été disjointe du reste de l'affaire et les investigations sont toujours en cours.

cain (MNR), Bruno Mégret, s'est déclaré « scandalisé », samedi, dans un communiqué, par « l'injure faite à l'hymne national ». M. Mégret « déplore » toutefois « que le président de la République ait fait preuve de faiblesse et ait cédé aux provocateurs en n'exigeant pas que la Marseillaise soit à nouveau jouée sans être sifflée, sauf à reporter purement et simplement le match ».

A gauche, aucune voix ne s'est élevée pour critiquer la réaction de M. Chirac. Après François Hollande, dimanche soir, dans « France Europe Express », sur France 3,

estimé que la réaction du chef de l'Etat avait été un geste « assez surjoué mais bien joué » ; elle a jugé « bienvenu de marquer après le second tour de la présidentielle que tous les symboles de la République ne peuvent pas être chahutés ». Pour Noël Mamère, l'incident témoigne que « le problème de l'identité n'est pas résolu dans ce pays ». « Cette vieille France jacobine doit apprendre qu'elle doit accepter ses différences, a-t-il déclaré. Le président est en campagne et a surtout voulu donner de la grandeur au geste. »

Les liens entre le Sporting Club de Bastia et les nationalistes ne sont pas clairement établis

Un haut responsable d'A Cuncolta a été membre de la direction du SCB

BASTIA

de notre correspondant

Le Sporting Club de Bastia (SCB) est-il sous influence nationaliste et, par voie de conséquence, ses supporters sont-ils aisément manipulables par le mouvement indépendantiste ? Force est de constater que certains des hommes chargés de la sécurité sur le stade bastiais ou de l'accompagnement des spectateurs dans les tribunes sont souvent ceux qui portaient, jusqu'à sa dissolution en

1999, l'uniforme de Bastia Sécurité, la société de transport de fonds réputée proche du FLNC canal historique.

Que dire de l'omniprésence, dans les rangs de la direction du club, d'un ancien haut responsable de A Cuncolta Nazionalista du temps où François Santoni et Charles Pieri en assumaient conjointement le secrétariat national ?

Le fait qu'un proche parent du président du Sporting Club ait

assumé la direction de l'hebdomadaire nationaliste U Ribombu suffit-il à garantir l'assujettissement du club aux nationalistes ?

Pour l'admettre, il faudrait ne pas prendre en compte la diversité politique des autres dirigeants du SCB. Là, hommes de droite et de gauche y partagent indistinctement les principales responsabilités financières ou sportives du club. Il faudrait aussi ne pas prendre en compte le fait que le Sporting Club de Bastia constitue l'élément le plus populaire et le plus régulièrement célébré du patrimoine identitaire de l'île.

L'ÉPOPEE DE 1978

Il échappe ainsi à la tutelle directe des uns et des autres. Les matches joués à domicile par le SCB mobilisent régulièrement 5 000 spectateurs venus de toute l'île. De plus, le public insulaire se place en tête des acheteurs régionaux de programmes TV vendus à la carte et ouverts aux équipes locales en compétition nationale.

Le comportement des supporters du SCB, s'il n'est pas très différent de celui d'autres clubs turbulents du continent, se caractérise surtout par un culte en faveur de la région Corse. Les grandes dates glorieuses ou dramatiques du club que sont l'épopée européenne de 1978, la Coupe de France de 1981, la catastrophe du 5 mai 1992 au stade Furiani ou l'espoir de la Coupe 2002 sont autant d'étapes au cours desquelles les excès et la démesure sont souvent venus en contrepoint de la dimension réelle des événements.

Cette fois, l'outrance des supporters, inspirée ou confortée par des provocateurs nationalistes, si elle a tutoyé la rupture, n'a pas mobilisé l'opinion corse. Ainsi, au lendemain de la victoire du club de Lorient, les Bastiais commentaient moins la contestation de l'hymne national que les raisons d'une défaite sportive méritée du Sporting Club de Bastia.

Michel Codaccioni

Entre cavalier tous les jours...
... et galoper chaque jour, j'ai choisi !

LA MAYENNE. TOUTE LA VIE À PORTEE DE MAIN

Ils se sont installés au cœur du Grand Ouest, à 1h30 de Paris en TGV, dans un cadre aux charmes rêvés, loin du tumulte et du stress. Ils ont trouvé ici l'équilibre qui leur ressemble : le dynamisme économique qui ils recherchent, un environnement préservé, un habitat chaleureux, de nombreuses activités culturelles et sportives et la promesse d'un avenir serein pour leurs enfants. Tous les soirs, ils se retrouvent en famille : c'est promenade au grand air, dîner sous la glycine ou spectacle.

Ils sont heureux. Ils ont choisi de vivre en Mayenne.

www.cg53.fr
02 43 46 53 53

LA MAYENNE
COMPTA GÉNÉRAL

[M'B'A ESCP-EAP]

L'ACCÉLÉRATEUR de carrière

L'Executive M'B'A ESCP-EAP à Paris est un programme de management conçu pour des cadres à fort potentiel très impliqués dans leur entreprise et promis à une évolution de carrière rapide. Sa pédagogie interactive et novatrice combine cours, ateliers et séminaires en Europe, Asie et Amérique latine. Ce programme MBA bilingue anglais / français permet le maintien d'une activité à temps plein pour obtenir en 18 mois un diplôme référencé dans le monde entier.

Rejoignez le réseau des 20 000 anciens ESCP et EAP actifs répartis dans 65 pays.

ESCP-EAP

79 avenue de la République - 75011 Paris

Isabelle du Merle - Tél. : 01 49 23 22 89

E-mail : emba@escp-eap.net

Réunion d'information

• 16/05 - 18h30

ESCP-EAP

OXFORD PARIS
MAGNETI EXCELLENCE

European School of Management

Learn everywhere. Manage anywhere.™

M. Raffarin dicte ses règles à son équipe gouvernementale

Lors du séminaire gouvernemental réuni samedi 11 mai, le premier ministre a ébauché sa méthode en engageant les membres du gouvernement à partager leurs fonctions entre le « terrain, le travail législatif et les initiatives urgentes »

LE PREMIER MINISTRE, Jean-Pierre Raffarin, entendait profiter du premier « séminaire de gouvernance », réuni samedi 11 mai à Matignon, pour soumettre une méthode de travail à son gouvernement. L'activisme médiatique de plusieurs de ses ministres a donné tout son sens à ce rendez-vous. Chargé, selon l'expression de Patrick Devedjian, de « mettre en musique » les orientations définies par le président de la République, le premier ministre-chef d'orchestre a dû mettre un terme à un prélude quelque peu cacophonique.

Mercredi 8 mai, la ministre de l'écologie, Roselyne Bachelot (RPR), avait déclenché une polémique en vantant les mérites du nucléaire. Après avoir fait part de son intention, dès le lendemain de sa nomination, de « reprendre à zéro » le projet de troisième aéroport « parisien », le ministre de l'équipement et des transports, Gilles de Robien (UDF), a ajouté une nouvelle fausse note, en se déclarant opposé, vendredi 10 mai, à toute amnistie pour les infractions au code de la route.

M. Raffarin, qui s'était fermement expliqué par téléphone, mercredi, avec M^{me} Bachelot, puis, deux jours plus tard, avec M. de Robien, a évité, samedi, de les mettre en cause devant leurs collègues. Non sans humour, il a simplement félicité le ministre de la justice, Dominique Perben (RPR), de ne pas en avoir rajouté sur l'amnistie, qui relève pourtant de sa compétence. « Les sujets qui peuvent fâcher n'ont pas été abordés collectivement », a confirmé un ministre.

Le chef du gouvernement a toutefois rappelé ses deux principes : la communication ne doit pas précéder l'action ; un ministre ne peut pas s'exprimer à titre personnel.

M. Raffarin a également rappelé à ses ministres l'interdiction qui leur était faite par le chef de l'Etat de cumuler leur portefeuille ministériel avec la présidence d'un exécutif local. « Je veux que cela soit réglé ce week-end ! », avait lancé M. Chirac, la veille, lors du premier conseil des ministres.

Plusieurs ministres, tels Nicolas Sarkozy ou Patrick Devedjian, ont d'ailleurs déjà commencé à s'exécuter. Seul le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, Jean-Paul Delevoye (RPR), par ailleurs président de l'Association des maires de France, a tenté, une dernière fois, de résister à la pression, en suggérant que les ministres intéressés délivrent des délégations générales mais conservent leur titre de maire ou de prési-

dent. En vain. Interrogé par la presse, le porte-parole du gouvernement, Jean-François Copé (RPR), lui-même maire de Meaux (Seine-et-Marne), a précisé que la « jurisprudence Jospin » en matière de non-cumul s'appliquerait « pleinement, et dès à présent », aux treize ministres concernés.

« PAS POLÉMIQUE »

Contrairement à ce qui était prévu initialement, c'est toutefois le premier ministre, et non M. Copé, qui a rendu compte de l'essentiel des travaux du séminaire. M. Raffarin a livré la recette d'une méthode de travail qui doit être « faite d'efficacité, de proximité sur le terrain, mais aussi de cohérence ». Elle consiste en « un tiers du temps et de l'énergie pour l'écoute, pour la

concertation, pour le terrain ; un tiers pour le travail législatif, les nouvelles lois, mais aussi les relations avec l'Union européenne ; et un tiers pour les initiatives urgentes, qui doivent répondre aux inquiétudes des Français ». « Dès demain dimanche, beaucoup de ministres seront sur le terrain, en proximité avec les Françaises et les Français, parce qu'ils sont à leur service », a affirmé M. Raffarin.

Le premier ministre a aussi demandé à ses ministres de lui remettre, « dès lundi soir », une note précise en deux parties, comprenant à la fois des mesures immédiates et leurs priorités à six mois. M. Raffarin a enfin précisé qu'un audit des finances publiques serait engagé « selon les mêmes modalités que celles retenues par le

précédent gouvernement en 1997, et si possible avec les mêmes auteurs », de manière à ce qu'il ne soit « pas polémique ». Dans le même esprit, ses conclusions ne seraient rendues publiques qu'après les prochaines législatives.

En matière de sécurité, M. Sarkozy est chargé de préparer, pour le prochain conseil des ministres, un décret portant sur l'organisation du conseil de sécurité intérieure et de créer au plus vite un premier groupement régional d'intervention, lequel serait envoyé aussitôt dans un quartier réputé difficile.

Le ministre de l'intérieur et son collègue de la justice, Dominique Perben (RPR), devront présenter, « avant la fin du mois », deux communications en conseil des ministres sur les futures lois-programmes traitant de la sécurité et de la justice. Dans le domaine social, le premier ministre et le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité, François Fillon (RPR), recevront, vendredi 17 mai, à l'hôtel Matignon, les partenaires sociaux.

Plusieurs comités interministériels, concernant notamment les professions de santé, la décentralisation et les libertés locales, le projet de loi d'amnistie, ainsi que la jeunesse, doivent enfin être réunis avant les élections législatives des 9 et 16 juin pour préparer les projets de loi qui seront examinés par le Parlement en session extraordinaire. Le nouveau ministre de l'économie et des finances, Francis Mer, a pris, quant à lui, la mesure de son rôle en attirant l'attention de ses collègues sur les contraintes budgétaires.

Jean-Baptiste de Montvalon et Jean-Louis Saux

Un projet d'amnistie des contraventions en préparation

IL S'AGIT sans conteste du premier « couac » du gouvernement Raffarin. Vendredi soir 10 mai, le nouveau ministre (UDF) de l'équipement et des transports, Gilles de Robien, s'était prononcé contre une amnistie des contraventions, y compris celles visant les infractions courantes au stationnement. « Je suis pour l'impunité zéro et pour l'amnistie zéro pour toutes les contraventions », avait déclaré M. de Robien, en visite au Centre national d'information routière à Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

Le ministre a eu beau préciser qu'il s'exprimait « à titre personnel », son propos a déclenché une polémique, d'autant qu'il était en contradiction avec les engagements électoraux de M. Chirac. Interrogé dans *Le Parisien* du 16 mars, le président de la République s'était déclaré « contre l'amnistie des infractions au code de la route susceptibles de porter atteinte à la vie d'autrui ». Le chef de l'Etat ne semblait donc pas opposé à une amnistie pour les infractions plus légères, en particulier celles relatives au stationnement.

Le premier ministre a dû rectifier le tir, samedi 11 mai. « Nous préparons un projet de loi d'amnistie dont le périmètre sera préparé par une réunion interministérielle, selon les orientations du président de la République, avant d'être adopté en conseil des ministres et ensuite soumis au Parlement », a expliqué M. Raffarin. Soucieux de ne pas paraître désavouer totalement son ministre, le chef du gouvernement a toutefois précisé que « le souci exprimé par le ministre de l'équipement d'une plus grande sévérité [était] partagé par l'ensemble du gouvernement ».

J.-B. de M.

« La fonction de premier ministre ne peut être assumée que si l'on fait abstraction de soi-même »

DANS UN ENTRETIEN PUBLIÉ, lundi 13 mai par *Le Parisien*, Jean-Pierre Raffarin se présente comme « un facilitateur d'union ». S'adressant à François Bayrou, le président de l'UDF qui refuse d'adhérer à l'Union pour la majorité présidentielle (UMP), le premier ministre affirme que « les Français n'accepteraient pas que des groupes parlementaires concurrents et rivaux contrarient ou bloquent, à cause de leurs querelles, la modernisation du pays et les réformes nécessaires ». Il souhaite que la majorité présidentielle s'organise « autour d'un grand groupe central et commun ».

A propos de son propre rôle aux côtés de Jacques Chirac, M. Raffarin rappelle une phrase du général de Gaulle selon laquelle « le président de la République est l'homme chargé de l'essentiel ». Il estime que « la fonction de premier ministre ne peut être assumée que si l'on fait abstraction de soi-même ». Dans le cas contraire, « la vie quotidienne à Matignon devient insupportable ». « Des gens ont été ici en pensant à autre chose, à une autre maison. Ce n'est pas mon cas », assure-t-il.

Le premier ministre confirme par ailleurs que la

future loi d'amnistie « résultera d'un vote du Parlement », de même que la baisse de l'impôt sur le revenu. Mais cette baisse, précise-t-il « concerne les échéances de l'automne ». Le chef du gouvernement confirme qu'il recevra, à la fin de la semaine, les partenaires sociaux pour fixer avec eux « l'ordre du jour du dialogue social », qui portera notamment sur le temps de travail et les retraites.

Il souhaite parallèlement « l'ouverture d'une concertation » avec tous les professionnels de la santé. En soulignant que la réévaluation des honoraires n'est « pas la seule revendication des médecins ». A propos des déclarations jugées intempestives de certains de ses ministres, M. Raffarin se félicite de « diriger un gouvernement fait de femmes et d'homme qui ne sont pas naturellement des professionnels de la langue de bois ». Il a toutefois défini cette règle : « L'effet d'annonce n'est pas une bonne pratique. L'action doit précéder la communication. »

J.-L. S.

Patrick Devedjian, ministre délégué aux libertés locales, au « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI »

« Le président donne les directives, le premier ministre les met en musique »

Quelle est pour vous la signification de l'incident de samedi soir au stade de France ?

La réaction du président de la République est naturelle. Il est le gardien de notre République et de ses symboles, dont *la Marseillaise* est l'un des plus forts. Ces sifflets étaient un signe du délitement du pacte républicain. Jacques Chirac a bien fait de marquer le coup, de montrer qu'il y a des limites qu'il ne laissera pas franchir.

L'on observe un durcissement du côté des nationalistes corses. Dans quel esprit allez-vous aborder ce dossier ?

Le gouvernement est décidé à faire respecter l'ordre républicain et les moyens seront employés pour cela. Par ailleurs, conformément aux vœux du président de la

République, nous allons engager – pas seulement pour la Corse, mais pour l'ensemble de la France – une vraie politique de décentralisation. Le principe même de cette décentralisation, c'est qu'elle s'applique à tout le monde, mais en tenant compte de spécificités.

Il n'y a pas d'exception corse ?

Non. C'est très simple : la décentralisation ne peut pas porter atteinte à l'unité de la République et à l'égalité des citoyens devant la loi.

Précisément, quelles sont les orientations du gouvernement en matière de décentralisation ?

Le premier ministre a prévu la réunion d'un comité interministériel avant les élections législatives, afin de mettre en chantier une réforme du titre 12 de la Constitu-

tion, celui qui concerne les libertés locales. Trois points paraissent devoir être abordés. D'abord, la Constitution reconnaît la commune et le département, mais ignore la région. Il faut réparer cette carence. Deuxièmement, il est envisagé de garantir l'autonomie financière des collectivités territoriales. Le principe est que chaque collectivité puisse déterminer, sous sa responsabilité, ses propres ressources fiscales. Enfin, il faut reconnaître le droit à l'expérimentation.

Y compris dans le domaine législatif ?

Si nous voulons que la République reste la République, ça me paraît difficile de déléguer des pouvoirs législatifs.

Et en matière réglementaire ?

Cela peut s'envisager, pour partie.

Faut-il simplifier la carte administrative, supprimer tel ou tel échelon ?

Supprimer, je ne sais pas. Mais



« On verra davantage les CRS sur le terrain. Le bleu marine va redevenir à la mode »
PATRICK DEVEDJIAN

dans tous les cas réorganiser. Jacques Chirac a évoqué des regroupements de régions. **Pouvez-vous être plus précis ?**

Cela ne peut se faire que dans la concertation avec les acteurs. Nous avons des régions qui sont à

l'échelle européenne et d'autres qui souffrent un peu. Il faut le prendre en compte.

Dans quels délais cette réforme pourrait-elle intervenir ?

Il est prévu d'avoir des textes dans la session extraordinaire [de juin-juillet].

Jusqu'à la réforme constitutionnelle nécessaire ?

Peut-être.

Quatre semaines nous séparent des législatives. D'ici là, le gouvernement est-il condamné aux effets d'annonce ?

Sur la question de la sécurité, naturellement, vont être mises en chantier les lois de programmation sur la police et sur la justice, afin que les textes soient prêts au lendemain des élections législatives. La sécurité, c'est aussi souvent une volonté de mise en œuvre et une autre organisation des forces de sécurité.

C'est-à-dire ?

Par exemple, s'agissant de l'emploi des CRS, je crois que Nicolas Sarkozy a l'intention de les utiliser autrement sur le terrain. On les verra davantage. Le bleu marine va redevenir à la mode.

En matière de politique budgétaire, quelle est la marge de manœuvre à l'égard du pacte de stabilité européen ?

De toute façon, le pacte de stabilité est déjà menacé par les résultats de nos prédécesseurs. Donc ne nous battons pas pour ressusciter quelque chose qui est mort. Nous allons discuter avec Bruxelles à partir des réalités que nous trouvons.

Qui est le chef d'orchestre, le premier ministre ou le chef de l'Etat ?

C'est le président qui donne ses directives – ô combien précises, ô combien rigoureuses –, et c'est le premier ministre qui les met en musique.

N'assiste-t-on pas à une présidentialisation du régime ?

Dans tous les cas, quand la majorité est cohérente avec le président de la République, il y a davantage de présidentialisation.

Que pensez-vous de l'OPA lancée par l'Union pour la majorité présidentielle sur l'UDF ?

Cela fait des années que nous promettons à nos électeurs de faire l'Union. C'est à marche forcée, c'est vrai. Mais, en même temps, c'est un système extrêmement respectueux des diversités. Nous ne contrainsons personne.

Propos recueillis par Patrick Cohen, Gérard Courtois et Pierre-Luc Séguillon

Espace Suffren

40 ter, av de Suffren

Paris 15

Tél. : 01 53 58 10 00

Concession Volkswagen

Michel Ange

97, rue Michel Ange

Paris 16

Tél. : 01 41 71 12 12

Concession Volkswagen

et

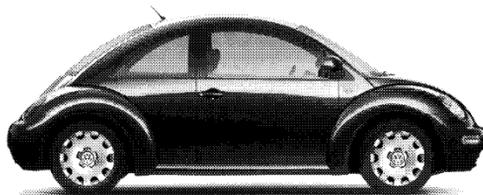
52, av du Général Leclerc

Boulogne-Billancourt

Tél. : 01 55 60 24 00

Relais Volkswagen

La meilleure chose qui puisse vous arriver.



New Beetle 1.6 avec Abregio
300 €/mois
1 967,87 F / mois

La New Beetle 1.6 vous offre de série : climatisation, 4 airbags, ABS avec EBV, ESP (correcteur électronique de trajectoire), vitres électriques avant, volant réglable en hauteur et en profondeur, verrouillage centralisé avec commande à distance, préparation radio HP à l'avant... Venez l'essayer chez votre concessionnaire Volkswagen.

All you need is New Beetle**



**Et si la New Beetle était la seule chose qui vous manquait.

3615 Volkswagen (0,02 € l'accès, 0,20 € la minute) - 0 825 02 25 25 (0,15 € la minute).
Consommations CE 99/100 (l/100 km) poids à vide minimal - maximal :
cycle urbain / extra-urbain / mixte : 10,3 - 10,5 / 5,9 - 6,0 / 7,5 - 7,7 / CO₂ (g/km) : 180 - 185.

*Pour une New Beetle 1.6, au prix catalogue de 17 020 euros (111 643,88 F), tarif au 01/05/2002. Versement comptant de 2 851,96 euros (18 707,63 F). Financement Abregio. Crédit de 14 168,04 euros (92 936,25 F) au T.E.G. de 11,75 % (soit 0,979 % par mois). Durée 37 mois. 36 mensualités de 300 euros (1 967,87 F) puis 1 mensualité de 7 318,60 euros (48 006,87 F), qui peut être couverte par la reprise du véhicule suivant engagement sous conditions du concessionnaire vendeur. Coût total du crédit de 3 950,56 euros (25 913,97 F) hors assurances facultatives. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/05/2002, à l'Espace Suffren, sous réserve d'acceptation du dossier par VOLKSWAGEN FINANCE SA, 11 avenue de Boursonne 02600 Villers-Cotterêts - RC SOISSONS B 642 032 148.

Recrutez aujourd'hui vos collaborateurs de demain !

Avec 1800 apprentis le CFA SUP 2000 est le leader de la formation universitaire en APPRENTISSAGE dans les domaines du commerce, de la gestion, de la comptabilité, de l'informatique, de l'assurance et des techniques industrielles.

Pour en savoir plus sur l'apprentissage universitaire appelez Virginie au 01 43 53 6795

CFA SUP 2000

Vous savez où vous mettez les pieds.

Faute d'accord avec le PS, M. Chevènement présentera 400 candidats aux législatives

Les militants ont avalisé la transformation, à l'automne, du MDC en Pôle républicain

« **CE N'EST PAS** compromettre son âme que de tenir compte du réel. » C'est avec un aplomb retrouvé que Jean-Pierre Chevènement a dispensé à ses partisans, rassemblés durant le week-end à la Mutualité, une leçon de réalisme politique, censée mettre un terme au flottement qui s'est installé depuis son échec à l'élection présidentielle. Revenu bredouille des négociations avec le PS dans la perspective des élections législatives, l'ancien ministre de l'intérieur, qui n'avait recueilli que 5,3 % des suffrages au premier tour, avait une pilule amère à faire avaler aux membres de son futur Pôle républicain.

Amère pour les membres de son parti, le MDC, historiquement ancré à gauche et que cet échec risque de précipiter dans une longue traversée du désert, mais aussi pour ses partisans de « l'autre rive » – assez clairsemés, il est vrai – qui, en cas de victoire de la droite aux législatives, ne voudraient pas se voir assimilés à « l'opposition », fût-elle « républicaine ».

La partie se jouait en deux actes : le premier, samedi 11 mai, à huis clos ; le second, dimanche, publiquement et dans un décorum – La Marseillaise y compris – où pointait la nostalgie des meetings de la campagne. Le MDC était réuni, samedi, en congrès extraordinaire, afin de jeter les bases du futur parti dont il sera, au moins jusqu'à sa constitution

definitive, prévue à l'automne, l'armature centrale, notamment sur le plan financier. Dans la maison solidement tenue par Georges Sarre, on n'éprouve guère ses états d'âme. Le principe de la transformation du MDC en Pôle républicain a été adopté – à main levée – à une forte majorité, deux orateurs seulement ayant exprimé des réserves.

Le député (MDC) de Haute-Saône, Jean-Pierre Michel, a redit son opposition à la disparition du parti et il a été relayé par Charles Nicol, délégué du MDC en Loire-Atlantique. Exprimant son « profond malaise », ce dernier a dénoncé « un conseil national réuni dans l'urgence, sans consultation des militants », avant de souligner la « dérive jobériste » qui guette, selon lui, la formation de M. Chevènement. « Nous n'avons aucun espace politique », a-t-il estimé, avant d'inviter son parti à « refermer la parenthèse des chimères de l'autre rive » et d'appeler à la constitution d'un « courant de tradition socialiste » au sein du futur Pôle républicain.

Unanimité ou légitimisme ? A les entendre discuter en marge de leurs assises, dimanche, il semble que les délégués du MDC n'aient pas tous soldé les comptes de la campagne. « Le résultat de cette campagne, c'est un échec, bon sang, il faut le reconnaître !, s'énervait un délégué du Rhône. Cet accord avec le PS était de pure opportunité électorale, sans remi-

se en cause de la ligne. Or Chevènement s'est planté sur sa ligne. Et il nous explique qu'on doit continuer comme avant ? »

La nature du débat de dimanche n'aura sans doute qu'imparfaitement calmé ces doutes. Et les sifflets essuyés par le juge Halphen après sa supplique à M. Chevènement l'exhortant à se « réveiller » et à « fixer le cap à gauche », ont ajouté à la confusion. La parenthèse de l'accord avec le PS sitôt refermée, M. Chevènement s'est aussitôt réinstallé dans son positionnement de campagne. La posture est paradoxale dans la mesure où la quasi-totalité des cadres de son mouvement qui se réclament de la droite l'ont désormais quitté ou, au moins, ont pris leurs distances.

ATEROIEMENTS

« L'autre chemin avec Chevènement », son nouveau slogan, prendra donc, comme sa campagne et malgré l'échec de celle-ci, des chemins de traverse. « Naturellement, a-t-il souligné dimanche, je ne sous-estime pas la difficulté d'une telle tâche dans un système politique où le mode de scrutin majoritaire conduit à une bipolarisation de la vie politique.

Mais celle-ci est devenue, avec le virage libéral de la gauche, de plus en plus factice. Cette bipolarité est notre difficulté. Son caractère factice est notre chance. »

A ceux, qui, comme Elisabeth Lévy, membre de la Fondation du 2 mars, osent lui reprocher ses atermoiements, M. Chevènement répond : « Nous sommes sur la terre » et non « dans le ciel des idées ». « Il y a des élections, souligne l'ancien ministre, un mode de scrutin, un système de financement des partis. (...) Ces réalités triviales s'imposent à quiconque veut inscrire son effort dans le temps, bref, faire de la politique. »

Après le désarroi qui l'a visiblement saisi le 5 mai au soir, le député de Belfort veut donner l'impression d'être retombé sur ses pieds. Le Pôle républicain présentera donc environ 400 candidats aux législatives de juin. Pour le deuxième tour, M. Chevènement s'en tient, pour l'instant, à la simple évocation d'« un désistement républicain », là où menacerait le FN. Rien d'autre ? « C'est ma position actuelle », sourit-il. Et il ajoute : « Mais en politique il n'y a que des positions actuelles. »

Christine Garin

L'UMP publie la liste de ses 523 candidats aux législatives

L'UNION POUR LA MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE (UMP), qui rassemble le RPR et les chiraquiens de l'UDF et de DL, présentera 523 candidats aux législatives de juin sur 577 circonscriptions. L'UMP a publié sa liste, samedi 11 mai, s'attirant l'ire du président de l'UDF, François Bayrou. Les candidats investis par l'UMP doivent, en effet, s'inscrire sous cette seule étiquette, siéger – s'ils sont élus – dans le groupe commun, participer au congrès fondateur dudit parti à l'automne et soutenir l'action de Jacques Chirac pendant la législature. Les candidats UMP viennent de toute la droite.

On y retrouve des ministres du gouvernement Raffarin, de nombreux députés sortants et quelques personnalités comme l'avocat Francis Szpiner en Saône-et-Loire ou l'ancien magistrat Georges Fenech dans le Rhône. Jean-Pierre Soisson, qui avait fait alliance avec le Front national pour conserver la présidence de la région Bourgogne, se présentera dans l'Yonne. Par ailleurs, Louis Giscard d'Estaing a été investi dans l'ancienne circonscription de son père, Valéry, dans le Puy-de-Dôme.

DÉPÊCHES

■ **ÉLECTION MUNICIPALE** : le maire sortant (div. d.) de Dinard (Ille-et-Vilaine), Marius Mallet, a été réélu au premier tour de l'élection partielle provoquée par l'annulation, prononcée par le tribunal administratif de Rennes et confirmée par le Conseil d'Etat, du scrutin de mars 2001. La liste conduite par M. Mallet ne l'avait alors emporté que de 5 voix sur celle de M. Billot, qui avait déposé un recours. Résultats : I., 8 524 ; V., 6 413 ; A., 24,77 % ; E., 6 260. liste div. d. de Marius Mallet, s., 3 597 (57,46 %), 23 sièges ; liste div. de Daniel Billot (div. d.), 2 510 (40,10 %), 6 sièges ; liste MNR de Patrick Le Guillou, 153 (2,44 %).

■ **SOCIAL** : le président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), Michel Chassang, a qualifié de « succès », dimanche 12 mai, l'opération « viaduc sans toubibs » qui a vu « la fermeture de la quasi-totalité des cabinets » médicaux lors du deuxième pont de mai. Selon M. Chassang, qui appelle à une nouvelle action du 18 au 20 mai, les médecins généralistes, qui n'ont « pour l'instant reçu aucun signe objectif du gouvernement », « n'attendent pas les législatives » pour voir se concrétiser les promesses de revalorisation des honoraires.

Dominique Voynet, secrétaire nationale des Verts

« Il faudra davantage qu'une posture martiale pour restaurer la tranquillité publique »

NOUS PUBLIONS ci-dessous un entretien avec Dominique Voynet, dont elle a relu et approuvé la teneur.

Quel jugement portez-vous sur les premiers pas du gouvernement Raffarin ?

La légitimité démocratique de ce gouvernement est faible. Jacques Chirac a recueilli moins d'une voix sur cinq au premier tour et quatre sur cinq, quinze jours plus tard, parce que les Français ont voulu faire barrage à l'extrême droite. Il ne peut prétendre imposer le programme du RPR ou de l'UMP, dont d'ailleurs personne ne sait rien. La mise en scène des premiers pas du gouvernement a levé toute ambiguïté : ce sont bien les barons du RPR, ministres ou pas, qui sont à la manœuvre. Diverses manifestations cacophoniques témoignent déjà d'un manque de cohésion de cette équipe. Les désaveux successifs à l'encontre de Gilles

mais à peine réélu, il montre que la sécurité routière n'est pas un sujet si grave que cela. Cette amnistie n'en prépare-t-elle pas une autre ? En tous cas, c'est un mauvais signal.

En disant « l'insécurité va changer de camp », le ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy se pose déjà en digne héritier de Charles Pasqua qui voulait « terroriser les terroristes ». Il faudra bien davantage qu'une posture martiale pour restaurer la tranquillité publique. Quant à Roselyne Bachelot, elle a fait très fort en plaidant si ardemment pour le nucléaire. Il est permis de douter que la ministre de l'environnement exprime la position de la droite, au vu de la réaction indignée de celle qui se serait si bien vue dans son fauteuil [Corine Lepage].

La gauche peut-elle gagner les législatives ?

Aucun des problèmes mis en évidence au soir du 21 avril n'est réglé. Ni la désaffection civique, dont témoigne l'abstention, ni l'importance du vote Front national dans certaines régions, ni la distance entre les forces de gauche et leur base sociale. Nous devons consacrer toute notre énergie à ces trois chantiers, avec une première échéance dans quelques semaines, les législatives. La gauche devra prouver qu'elle a entendu les messages qui lui ont été passés et qu'elle est prête à y répondre dans la durée. En s'ouvrant, en se rénovant, en restant fidèle à ses valeurs. Ce n'est qu'ainsi qu'elle peut gagner. Dans cette perspective, un accord a été passé entre les Verts et ses alliés. Les Verts sont prêts à se retirer dans un peu plus de 70 circonscriptions et seront soutenus par le PS ou par la gauche dans 58 autres circonscriptions, où le FN menace de l'emporter.

Les Verts, réunis dimanche 12 mai en conseil national, ont fait du cas de Jean-Luc Bennaïmias – qui voudrait se présenter aux législatives contre Jean-Pierre Brard (app. PCF) à Montreuil – une condition « incontournable » de l'accord avec le PS...

Jean-Luc Bennaïmias a fait un beau geste en acceptant de se retirer à Bondy, au profit d'Elisabeth Guigou. Sa légitimité en Seine-Saint-Denis n'est contestée par personne et le Parti socialiste doit nous aider à lui trouver une bonne circonscription.

Propos recueillis par Béatrice Gurrey

1927-2002
SOIXANTE-QUINZIÈME ANNIVERSAIRE

Ouvrez les yeux sur un nouveau monde.

Aujourd'hui, l'existence n'est que celle de la terre et de l'air, mais aussi de la structure complexe de 75 années de vols à travers le monde. Découvrez un nouveau monde de liberté, de possibilités et d'attention de service personnalisés, à travers les plus modernes et rapides de la ligne. Une attention particulière pour les enfants, les personnes âgées, les handicapés, les clients de nos 35 destinations en Espagne et sur l'ensemble des 100 vols hebdomadaires à travers les autres vols d'Amérique latine.

Réservez directement sur www.iberia.fr ou appelez le 0 4 30 07 5 077 40 238 6 (numéro vert) ou contactez votre agence de voyage.



« M. de Robien a eu raison de remettre en cause la construction du troisième aéroport parisien »
DOMINIQUE VOYNET

de Robien ne peuvent être interprétés, seulement, comme de l'acharnement contre un proche de François Bayrou. Cela montre une absence de calage et de cohérence.

M. de Robien a-t-il eu raison de vouloir reprendre à zéro le dossier du troisième aéroport en région parisienne et de vouloir refuser l'amnistie pour les petits délits routiers ?

Le ministre des transports a eu tout à fait raison de remettre en cause la décision de construire un troisième aéroport dans le grand bassin parisien. Le débat mené dans le cadre de la commission nationale du débat public a montré que cette décision était contestée, parce que contestable. La question qui se pose est la diminution des nuisances dont souffrent les riverains d'Orly et de Roissy. La construction d'un équipement pharaonique, en Beauce, en Picardie ou ailleurs, dans vingt ans, ne constitue évidemment pas une réponse à ces maux.

M. de Robien a aussi été désavoué par le président pour avoir proposé de ne pas amnistier certains délits automobiles. C'était une décision courageuse. Pendant sa campagne, « Jacques a dit » impunité zéro,

www.iberia.fr

IBERIA

SOCIÉTÉ

DEUIL

Devant **DES MILLIERS DE CHERBOURGEOIS**, les familles des victimes et leurs collègues de la DCN, Jacques Chirac, président de la République, Jean-Pierre Raffarin, premier ministre, et Michèle Alliot-Marie, ministre de la défense,

se étaient attendus, lundi 13 mai, pour rendre un hommage républicain aux victimes de l'attentat qui a fait **14 MORTS DONT 11 FRANÇAIS** à Karachi, mercredi 8 mai. « On redoutait une attaque à la grenade, voire une opération

kamikaze sur le pont, DES ACTES DE TOUTE MANIÈRE IMPARABLES », explique l'un des salariés de la DCN en mission à Karachi, qui était logé dans un autre hôtel. Bernard Cazeneuve, député (PS) de la Manche et maire de

Cherbourg, regrette de ne pas avoir été dans l'avion, parti après l'attentat au Pakistan, mais « le temps n'est pas à la polémique », dit-il. La liste des **PAYS DANGEREUX** pour les Français de l'étranger doit être remise à jour.

Cherbourg : la France rend hommage aux victimes de l'attentat de Karachi

Jacques Chirac, président de la République, Jean-Pierre Raffarin, premier ministre, et Michèle Alliot-Marie, ministre de la défense, devaient présider, lundi 13 mai, les cérémonies à la mémoire des 11 salariés de la direction des constructions navales, tués en mission au Pakistan, mercredi 8 mai

CHERBOURG (Manche)
de notre correspondant

Les quatre lourdes portes des bassins de l'arsenal de Cherbourg sont grand ouvertes. Après un long week-end ensoleillé, le ciel normand est plombé, gris et triste. Une pluie vigoureuse martèle le macadam. Il est 8h30. Filtrée par les gendarmes maritimes, l'entrée des salariés s'effectue en silence. « Fallait bien qu'il pleuve un jour pareil », ronchonne un gradé en secouant sa casquette blanche perlée de gouttelettes. On se salue d'un discret signe de la tête, d'un sourire contenu et crispé. Les visages sont graves, les regards sévères. « Rapprochez-vous », réclame une voix au mégaphone. Par centaines, les ouvriers sont rassemblés dans la première cour de l'établissement militaire, face au bureau de la direction.

Ce sont eux, collègues d'une vie à la direction des constructions navales (DCN), qui ouvrent, ce lundi 13 mai, la journée de recueillement national organisée après la mort de onze Français, tués, mercredi 8 mai, dans un attentat-suicide à Karachi, au Pakistan 8h45, seul le claquement du drapeau tricolore en berne couvre l'assistance. « La DCN est en deuil, nous sommes tous en deuil de ces camarades tués sur le chemin de leur travail. Nous les connaissons, ils faisaient partie de notre famille d'ouvriers de l'arsenal », poursuit la

voix, au nom de l'intersyndicale. Sous une forêt de parapluies, les métallos observent une longue et poignante minute de silence. « Je vous remercie pour eux », conclut le mégaphone.

Syndicalistes en tête, sans la moindre banderole, un long cortège se forme et quitte l'arsenal. La pluie s'est encore renforcée. Sans un mot, la foule s'avance au rythme lent d'une marche funèbre. Elle remonte, compacte, la rue de l'Abbaye, puis l'avenue Scessart, qui mène à la plage verte. C'est là, devant plus de 10 000 personnes et les familles des victimes, que le président de la République, le Premier ministre, le ministre de la Défense, le président de l'Assemblée nationale et le secrétaire d'Etat à la mer étaient attendus, en fin de matinée, pour rendre un dernier hommage aux onze victimes.

CEUX DE LA CALE NUMÉRO 4

Cette journée de recueillement national, les familles l'avaient commencée la veille, dimanche. Rapatriés sur le Cotentin dans la matinée, les corps, arrivés dans des cercueils plombés, avaient été placés dans un des hangars de l'aéroport de Cherbourg. Sous les hautes volées en acier du bâtiment, à l'abri des regards indiscrets, les cercueils avaient été alignés et fleuris. C'est là que les proches devaient retrouver



Une foule de Cherbourgeois est venue se recueillir, dimanche 12 mai, devant les cercueils des victimes de Karachi dans la chapelle ardente qui avait été dressée au centre hospitalier des armées de la ville, à la veille de l'hommage républicain qui devait être rendu lundi 13 en présence de Jacques Chirac, de Jean-Pierre Raffarin et de Michèle Alliot-Marie.

leurs. A l'extérieur, des ambulances et le Samu se tenaient prêts, en cas de malaise. Puis des cris terribles ont déchiré l'espace. Des coups sur les tôles ont retenti, comme des hurlements de désespoir. Suivis d'un silence de plusieurs minutes, qui semblait pouvoir durer éternellement.

Mais la ville attendait. Elle aussi voulait saluer les siens. Dans la chapelle ardente de l'hôpital maritime René-Lebas, où ils avaient été transportés, les onze cercueils recouverts

du drapeau tricolore ont été veillés par des collègues de chantier. Ceux de la cale numéro 4 où l'on construit les sous-marins Agosta destinés au Pakistan, étaient évidemment là, eux aussi. A part, ils se soutenaient comme une famille. Des centaines de personnes attendaient sans un mot. Onze iris à la main, une dame âgée a raconté qu'elle était venue à pied de l'autre bout de la ville, « parce qu'ils méritent bien un effort ». Depuis mercredi, il est vrai, la cité normande tente de faire front à l'ini-

maginable. Des milliers d'anonymes sont venus parapher les registres mis à leur disposition dans les mairies de l'agglomération. Les messages de sympathie sont souvent bouleversants.

Mais au-delà du deuil, les premières interrogations apparaissent. S'ils ont d'abord pris soin d'épauler les familles des victimes, les syndicats affirment vouloir tirer les leçons du drame. Rédigée par l'intersyndicale, une lettre ouverte, adressée au ministre de la défense et au directeur de la DCN, accuse : « Malgré nos mises en garde, au lendemain du 11 septembre, le ministère de la défense et la DCN sont restés sourds et ont décidé de privilégier les critères économiques à la sécurité et l'intégrité physique des personnels DCN et de la sous-traitance. Ils portent l'entière responsabilité et doivent assumer les conséquences humaines, économiques et sociales. »

« L'OPPORTUNITÉ D'EXPORTER »

La sécurité des salariés expatriés n'est pas la seule controverse ouverte. « Après l'émotion légitime, il faudra bien relancer le débat sur l'opportunité d'exporter », estime le leader cégétiste local, Alain Hébert. La CGT juge « que ce n'est ni la vocation, ni même l'avenir de notre boîte de vendre des sous-marins à l'étranger. Les armes ne sont pas des marchandises comme les autres et nous ne sommes pas un industriel lambda. Revenons à notre mission essentielle qui consiste à fabriquer et entretenir le matériel nécessaire à notre défense. » Une position que rejoint, en partie, la CFTC. Son représentant,

Daniel Couespel se demande « s'il n'y a pas une limite à cette course mondiale à l'exportation militaire devant les dangers qu'encourent ceux qui se déplacent dans des pays peu sûrs ? » Les Verts de la Manche partagent cette interrogation. « La vente de techniques sensibles dans le secteur du monde le plus à risque aujourd'hui est-elle humainement responsable ? », demande leur porte-parole, Christian Durchon. Certes, le président actuel n'a pas signé ces contrats obtenus sous la présidence de Mitterrand et sous le ministère Balladur, mais il ne les a pas dénoncés. C'est aussi sous son ministère de 1974 à 1976 que la France a vendu des techniques nucléaires à l'Irak et à l'Iran et a voulu vendre au Pakistan un centre d'extraction du plutonium. Vente à laquelle se sont opposés les États-Unis. »

Ces doutes, un grand nombre de salariés de l'arsenal les nourrissent, attachés, comme cet ancien chaudronnier aujourd'hui à la retraite, à « servir mon pays, plutôt qu'à faire du commerce ». C'est que depuis 1899, la ville et son port militaire tirent une réelle fierté de cette mission nationale. Le *Morse*, premier sousmersible mis à l'eau le 24 juillet de cette année-là, a ouvert la voie à plus d'une centaine de bâtiments. Les ouvriers de l'arsenal, plus de 7000 dans les années soixante, ont marqué la ville d'une empreinte forte. La totalité ou presque des élus municipaux ont longtemps été d'anciens arpètes. De père en fils on était ouvrier de l'arsenal. « C'était une vraie promotion sociale », se souvient le sénateur Jean-Pierre Godefroy, qui évoque avec tendresse cette citadelle où il a fait carrière.

Aujourd'hui, la DCN de Cherbourg emploie 2 800 personnes et quelques centaines de sous-traitants. L'exportation ne permettant pas à l'établissement de maintenir un plan de charge suffisant, la question de son avenir est parfois posée. « La défense de demain sera européenne. Quelle sera notre place ? » Mais depuis quelques jours, une autre peur sournoise commence à titiller une partie de la population. « Pourquoi a-t-on retiré les missiles crotales mis en place autour de l'usine de retraitement de La Hague après le 11 septembre ? », s'inquiète un couple, dans la foule qui attend les cercueils. On sait désormais dans nos chairs que le terrorisme peut frapper n'importe où. Alors, il faut nous protéger. »

Jean-Pierre Buisson

« Il était 7 h 42. Je regarde toujours ma montre avant de monter dans le bus »

DEPUIS le jeudi 9 mai, les douze blessés de l'attentat de Karachi sont hospitalisés à l'hôpital Percy de Clamart. Très choqués, ils s'expriment peu. Quelques-uns témoignent cependant d'instantanés difficiles. Ainsi Laurent Levezel, ingénieur DCN de 44 ans, se souvient qu'il n'était « pas encore assis dans le bus quand l'explosion est survenue. Je me suis retrouvé sur un copain avec le siège sur le dos et une jambe à l'extérieur ».

Superviseur chaudronnier de l'entreprise Assystem, Jérôme Eustache était à l'avant du véhicule au moment du drame. Sa cheville, son visage et ses tympans ont souffert de l'explosion, mais il ne se souvient de rien. « Je n'ai rien vu », se contente-t-il de répéter. Gilbert Eustache, qui n'a aucun de lien de parenté avec Jérôme, a dit à sa fille Lise « qu'il était 7 h 42 précises. Je regarde toujours ma montre avant de monter dans le bus. » Ensuite, il a perdu connaissance : « Je me suis réveillé coincé entre deux sièges. J'ai réussi à me dégager pour respirer, j'avais la poitrine coincée. » Un autre explique que ses pieds ont touché le plafond du bus avant qu'il ne réussisse à quitter

le véhicule en rampant, victime de fractures multiples.

Michel Vindard, lui, était encore dans sa chambre, à l'hôtel Awari Towers, distant de huit cents mètres du Sheraton, où le taxi s'est précipité contre le flanc de l'autocar. Arrivé la veille pour sa quatrième mission, il devait se rendre au chantier naval en début d'après-midi : « J'ai entendu un bruit énorme. J'ai d'abord cru à de l'orage, mais, quand j'ai entendu les sirènes des ambulances, j'ai compris qu'il s'agissait d'un attentat. A aucun moment je n'ai fait le lien avec notre bus. »

« DES ACTES DE TOUTE MANIÈRE IMPARABLES »

Ce n'est que vers 9 heures que Michel a appris la vérité : « J'ai regardé les images à la télé. Terribles. Quand j'ai vu les sauveteurs sortir un corps désarticulé de la carcasse calcinée, j'ai tout de suite reconnu le pantalon. C'était Daniel. La veille au soir, il était venu m'accueillir à l'aéroport, comme c'est de tradition entre nous. On avait passé la soirée ensemble, on avait bien rigolé. Pour moi, plus question de repartir, ma famille ne le supporterait pas. »

Volontaire pour s'expatrier au Pakistan, Michel Vindard affirme « ne s'être jamais senti en danger ». Mais depuis le 11 septembre, il hésitait à repartir à Karachi. « Parce que j'aime rencontrer des gens différents et terminer le travail engagé, j'ai accepté d'y retourner », explique-t-il. La prime versée par la DCN n'était pas indifférente à ce choix.

« Le bus constituait le maillon faible de notre sécurité », dit-il. Contrairement à ce qui a été dit, il empruntait le même trajet tous les jours. Nous en avions fait la remarque. » Certains avaient suggéré de se déplacer en taxis, moins repérables. Mais seuls les cadres, résidents permanents, disposent d'une voiture avec chauffeur. Les trente minutes de trajet entre les hôtels et le chantier s'effectuaient sous la seule protection d'un garde, pas toujours vigilant, selon d'autres témoignages. « On redoutait une attaque à la grenade », explique Michel Vindard, « voire une opération kamikaze sur le pont, que nous traversons tous les jours. Des actes de toute manière imparables. »

J.-P. Bu.

Bernard Cazeneuve, député (PS) de la Manche et maire de Cherbourg-Octeville

« Nous devons veiller à moraliser l'export »

APRÈS avoir été rapporteur de la commission Rwanda et de celle consacrée aux effets de la guerre du Golfe, M. Cazeneuve vient de rendre un rapport sur la politique de coopération militaire.

Vous avez été écarté du voyage ministériel au Pakistan. Comment réagissez-vous ?

Ma ville est en deuil. Le temps n'est pas à la polémique. J'ai reçu, dès le 8 mai, un appel téléphonique de Paul Quilès me demandant de rejoindre Paris rapidement pour me rendre au Pakistan. Je n'avais fait aucune démarche personnelle en ce sens. Mais, compte tenu de mes fonctions à Cherbourg et à la commission défense à l'Assemblée nationale, il était normal que je sois présent. Arrivé à Caen, on m'a prévenu qu'il n'y avait plus de place. J'en ai pris acte et je le déplore.

Plusieurs syndicats s'interrogent sur l'opportunité de vendre des sous-marins à l'export ?

Il ne faut pas nier le débat, mais nous ne devons pas réagir uniquement sous le coup de l'émotion. Le contrat avec le Pakistan a été signé en 1994. La situation politique dans cette partie du monde n'était pas ce qu'elle est aujourd'hui. Il en va de même pour l'Inde, qui est un Etat démocratique et avec lequel nous sommes en négociations pour la

vente de sous-marins depuis longtemps. Pour autant, nous devons veiller à moraliser l'export et à ne pas participer à la déstabilisation de sous-régions.

Comment ?

Dans le rapport que je viens de rendre, j'indique qu'il faut envisager la création d'une agence de la coopération militaire rattachée au



« Il faut être vigilant sur les transferts de technologie. Dans certains cas, mieux vaut fabriquer ici »
BERNARD CAZENEUVE

premier ministre. On ne peut pas couper notre politique de coopération de nos relations diplomatiques. On peut aussi préconiser davantage d'échanges interministériels. Et, surtout, il faut exiger le renforcement des contrôles, par le Parlement, de la politique conduite par l'exécutif. Les députés doivent pouvoir interpeller, interroger et éventuellement diligenter des commissions d'enquête comme lors de notre coopération militaire avec le Rwanda.

Souhaitez-vous un contrôle en amont du Parlement ?

Absolument. Le Parlement doit

avoir communication des accords de coopération militaire et de défense le plus tôt possible. Et que l'on ne nous oppose pas la nécessité du secret. Un certain nombre de députés peuvent être accrédités secret-défense et être tenus à cette confidentialité tout en exerçant leur contrôle.

Vous êtes maire d'une ville où l'armement est le plus gros employeur. Comment concilier éthique et économie ?

Je me suis opposé à la privatisation de la DCN pour qu'elle demeure dans un cadre étatique et ne réagisse pas à la seule logique libérale qui la pousserait à devenir un marchand d'armes comme les autres. Sa vocation première est d'œuvrer pour notre défense nationale à travers ces outils de dissuasion que sont les sous-marins nucléaires. Dans mon esprit, l'export n'est qu'un complément de charge. On peut moraliser la signature de ces contrats en fixant un cadre clair. Il faut aussi être vigilant sur les transferts de technologie. Dans certains cas, mieux vaut fabriquer ici. On ne négocie pas de la même manière avec le Portugal qu'avec des pays où la stabilité politique n'est pas toujours garantie.

Propos recueillis par J.-P. Bu.

La liste des pays dangereux pour les Français de l'étranger serait à réactualiser

AU CONSEIL des ministres, vendredi, surlendemain de l'attentat de Karachi, Jacques Chirac a demandé au gouvernement de faire preuve de « la plus extrême vigilance face aux risques liés à l'instabilité, aux conflits dans bien des régions du monde et au terrorisme international ». Aussitôt, le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, a annoncé qu'un « travail interministériel » serait entrepris pour « évaluer les risques et les menaces, et les dispositions pour les contrer ». Dans ce cadre, le Quai d'Orsay et, en son sein, la direction des Français de l'étranger, dirigée par Jean-Pierre Lafon, ont été chargés de mener une enquête, pays par pays, et de « préparer les mesures supplémentaires qui pourraient se révéler nécessaires ».

Selon un sénateur représentant les Français de l'étranger, « il est temps qu'on se donne les moyens de protéger nos compatriotes et les intérêts français dans le monde, face aux nouvelles menaces qu'a révélées le 11 septembre ». Sous couvert d'anonymat, il estime qu'aucune « vraie rupture » n'est intervenue après les attentats terroristes de New York et Washington, que « la garde est restée baissée, comme s'il suffisait de se prémunir, comme avant, contre des coups d'Etat, des

émeutes et des épidémies ». Depuis 1999, une rubrique « conseils aux voyageurs » existe sur le site du ministère des affaires étrangères (www.france.diplomatie.gouv.fr). Quotidiennement mise à jour, elle liste deux catégories de pays à risques, ceux interdits « formellement et dans tous les cas » et ceux où le séjour est déconseillé « sauf raison professionnelle impérieuse ». Le Pakistan figure dans cette dernière catégorie, tout comme, par exemple, Haïti, l'Irak, le Soudan, l'Albanie et l'Algérie.

« UNE CROIX SUR LE BURUNDI »

« Evidemment, nous tenons compte de l'importance, politique et commerciale, du pays en question », explique une source au Quai d'Orsay. « Il est plus facile de faire une croix sur le Burundi », autre pays en guerre civile, petit et sans enjeu pour la France, qui, quant à lui, est « formellement » proscrit.

A épulcher la liste, telle qu'établie à la date du 12 mai, on relève aussi une part de subjectivité, due aux appréciations que transmettent, pour l'établir, les ambassades et consulats français à travers le monde. On s'étonne ainsi de trouver le Burkina Faso, paradis des ONG en Afrique de l'Ouest, parmi les destinations que seule une « rai-

son professionnelle impérieuse » saurait justifier, avec cet ajout incongru : « jusqu'à la saison des pluies... » Le Nord du paisible Ghana est classé dans la même catégorie, alors que la Casamance, la province méridionale du Sénégal, est « dans tous les cas » déconseillée « hors zone hôtelière du cap Skirring ».

Dans l'actualisation, il y aurait aussi des progrès à faire. Alors que les combats font rage au centre du Liberia, et jusqu'aux abords de sa capitale, Monrovia, le site ne frappe d'interdiction formelle que « le nord » de ce pays. En ces temps nouveaux de menaces terroristes globales, une protection efficace des Français à l'étranger reste à inventer. Même en Afrique francophone, où des forces « prépositionnées » – 6 150 soldats actuellement – ont longtemps garanti leur sécurité, ou du moins leur rapatriement, la donne a totalement changé depuis que des réseaux internationaux pourraient mettre à profit la défaillance de ces Etats pour y perpétrer des attentats. Enfin, la question qui situe le défi à relever : avant le 11 septembre, sur quelle liste des lieux à risque aurait-on indiqué New York et Washington ?

Stephen Smith

Lancé en janvier, le congé de paternité rencontre déjà un grand succès

Sur l'ensemble de l'année 2002, près de la moitié des nouveaux pères pourraient profiter de la nouvelle loi. 4 000 à 5 000 demandes par semaine parviennent aux caisses de Sécurité sociale

IL EST ENTRÉ dans les mœurs à une vitesse étonnante. Sans jamais l'avoir réclamé, les pères se sont saisis du congé de paternité, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2002, comme s'ils l'attendaient depuis bien longtemps.

Selon le dernier bilan établi par le gouvernement, au 1^{er} mai, 50 000 pères avaient déjà bénéficié du nouveau congé de paternité. Dans la réalité, ils seraient encore plus nombreux, puisque ce décompte concernait uniquement les salariés relevant du régime général de la Sécurité sociale – hors fonction publique et régimes spéciaux. Chaque semaine, 4 000 à 5 000 demandes de congés parviennent aux caisses de Sécurité sociale, ce qui correspond à l'estimation de 40 % des pères potentiellement concernés établie par l'ancienne ministre déléguée à la famille et à l'enfance, promotrice de ce congé, Ségolène Royal. Sur l'ensemble de l'année 2002, M^{me} Royal estime que la moitié des nouveaux pères prendront leur congé de paternité.

Une étude menée par la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) des travailleurs salariés sur les 2 500 premiers dossiers traités au cours du premier trimestre 2002 montre que la quasi-totalité (94 %) des pères qui font le choix du congé de paternité profite de l'intégralité des jours offerts (onze jours, ou dix-huit jours en cas de naissances multiples). Les trentenaires semblent plus sensibles à ce nouveau droit que les quadragénaires. En moyenne, ce congé est pris à 31,7 ans, quand l'âge moyen de la paternité est de 32,2 ans.

Alors que les pères disposent de quatre mois pour partir en congé

de paternité, les onze jours – auxquels s'ajoutent les trois jours de l'ancien « congé de solidarité familiale » – sont utilisés rapidement après la naissance, comme s'ils avaient vocation à créer des liens entre le père et l'enfant dès ses premiers jours : 37 % des congés sont pris dans les cinq jours suivant la naissance, 59 % dans les 10 jours, 76 % dans les 20 jours.

L'étude fournit également quelques renseignements sur le profil des bénéficiaires : ce sont pour 47 % des ouvriers, pour 31 % des employés, pour 12 % des professions intermédiaires, et pour 10 % des cadres. Des taux « proches de la répartition par catégorie socioprofessionnelle des pères ayant un enfant de moins de 3 ans », souligne l'étude.

Contrairement à certaines critiques formulées lors de l'entrée en vigueur de la loi, les cadres dont le salaire excède le plafond de remboursement de la Sécurité sociale (2 352 euros) ne boudent pas le congé de paternité, préférant sacrifier une part de leur rémunération mensuelle : 12 % des pères en congé de paternité ont une rémunération supérieure au plafond de calcul des indemnités.

« PAS D'OUTIL INFORMATIQUE »

Le succès de cette prestation que le gouvernement Raffarin n'envisage nullement de remettre en cause a surpris jusqu'aux caisses de Sécurité sociale, chargées de gérer l'indemnisation des pères. A la fin avril, une partie des congés de paternité pris en janvier et février n'avait toujours pas été payée. « La demande était un peu supérieure à ce que nous avions prévu, admet-on aujourd'hui à la CNAM. Surtout, les

caisses n'avaient pas d'outil informatique spécifique pour gérer ces nouvelles indemnités. Mais, à la mi-avril, toutes les caisses ont été dotées d'un outil performant. »

Dans un certain nombre de grandes entreprises, publiques pour la plupart, des accords de maintien intégral du salaire ont d'ores et déjà été signés. C'est le cas chez France Télécom, chez EDF-GDF, ou encore à La Poste. A la SNCF aussi, où les congés de paternité sont intégralement compensés « comme les congés de maternité » : « Un peu plus de 50 % des pères concernés l'ont pris pour l'instant. Cette mesure a immédiatement suscité de l'intérêt. » Dans le secteur privé, les syndicats disent attendre les négociations salariales annuelles pour porter cette revendication.

Bien que la loi leur fasse obligation d'accepter tout congé de paternité demandé dans les formes, les chefs d'entreprise rechignent-ils à l'accorder ? « Peu d'employeurs font obstacle. Les syndicats ne nous ont pas saisis », témoignait-on début mai au ministère de la famille. Bernard Niglo, directeur des ressources humaines de Lyondell-France, une société de pétrochimie de 500 personnes, explique ainsi que « ce n'est pas le congé paternel qui rend compliquée la gestion du personnel, c'est l'accumulation des temps non travaillés ». Aucune compensation salariale n'est prévue au-delà du plafond de la Sécurité sociale. Pourtant, le congé de paternité est un « réel succès » qui le surprend : « Pratiquement tous ceux qui sont devenus pères depuis la loi l'ont pris, bien que nous employions essentiellement des techniciens et des cadres aux salaires élevés. Même des cadres

payés deux fois le plafond de la Sécurité sociale prennent leur mission de père à cœur... »

« LA VIE PERSONNELLE »

Laurence Lelouvier, DRH de la société Convergys, un centre d'appels, témoigne du même engouement. Tous les nouveaux pères ont pris leur congé dans son entreprise, « ce qui montre bien que, chez les trentenaires, l'élément de référence n'est plus la vie professionnelle, mais la vie personnelle ».

Au Medef, l'organisation patronale qui, seule, avait critiqué l'instauration du congé de paternité, on ne songe même plus à se plaindre. « Il y a des sujets qui suscitent davantage de mécontentements que celui-ci chez les chefs d'entreprise. Le congé remet moins en cause le fonctionnement général de l'entreprise que les 35 heures, pour lesquelles nous avons des remontées négatives permanentes », admet-on au Medef-Paris.

Pour la sociologue Dominique Méda, auteur de *Le Temps des femmes, pour un nouveau partage des rôles* (2001, Flammarion), ce succès est en tous points « dans la logique » : « Que ce soit les 35 heures ou le congé de paternité, chaque fois qu'une porte s'ouvre, les jeunes pères s'y engouffrent. De nouvelles pratiques sont en train de naître dans les jeunes générations. La mère est moins exclusivement chargée des soins à l'enfant. Et le rapport des jeunes cadres au travail évolue vers la recherche d'un équilibre entre vie professionnelle et vie familiale. » Un bon début, à ses yeux, de « remise en cause du travail comme seul facteur d'identité masculine ».

Pascale Krémer

« Chasse » aux clients de prostituées à Strasbourg

DES HABITANTS du quartier des Quinze à Strasbourg (Bas-Rhin), situé non loin du palais du Conseil de l'Europe, mènent depuis plusieurs jours une opération spectaculaire contre les clients de la prostitution, qui leur causent des nuisances. Pour cela, ils utilisent des appareils photo et des pétards. Chaque soir, à partir de 22 heures, les habitants arpentent les rues du quartier par groupes d'une vingtaine de personnes (photo). Dès qu'une voiture suspecte s'arrête, un flash crépète en direction de la plaque d'immatriculation, tandis qu'un calicot accroché à une clôture menace : « Votre immatriculation sur le Net ? » « Nous avons déjà des centaines de photos de plaques », s'est réjoui un porte-parole des riverains qui a voulu rester anonyme.



THOMAS WIRTH/AFIP

Les habitants protestent contre le va-et-vient permanent des voitures de clients, les seringues abandonnées et les agressions. Depuis le début de cette opération, les prostituées ont déserté leur emplacement traditionnel pour s'installer plus loin.

DÉPÊCHES

■ **ATTENTAT : une charge de faible puissance a explosé, samedi 11 mai, dans un bureau de la Poste à Frontignan (Hérault)** ne causant que des dégâts matériels. Les enquêteurs cherchent à déterminer la nature de l'explosif ainsi que son emplacement précis. La charge aurait pu se trouver dans la « boîte relais », qui contient le courrier en attente de distribution par les facteurs.

■ **ACCIDENT : le Rallye automobile de Franche-Comté a été marqué par deux accidents**, dimanche 12 mai, à l'issue desquels sept personnes ont été blessées. Une voiture a d'abord percuté un arbre et fauché cinq spectateurs. Dans le second accident, qui a provoqué l'arrêt définitif de la course, un copilote et un mécanicien ont été percutés par une voiture concurrente, alors qu'ils examinaient un véhicule tombé en panne.

■ **NOYADE : deux pêcheurs sont morts noyés dans le lac de Guerledan, près de Mûr-de-Bretagne (Côtes-d'Armor)**, et un troisième était porté disparu, dimanche 12 mai. Les trois personnes étaient parties en bateau, jeudi soir, vraisemblablement pour préparer l'ouverture de la pêche de seconde catégorie prévue samedi.

■ **BLANCHIMENT : deux hommes de 53 et 57 ans ont été mis en examen à Nanterre (Hauts-de-Seine) et placés sous mandat de dépôt**, mercredi 8 mai, pour avoir tenté de blanchir 6 millions de francs (914 694 euros) provenant du trafic de machine à sous en région parisienne. Selon la police, leur trafic a été découvert à la faveur du passage à l'euro qui les a obligés à changer le produit de leurs quarante machines à sous, des vidéo pokers qui génèrent chacune un profit près de 3 050 euros par mois en argent liquide.

■ **PAYS BASQUE : près de 30 000 personnes ont participé, dimanche 12 mai, à la 19^e édition d'« Herri Urrats »**, la fête annuelle organisée en faveur des écoles en langue basque, qui s'est tenue à Saint-Pée-sur-Nivelle (Pyrénées-Atlantiques). Les partisans des *ikastolas* (écoles en langue basque), venus d'Espagne et de France, ont effectué une randonnée festive autour du lac de Saint-Pée-sur-Nivelle.

■ **FAIT DIVERS : trois personnes de la communauté des gens du voyage ont été blessées à Orléans (Loiret), au cours de deux fusillades** qui ont éclaté, vendredi 10 et samedi 11 mai, dans des quartiers résidentiels. Au cours du premier incident, un adolescent de 16 ans a été grièvement touché à la jambe et une jeune fille a été plus légèrement blessée par une balle perdue. Les deux victimes ont été hospitalisées et leurs jours ne sont pas en danger. Samedi, un nomade, âgé d'une vingtaine d'années, a été la cible de coups de feu dans une autre zone pavillonnaire de l'agglomération. Grièvement blessé, il a aussi été hospitalisé à Orléans.

■ **Un cadavre en état de décomposition avancée a été découvert samedi 11 mai** près de Bourgaltrouff (Moselle), dans le coffre d'une voiture garée depuis plusieurs mois au fond du jardin d'une ferme. L'identification de la personne décédée est toujours en cours.

Tollé des organisations musulmanes contre la Mosquée de Paris

Réunies au Bourget, elles refusent le report des élections du Conseil français du culte musulman

SI CE N'ÉTAIT PAS une conjuration, cela en avait tout l'air. La quasi-totalité des membres de la consultation sur l'islam de France a participé à une « table ronde », devant près d'un millier de personnes, samedi 11 mai, au cours du 19^e rassemblement annuel des musulmans organisé par l'Union des organisations islamiques de France (UOIF). Une table ronde aux allures de tribunal. Avec, dans le rôle de l'accusé absent, la Mosquée de Paris, qui vient de demander un nouveau report de l'élection d'un Conseil français du culte musulman, future instance représentative de l'islam.

Il y avait là, outre l'UOIF, la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF), à dominante marocaine, la Fédération française des associations islamiques d'Afrique, des Comores et des Antilles (FFAICA), le mouvement Foi et pratique, représentant le Tabligh, la mosquée

d'Evry, la mosquée Al-Islah de Marseille, celle de Saint-Denis de la Réunion, et Bétoule Fekkar-Lambiotte, représentant les « personnalités qualifiées ».

A tour de rôle, chacun a porté la critique. Fouad Alaoui, pour l'UOIF, a donné le ton : « Le travail fourni depuis deux ans a soulevé un espoir énorme. Ceux qui demandent un nouveau délai pour changer la donne se trompent. Nous irons aux élections du 23 juin, avec ou sans la Mosquée de Paris. Et nous appelons tous les lieux de culte à répondre non à sa proposition ! C'est la Mosquée de Paris qui a rompu le consensus ! » Khalil Merroun, pour la Mosquée d'Evry : « Les élections auront lieu le 23 juin, ou alors sans nous ! » Foi et pratique : « Nous maintenons la date du 23. » La FNMF : « Le 23 juin ! » Youssef Mammeri, pour la Mosquée de Marseille, avec la fougue de la jeunesse : « Il faut virer ceux qui

ont accaparé la Mosquée de Paris. Cette institution appartient à tous les musulmans de France ! » (Tonnerre d'applaudissements.)

« ISLAM ÉTRANGER »

Les représentants de la FFAIACA et de la Mosquée de la Réunion ont essayé de ramener un peu de sagesse en demandant qu'un « consensus » soit trouvé avec la Mosquée de Paris d'ici au 23 juin. Seule Bétoule Fekkar-Lambiotte s'est prononcée pour le report, en faisant valoir que les statuts du futur conseil n'étaient pas prêts. Mais, déjà, la curée reprenait de plus belle. Et Soheib Bencheikh, à qui la Mosquée de Paris a attribué le titre de grand mufti de Marseille, était cette fois en ligne de mire. Khalil Merroun : « M. Bencheikh, qui participe à la consultation depuis le début, a découvert brusquement, après le 11 septembre, que des fondamentalistes siégeaient à côté de

lui [le Tabligh et l'UOIF, mis en cause par Soheib Bencheikh]. Quelle perspicacité ! » Fouad Alaoui : « Ces gens-là osent traiter nos imams d'ignorants, nos filles de frustrées parce qu'elles portent le foulard. (Huées dans le public.) Ils parlent d'un islam moderne, alors qu'ils prêchent un islam étranger, que ce qu'ils vivent est contraire aux fondements de l'islam ! Nous disons non aux gardiens du temple ! » (Applaudissements.) Farid Abdelkrim, ancien président de Jeunes musulmans de France (JMF) : « Qu'a fait M. Bencheikh pour mériter d'être décoré de l'ordre du Mérite ? Mon père a passé sa vie en France, à poser des rails de chemin de fer. C'est à lui qu'on aurait dû la donner ! » (Tonnerre d'applaudissements.) Puis, parlant du ministre de l'intérieur : « Il y a un nouveau shérif en France, qui a décidé d'en faire baver aux musulmans ! » (Huées.)

En prévision des législatives, l'UOIF a décidé de mobiliser ses troupes. Fouad Alaoui, son secrétaire général, a pris des accents de tribun : « Ceux qui veulent exclure nos filles parce qu'elles ont choisi librement de porter le foulard n'auront pas nos voix. Ceux qui veulent les obliger à suivre des cours de natation n'auront pas nos voix. Toute démarche politique qui nuira aux intérêts du peuple palestinien sera sanctionnée. J'en appelle à une prise de conscience de tous les citoyens musulmans ! Nous appelons à un vote équilibré. Il n'est pas bon pour les musulmans qu'un seul parti monopolise le pouvoir. » L'UOIF attend maintenant que les principaux partis prennent position sur l'islam de France.

X. T.

Xavier Ternisien

Les protestants pour une « paix juste » au Proche-Orient

LE SYNODE annuel de l'Eglise réformée de France (ERF) s'est tenu du 9 au 13 mai à Nîmes (Gard), fief historique du protestantisme français et paroisse du pasteur Marcel Manoël, qui préside depuis un an aux destinées de la principale confession protestante de France. Le synode a adopté trois « vœux » à l'issue de ses travaux, l'un demandant que la composante associative du protestantisme soit mieux prise en compte par l'ERF, l'autre concernant les mouvements de jeunes. Le troisième vœu porte sur la situation en Israël et dans les territoires : rappelant les liens entre judaïsme et christianisme, le texte reconnaît la « légitimité indiscutable » de l'Etat d'Israël et condamne les attentats anti-Israéliens de même que les actions de Tsahal contre les populations palestiniennes. Il souhaite une « paix juste » fondée sur la reconnaissance d'un Etat palesti-

nien et d'une « solution équitable » pour les réfugiés.

Le synode a par ailleurs renvoyé à 2004 la conclusion d'une réflexion entamée l'année dernière sur les questions ayant trait à l'homosexualité : peut-on nommer des ministres du culte homosexuels ? L'Eglise réformée doit-elle autoriser des « bénédictions » de couples de même sexe ?

L'ERF a également tiré le bilan de son opération « 2 000 débats », lancée à l'occasion de l'an 2000 et qui a permis d'organiser de nombreuses rencontres et conférences dans la plupart des paroisses. Pour le pasteur Marcel Manoël, le succès de cette initiative est « le signe d'une Eglise qui veut sortir de ses murs et proposer la foi dans la société française sous l'angle du débat ».

OFFRE EXCEPTIONNELLE *Finsbury*
Valable du 15 avril au 15 mai 2002
The Smart Shoes

Chaussures de Luxe - Fabrication artisanale - Très vaste choix en demi-pointure et plusieurs largeurs - Montage cousu "Goodyear Véritable".

2 paires = 275 €

- 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris
- 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- 3, rue de Rivoli, 75004 Paris
- 112 bis, rue de Rennes, 75006 Paris

www.finsbury-shoes.com

Groupe SUP de CO Montpellier

Executive MBA
Part Time ou full time
anglophone ou francophone

www.supdeco-montpellier.com
MBA@supco-montpellier.fr
Tel : 04 67 10 26 26

C.C.I. de Montpellier

Nord Sud EXPORT

Le Monde

INTELLIGENCE ECONOMIQUE

APRES DIX ANS DE BAVARDAGES...
LES OUTILS QUI ONT FAIT LEURS PREUVES

MERCREDI 22 MAI 2002 A PARIS
(Séminaire « Entreprises » - 9 heures/17 h 30)

Nord Sud Export (groupe Le Monde) convie les entreprises françaises à vocation internationale à identifier les techniques les plus actuelles de l'intelligence économique et à confronter leurs expériences d'état-major et de terrain.

Avec les meilleurs professionnels du moment, ce séminaire a pour objectif de dépasser le concept attrape-tout de l'intelligence économique pour n'en garder que la partie opérationnelle. D'autant que la transposition des métiers du renseignement au monde des affaires a élargi les champs d'action.

- Peut-on, doit-on, externaliser les fonctions de veille stratégique et de veille concurrentielle ?
- En quoi consiste au juste l'audit de sécurité d'un site de production à l'étranger ? A quel coût s'attendre pour le « sécuriser » ?
- Pourquoi faut-il laisser faire les spécialistes en cas de racket ou de « kidnap and ransom » ?
- Comment ne pas tomber dans la psychose de la cybercriminalité ?
- Pourquoi la disposition des outils de l'IE pose-t-il aujourd'hui un sérieux problème de management ?
- Faute de tout prévoir, peut-on apprendre à gérer les crises ?
- Comment convertir les élites françaises aux stratégies d'influence et de lobbying en matière de normes internationales ?
- Les Français doivent-ils se doter d'une War Room à l'américaine ?

Ce séminaire « Entreprises » est une réunion payante
Programme, renseignements et inscription auprès de :
Christelle TORRES ou Nathalie LEFEVRE

NORD SUD EXPORT
Tél. : 01 44 97 55 35 - Fax : 01 44 97 55 36
E-mail : nse@lemonde.fr

DISPARITION

■ **IZET SARAJLIC**, poète bosniaque, est mort jeudi 2 mai à l'âge de 72 ans. Né en 1930, membre de l'Académie des sciences et des arts de Bosnie-Herzégovine, il était l'auteur d'une quinzaine de recueils de poésie et d'un livre de Mémoires. Sarajlic était considéré comme l'une des grandes voix de la poésie bosniaque, et son nom avait été prononcé pour le Nobel. Son frère aîné avait été fusillé par les fascistes italiens en 1942 : « Dans tout ce que j'ai fait depuis, j'ai veillé à ne pas trahir la mémoire de ce jeune homme, dont je suis maintenant l'aîné de plus de cinquante ans. C'est à lui que je dois mes comp-

tes », déclarait-il dans un entretien au *Courrier de l'Unesco* en avril 1998. De confession musulmane, il affichait sa volonté de dépasser les clivages religieux dont il avait vu son pays et sa ville, Sarajevo, tant souffrir. Dans le même entretien, il disait : « Je suis musulman. Ma femme est catholique, sa famille est venue d'Autriche, et notre fille a épousé un orthodoxe. J'espère que mon petit-fils posera un jour sa main sur une épaule juive – comme ça, nous serons au complet. » Un recueil, *Le Livre des adieux*, suivi de *Recueil de guerre sarajévien*, a été traduit en français chez N & B Editions en 1997.

À LIRE EN LIGNE

Retrouvez sur le site Internet du Monde (www.lemonde.fr/carnet) le détail des nominations, l'essentiel des lois, décrets et décorations parus au Journal officiel, ainsi que les adresses des sites publiant des documents significatifs.

NOMINATIONS

Alain Boissinot, recteur de l'Académie de Bordeaux, a été nommé directeur du cabinet de Luc Ferry au ministère de la jeunesse et de l'éducation ; **Dominique Antoinne** a été nommé directeur du cabinet de Xavier Darcos, ministre délégué à l'enseignement scolaire (*Le Monde* du 11 mai).

DOCUMENTS OFFICIELS

La Documentation française publie les 30 propositions pour l'avenir du lycée de Nicole Belloubet-Frier. Après avoir analysé les raisons de la stagnation, voire de la diminution, du taux d'accès d'une génération de lycéens au baccalauréat, en particulier dans la voie générale, Nicole Belloubet-Frier fait un certain nombre

de propositions visant à recentrer les missions de l'enseignement secondaire, tant dans la filière générale ou technologique que dans la voie professionnelle. La problématique de ce rapport conduit également à redéfinir les processus d'orientation au collège, les liaisons entre ce dernier et le lycée, le lycée et les études supérieures et, au-delà, à dessiner le cadre d'une refonte du lycée dans sa globalité. <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/brp/notices/024000183.shtml> Le Sénat publie la proposition de résolution présentée par Henri de Raincourt, Jean Arthuis, Guy-Pierre Cabanel et Josselin de Rohan tendant à la création d'une commission d'enquête sur les diverses mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation auxquelles les mineurs délinquants peuvent être soumis et leur adaptation à la nécessité de réinsertion de ces mineurs. <http://www.senat.fr>

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Saïda et Kamal FRIK sont heureux d'annoncer la naissance de leur second enfant,

Anaïs,

à Paris.

Edouardo,

son frère,

Et ses parents

se réjouissent de cette arrivée dans leur foyer.

« *Sicelides musae, paulo maiora canamus !* »

« *Adgredero o magnos honores, cara deum soboles, magnum filia incrementum !* »

Anniversaires de naissance

– 14 mai 1962 - 14 mai 2002.

Sylvie,

Un amour intense et immense. Presque vingt ans de vie commune. Trois enfants formidables.

Arthur, Victor, Margot et Didier.

Décès

– Homme souriant, aimant et de paix.

M^{me} Yolande Hindriks, son épouse, Jacqueline Ammann, sa fille, Quentin, Olivier et Marc Godefroid, ses petits-fils, son beau-fils, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Ferdinand AMMANN,

né à High Bridge, New Jersey (Etats-Unis d'Amérique), le 24 octobre 1917, et repris à l'affection des siens ce 9 mai 2002.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– M^{me} Sabine Chomel, son épouse, Sixtine, Rodolphe, Melchior et Marjorie, ses enfants, M. et M^{me} Jacques Chomel, ses parents, M. et M^{me} Pierre Mennesson, ses beaux-parents, Ses frères, sœur, beaux-frères, belles-sœurs, Et toutes leurs familles, ont la grande tristesse de faire part du rappel à Dieu du

docteur Régis CHOMEL,

dans sa quarante-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 14 mai 2002, à 15 heures, en l'église d'Épernon (Eure-et-Loir).

Les fleurs et couronnes sont à adresser à Pommiers (Rhône), où aura lieu l'inhumation le mercredi 15 mai, à 17 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 16 h 30
Permanence le samedi jusqu'à 16 heures

– Jacques et Marie-Claire Cordonnier-Francaux, ses parents, Anne, Bruno, Pascale et Alice, ses sœurs, et frères, Ses neveux et nièces, Ses belles-sœurs et beaux-frères, Sa famille, Et ses nombreux amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

Isabelle CORDONNIER,

docteur en sciences politiques,

survenu à Paris, le 2 mai 2002, à l'âge de trente-neuf ans.

Merci à ceux qui l'ont aimée de garder sa mémoire vivante à Paris, Londres, Tokyo, Pékin, New Delhi, Mexico.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Denis du Saint-Sacrement, 68 bis, rue de Turenne, Paris-3^e, le mardi 14 mai, à 10 h 30.

L'inhumation se fera ensuite au cimetière parisien d'Ivry.

Jacques Cordonnier, 23, rue Desgranges, 93100 Montreuil-sous-Bois.

– Marc Perrin de Brichambaut, directeur chargé des affaires stratégiques au ministère de la défense,

Et l'ensemble du personnel de la délégation aux affaires stratégiques, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Isabelle CORDONNIER,

docteur en sciences politiques, chef du secteur Asie-Pacifique,

survenu le 2 mai 2002, à l'âge de trente-neuf ans,

et s'associent à la douleur de la famille.

– Laure, Vincent, Julie, Robin et Juliette ont l'immense peine d'avoir perdu leur grand-père

Pierre CRENON,

le 7 mai 2002.

Il est maintenant près de

Stella.

Patricia, Alain, Hélène, Elisabeth Crenon,

27, rue Saint-Hilaire, 94210 La Varenne, 8, rue du Mont-Mesly, 94380 Bonneuil, 4, rue de l'Hôpital-Saint-Louis, 75010 Paris, 1, rue Vieille-Ville, 05600 Guillestre.

– M. et M^{me} Philippe Georgiades, ses enfants, Alexis Georgiades, son petit-fils,

Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Elen

DOSIA-GEORGIADIS, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 10 mai 2002, à Boulogne.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 15 mai, à 10 h 30, en la cathédrale orthodoxe grecque, 7, rue Georges-Bizet, Paris-16^e.

137, boulevard du Général-Koenig, 92200 Neuilly-sur-Seine.

– Susan George, son épouse, Valérie et Laurent, Michel et Anne, Stéphanie, ses enfants, Laura, Daphné, Eve, Martin, ses petits-enfants, Noëlle et Jacques, Gérard, ses neveux, ont la tristesse de faire part du décès de

Charles-Henry GEORGE, 13 août 1922 - 4 mai 2002.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité le 7 mai, en l'église Saint-Pierre de Lardy (Essonne), suivies de l'inhumation au cimetière de Lardy, dans le caveau familial.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

– Paulette Burland-Kaufmann, sa mère, Boris, Gabriel, Darius Kaufmann, ses enfants, Marianne Maury-Kaufmann, leur maman, Gabrielle Regnault, sa compagne, Féodor et Nicole Kaufmann, son frère et sa belle-sœur, Raphaël et Jacqueline Kaufmann, ses frère et sœur,

Aleksandr Kaufmann, son neveu, et sa maman, Hélène Garrel, Nadine et Paul Desmoulins-Kaufmann, ses cousins,

Et les familles Maury, Regnault, Garrel, Desmoulins, Wechsler, Calloch, Chevolleau,

Et tous ceux qui l'aiment, font part de la disparition de

Noël KAUFMANN,

à l'âge de quarante-quatre ans.

La cérémonie aura lieu au crématorium du Père-Lachaise, le mercredi 15 mai 2002, à 11 h 45.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– M^{me} Marguerite Mora, son épouse, M. et M^{me} Bernard Mora, ses enfants,

M^{lle} Florence Mora, sa petite-fille, Sa famille,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

colonel Emmanuel MORA,

officier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palme,

survenu le 6 mai 2002, à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation au cimetière parisien de Thiais, a été célébrée dans l'intimité.

– M^{me} Denis Moore,

sa sœur, M. et M^{me} François Pajot et leurs enfants,

M. et M^{me} Bertrand Heilbronn et leurs enfants, ses neveux et nièces, Ses cousins et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Françoise STANCIU-REISS,

survenu le 3 mai 2002, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Anniversaires de décès

– Il y a un an, mourait

Paul BÉNICHOU.

Une pensée pour lui.

– Voilà cinq ans,

Geneviève LALLEMAND

nous quitte.

Elle demeure dans la mémoire de tous ceux qui l'ont aimée et se rappellent.

Cours

PHOTOGRAPHIE
Cours technique et théorique. Labo NB, l'art du tirage NB, analyse de l'image, réflexion.
Atelier recherche et création, pH Neutre.
Tél. : 01-43-61-47-60.

Stages

Le CNAM propose un stage intensif d'anglais de l'entreprise, du 24 au 28 juin 2002. Renseignements et inscriptions : Annick Fitoussi. Tél. : 01-40-27-21-86.

Séminaires

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Université d'été sur l'enseignement de l'histoire de la Shoah pour les professeurs des lycées et collèges, toutes disciplines confondues, du 7 au 12 juillet 2002, à Paris, animée par des spécialistes. Avec le soutien de l'APHG. Renseignements et inscriptions au Centre de documentation juive contemporaine, au 01-42-77-44-72.

Diplômes

DESS entrepreneurial, universités du Littoral et de Picardie. Formation à la création d'entreprise et à la gestion territoriale. Dépôt des dossiers : 4 juillet 2002. ruce@univ-littoral.fr Tél. : 03-28-23-71-34.

Communications diverses
COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

Extrait du programme 2002

Conférence

Arnold Davidson : « Michel Foucault et la naissance d'un monde. De la musique sérielle à l'histoire des formes de pensée ».

21 mai, 18 h 30-20 h 30, amphitheâtre, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris-5^e.

Séminaire

Frédéric Neyrat : « L'image du capital (I) : post-fordisme, simulations et disparition de l'être ».

17 et 31 mai, 14 et 21 juin, 18 h 30-20 heures, salle RC2, université Paris-VII - Denis-Diderot, 2, place Jussieu, Paris-5^e.

Journée d'études

Manières de créer des sons, sous la responsabilité d'Antonia Soulez et Horacio Vaggione.

17 mai, 9 heures-20 heures, amphitheâtre, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris-5^e.

L'accès à toutes les activités du collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles). Renseignements sur salles, répondeur : 01-44-41-46-85. Autres renseignements : 01-44-41-46-80. Consultation du site : www.ci-philo.asso.fr

La cérémonie annuelle

à la mémoire

des étudiants résistants

se déroulera le mardi 14 mai 2002, à 18 heures, devant le monument qui leur est dédié, jardin du Luxembourg, entrée Odéon, avant la fontaine Médicis.

Association, 14, rue du Pré-aux-Clercs, 75007 Paris. Tél. : 01-42-22-00-08.

– Centre communautaire de Paris : **mardi 14 mai, à 20 h 30.** Table ronde : « Retour de l'antijudaïsme? », animée par Jean-Paul Guetty, avec le Révérend Père Patrick Desbois, Ghaleb Bencheikh, Jacques Tarner, Nelly Hanson, Jean-Pierre Allali. 119, rue La Fayette, Paris-10^e. Tél. : 01-53-20-52-52. (PAF.)

Concours

PRÉPARER SCIENCES-PO à l'université Paris-I - Panthéon-Sorbonne.

Préparation à la procédure d'admission en deuxième cycle, à l'Institut d'études politiques de Paris, du 30 septembre 2002 au 1^{er} février 2003. Coût : 980 euros.

Renseignements et inscriptions jusqu'au 14 juin 2002, sauf le mercredi. Centre d'éducation permanente, Isabelle Kurlender, bureau 322, 1, rue Victor-Cousin, Paris-5^e. Tél. : 01-40-46-28-62. Email : cep@univ-paris1.fr

LE MONDE diplomatique

DOSSIER

EXTRÊME DROITE

La peste
Contagion en Europe
Le sort contrasté des « frères » belges du Front national

Egalement au sommaire :
Vivendi, une leçon de choses (dossier) ; Sur quelques contes sécuritaires venus d'Amérique ; Les partis pris de la Maison Blanche au Proche-Orient ; Ce monde-prison où nous vivons ; Au Venezuela, Hugo Chávez sauvé par le peuple (reportage) ; etc.

NUMÉRO DE MAI 2002
En vente chez votre marchand de journaux 3,80 €

Abonnez-vous au Monde pour **26,35 € (172,84 F)** par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour **26,35 € (172,84 F)** par mois par prélèvement automatique.

M. M^{me} Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : [] [] [] [] [] [] Localité :

Offre valable jusqu'au 30/06/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal.

201MQPAE

Autorisation de prélèvements

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR
N° 134031

Organisme créancier : **Société Editrice du Monde**
21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom Prénom

N°rue Ville.....

Code postal [] [] [] [] Ville.....

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT

DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

N°rue Ville.....

Code postal [] [] [] [] Ville.....

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

Code Etablissement Code Guichet N° de compte Clé RIB

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc : Téléphonez au 01-44-97-54-54 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 € TTC/min)

Le Monde (USPS=009729) is published daily for \$ 892 per year *Le Monde* 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

ESPRIT Mai 2002

La médecine et le corps humain

01 48 04 08 33 – www.esprit.presse.fr

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU BEAU VETEMENT

LEGRAND Tailleur
Hommes et Femmes
Depuis 1894

Chemises sur mesures

TRÈS GRAND CHOIX DE TISSUS ET DE PRIX

27, rue du 4-Septembre, Paris 2^e
Tél : 01.47.42.70.61

Au Nord et à l'Est, le FN profite des angoisses liées à la mondialisation

Restructurations industrielles, méfiance à l'égard de la construction européenne et désespérance sociale expliquent la progression du vote en faveur de Jean-Marie Le Pen dans ces régions. Un sentiment d'abandon renforcé par une politique d'aménagement du territoire jugée discriminatoire

SELON que l'on vote à l'est ou à l'ouest du pays, l'influence de l'extrême droite est plus ou moins forte. Les résultats du second tour de l'élection présidentielle ont confirmé l'existence d'une coupure en deux du pays par rapport au score du Front national. Si l'Ouest mégo-te ses voix à Jean-Marie Le Pen, il n'en va pas de même, à l'est d'un arc de cercle qui va de Lille à Perpignan, où le leader du FN a obtenu entre 16 % et 29,64 % des suffrages au second tour.

Dans le Nord, il a progressé entre les deux tours, alors qu'en Alsace il a légèrement régressé. Ce clivage entre l'Est et l'Ouest, qui existe depuis longtemps, se trouve confirmé depuis les élections européennes de 1984, à chaque scrutin municipal, régional, européen et présidentiel. Les électeurs du Front national sont plus nombreux dans les régions frontalières que sur la façade atlantique.

Première hypothèse : la carte du vote FN coïnciderait avec celle de la population immigrée. A l'exception des départements méditerranéens, où voisinent notamment rapatriés et population d'origine maghrébine, les études électorales montrent que la relation entre ce comportement électoral et la présence étrangère n'est pas systématique. Ainsi, alors que dans certains villages de la Marne ou des Vosges il n'y a pas de jeunes beurs, ces départements enregistrent une poussée du vote Le Pen. « Loin d'être un déclen-

cheur, la présence des étrangers agit comme un catalyseur du vote Le Pen chez les gens qui ont des prédispositions autoritaires et qui n'ont pas de repères politiques et partisans très stables », estime Nonna Mayer, directrice de recherche au Centre d'études de la vie politique française (Cevipof).

« LA FRANCE DES MARCHES »

Pour certains politologues, la façade septentrionale du pays est encore marquée par l'histoire des invasions et des conflits. L'explication serait donc plutôt culturelle et identitaire. « La France des marches a un sentiment de vulnérabilité plus fort qu'à l'Ouest à cause des guerres successives », souligne Jean-Claude Nemery, professeur de droit public à l'université de Reims-Champagne-Ardenne. « Depuis Attila, la Champagne est une terre souvent envahie », rappelle Jean-Claude Etienne, président (RPR) de la région Champagne-Ardenne. « Rocroi, Sedan, Verdun, la bataille de la Marne... égrène-t-il, tout ce qui vient de l'extérieur est toujours arrivé avec des canons ou des grenades. »

Cette inquiétude latente vis-à-vis des périls extérieurs rend les habitants plus méfiants à l'égard de la construction européenne et de la mondialisation, surtout lorsque celles-ci se traduisent par des fermetures d'usines et des suppressions d'emplois, comme c'est actuellement le cas dans l'Aisne. « Les gens de l'Est veulent l'Europe, précise

M. Etienne. Mais ils ont besoin d'être rassurés sur la persistance d'un Etat fort au moment où le pouvoir semble s'échapper vers Bruxelles. » Dans les campagnes aussi, les craintes envers l'Europe se sont accrues au cours des dernières années. « Le vote FN a progressé lors de ces élections chez les paysans mécontents de l'Union européenne, exaspérés par les abattements systématiques de troupeaux liés à l'ESB », constate Jean-François Humbert, président (UDF) du conseil régional de Franche-Comté et sénateur du Doubs.

Le sentiment d'abandon a été encore exacerbé par les errements de l'aménagement du territoire. L'Est attend toujours le TGV. Et les autoroutes ont été d'abord construites dans le Sud et l'Ouest. « Les retards dans l'aménagement du territoire ne font qu'exacerber l'idée que, chez nous, on n'a pas autant qu'ailleurs alors qu'on mérite », souligne M. Etienne.

Aujourd'hui, les régions qui attirent les jeunes et les diplômés sont la Bretagne et les Pays de la Loire. Car, comme les indices le montrent, la façade atlantique a réussi sa modernisation économique et son industrialisation. Alors que dans le

Nord, vieille terre minière et industrielle, mais aussi dans certains endroits de Rhône-Alpes ou de Provence, la modernisation a eu un coût social très élevé. « En Rhône-Alpes, la modernisation économique a été très traumatisante. Les transformations rapides des types d'emplois

pour les grands travaux, comme les autoroutes et le TGV. »

Les bouleversements dans l'organisation du travail sont durement vécus dans des régions « qui ont beaucoup souffert », suggère M. Etienne. Dans les anciennes régions minières du Nord, dans la vallée de la Meu-

qui travaillent moins qu'hier et gagnent plus qu'eux. »

La résistance de l'Ouest au vote FN s'explique aussi par la persistance de structures sociales et religieuses plus solides qu'à l'Est. Cela expliquerait que, confronté aux mêmes chocs économiques, l'Ouest, grâce à ces amortisseurs sociaux, résiste mieux. Si le clivage est-ouest demeure, l'élection présidentielle a révélé une évolution : la Gironde, le Tarn-et-Garonne et le Lot-et-Garonne ont enregistré de fortes poussées du vote FN. La crise des activités maraîchères ne peut pas tout expliquer. « Ce "ratissage" montre que les cadres familiaux, sportifs et associatifs traditionnels dans cette région ne suffisent plus à endiguer la poussée du vote Le Pen », indique Jean Petaux, enseignant à Science-Po Bordeaux. Il voit dans la situation de Midi-Pyrénées la préfiguration de ce qui pourrait se passer un jour dans l'Ouest. « L'existence de barrières sociales et la meilleure comme la pire des choses, ajoute-t-il. Quand les vieilles terres démocratiques chrétiennes du massif armoricain céderont, elles tomberont par blocs. »

Béatrice Jérôme

Soissons souffre de la déchirure industrielle

SOISSONS

de notre envoyé spécial

Sur les barrages dressés à chaque entrée de Soissons lors de l'opération « ville morte » organisée mardi 7 mai (Le Monde du 9 mai), la question revient avec insistance. Combien de salariés parmi les 450 de l'unité Wolber (Michelin) fermée en 1999 ont-ils retrouvé un emploi ? 60, comme le proclame le syndicat CGT ? Ou plus de la moitié, comme l'affirme Edith Essrati, maire (divers droite) de la ville ?

La querelle n'est pas anodine dans cette ville de 30 000 habitants où, avant la fin mai, 650 salariés devaient recevoir leur lettre de licenciement à la suite de la liquidation judiciaire de l'imprimerie A & R Carton (200 personnes), des chaudronneries BSL (305), avec dans la foulée leur filiale Berthier (75), et la société Pecquet-Tesson (64).

Après une majorité de femmes chez Wolber, ce sont cette fois des hommes, ouvriers professionnels d'une moyenne d'âge proche de la cinquantaine, qui se retrouvent sans perspectives de reclassement dans un bassin qui aura perdu, en l'espace d'un mois, l'équivalent de 12 % de son emploi industriel. « Faudra-t-il aller chercher du travail à Paris ? », s'interroge Claude Berthelot, d'A & R Carton. Tout en reconnaissant « qu'il n'y a pas de solution miracle », il s'inquiète de « l'impuissance des pouvoirs publics et des élus locaux » auprès de qui les salariés se retournent pour obtenir l'amélioration des plans sociaux, et surtout des espoirs de réindustrialisation.

« Nous demandons avec force que l'Etat désigne des techniciens habilités à mettre en œuvre des mesures exceptionnelles immédiatement appli-

cables » : c'est un nouveau cri d'alarme qu'a lancé Jean-Marie Paulin, président (PS) de la communauté d'agglomération. Après la fermeture de Wolber, le groupe Michelin avait créé une cellule de reclassement et promis des aides à l'installation de plates-formes logistiques avec à la clef 250 à 300 emplois. Seule la société Géodis a créé une dizaine d'emplois, et deux autres projets sont encore à l'étude.

En mai 2000, le comité interministériel d'aménagement du territoire (CIADT) avait adopté des mesures d'urgence pour le Soissonnais. Mais, là aussi, il faut du temps pour aménager une nouvelle zone d'activités de 63 hectares et conduire la restructuration de la caserne Gouraud dans le centre-ville. Dans la technopole encore embryonnaire, les élus souhaitent encourager des créations d'entreprises dans le domaine des logiciels libres. Mais, pour M. Paulin, il faudrait un deuxième « plan d'action » du CIADT pour faire face à la « déchirure de l'emploi industriel ».

« Quand on met 500 emplois au tapis, l'aménagement du territoire en prend un coup. On constate les effets du désengagement de l'Etat quand on laisse faire l'économie », déplore aussi Jacques Desallangre, député (MDC). « Soissons a laissé passer la révolution industrielle il y a trente ans. Il aurait fallu anticiper », soutient, de son côté, M^{me} Essrati.

Ville plutôt calme et cossue, Soissons se réveille avec un taux de chômage de 12 %. Et avec près de 24 % des voix en faveur de M. Le Pen au premier tour de la présidentielle, contre 16 % en 1995.

Michel Delberghe

Manifestation anti-camions au tunnel du Mont-Blanc

A L'APPEL de l'Association pour le respect du site du Mont-Blanc (ARSMB), un rassemblement a eu lieu, lundi 13 mai, à l'entrée du tunnel du Mont-Blanc pour protester contre le passage des camions entre 19 et 39 tonnes, autorisé à partir de ce jour. Les maires de Chamonix, Les Houches et Servoz devaient être présents et Noël Mamère, candidat (Verts) à la présidentielle, est venu soutenir ce mouvement. C'est le 25 juin que tous les camions pourront emprunter ce grand axe franco-italien.

D'ici là, Gilles de Robien, ministre (UDF) des transports, devra reprendre ce dossier, qui a fait l'objet d'une négociation entre le précédent gouvernement et le gouvernement italien. Les modalités de la mise en place de l'alternat pour la circulation des poids lourds et la répartition du trafic entre le tunnel du Mont-Blanc et celui du Fréjus pourraient faire l'objet de nouvelles discussions.

Dell™ | Entreprises

On a toujours une raison de choisir un Dell.



Raison n°14 : l'hyper-puissance mobile
Développez votre activité avec le portable Dell Inspiron 8200, équipé du nouveau Processeur Mobile Intel® Pentium® 4-M



L'association du nouveau processeur Mobile Intel® Pentium® 4-M et de la mémoire DDR RAM vous permet de disposer d'une vitesse de rendement et d'une puissance de traitement inégalées, en toutes circonstances.

Jusqu'à - 100 €^{HT(b)}
SUR www.dell.fr

Dell™ Inspiron™ 8200
Processeur Mobile Intel® Pentium® 4 à 1.4 GHz-M avec technologie Intel® SpeedStep™ améliorée

- Chipset Intel® 845MP - Bus principal 400 MHz
- 512 Ko de mémoire cache "full speed"
- 128 Mo de mémoire DDR RAM 266 MHz
- Disque dur 20 Go
- **Ecran à matrice active 15" SXGA+ (1400x1050)**
- Contrôleur vidéo NVIDIA® GeForce2 Go AGP 4x avec 32 Mo DDR RAM vidéo
- Lecteurs CD ROM 24x et disquettes intégrés
- Contrôleur audio Crystal CS4205
- 2 enceintes stéréo intégrées
- **Modem 56K et chipset réseau 10/100 intégrés**
- Système de pointage Touchpad & Stickpoint
- Microsoft® Windows® XP Edition Familiale
- Microsoft® Works 6.0
- **1 an de garantie aller et retour atelier**

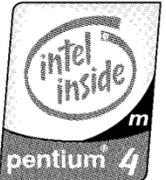
1 849 €^{HT} 2 211,40 €^{TTC}
12 128,64 F^{HT} Réf. 170-i0515

Dell™ Dimension™ 4400
Processeur Intel® Pentium® 4 à 2 GHz

- Chipset Intel® 845D à 400 MHz
- 512 Ko de mémoire cache "full speed"
- 128 Mo de mémoire DDR RAM
- Disque dur 20 Go
- Carte vidéo ATI Rage Ultra AGP 4x, 16 Mo de SDRAM
- **Moniteur 17" Couleur**
- Lecteur de CD ROM 20/48x
- Son intégré 64 Voix
- 4 ports USB dont 2 en façade
- Microsoft® Windows® XP Edition Familiale
- Microsoft® Works 6.0
- **Garantie Europe : 1 an, service aller-retour atelier**

999 €^{HT} 1 194,80 €^{TTC}
6 553,01 F^{HT} Réf. 170-D0514

Les PC Dell utilisent une version originale de Microsoft® Windows®
www.microsoft.com/piracy/howtotell



Du 14/05 au 03/06/02^(a)
Offre valable uniquement sur dell.fr

Passage au graveur ou au combo graveur pour 1 €^{HT} de plus^(a)
sur les Dimension équipés du processeur Intel® Pentium® 4 et les Inspiron 2650 et 8200

Téléphonez du lundi au vendredi de 8h30 à 19h

0 825 004 678
0.150 € TTC / MN

Configurez et achetez directement sur le site : www.dell.fr

Offres valables jusqu'au 03/06/02, dans la limite des composants et pièces disponibles. Photos non contractuelles. Frais d'expédition en sus. Offres soumises aux conditions générales de ventes et de services de Dell. Possibilité de financement : contactez-nous. Chaque configuration possède un accès Internet : AOL, votre offre comprend 50 heures d'essai (accès Internet + télécommunications inclus) à utiliser dans les 30 jours qui suivent votre première connexion. Pour profiter de l'offre AOL, vous devez avoir plus de 18 ans, disposer d'une carte bancaire et d'un compte bancaire. Offre non cumulable avec toute autre offre promotionnelle, réservée à un essai par foyer et à la France métropolitaine. Voir conditions de l'offre sur la brochure AOL insérée dans l'emballage de l'ordinateur DELL. Informations exactes au 26/11/2001. (a) Passage du CD au graveur et du DVD au combo graveur et DVD pour 1 €HT de plus soit 1.196 €TTC. (b) Jusqu'à 100 €HT de réduction soit 119,60 €TTC sur certaines configurations Dimension et Inspiron. Voir dell.fr pour le détail de ces offres. Dell se réserve le droit de mettre fin à ces offres sans avis préalable.

LES prénoms, Dany et Gaby, sont fictifs. L'identité, la brigade et l'activité civile de ces deux réservistes sont connues du *Monde*. Ils ont participé à l'opération « Mur de protection » menée par l'armée israélienne en Cisjordanie, l'un à Bethléem, l'autre à Ramallah.

Dany : Le premier soir, le commandant nous a parlé. Ça sentait la guerre. La preuve : on ne signalait pas le bon habituel pour les munitions. Normalement, quand on prend des grenades ou des roquettes, on signe, pour justifier ensuite de leur utilisation. Là, c'était libre service. Dans la compagnie, la tension était palpable. Puis on a pris la direction de Bethléem. On devait capturer des suspects. On nous a prévenus qu'ils se regrouperaient vers la place de la Nativité. Il fallait empêcher les fuyards de s'échapper.

Assis dans un véhicule blindé, tu ne vois rien. Tu accompagnes un char, pour le protéger s'il y a un risque d'attaque. On ne voyait que nos hélicoptères tirer des missiles. On entendait les tirs de nos chars à la mitrailleuse lourde, parfois des obus. J'avais peur. On nous avait mis en garde contre les tireurs embusqués. On nous avait dit que les Palestiniens avaient piégé les bâtiments, et même des bouches d'égout. On craignait qu'ils aient des RPG (lance-roquettes) ou, pis, des missiles antichars. Finalement, mon blindé n'a reçu qu'une seule balle. Un RPG a touché un char, sans dégât. S'il avait atteint notre véhicule, ça aurait pu faire mal. J'ai su plus tard que les Palestiniens avaient peu de lance-roquettes. Ils ne tiraient que sporadiquement, à l'arme automatique. Il n'y avait pas de vrais combats.



Un groupe de Palestiniens arrêtés par les militaires israéliens dans la ville de Bethléem.

DEUX SOLDATS ISRAÉLIENS TÉMOIGNENT

Il y a eu trois jours de pluie torrentielle. On était trempés. Le pire, c'est l'inconnu. On te dit d'avancer, puis d'arrêter. T'as la trouille de prendre une roquette. Tu entends à la radio qu'un pilote de char a reçu de l'acide. Il demande de l'aide, et personne ne vient le sortir de là. T'es terrifié. Heureusement, la blessure était superficielle. Le soir, on a ratissé un quartier. Personne ne nous a tiré dessus.

Le lendemain, près de l'église de la Nativité, une voiture était devant notre char. Il lui a tiré dessus. Puis notre blindé l'a écrasée contre un mur. On tirait des rafales en avançant. On s'est installés dans un bâtiment administratif. La nuit, ça tirait un peu. Un son d'armes lourdes, c'est les nôtres. D'arme légère, c'est eux. La plupart du temps, c'est nous qui tirions. A la fin, tu dors sans faire attention. Bethléem a été conquise en deux jours. On aurait dit une ville fantôme : les chaussées défoncées, partout des voitures renversées, écrasées. Les Palestiniens tiraient leurs rideaux pour voir ce qui se passait.

On a ratissé un beau quartier où devait se trouver un suspect. On a pris trois hommes et on les faisait frapper aux portes devant nous. On ne l'a pas trouvé. On a fourni au Shabak [services spéciaux] leur identité, pour savoir quoi en faire. L'un avait près de 60 ans et son fils 30. C'était des médecins chrétiens qui parlaient anglais. Ils disaient : « On n'a rien fait », pour qu'on les relâche. C'était ma première conversation humaine avec des Palestiniens. Je me méfiais, mais c'était des gens éduqués, qui avaient beaucoup à perdre, pas comme les jeunes Palestiniens désespérés. Après une heure, la réponse est tombée sur notre radio : « Menottez-les, bandez leurs yeux et amenez-les à l'interrogatoire. » Je me suis senti très mal. La discussion avait fini par être presque sympathique. Un moment, on avait même ri ensemble. Peut-être que le Shabak pensait qu'ils détenaient des informations, ou voulait les utiliser comme collaborateurs. Mais on arrêtait les gens surtout pour qu'ils y passent. Notre blindé les a pris au centre de rétention. L'un s'est plaint d'avoir mal, menotté dans le dos. L'officier a ri : « Non, tu n'as pas mal ; bientôt tu auras mal. » Là, j'ai compris qu'un occupant sympathique, ça n'existe pas. [A ce moment, sa voix vacille d'émotion.] L'occupation ne permet pas des relations humaines normales. J'ai dit au plus jeune que j'étais désolé.

Une fois, on nous a envoyés capturer un gros bâtiment administratif. On avançait derrière le D-9. C'est un énorme bulldozer hyperblindé, résistant aux roquettes, qui écrase tout, abat un immeuble, soulève une voiture comme un fétu de paille. C'est devenu la principale arme de Tsahal dans cette opération. On a énormément mitraillé l'édifice et libéré des « collabos » d'Israël qui y étaient emprisonnés. Il y avait une centaine de voitures sur un parking. Toutes volées en Israël ! On a tiré, et un des véhicules a explosé. De toute façon, l'essence s'est enflammée. De toute façon, il n'était pas question de prendre des risques.

On a fait sauter à la dynamite la porte d'une maison abandonnée. C'est normal : tu ne sais pas ce qui t'attend. Certains ont dormi dans les lits. Pas moi, on était quand même chez des gens. Le capitaine a ordon-

Ils ont participé à l'opération « Mur de protection ». Ils parlent pour la première fois. Ils justifient la campagne mais confient leur malaise

né de ne rien chaparder. Certains ont pris des œufs et du riz, c'est tout. Dans le bataillon, des soldats ont piqué du pognon chez les gens. C'est mal, mais je comprends. Quand tu as vu un D-9 écrabouiller en dix secondes trois voitures qui coûtent 500 000 shekels (120 000 €), piquer 1 000 shekels, ou même un ordinateur, ça ne paraît plus anormal. Dans ces situations, les limites ne sont plus claires. Si le commandant interdit fermement le vandalisme, les gars font gaffe. Sinon, tout peut arriver. Dans le bataillon, on racontait pas mal de choses. Dans le bourg, un « suspect » a été tué. Je n'y ai pas trop cru, il avait plus de 50 ans. Mais on a aussi arrêté un terroriste suicidaire et son opérateur qui étaient sur nos listes.

Quand tu ratisses, les ordres sont clairs. Pas de tirs sur les églises et les mosquées, sauf si on nous tire dessus et qu'on est sûr de toucher en répondant. Mais en zone non investie, on fait beaucoup de tirs préventifs. C'est à l'appréciation de l'officier. Dans certains cas, j'ai appris que nous avions tiré sur

des vieux, des enfants ou des gens sans armes. Je ne comprends pas ceux qui font ça. Certains tiraient sur les murs pour rien. Faut comprendre l'ambiance : on t'a préparé à la guerre, t'as une arme, t'as envie de tirer. C'est humain. Surtout si tu n'as aucun compte à rendre. Il faut une haute conscience de l'interdit pour ne pas se laisser aller. Dans ma compagnie, les gens ne sont pas des fanatiques, hormis quelques colons religieux, qui veulent virer tous les Arabes. Avec les attentats, leurs arguments portent. Moi, je suis pour rendre les territoires, des choses m'ont choqué dans cette opération, mais je suis content d'avoir attrapé un terroriste suicidaire. J'ai peut-être empêché un attentat !

Quand on a été démobilisés, l'ambiance n'était pas à la victoire. Beaucoup pensent qu'il faudra recommencer. Et ça pourrait être pire. Les officiers nous ont dit : « À la prochaine, on vous rappellera si besoin. » J'y retournerai s'il le faut. Je ne refuserai que le jour où se sera convaincu qu'Israël ne fait pas la guerre contre les terroristes, mais uniquement pour garder les territoires des Palestiniens.

Gaby : On nous a préparés pour la guerre, mais ce n'était pas la guerre. Aujourd'hui, les généraux, la presse vantent notre héroïsme au combat. Quel héroïsme ? Quels combats, sauf dans la casbah de Naplouse et au camp de Jénine ? Et encore ! Un lieutenant-colonel qui a été à Jénine m'a dit que, hormis l'embuscade où on a perdu 13 soldats, il n'y avait pas non plus eu de véritables combats là-bas. Ce n'était pas une bataille, cette opération, c'était du ratissage. A 99 %, on tirait, ensuite on ratissait. Entrer dans une maison inconnue, ça fait peur. Mais il n'y avait pas d'opposition. Une fois, un type est sorti d'un appartement et a dit : « C'est bon, vous pouvez m'emmener. » Il était du Hamas. On n'était même pas entrés chez lui.

Le problème est que les objectifs n'étaient pas clairs. « Démembrer les infrastructures terroristes de l'Autorité palestinienne », ça veut dire quoi ? Une administration, une école, c'est une infrastructure terroriste ? Un policier palestinien qui a une arme chez lui, il est terroriste ? Le flou des directives explique les comportements, d'une unité à l'autre. Cela dépend de son état d'esprit, de la conception de ses officiers. Mon capitaine, par exemple, est un homme de principes. Ses instructions étaient catégoriques sur la façon de traiter les gens. Il n'a pas toujours écouté. Dans d'autres unités, on n'a rien dit aux soldats. Ailleurs, certains officiers ont poussé leurs hommes au vandalisme.

A Ramallah, mon bataillon est arrivé quand la ville était déjà investie. Les rues étaient vides, mais on a énormément tiré, par prévention. Après Jénine, on a eu peur

des maisons ou des voitures piégées, qu'on détruisait systématiquement. Ratisser n'a rien de sympathique. On entre à l'improviste et on fouille l'appartement avec le chef de famille. Mon bataillon a trouvé quelques kalachnikovs, des pistolets, pas plus de dix sur des centaines d'appartements visités. Certains avaient dû planquer leurs armes, mais, surtout, les simples gens n'en ont pas. La fouille terminée, on vérifie les cartes d'identité des hommes entre 16 ans et plus de 50. La plupart étaient laissés tranquilles. On en envoyait deux à dix par jour à l'interrogatoire. Vu le nombre de pelotons, ça fait des centaines quotidiennement.

L'humiliation des gens me provoquait des pensées terribles. Mais, à la cinquantième maison, les Palestiniens ont toujours peur, toi tu es blindé. Quand tu amènes dix suspects au lieu de regroupement, ils doivent marcher à la queue-leu-leu, une main sur

ne vous dis pas ce qu'on en a fait ! Les portes, les fenêtres étaient brisées. Les tables renversées, les livres jetés à tout va. Le secrétariat dévasté. Une honte. C'est un problème de dynamique de groupe. Les conditions des soldats aussi sont difficiles. On a peur, on dort les uns sur les autres. Ça pousse aux conneries. Le plus dur a été quand on a investi un village. On a arrêté 150 hommes, dont un qu'on disait suspect. Certains ont commencé à le frapper à coups de pieds. Ça a duré un moment. Quelqu'un est intervenu, ils ont cessé. Au centre de rétention, des gardes frontières sont arrivés. Ils sont connus pour être très brutaux. Instantanément, les Palestiniens ont courbé la tête entre leurs mains menottées. Quand les gardes frontières passent dans les rangs, ils n'ont pas le droit de lever les yeux. L'un avait un marteau à la main et leur donnait parfois des coups. Je m'en souviendrai toujours, par-

« Dans l'action, tout dépend si le mec a de la dignité ou non. J'ai vu des soldats religieux bien se comporter. D'autres pas du tout » **GABY**

l'épaule de celui qui le précède. Il y a là un type de 50 ans qui pourrait être ton père. Tu te dégoûtes un peu. Un moment, j'ai été au bord de dire que j'arrêtais. Cette quantité de gens terrorisés qu'un soldat ou deux suffisent à garder. La plupart ne sont pas suspects, mais arrêtés parce qu'ils sont le père, le frère ou l'ami d'un supposé terroriste, pour leur tirer des infos. Dans la compagnie, certains réagissaient violemment quand je disais : « Nos dirigeants sont des fachos. »

DANS l'action, tout dépend si le mec a de la dignité ou non. J'ai vu des soldats religieux, à l'idéologie extrémiste, bien se comporter. D'autres pas du tout. Un gars a desserré les menottes d'un Palestinien, qui lui rentraient dans les chairs. Ce n'est pas un exploit humanitaire ! Mais, dans ces circonstances, ça semble le summum de la compassion. Les autres se foutent que le gars souffre. Du vandalisme, j'en ai vu. Un soldat a mitraillé une voiture, sans motif. J'ai crié « Arrête ! » Il m'a répondu : « Laisse-moi, ça me fait du bien. » Un détachement a saccagé tout un pâté de maisons. C'était affreux. Ce qui m'a le plus surpris, c'est qu'ils cassaient tous les ordinateurs. Le soir, j'ai dit qu'il fallait cesser le vandalisme. Le capitaine était d'accord. Le lendemain, ça a recommencé. Les gars savaient qu'ils seraient couverts. Au pire, on t'engueule. On a dormi deux nuits dans une école. Je

ce que c'était le jour de la Shoah. Deux heures avant, toute l'unité avait observé une minute de silence, en souvenir de la déportation. Je n'arrêtais pas d'y penser. Ces types, devant nous, impuissants et terrorisés. C'était tellement symbolique ! Je ne compare rien, mais je me suis senti horriblement mal.

Cette opération me laisse un grand malaise, parce que je n'ai rien pu empêcher. Entre nous, on disait : « Les autres armées auraient fait bien pire. » On se rassure avec ça. Pour moi, c'est grave. Pourquoi fallait-il ratisser tous les civils ? Détruire les écoles ? C'est difficile de juger une action militaire, mais au moins que les ordres soient clairs ! Chez nous, c'était bizarre. A part quelques ultrareligieux, et encore ! tous sont sûrs qu'à la fin il y aura un Etat palestinien. Alors pourquoi on fait ça, si, de toute façon, ça finira par un Etat palestinien ? A notre libération, on a reçu une plaquette : « L'armée vous remercie pour votre participation à l'opération Mur de protection. » Le commandant nous a dit : « Vous avez été formidables. » Certains ont applaudi. Où est l'héroïsme dans ce qu'on a eu à faire ? Mon père, lui, il a fait la guerre. Moi, ce n'était pas la guerre. Quand le chef d'état-major est venu parler devant le régiment, je n'y suis pas allé. J'ai fait exprès.

Propos recueillis par
Sylvain Cypel

Discrimination sexuelle dans l'empire du Milieu

Le « Journal des femmes de Chine » traque le nouveau machisme qui domine dans le discours médiatique et publicitaire. Il y a bien longtemps que la femme chinoise n'est plus « la moitié du Ciel »

Liu Li s'était présentée à l'entretien d'embauche munie d'un magnétophone dissimulé dans sa veste. Agée de 21 ans, l'étudiante en littérature de Chongqing (province du Sichuan) avait eu vent des questions qui risquaient de lui être posées. Elle s'était jurée d'immortaliser l'échange sur une bande-son. Assis derrière son bureau, l'homme d'âge moyen, le recruteur, l'interroge : « Avez-vous un petit ami ? », « Approuvez-vous les relations sexuelles hors mariage ? », « Si un client vous sollicite sexuellement, est-ce que vous coopérez ou vous refusez ? » Liu Li a refusé tout net de répondre et a claqué la porte. « Quel lien de telles questions ont-elles avec le poste que je vise ? Il s'agit de secrets personnels ! », s'indigne-t-elle dans le *Quotidien de la jeunesse de Pékin*, qui rapporte l'affaire.

Un moment, Liu Li a envisagé de porter plainte : la cassette aurait plaidé en sa faveur. Mais elle a fini



par renoncer, craignant que la publicité d'un procès ne se retourne contre elle. La presse chinoise est particulièrement attentive en ce moment aux cas de discrimination sexuelle du type de celui dont a été victime Liu Li. Le *Journal des femmes de Chine* révèle ainsi que certaines entreprises instruisent expressément de « ne pas recruter de femmes » ou de faire signer aux nouvelles recrues un engagement à « ne pas tomber enceinte pendant la durée du contrat ».

L'heure du féminisme volontariste de l'ère Mao est bel et bien révolue. Si une poignée de femmes parvient à s'imposer à la tête d'entre-

prises privées, la majorité doit batailler contre un contexte adverse où se combinent jeu du marché et retour de la tradition. En milieu urbain, elles sont davantage victimes de licenciements que les hommes.

TAUX DE SUICIDE ALARMANT

Selon le *Quotidien des ouvriers*, un groupe de dix salariées de l'administration hydroélectrique du Guanxi n'a pas trouvé d'autres recours que de réclamer le divorce afin de sauver leur emploi menacé : la loi sur le travail protège en effet davantage les célibataires en cas de licenciement. Vaine démarche : la demande de divorce a été refusée par les autorités. Et quand les femmes conçoivent de divorcer, leur salaire est en moyenne de 30 % inférieur à celui des hommes, précise le quotidien anglophone *China Daily*.

La régression est encore plus brutale en milieu rural, où le suicide

des femmes atteint d'alarmantes proportions : la Chine abrite un cinquième de la population de la planète mais concentre à elle seule 56 % des suicides de femmes.

La presse ne s'appesantit pas trop sur ce phénomène – socialement trop sensible –, mais les articles abondent sur l'approfondissement des inégalités entre les sexes. Le statut des femmes ne s'améliore pas forcément avec le développement économique, rappelle le *Journal des femmes de Chine* en rendant compte d'une enquête réalisée dans la province du Guangdong, l'une des plus riches du pays. L'écart de revenus entre hommes et femmes y a augmenté de 16,1 % en dix ans, contre 7,4 % au niveau national. La même enquête révèle que les préjugés s'affaiblissent : 59,9 % des Cantonais et 61,3 % des Cantonnaises pensent que « l'homme doit s'occuper de la société et la femme de la famille ». Dix ans plus tôt, ces taux

étaient près de 14 points inférieurs. Le même quotidien traque le machisme croissant du discours médiatique et publicitaire.

Il a fait réagir des étudiantes de l'Institut des femmes de Chine à la diffusion d'un film sur le « sexe dans les médias », qui inventorie les nouveaux stéréotypes. Elles ont exprimé leur exaspération devant les caricatures véhiculées : midinettes absorbées par le souci de plaire et grandes dépensières. « On dirait que l'homme est le Ciel de la femme et la femme une étoile de l'homme parmi bien d'autres étoiles », commente l'une d'elles. Ces étudiantes proposent d'exercer une « surveillance » de l'image de la femme dans les médias. Et elles appellent à sanctionner les propagateurs de biais sexuels.

Frédéric Bobin

★ www.china-woman.com

SUR LE NET

Les documents cités dans cette chronique sont accessibles directement à l'adresse www.lemonde.fr/surlenet

Matisse-Picasso

■ L'exposition Matisse-Picasso ouvre à la Tate Modern, à Londres, avant Paris fin septembre. www.rmn.fr

■ Le site officiel de la manifestation propose une chronologie et une analyse comparée des œuvres. www.matissepicasso.com

■ Dans un documentaire transcrit en ligne, Yves-Alain Bois, professeur d'art moderne à Harvard, et Richard Brettell, professeur d'études esthétiques à l'université de Dallas, discutent du dialogue et de l'inspiration mutuelle des deux artistes, tableaux à l'appui. www.matisse-picasso.com/conversations/

■ « Etes-vous plutôt Matisse ou Picasso ? » En 1999, le webzine *Slate* a publié un test sur ce thème : les amateurs de Picasso aimeront les nems, Macintosh, les Sex Pistols et Bill Clinton, les fervents de Matisse leur préféreront les sushis, Windows, les Clash et Hillary. <http://slate.msn.com/default.aspx?id=20781&sidebar=20782>

■ Le site officiel de la succession Picasso répertorie toute l'actualité et les expositions du Catalan. www.picasso.fr

■ Le site du Musée Matisse de Nice présente en ligne ses collections. www.musee-matisse-nice.org/index3.html

■ Le site du Musée Matisse de Nice présente en ligne ses collections. www.musee-matisse-nice.org/index3.html

■ Le site du Musée Matisse de Nice présente en ligne ses collections. www.musee-matisse-nice.org/index3.html

■ Le site du Musée Matisse de Nice présente en ligne ses collections. www.musee-matisse-nice.org/index3.html

■ Le site du Musée Matisse de Nice présente en ligne ses collections. www.musee-matisse-nice.org/index3.html

■ Le site du Musée Matisse de Nice présente en ligne ses collections. www.musee-matisse-nice.org/index3.html

■ Le site du Musée Matisse de Nice présente en ligne ses collections. www.musee-matisse-nice.org/index3.html

AU COURRIER DES LECTEURS

DÉSILLUSION

Jacques Chirac l'a donc emporté avec un peu plus 80 % des voix exprimées. Cette victoire républicaine est d'autant moins la sienne que si, poussés par cette rumeur menaçante, la jeunesse et les idéalistes de la justice sociale n'étaient pas descendus dans la rue, ne s'étaient pas agrégés dans des manifestations sans violence – dans lesquelles on n'a pas vu se manifester les chiraquiens et auxquelles les socialistes n'avaient pas conseillé de se joindre –, nous serions peut-être aujourd'hui dans la situation que préfiguraient les vrais-faux sondages.

Oui, le candidat Jacques Chirac l'a emporté, mais dans l'heure qui a suivi, il a raté la chance que le destin lui offrait. Quoi... il venait de recevoir un mandat présidentiel qui, par force, serait le dernier de sa carrière (il n'a donc désormais plus rien à perdre), il venait d'obtenir ce mandat par l'apport des suffrages d'une majorité de Français qui ne sont pas de son bord politique, il était soulevé par l'une de ces vagues d'équinoxe qui ne se manifestent pas si souvent, il pouvait en quelques phrases devenir le président de tous, des siens et de ceux qui avaient voté pour lui afin

Les immigrés musulmans vus par la presse anglaise

Le refus de s'intégrer de certains d'entre eux est-il responsable de la tension raciale ?

QUELLE ATTITUDE adopter envers les immigrants, musulmans en particulier ? Les propos du secrétaire d'Etat aux affaires européennes de Tony Blair dans le *Sunday Times* ont relancé la polémique sur un thème dont se nourrit l'extrême droite sur le Vieux Continent. Selon Peter Hain, dont la réputation d'antiraciste est bien établie, « l'islam est devenu un problème plus important que la tension raciale » qu'il faut résoudre « en envoyant aux musulmans un message clair : vous êtes les bienvenus et vous enrichissez notre culture, mais vous devez également en faire par-

tie ». Et de leur reprocher « d'être très isolationnistes dans leur comportement et leurs coutumes. Ce qui va créer de vraies difficultés qui pourraient être exploitées par les extrémistes, que ce soient des partisans de Ben Laden ou des racistes ».

Dans son éditorial, le *Sunday Times* se réjouit de cet « avertissement honnête » de la part d'un homme « doublement bien placé pour sonner l'alarme à propos des demandeurs d'asile musulmans qui s'attendent que la Grande Bretagne leur accorde l'asile mais qui ne veulent pas s'adapter à notre mode de vie, et parfois même refusent d'ap-

prendre l'anglais ». « Le remède à l'intolérance des musulmans extrémistes est clair : ils doivent accepter notre culture politique, mais pas notre religion ».

Ces propos ont choqué le premier pair musulman du royaume, le travailliste Lord Ahmed of Rotherham qui estime dans le *Sunday Telegraph* que M. Hain « stigmatise » la communauté musulmane sans reconnaître que la tension raciale a des racines économiques. « Ce problème est avant tout causé par la misère sociale. M. Hain ne vit pas dans des zones musulmanes comme Burnley ou Bradford ».

Le même jour, *The Independent on Sunday* a fourni des précisions surprenantes sur la construction de nouveaux « villages » pour regrouper les demandeurs d'asile prévus par le ministre de l'intérieur, David Blunkett. L'un des trois devrait en effet être installé sur la base aérienne de Throckmorton, dans le Worcestershire, là même où ont été enterrées 130 000 carcasses de bêtes victimes de la maladie de la vache folle. Une décision qualifiée par le député local de « scandale moral ».

Patrice de Beer

« SUNDAY BUSINESS POST » (Irlande)



Passif. B. Ahern : « A vos marques, prêts, partez. » Sur le boulet : inflation, santé, corruption, criminalité, tribunaux. Le premier ministre irlandais, Bertie Ahern, est donné favori pour les élections générales du 17 mai. Dessin de Schrank. (« *Courrier international* » pour « *Le Monde* »)

de barrer la route au fascisme, il pouvait se hisser au-dessus de toutes les divisions et dominer tous les clans. Mais si les premières phrases qui se voulaient d'un ton gaullien ont pu un instant en donner l'illusion ou l'espérance, avec les suivantes il est retombé dans l'ornière. Par un retour aux formules récurrentes du candidat président, et en quelque sorte déjà candidat aux prochaines législatives, il renonçait à être celui que la victoire républicaine lui offrait de devenir. Alors je me suis dit que, si Jospin avait, hélas, montré qu'il n'avait pas la taille d'un président, Chirac, lui, venait de montrer qu'il n'en avait pas la mesure historique. Ce matin, si je m'éloigne de l'arène pour monter aux gradins, que vois-je de là-haut ? D'abord des chiraquiens pur sucre qui n'ont, hélas, pas tort de tirer toute la couverture à eux car si l'affrontement Chirac-Le Pen a eu lieu, c'est bien parce que la gauche, confuse, divisée et sans véritable audace, avait perdu son candidat au premier tour. Je vois ensuite des socialistes pareils à des personnages en quête d'auteur, qui se reprennent à espérer mais qui, sans doute habitués par le pessimisme, ont déjà commencé, comme la droite, à retourner à une vieille dialectique dans laquelle la tactique finit presque toujours par l'emporter

sur la pensée. (...) Je vois encore de là-haut des lepénistes (...) qui ont compris que leur électorat désinhibé constitue un noyau dur et que rien n'est perdu pour les législatives. (...) Je vois aussi une nation de politiciens, toutes tendances confondues, qui prétendent avoir entendu les voix des jeunes, des laissés-pour-compte, des exaspérés, mais déjà ne les écoutent plus à en juger par les formules revenues, par ces ronronnements de moteurs prêts pour le tour de chauffe avant la compétition des législatives. Et je vois enfin circuler autour de tous ceux-là un peuple encore surpris, encore joyeux, mais tout de même inquiet et affamé d'idées et d'idéaux. (...)

Hubert Nyssen

Le Paradou (Bouches-du-Rhône)

Pour nous écrire :

Le courrier des lecteurs du *Monde*, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05.

Pour nous envoyer une télécopie : 01-42-17-21-74.

Pour nous envoyer un courrier électronique :

courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Pour saisir le médiateur :

mediateur@lemonde.fr ou par courrier.

Merci d'indiquer votre adresse complète.

INDE Les dégâts sociaux de la misogynie

TANZANIE Le nouvel or bleu des Massaïs

Et chaque jour : www.courrierinternational.com

L'Atelier de Jospin avait-il oublié les ateliers ?

par Paul Bacot

EN 1995, l'analyse du débat télévisé du second tour de l'élection présidentielle révélait comment les deux candidats en présence, Jacques Chirac et Lionel Jospin, parlaient alors des Français, comment ils les dénommaient, les classaient et les opposaient, mais aussi lesquels ils évoquaient et lesquels ils ignoraient (j'avais à l'époque évoqué ces questions dans *Liberation*, 11 août 1995).

Quand on sait que les ressorts du vote ne sont pas seulement utilitaires, mais aussi identitaires, qu'en la matière, l'intérêt compose avec l'affect, on comprend que les électeurs soient sensibles à l'image d'eux-mêmes que les politiciens leur renvoient, et non pas seulement aux politiques publiques revendiquées dans les bilans ou annoncées dans les programmes. Manifestement, l'étude des mots utilisés le 2 mai 1995 peut encore retenir l'attention.

Si des différences étaient perceptibles entre les discours des deux candidats, les similitudes se révélaient frappantes. En la quasi-absence, de part et d'autre, de propos rendant compte de la conflictualité sociale, un monde irénique se présentait, seulement peuplé de non-salariés et de certains salariés moyens et supérieurs. Agriculteurs, chefs d'entreprise, artisans, commerçants, membres des professions libérales, travailleurs indépendants côtoyaient ingénieurs, personnels d'encadrement et agents de maîtrise, techniciens et contremaîtres dans cette société virtuelle dont semblait avoir été chassés employés, ouvriers, agents de production ou d'entretien, dotés ou non d'un emploi, en activité ou retraités.

Il n'est pas possible de procéder à l'analyse de politologie lexicale comparée des débats de 1995 et de 2002... puisque ce débat n'a pas eu lieu en 2002. Mais l'observation rapide (et donc provisoire) de la campagne du premier tour semble montrer que les dirigeants socialistes et leur chef de file n'avaient pas tiré toutes les leçons du précédent scrutin présidentiel,

du vote lepéniste atteignant déjà 15 % et de l'abstention déjà supérieure à 20 %. La presse n'a-t-elle pas rapporté, sans être démentie, que, bien tardivement, l'ancien maire de Lille s'était inquiété de ce que le programme du candidat de son parti ne parlât pas des ouvriers ?

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, amplifiés par un processus d'accumulation, on ne pourra pas vraiment être surpris si, aujourd'hui, le Front national supplante systématiquement le Parti socialiste dans les milieux populaires. En négligeant de s'adresser aux « petits » salariés, en oubliant de leur renvoyer d'eux l'image de travailleurs victimes d'une injuste répartition des ressources sociales, les entrepreneurs politiques se réclamant du socialisme ont pris le risque de laisser sans concurrence cette autre image, portée par l'extrême droite, de Français victimes des

à leurs attentes, tant matérielles qu'affectives. Le candidat du Front national aura par contre adroitement décliné un modèle national-raciste de politisation lui permettant de faire cohabiter dans un même électoral viticulteurs et ouvriers, bourgeois traditionalistes et petits patrons. Tant il est vrai que le premier effet du discours d'extrême droite est bien, comme toujours, de détourner les salariés d'une quelconque opposition à ceux qui les emploient et d'éloigner les pauvres de la tentation de s'en prendre aux riches. Des hauteurs de Saint-Cloud, l'héritier-jackpot le plus célèbre de France aura pu conduire aux urnes des millions de chômeurs et de smicards, pour la mise à bas du représentant d'un parti construit par l'Histoire comme celui de la valorisation du travail et de la défense des travailleurs en lutte contre l'injustice sociale.

Il n'y a pas de participation électorale sans un travail de mobilisation, il n'y a pas de mobilisation sans un travail de politisation, il n'y a pas de politisation sans la production d'une représentation du monde conflictuelle et clivée

« étrangers » et des mauvais Français ayant partie liée avec eux – traîtres ou déviants, tous présentés comme intrinsèquement différents.

Nombreux sont ceux dont la situation objective, l'histoire personnelle ou l'origine familiale conduisent à chercher, à ce qu'ils ressentent comme injuste, une explication, des responsables et, partant, un espoir de solution. Ils auront probablement insuffisamment trouvé dans le discours du principal candidat de gauche un système de représentation du monde, un ensemble de signes et de symboles susceptible de répon-

L'objectif d'une « France plus juste » était revenu trop tard en mémoire des dirigeants socialistes et des communicants par eux appointés, pour figurer sur les panneaux électoraux ! Singulier Atelier qui avait oublié les ateliers...

Loin de moi l'intention de mobiliser la science politique pour stigmatiser un homme dont seuls les hasards de la conjonction rendent l'échec particulièrement brutal. Il s'agit plutôt de rappeler – de répéter – qu'il n'y a pas de participation électorale sans un travail de mobilisation, qu'il n'y a pas de politisation sans un travail de poli-

tisation sans la production d'une représentation du monde conflictuelle et clivée, et que ces impératifs sont d'autant plus incontournables que la « cible » électorale est constituée notamment de ceux de nos concitoyens les moins bien pourvus en revenu et en instruction – mais aussi des plus jeunes.

PAUL BACOT est professeur de science politique à l'Institut d'études politiques de Lyon.

Bien sûr, une gauche « moderne » pourrait ne plus être que le parti de l'intelligence face à celui des « beaufs ». Bien sûr, on peut changer la Constitution à défaut de pouvoir changer le peuple. Tout porte à croire cependant qu'aujourd'hui comme hier, au-delà des évolutions sociales et des adaptations qu'elles commandent, la gauche ne peut être majoritaire qu'en rassemblant de larges parts des diverses catégories « populaires » et de certaines fractions des élites intellectuelles et économiques, sur la base d'une vision du monde qui place le travail comme principale source de dignité et la justice comme principal fondement de légitimité.

Encore faut-il que soit admis qu'entre les situations dites « objectives » et les comportements électoraux, se trouvent les représentations – non moins « objectives » – des dites situations. Il ne s'agit donc certainement pas de retourner à une vision objectiviste des classes sociales et de leurs luttes, mais de partir de logiques d'interprétation du monde et de soi, manifestement plurielles et éclatées, qu'il convient en quelque sorte de fédérer.

S'adresser à tout le monde, mais en proposant des outils de politisation spécifiques, voilà sans doute l'objectif de tout travail de mobilisation d'un électoral en ce début de XXI^e siècle. Si les références au travail et à la justice semblent particulièrement aptes à motiver les plus démunis, elles peuvent satisfaire bien au-delà des milieux « populaires », dont la gauche – faut-il le redire ? – ne peut ni se contenter ni se passer.

Nouvelle donne

Suite de la première page

La droite se trompe quand elle avance qu'en matière de sécurité il suffira d'une grande administration, d'effectifs policiers supplémentaires, de législations renforcées et de visites ministérielles aussi nocturnes que médiatiques dans les quartiers. Non qu'il ne faille pas davantage de moyens humains, une meilleure organisation des services et des sanctions plus rapides. C'est une voie nécessaire. Mais la violence, les incivilités, les conflits communautaires ne seront véritablement endigués puis substantiellement réduits que si une politique d'intégration au sens large du terme est mise en place avec son corollaire : l'égalité des droits et des chances en matière d'éducation, d'emploi et de logements et de représentation politique.

Plus largement les services publics, leur place, leur présence et leur efficacité constituent à la fois le fondement et l'instrument d'une stratégie de cohésion économique, sociale et territoriale. C'est par eux, à condition qu'ils s'adaptent continuellement aux besoins, que la France réussira tout à la fois à préserver son modèle républicain et sa qualité de vie, à prendre un avantage économique décisif par rapport à ses principaux concurrents et à répondre aux tensions qui la minent en son sein.

2) L'exigence sociale : la croissance retrouvée, le chômage diminué, le pouvoir d'achat redressé. En cinq ans la gauche pensait avoir fait son devoir dès lors qu'elle y avait ajouté les 35 heures, la CMU, l'APA et tant d'autres réformes sociales. C'était oublier les victimes des plans sociaux ou des licenciements, les précaires et les fins de droit. Bref tous ceux qui n'ont pas trouvé leur compte dans la reprise. Sans oublier les bas salaires, les travailleurs pauvres, les précaires. Dans bien des cas, des avancées ont eu lieu mais insuffisamment par rapport aux detresses le plus souvent laissées à elles-mêmes.

En outre, la loi ne peut pas tout ; et ce serait semer des illusions dangereuses que de prétendre interdire, empêcher, annuler là où la décision publique est tout sauf régaliennne. C'est donc aussi par la négociation, le partenariat, la responsabilité partagée que le progrès peut venir sur le statut social du salarié, la formation professionnelle et la revalorisation des plus faibles rémunérations. Ce qui suppose une redéfinition des règles de la démocratie sociale et un renforcement du syndicalisme. Ce qui ne dispense pas non plus l'Etat d'intervenir, de stimuler et d'encourager, y compris par des mesures fiscales, pour affirmer ses priorités en matière d'emploi et de conditions de travail.

La droite fait du dialogue sa nouvelle méthode. C'est qu'elle se serait guérie de la période Juppé. Nul ne s'en plaindrait. Mais pour quoi faire ? L'assouplissement des 35 heures, l'aménagement du coût du travail, la capitalisation pour les retraités. Le dialogue sera vite un combat ! La gauche a néanmoins un défi majeur à relever : établir un nouveau système de relations sociales en France. De sa qualité et de son intensité dépendra le sort de réformes aussi décisives que l'éducation sur toute la vie ou l'avenir des retraites fondées sur la répartition. Ce qui se joue le mois prochain ce n'est pas simplement le sort d'une majorité politique, c'est surtout la capacité de notre société à nouer dans le respect mutuel des compromis sociaux.

3) L'aspiration démocratique : le système politique français expire. L'ambivalence des institutions de la V^e République (tantôt présidentialisée, tantôt parlementariste selon les circonstances) dévalorise la fonction présidentielle sans relever le Parlement. La centralisation ne réussit plus à assurer l'égalité entre les citoyens, pas plus qu'elle ne corrige les disparités territoriales. L'empilement des niveaux d'administration locale finit par rendre illisible l'action publique. La justice, rendue depuis peu indépendante sans que l'on soit aujourd'hui sûr de la poursuite d'un tel processus, échappe encore au principe de responsabilité.

Le Conseil constitutionnel fermé à toute saisine des citoyens est regardé, par sa composition, comme le CSA d'ailleurs, plus comme une autorité politique, au mieux éprise de sagesse, que comme une instance juridictionnelle incontestable. Quant aux modes de scrutin, ils ne permettent pas la représentation même déformée de la diversité des sensibilités politiques. Il ressort de ces archaïsmes récurrents ou de ces

mutations inachevées un éloignement des Français à l'égard de la fonction politique jugée mystérieuse, dispendieuse, inefficace, indistincte alors que tant de dévouements s'y consacrent.

La droite préférera, au nom du « terrain », flatter les pouvoirs locaux installés, tout en veillant à protéger le sommet, maintenir les systèmes électoraux obsolètes, verrouiller l'ensemble des mécanismes de décision et ne rien changer aux inégalités de richesse entre collectivités.

La gauche, qui a déjà fait bouger l'édifice, doit désormais le refonder pour retrouver le lien civique sans lequel la politique perd sa légitimité. Clarté dans les compétences respectives – lisibilité des choix – contrôle des décisions publiques – responsabilité des acteurs. Tels sont les principes du nouveau pacte institutionnel à écrire. Lequel doit prendre en compte l'approfondissement de l'Europe politique sans laquelle il ne sera pas possible de bâtir un autre monde.

Une fois interprétées les attentes des Français, il reste un mois à la gauche pour combler son retard et interrompre l'installation d'une droite qui pense avoir obtenu du vote du 5 mai l'autorisation d'appliquer son programme.

Nous ne partons pas sans atouts : le sursaut des électeurs floués par le

Pendant un mois, la droite va gouverner à crédit pour capter les suffrages, agiter une menace de cohabitation pour mieux déposer l'ensemble du pouvoir dans les mêmes mains

dénouement de l'élection présidentielle, le remords de ceux qui n'ont pas été au rendez-vous ce fameux dimanche noir, la mobilisation des jeunes qui ont pris conscience que l'abstention et non l'élection était le seul piège contemporain. Mais un tel viatique ne suffit pas. C'est l'espoir qu'il faut donner, pas le regret.

Le rôle de la gauche n'est pas seulement de résister, de défendre ou de préserver, même si elle peut y être contrainte selon les moments et les rapports de force, c'est d'abord d'agir au nom de l'intérêt général et des valeurs qu'elle déclare porter. Elle ne doit pas craindre de revendiquer le pouvoir dans une configuration institutionnelle exceptionnelle qui permet une lecture parlementaire de la Constitution. Elle ne doit pas non plus se laisser tenter par la fuite en avant, l'oubli des acquis de la législation, l'abandon de « l'esprit de responsabilité » cher à Lionel Jospin. Ce n'est pas l'honnêteté, le respect des engagements, le sens de l'Etat, qui ont perdu le 21 avril. C'est d'abord le manque de solidarité politique, l'effacement apparent des clivages et l'accoutumance à la durée.

Les socialistes ont surmonté avec dignité et unité le choc, sans doute le plus violent parce que le plus inattendu, de leur histoire électorale des trente dernières années. Ils y ont puisé une énergie nouvelle. Ils ont bâti un programme en cohérence avec le travail mené depuis 1997 et les leçons apprises des événements récents. Ils participent à la mise en place partout où c'est nécessaire de la « gauche unie » pour ne pas revivre dans les circonscriptions ou l'extrême droite est forte les affres de l'élimination, et ils engagés dès à présent une campagne démontrant qu'une voie est possible pour le progrès.

Pendant un mois la droite va vanter une action qui n'est qu'une parole, gouverner à crédit pour capter les suffrages, agiter une menace de cohabitation pour mieux déposer l'ensemble du pouvoir dans les mêmes mains. Face à ce qui n'est rien d'autre qu'une « mission » de propagande officielle qui pourra trouver ici ou là des relais complaisants, la gauche fera simplement son travail : comprendre, expliquer, proposer, convaincre et donner confiance dans l'avenir. Bref, se porter en avant pour mettre la société en mouvement.

François Hollande

Les beurs en ont rêvé, la droite l'a fait

par Nadia Amiri

IL faut saluer l'arrivée d'une femme française d'origine maghrébine dans le gouvernement.

Si on trouve des Algériens musulmans sénateurs et députés sous la IV^e République, ils l'ont été dans le contexte colonial. Puis Michel Debré nomma en janvier 1959 Nafissa Sid-Cara (1910-2002) secrétaire d'Etat d'un gouvernement de la V^e République. Paradoxe de l'histoire ou calcul politique, depuis l'indépendance algérienne on ne trouve aucun sénateur, député ou ministre d'origine maghrébine. Voilà qui est fait : les beurs en ont rêvé, c'est la droite qui l'a fait. Une reconnaissance que l'on peut qualifier d'historique.

Peu importe les états d'âme ou les attributs péjoratifs (« beurette de service ») que certains ne manqueront pas de lui attribuer. Il faut saluer cette démarche comme un acte de normalisation, une volonté affirmée de mettre en phase la société réelle avec une société politique autiste et monocolor. La lutte contre les discriminations – pour le passé, il faut tout de même souligner la volonté de Martine Aubry dans ce domaine – ne pouvait trouver plus beau symbole que cet acte fondateur de nouvelles pratiques politiques.

Les analyses quantitatives démontrent la présence des Français d'origine maghrébine à quelques dizaines de postes d'élus locaux. Plus nombreux à gauche qu'à droite, mais cela ne suffit pas, cela n'a pas suffi. Le projet intégrationniste est dépassé pour la ma-

rité des beurs. Un discours nouveau est enfin entendu. C'est un militant socialiste qui le dit avec humour : « *J'en ai ras le bol des sempiternelles questions : sommes-nous bien républicains, laïques, gentils, avons-nous mouché notre nez et dit bonjour à la dame...* »

Depuis longtemps, les associations de tous horizons idéologiques, culturels ou culturels, ont demandé, sollicité, revendiqué qu'enfin l'espace politique soit reconnu comme un bastion fondamental à investir. Tous ceux qui ont quelque expérience dans

à la FCPE, cadre à la Ligue de l'enseignement pour ne citer que trois exemples). Mais il suffisait d'être ce que l'on est pour être désigné comme communautariste dans un mouvement de discrimination à rebours.

Que la différence entre un Maghrébin et un migrant européen soit un paradigme relatif à la colonisation et à la construction des représentations individuelles et collectives était probablement trop complexe à entendre. Il aura fallu attendre 1999 pour qu'enfin la guerre d'Algérie porte le nom

de ce qu'elle a été : la guerre d'indépendance d'une population mise sous tutelle et objet du racisme. Comme l'a dit l'historien Benjamin Stora : « *Avec la guerre d'Algérie, le racisme colonial commença sa traversée de la Méditerranée.* » Nous devons à la gauche cette reconnaissance ainsi que la plaque commémorative pour les Algériens morts au cours du massacre du 17 octobre 1961.

Le temps ne fait rien à l'affaire tant qu'il n'y a pas de volonté politique pour traduire le discours dans le champ des pratiques. Quant à la présence des Français d'origine maghrébine dans les par-

Quant à la présence des Français d'origine maghrébine dans les partis politiques, elle n'est plus à démontrer, elle est à montrer !

ce domaine savent comme moi les réponses pavloviennes qui étaient apportées, l'inconscient collectif qui les sous-tendait et le dialogue de sourds qui en résultait : « *Vous voulez être représentés ? Entrez dans les partis ! Votre demande est communautariste et entretient des spécificités. Il faut laisser le temps au temps ; il y a déjà des Français d'origine étrangère (italienne, espagnole, polonaise...).* Voyez nos députés. »

La majorité des beurs sont laïques ; beaucoup sont athées. Ils sont présents dans toutes les structures non communautaires (vice-président de la FIDH, responsable

de ce qu'elle a été : la guerre d'indépendance d'une population mise sous tutelle et objet du racisme. Comme l'a dit l'historien Benjamin Stora : « *Avec la guerre d'Algérie, le racisme colonial commença sa traversée de la Méditerranée.* » Nous devons à la gauche cette reconnaissance ainsi que la plaque commémorative pour les Algériens morts au cours du massacre du 17 octobre 1961.

Le temps ne fait rien à l'affaire tant qu'il n'y a pas de volonté politique pour traduire le discours dans le champ des pratiques. Quant à la présence des Français d'origine maghrébine dans les par-

Bethléem : les Eglises mises hors jeu

LA JOIE de tous les « hommes de bonne volonté » et autres « artisans de paix » – pour emprunter au vocabulaire évangélique – est légitime au lendemain du siège de trente-neuf jours à la basilique de la Nativité, à Bethléem. Les Eglises ont procédé, dimanche 12 mai, au rite du « lavement » liturgique de la basilique, l'un des plus hauts lieux saints chrétiens après le Sépulcre de Jérusalem. Mais la « souillure » ou la « profanation » ne disparaîtra pas de sitôt des esprits. C'est la première fois depuis l'Empire ottoman qu'un sanctuaire chrétien de Terre sainte, qui devrait parler au cœur de tout homme de foi, aura été l'otage, pour une telle durée, d'hommes armés. Et l'impuissance manifestée pendant cinq semaines par les responsables des Eglises dans leurs tentatives de médiation et de règlement en dit long sur ce qui leur reste de crédit dans un conflit livré de plus en plus aux extrémistes des deux camps.

Les trois Eglises catholique, grecque-orthodoxe et arménienne sont, depuis toujours, les gardiennes du libre accès aux Lieux saints. Les accords dits de « statu quo », signés au XIX^e siècle avec les puissances occidentales, leur garantissaient ce rôle, confirmé dans l'accord fondamental signé, en décembre 1993, tant par le Saint-Siège que par l'Etat d'Israël. Sans doute, à Bethléem, n'appartenait-il pas à ces trois Eglises, ni aux anglicans, ni aux patriarchats orthodoxes, très actifs, de trouver les solutions « techniques » pour sortir de la crise. Mais, en dépit de ce privilège historique, du statut international et moral de ces Eglises, tous les appels à caractère humanitaire pour soulager la population enfermée dans la basilique, ainsi que les pressions exercées pour que les armes soient déposées et une force d'interposition mise en place, sont restés vains.

Personne n'ignorait que la ville de Beth-

léem, que pleure Rachel dans l'Ancien Testament (Jérémie 31-15) et qui abrite la naissance de Jésus dans les Evangiles dits de « l'enfance », n'était pas seulement un sanctuaire, mais un nid de résistants palestiniens. S'agissant d'une basilique devenue lieu d'asile, protégée par une quarantaine de moines franciscains, d'une trentaine de religieux orthodoxes et arméniens, qui sont demeurés à leur poste (à quelques exceptions près) pendant toute la durée du siège, on peut toutefois s'étonner que les autorités religieuses n'aient jamais été substantiellement associées aux tractations entre le gouvernement israélien, l'Autorité palestinienne et les services de renseignement américains. D'où l'imbricolage final au cours duquel... l'Italie, avec la complicité supposée du Vatican, s'est vue pressée d'accueillir les terroristes de la basilique.

Qui a violé le lieu saint de Bethléem ? La question va demeurer longtemps. Pour Israël, ce sont les militants du Hamas, du Fatah, des brigades Al-Aqsa et du Jihad islamique. Armés de leurs kalachnikovs et autres lance-grenades antichars, ils auraient profité de la confusion, le 1^{er} avril, jour de l'entrée de Tsahal à Bethléem, pour s'engouffrer sous la porte de l'Humilité (l'entrée de la basilique, trop petite pour les montures des chevaliers et pèlerins d'autrefois), en compagnie de civils et de policiers de l'Autorité palestinienne qui étaient en faction, ce jour-là, sur la place voisine de la Mangeoire. Israël assure avoir respecté jusqu'au bout la dignité du sanctuaire chrétien. Ses soldats n'ont en effet jamais donné l'assaut, mais ils ont tué un Palestinien le 7 avril, à la suite d'un échange de coups de feu, et incendié une partie du couvent franciscain jouxtant la basilique.

La version est très différente dans l'autre camp. Pendant les cinq semaines du siège, les

Palestiniens et les représentants des Eglises ont mis en cause le viol de la basilique par l'armée israélienne. Les religieux franciscains, en particulier, ont rendu coupables des violences les unités spéciales antiterroristes (Yamam). Au point que le « custode » franciscain, la plus haute autorité de l'Eglise catholique dans les Lieux saints, a pu dire un jour : « Les autorités israéliennes nous disent qu'il n'y aura pas d'assaut. En même temps, les militaires nous tirent dessus. » Plus virulent, le Père David Jaeger, porte-parole des franciscains de Terre sainte, de nationalité israélienne, a affirmé après le meurtre du jeune Palestinien : « Cette attaque contre un lieu sacré est hallucinante. Je ne reconnais plus mon pays. »

Le cardinal français Roger Etchegaray, l'homme de confiance du pape à la Curie romaine, a subi un camouflet, début mai, lors d'une visite – sans doute tardive – à Jérusalem. Venu soutenir le moral des religieux et civils retranchés dans l'église, il n'a même pas pu s'approcher de Bethléem ni être reçu par Ariel Sharon ou son gouvernement. Jusqu'au bout, les Eglises auront donc été mises hors jeu dans ce conflit. Mais elles se sont mises aussi, pour partie, hors du jeu. On en veut pour preuve, dans la seule Eglise catholique, le fossé qui s'est élargi entre les discours pro-palestiniens des hommes de terrain comme les franciscains ou Mgr Michel Sabbah, patriarche latin de Jérusalem, et le souci d'équilibre diplomatique du Vatican. Dès le 15 avril, à Radio-Vatican, Mgr Jean-Louis Tauran, « ministre des affaires étrangères » du pape, avait mis en cause, dans le viol des accords dits de « statu quo », « les Palestiniens réfugiés à l'intérieur de la basilique avec des armes ».

DES DISCOURS DIVERGENTS

Le 9 mai, au lendemain de l'attentat-suicide de Rishon Letzion, qui a tué quinze Israéliens, l'Osservatore romano dénonçait la « féroce détermination contre la paix ». Il accusait directement les extrémistes palestiniens : « Ni les bombes ni les kamikazes ne peuvent résoudre le problème. La violence ne mène à rien. » Le même jour, Mgr Michel Sabbah – à qui Israël et... le Vatican reprochent de n'avoir jamais un mot de compassion pour les victimes israéliennes – publiait un texte d'une portée diamétralement opposée : « Le conflit n'est pas une question de terrorisme palestinien. A la base se trouve l'occupation militaire israélienne qui provoque la résistance palestinienne [...]. Continuer à parler de terrorisme palestinien, sans voir le droit des Palestiniens à la liberté et à la fin de l'occupation, c'est se condamner à ne pas voir la réalité. »

Pour garder un semblant de crédibilité après l'affaire de Bethléem, les Eglises ne peuvent plus continuer à tenir des discours aussi divergents. Car, pour elles, les défis demeurent : au Proche-Orient, où la présence chrétienne n'est plus réduite qu'à une peau de chagrin, quels liens faut-il entretenir avec un islam de plus en plus tenté par l'extrémisme ?

Et comment trouver un juste équilibre avec le judaïsme quand, sur place, Israël est perçu comme l'opresseur ? Plus que les Lieux saints, c'est le caractère sacré de la vie humaine qui est bafoué chaque jour dans une région du monde qui fut le berceau du judaïsme, du christianisme et de l'islam. Lors de la journée interreligieuse d'Assise, le 24 janvier, le pape n'avait sans doute pas tort de s'exclamer : « Seule la paix est sainte. Il n'y a jamais de guerre sainte ! »

Henri Tincq

Tenir la cadence PAR SERGUEI



Lueur d'espoir en Birmanie

VOILÀ QUARANTE ANS que des généraux règnent d'une main de fer en Birmanie. Leur armée, en grande partie rééquipée par la Chine, n'a jamais été si puissante et une série de compromis leur permet de maintenir à distance les minorités ethniques armées de la périphérie. Jusqu'ici, appels et sanctions de la communauté internationale ne les ont guère fait fléchir. Pourquoi donc seraient-ils prêts à partager le pouvoir avec Aung San Suu Kyi, populaire fille d'un héros de l'indépendance dont la deuxième assignation à résidence a été levée lundi 6 mai (Le Monde du 8 mai) ? La réponse est loin d'être limpide.

Il faut croire que le boycottage économique, par l'Europe et les Etats-Unis, porte quelques fruits. Une cinquantaine de multinationales ont quitté un pays par ailleurs privé de tout accès aux largesses du FMI, de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement. L'aide étrangère s'élevait seulement, par an, à 1 dollar par habitant, alors qu'elle est de 45 dollars au Cambodge et de 65 dollars au Laos. La situation sanitaire est désastreuse, avec des épidémies de sida, de tuberculose et de paludisme.

En outre, dans un pays autrefois parmi les plus riches de la région, le quart de la population vit en dessous du niveau de pauvreté et seulement un tiers des enfants fréquentent l'école primaire. Depuis 1988, les universités, jugées com-

me des foyers de dissidents, n'ont ouvert leurs portes qu'une année sur deux. L'inflation est évaluée à 50 % et, sur le marché noir, le kyat, monnaie nationale, vaut cent vingt fois moins qu'au taux officiel. Que la junte ait ouvert, au début des années 1990, le pays aux investisseurs étrangers ne l'a pas empêchée récemment de leur interdire l'importation des matières premières nécessaires à la fabrication de leurs produits finis. En outre, alors que le budget de lutte contre le sida – la Birmanie compterait jusqu'à 700 000 séropositifs – est inférieur à 4 millions d'euros, Rangoun a acheté l'an dernier dix MIG-29 pour un montant de 130 millions de dollars.

QUELQUES CONCESSIONS

Pour sortir de ce gouffre, une aide internationale massive est indispensable. Mais elle n'est concevable que si M^{me} Suu Kyi n'y oppose pas son veto : sa légitimité a été consacrée lorsqu'elle a emporté, en 1990, haut la main, des élections organisées par la junte et que cette dernière s'est effondrée, bien entendu, d'annuler. Les généraux ont donc réintroduit dans le circuit politique leur charismatique opposante après deux années d'intercession d'un médiateur de l'ONU. Les conditions de la négociation d'un règlement politique seraient ainsi réunies et, selon la junte, elles commencent « très bientôt ». M^{me} Suu Kyi a donné, de son côté,

son aval au déroulement, loin des regards, de ces tractations tout en rappelant que la libération des prisonniers politiques – il en resterait 1 500 – demeurerait prioritaire.

Les circonstances de cette deuxième levée d'assignation à résidence du prix Nobel de la paix 1991 sont différentes de celles qui prévalaient en 1995, quand M^{me} Suu Kyi a été une première fois libérée après six années d'isolement. A l'époque, aucune négociation préalable n'avait vraiment eu lieu et l'ONU était absente du processus. Les généraux n'avaient accompli ce premier geste que pour obtenir l'admission de leur pays, qu'ils ont rebaptisé Myanmar, au sein de l'Association de l'Asie du Sud-Est, ce qui s'est fait en 1997. Aucune tentative de règlement politique n'avait alors eu lieu et les relations entre M^{me} Suu Kyi et la junte s'étaient rapidement dégradées.

Cette fois-ci, la junte a accepté le parrainage discret de l'ONU et fait quelques concessions en ouvrant les portes de ses prisons au Comité international de la Croix-Rouge de Genève, en autorisant la présence à Rangoun d'un représentant de l'OIT – qui sera associé à la lutte contre la pratique encore étendue du travail forcé –, en engageant un dialogue avec le Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme et en coopérant avec les Etats-Unis dans la lutte contre les drogues, dont la Birmanie est l'un des premiers producteurs

mondiaux. Elle s'est, enfin, solennellement engagée à rendre son entière liberté à M^{me} Suu Kyi.

M^{me} SUU KYI SUR SES GARDES

Que les généraux soient pour autant prêts à abandonner une parcelle de leur pouvoir n'est toutefois pas clair. Il n'y a pas d'échéancier. Au mieux, des élections n'auront lieu que dans quelques années. Entre-temps, aucun contrat de gouvernement n'est à l'ordre du jour. En outre, la place des minorités ethniques – qui représentent le tiers de la population et dont plusieurs disposent d'armées privées – n'a pas été abordée. Or, depuis son indépendance en 1948, l'équilibre de l'Union birmane s'est heurté à la question-clé de l'intégration de ces minorités.

Que M^{me} Suu Kyi reste sur ses gardes se comprend donc. Tout en acceptant, cette fois-ci, de jouer petit bas, elle campe sur ses positions et souhaite que les Occidentaux maintiennent, pour le moment, leurs sanctions économiques. La réforme du régime militaire et son éventuelle libéralisation vont être l'objet de laborieux marchandages auxquels la société internationale devrait étroitement s'associer. La lueur d'espoir surgie à Rangoun ressemble à une faible flamme qui aura besoin d'être constamment entretenue, avec autant de fermeté que de doigté.

Jean-Claude Pomonti

Le Monde
ÉDITORIAL

Les colères de Chirac

LE COUP DE COLÈRE de Jacques Chirac contre les trublions du Stade de France qui ont sifflé *La Marseillaise* est dans la droite ligne d'une campagne qui a mis l'accent, face à Jean-Marie Le Pen, sur le respect des principes républicains. Siffler l'hymne national, c'est s'en prendre à l'un des symboles de la République, c'est donc afficher son rejet des valeurs qui la fondent. Avec le drapeau tricolore, *La Marseillaise* a été souvent l'un des instruments de la mobilisation contre le Front national entre les deux tours de l'élection présidentielle. Le président de la République était dans son rôle en marquant nettement sa désapprobation. Il l'a fait à sa manière, impétueuse et spectaculaire. Il a eu le bon réflexe, et de cela il faut lui donner crédit.

Son intervention résolue contraste avec la façon dont s'était comporté Lionel Jospin, placé, à l'automne dernier, dans une situation comparable, quand des spectateurs du match France-Algérie avaient pareillement conspué *La Marseillaise* : celui qui était alors premier ministre avait accueilli sans broncher cette manifestation antifrançaise. Il est vraisemblable que Jacques Chirac avait en mémoire ce précédent et qu'il n'était pas mécontent de pouvoir se distinguer de son ancien premier ministre.

Mais au-delà de cette préoccupation tactique à un mois des législatives, le geste du président de la République tend à réaffirmer une fois de plus son opposition à toute forme de communautarisme, contraire à sa conception de la République une et indivisible. Ce refus vise,

bien entendu, la « communauté » algérienne en France, dont une partie, au moins, s'interroge sur son identité nationale. Il concerne aussi la population corse, dont une fraction, de toute évidence, ne se reconnaît pas comme française. Même si les deux situations ne sont pas vraiment comparables, la réponse qu'y apporte Jacques Chirac passe, dans un cas comme dans l'autre, par l'affirmation du nécessaire respect des symboles républicains.

L'autre coup de colère du chef de l'Etat, qu'il a manifesté samedi dans son message à Ariel Sharon sur la « campagne antifrançaise » menée, selon lui, en Israël, va dans le même sens. Au moment où la communauté juive s'inquiète d'une recrudescence d'antisémitisme en France et où la presse israélienne, en particulier, se fait l'écho de ces alarmes, Jacques Chirac, en se fondant sur le refus opposé par les Français, dans les urnes, au « racisme », à la « xénophobie » et à « l'antisémitisme », invite clairement au rejet des affrontements communautaires.

Reste que les discours ne suffisent pas à définir une politique. Les tentations communautaristes sont en effet les symptômes d'une crise à laquelle des solutions ne peuvent être apportées que par une action déterminée. Cela vaut, bien entendu, pour la question de l'intégration des jeunes Français issus de l'immigration comme pour la question corse. Sur ces dossiers difficiles, il faudra au chef de l'Etat et au nouveau gouvernement un peu plus qu'une bonne communication pour convaincre.

Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani

Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;

Noël-Jean Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel

Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin

Directeur artistique : François Lichon

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard

Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :

Alain Deboue, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman,

Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :

François Bonnet (International) ; Anne-Line Roccati (France) ;

Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ;

Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ;

Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg

Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

RECTIFICATIFS

ACTION SOCIALE. Nous avons indiqué par erreur dans *Le Monde* du 8 mai que la révision de la loi de 1975 sur les institutions sociales et médico-sociales n'était toujours pas achevée. C'est chose faite depuis la loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, parue au *Journal officiel* du 3 janvier.

PATRICK DEVEDJIAN. Contrairement à ce que nous avons indiqué dans nos éditions du 9 mai, Patrick Devedjian, ministre délégué aux libertés locales, a eu l'occasion de plaider à plusieurs reprises devant les tribunaux pour Jacques Chirac, en qualité d'avocat. « M. Chirac a

toujours triomphé, nous a précisé M. Devedjian, en particulier contre les diffamateurs. C'est ainsi, par exemple, que Le Monde a rendu compte de la condamnation obtenue contre Gaston Defferre en 1982, ou plus récemment, quand le MRAP a été débouté dans son action dans l'affaire dite « du bruit et des odeurs ». »

MADAGASCAR. Contrairement à ce que nous avions écrit dans notre édition du 2 mai, la Haute Cour constitutionnelle qui a proclamé l'opposant Marc Ravalomanana vainqueur de la présidentielle du 16 décembre n'est pas « la même » que celle qui quelques mois auparavant avait conclu à un second tour. Entre-temps, la composition de la Cour avait été modifiée.

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437 ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunschbourg
94852 Ivry cedex



Le Monde
PUBLICATION

Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre

21 bis, rue Claude-Bernard - BP218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01 42 17 39 00 - Fax : 01 42 17 39 26

PRINTED IN FRANCE

ENTREPRISES

POLITIQUE INDUSTRIELLE

Le nouveau patron de Bercy, Francis Mer, connaît bien les dossiers industriels et financiers, puisqu'il était coprésident du géant sidérurgique Arcelor. Cette compétence lui sera utile, de nombreux arbitrages

déliés l'attendant dans les prochains mois. D'abord, en cas de victoire de la droite aux élections législatives, il devra superviser l'OUVERTURE DU CAPITAL D'EDF, préconisée par Jacques Chirac. Il

devra aussi décider des conditions dans lesquelles l'Etat cédera sa participation dans le Crédit lyonnais, ce qui pèsera lourdement dans la recomposition du PAYSAGE BANCAIRE français. L'avenir des indus-

tries AÉRONAUTIQUE et de DÉFENSE exigera aussi de très délicates décisions. M. Mer dispose cependant d'un peu de temps, car le dossier des FINANCES PUBLIQUES et des impôts est sa première priorité.

De délicats arbitrages attendent Francis Mer à Bercy

De l'ouverture du capital d'EDF à l'avenir du Crédit lyonnais, en passant par celui des industries de l'aéronautique et de la défense, de nombreux dossiers sont sur le bureau du nouveau ministre des finances. Pragmatique, l'ancien coprésident d'Arcelor va se donner le temps de la réflexion

EN ARRIVANT à Bercy, le nouveau ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, Francis Mer, a trouvé sur son bureau pléthore de dossiers industriels et financiers. De la participation que détient encore l'Etat dans le Crédit lyonnais jusqu'à l'ouverture du capital d'EDF en passant par l'avenir des industries françaises de l'aéronautique et de la défense, le gouvernement devra rendre de nombreux arbitrages dans les prochains mois, qui auront pour les entreprises concernées, et au-delà pour les secteurs dont elles relèvent, une importance stratégique majeure.

Quelle sera donc la méthode de l'ancien grand patron qu'est M. Mer ? Et quel est le calendrier prévisible ? Plusieurs raisons laissent à penser que le ministre va se donner du temps, avant de prendre une décision sur l'un de ces dos-

siers, sur lesquels il est évidemment très attendu. L'ancien coprésident du géant sidérurgique Arcelor doit d'abord trouver ses marques à Bercy et boucler la composition de son cabinet ministériel.

En deuxième lieu, il est acquis que le ministre sera beaucoup plus requis dans les prochaines semaines par la question des finances publiques que par les problèmes industriels et financiers. Traditionnellement, le printemps est une période décisive pour la préparation du projet de loi de finances pour l'année suivante. Compte tenu de la campagne électorale, le projet de budget pour 2003 a donc pris du retard. Et il sera d'autant plus difficile à dessiner que le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, souhaite la réalisation d'un audit des finances publiques – audit qui, pour éviter toute polémique, sera

réalisé par la même équipe qu'en 1997, et ne sera publié qu'au lendemain du second tour des élections législatives (lire page 8). Le calendrier budgétaire sera donc délicat à gérer, ce qui risque de mobiliser beaucoup M. Mer. A la veille des élections législatives, le ministre sera aussi fortement occupé par le calibrage du plan de baisse des impôts promis par Jacques Chirac pour l'automne, ou encore par les premières réflexions gouvernementales autour de l'assouplissement annoncé de la réforme des 35 heures.

ADEPTE DU PRAGMATISME

En troisième lieu, les dossiers industriels et financiers sur lesquels M. Mer va devoir se pencher demandent beaucoup plus de doigté que de précipitation. Cela tombe bien : quiconque connaît le nou-

veau ministre sait qu'il est adepte du pragmatisme. Il va donc chercher à se forger, par lui-même, sa propre opinion sur l'avenir de toutes les entreprises dont il assure désormais la tutelle.

Dans le cas d'EDF, il n'y a certes guère de mystère. Durant la campagne présidentielle, M. Chirac s'était clairement prononcé – tout comme d'ailleurs Lionel Jospin – en faveur d'une ouverture du capital. Mais les modalités d'application de la procédure sont nombreuses et M. Mer – qui a longtemps été administrateur de l'entreprise – aura sûrement à cœur d'imprimer sa marque sur cet arbitrage, de telle sorte qu'EDF dispose de moyens renforcés pour son développement international. Mais ce genre de dossier n'est pas de ceux que l'on boucle en quelques semaines. Une fois les législatives passées –

et si elles sont gagnées par la droite –, il faudra d'abord que le premier ministre fixe clairement le cap de la politique économique et sociale dans sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale. Après seulement, le ministre des finances pourra se mettre véritablement au travail. En clair, l'avenir d'EDF ne sera pas tranché avant de longs mois.

Dans le cas du secteur bancaire, les délais, aussi, seront forcément longs. Car il faudra que le ministre fixe une doctrine. On peut, en effet, penser que, comme son prédécesseur, Laurent Fabius, il jugera que le Crédit lyonnais n'a pas atteint la taille critique et que l'Etat peut utiliser la participation qu'il détient encore pour jouer les entremetteurs et favoriser un mariage. Mais le bon parti, pour le Lyonnais, restera-t-il le Crédit agricole,

comme le jugeait le gouvernement précédent ? Compte tenu des liens d'amitié qui unissent certains grands banquiers parisiens au nouveau pouvoir, la manière qu'utilisera M. Mer – qui a aussi été administrateur de la banque jusqu'à sa nomination à Bercy – pour piloter le dossier sera observée de près. En tout état de cause, là encore, il lui faudra du temps.

Bref, l'ancien grand patron, qui, en cas de victoire de la droite aux législatives, a de fortes chances de bénéficier du renfort d'un secrétaire d'Etat à l'industrie, peut s'en faire par avance une raison : les grands dossiers pour lesquels il aura sans doute le plus d'appétit, ceux qui ont trait à l'industrie ou à la finance, ne déboucheront sans doute pas avant l'automne.

Laurent Mauduit

Des réseaux peu politiques

UNANIMEMENT saluée par les milieux patronaux comme une reconnaissance du monde de l'entreprise, la nomination de Francis Mer au ministère de l'économie et des finances suscite cependant quelques interrogations. Certains de ses pairs se demandent si l'ancien président d'Arcelor aura les relais politiques suffisants pour faire passer ses idées et relayer son action.

Proche, par les convictions, d'un Jacques Barrot ou d'un François Bayrou, M. Mer connaît peu le monde politique. En tant que président d'un grand groupe industriel, longtemps nationalisé, il a une pratique des cabinets ministériels, des administrations et des élus locaux sollicités pour l'aider à défendre sa cause. Militant de longue date dans le patronat chrétien, où il côtoie fréquemment Michel Bon, PDG de France Télécom, il participe activement à des clubs de réflexion et discute avec le monde syndical. Il n'a pas en revanche les réseaux politiques et l'ancrage parlementaire qui aident à faire passer les réformes.

ADMINISTRATEUR ACTIF

Dans le monde patronal, il détonne aussi. Bien que président de la fédération de l'acier, membre actif du groupe des fédérations industrielles, il est loin de partager toutes les vues du Medef. Soulignant

l'impérieuse nécessité de rendre les salariés partie prenante au développement de l'entreprise, il s'est fait l'ardent défenseur de la recherche et de la formation continue, des thèmes peu en vogue dans le patronat.

Ses vrais réseaux sont ailleurs. Dans le monde de l'acier. Président d'Eurofer depuis 1990, il a fédéré toute la sidérurgie européenne et donne le ton au secteur. Du japonais Nippon Steel à l'américain Bethlehem Steel, en passant par les Russes et les Chinois, chacun le connaît et l'écoute.

Dans le secteur public, figure tutélaire des X-Mines, il est resté proche, même après la privatisation de son groupe, de nombreux patrons d'entreprises publiques. Administrateur actif du Crédit lyonnais et d'Air France, il a été aussi pendant plusieurs années administrateur chez EDF, qui a été un actionnaire important d'Usinor. Les liens se sont rompus il y a deux ans lorsque Usinor, grand consommateur d'électricité, a décidé de faire jouer la concurrence. Et Francis Mer a dû quitter le conseil de l'entreprise publique, mais ne semble pas en avoir gardé trop de griefs à l'encontre de François Roussey, PDG d'EDF. Aujourd'hui, ils se retrouvent face à face.

Martine Orange

Le Crédit lyonnais, un dossier qui n'a pas de mystère pour le ministre

LA RESTRUCTURATION du secteur bancaire a bien avancé sous le gouvernement Jospin. Le CIC a été rapproché du Crédit mutuel. Le Crédit lyonnais a été redimensionné, sous la surveillance de Bruxelles, puis privatisé en juillet 1999. Les Caisses d'épargne ont été transformées en banques coopératives et se sont rapprochées de la Caisse des dépôts. Sans oublier les multiples rapprochements qui ont eu lieu sans intervention directe de l'Etat, à commencer par la fusion BNP Paribas...

Il reste toutefois encore à l'Etat des cartes importantes pour terminer de dessiner le paysage financier français. A commencer par sa participation de 9,5 % dans le Crédit lyonnais ou encore son rôle de tutelle de La Poste et de ses services financiers. Ces dossiers ne sont pas inconnus de Francis Mer, le nouveau ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Membre du conseil d'administration du Crédit lyonnais depuis le 19 mars 1997, il y a présidé le comité des rémunérations et entretient d'excellentes relations avec son président, Jean Peyrelevade.

Ce dernier peut donc se réjouir d'avoir une oreille avertie à Bercy. Il sait aussi qu'il continuera à avoir l'écoute de l'Elysée. « J'ai beaucoup de reconnaissance, au nom du

Crédit lyonnais, pour Jacques Chirac. Dans un océan d'hostilité, il est le seul à avoir pris en compte les vrais intérêts de la banque. », écrit-il dans son livre *La République silencieuse* (édition Plon, 2002, 270 pages, 18 euros).

Les dirigeants du Lyonnais peuvent donc espérer que tout projet de cession par l'Etat de sa participation se fasse en bonne intelligence avec eux. Si l'Etat a besoin de récupérer les 1,6 milliard d'euros que pèse sa participation aux cours actuels, il peut le céder sur le marché. Sinon, il peut l'apporter en bénédiction d'une alliance industrielle négociée par les équipes du Lyonnais. Pour M. Peyrelevade, cette alliance devrait se dessiner au début de l'année 2003, c'est-à-dire dans les semaines qui précéderont la tombée, en juillet de cette année-là, des engage-

ments qui lient les membres du Groupe d'actionnaires partenaires (GAP) du Lyonnais, créé au moment de la privatisation de la banque pour stabiliser son capital.

AMITIÉS À DROITE

Avec ce nouveau gouvernement, le Crédit agricole restera-t-il l'allié naturel du Lyonnais ? L'idée d'un rapprochement entre les deux banques n'a, semble-t-il, jamais déçu à Xavier Musca, le directeur de cabinet de M. Mer, qui a suivi ce dossier au Trésor. Comme le Lyonnais, la banque verte cultive aussi des amitiés à droite. Il est probable toutefois que M. Mer s'efforcera de travailler en meilleure intelligence avec M. Peyrelevade que n'a pu le faire son prédécesseur, Laurent Fabius. Le Crédit agricole devra donc être plus attentif aux attentes du Lyonnais.

Deux projets en suspens

- **Autorités de marché** : projet important pour Laurent Fabius, la fusion de la Commission des opérations de Bourse et du Conseil des marchés financiers, pour moderniser la place de Paris, s'est enlisée. Transmis à l'Assemblée, le texte n'a jamais été discuté.
- **Banques** : le ministre devra

décider s'il publie un arrêté à la loi Murcef (mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier) de décembre 2001, qui encadre les relations entre les banques et leurs clients et précise ce que doivent être les conventions de comptes. Il pourrait donner du temps aux banques pour s'adapter.

Le ministre est attendu sur le Crédit lyonnais, clé de la suite de la restructuration du secteur. Pour l'heure, toute la place table sur un rapprochement Agricole-Lyonnais qui pourra, dans la foulée, provoquer une réaction de BNP Paribas, tentant à nouveau un rapprochement avec la Société générale (SG). Mais si le torchon venait à brûler entre les deux banques, aussi bien BNP Paribas que la SG ou même Dexia sont à l'affût, sans parler de l'assureur Allianz, prêt à aider le Lyonnais en cas d'approche inamicale. Les bonnes relations entre Daniel Bouton, le PDG de la SG, et Alain Juppé, pourraient redonner un avantage à sa banque, jusqu'alors un peu isolée.

Face au Lyonnais, le ministre se positionnera désormais plus en homme politique qu'en ancien administrateur. Il pourrait donc ne pas se précipiter sur un dossier qui a coûté si cher au contribuable. D'autant que « le secteur bancaire n'est pas un enjeu politique », estime Romain Burnand, analyste de la banque JP Morgan, qui ne voit pas « d'OPA hostile dans les douze mois, car les banques françaises sont plutôt en bonne santé et les bonnes élèves en Europe ».

Sophie Fay et Pascale Santi

SEPT PATRONS SOUS LA COUPE DE L'ÉTAT ACTIONNAIRE



MICHEL BON
France Télécom
Un désengagement compromis



LOUIS GALLOIS
SNCF
Un dossier explosif



ANNE LAUVERGEON
Areva
Un fauteuil convoité



JEAN PEYRELEVADE
Crédit lyonnais
Une situation bloquée



DENIS RANQUE
Thales
Une ambition grandissante



FRANÇOIS ROUSSELY
EDF
Un terrain déminé



JEAN-CYRIL SPINETTA
Air France
Une privatisation en douceur

Une action en chute libre qui affiche une moins-value de 26 % par rapport à son cours d'introduction, un endettement record de 60 milliards d'euros, des concurrents très incisés : la situation de l'opérateur français France Télécom, et celle de son PDG, Michel Bon, nommé en 1995, alors que François Fillon était ministre délégué à La Poste, aux télécommunications et à l'espace, est plus que délicate. Paradoxe, M. Bon va obliger le nouveau gouvernement de droite à se prononcer sur la nécessité pour l'Etat français, actionnaire à hauteur de 54 %, de recapitaliser l'entreprise. Alors que, en toute logique, il aurait dû lui offrir une privatisation facile et lucrative.

Président de la SNCF depuis 1996, Louis Gallois a certes été installé par la droite, mais sa nomination a surtout été la conséquence de l'échec du plan Juppé de réforme des retraites et de la grève des cheminots de 1995. *Bis repetita* : si la droite met en œuvre les réformes qu'elle préconisait dans l'opposition, M. Gallois risque de se retrouver particulièrement exposé. Non seulement parce que cet homme de gauche a peu d'affinités politiques avec ses ministres de tutelle, mais surtout parce que les réformes liées à la SNCF (retraites, droit de grève...) constituent autant de symboles. Mais sa popularité à l'intérieur de l'entreprise rend son départ délicat.

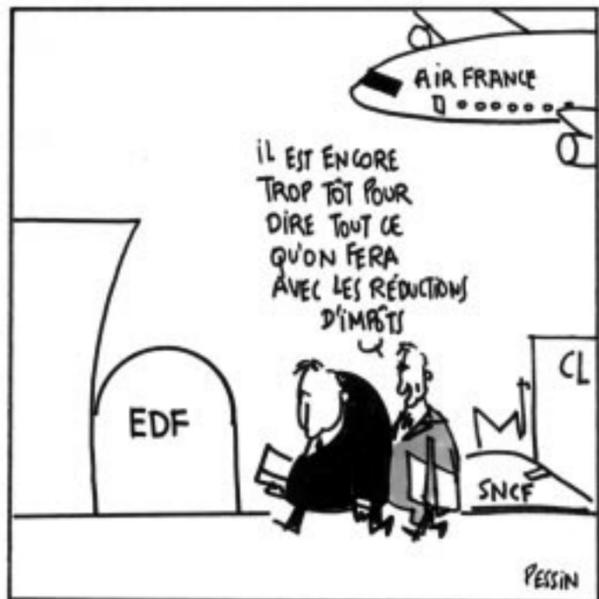
L'ancienne « sherpa » de François Mitterrand à l'Elysée a quelques points communs avec le titulaire de Bercy : elle est issue, comme lui, du corps des Mines et a débuté sa carrière chez Usinor, au début des années 1980, avant d'entrer dans les arcanes de la politique. En 1995, Anne Lauvergeon tente un passage au privé, à la banque Lazard puis chez Alcatel, sans convaincre. En juillet 1999, Lionel Jospin la nomme à la présidence de la Cogema, qu'elle fusionnera avec Framatome et CEA-Industries en 2001, pour former Areva, dont elle a pris la présidence du directoire. La position du gouvernement sur le nucléaire facilite sa tâche, mais rend son poste enviable...

De la présidence du Crédit lyonnais, où il a été nommé en 1993 par Edouard Balladur, Jean Peyrelevade a déjà vu passer cinq ministres des finances : Edmond Alphandéry, Alain Madelin, Jean Arthuis, Dominique Strauss-Kahn et Laurent Fabius. Avec tous, à l'exception de M. Strauss-Kahn, il a eu des relations tendues. Contre tous, il a réussi à sauver sa banque (au prix fort : une quinzaine de milliards d'euros d'aides publiques), puis son indépendance (M. Fabius souhaitait l'adosser au Crédit agricole). Son habileté à jouer des intérêts contraires de ses actionnaires pour mener la banque à son gré n'échappe pas à Francis Mer, administrateur du Lyonnais depuis 1997.

A la veille d'un probable nouvel acte dans le secteur de l'aéronautique et de la défense, Denis Ranque, PDG de Thales, pourrait bien servir de cheville ouvrière au nouveau gouvernement. Depuis que son groupe, issu de l'ex-Thomson-CSF, a fait la preuve de la pertinence de sa stratégie d'acquisitions à l'étranger, M. Ranque se sent pousser des ailes. S'étant progressivement affranchi de la tutelle de son actionnaire Alcatel, ayant repoussé les attaques d'EADS, il pourrait proposer ses services pour réorganiser une partie de l'industrie autour de lui : soit en mariant Thales et Dassault Aviation, soit en ralliant EADS mais... à ses conditions.

Après avoir martelé sur tous les tons au gouvernement de Lionel Jospin que « la question des fonds propres [devait] être posée » – traduisez : il faut ouvrir le capital d'EDF –, François Roussey va reprendre son bâton de pèlerin. Le parcours de ce grand commis de l'Etat, ancien directeur de la police nationale, ne devrait pas déplaire au nouveau pouvoir, en ces temps de retour de l'autorité publique. Son profil d'homme de gauche (il a été directeur de cabinet de Pierre Joxe à l'intérieur et à l'Assemblée nationale) lui donne paradoxalement la légitimité nécessaire pour mener à bien ce délicat changement de statut, redouté par les agents d'EDF et leurs syndicats.

Successeur de Christian Blanc à la tête d'Air France en septembre 1997, Jean-Cyril Spinetta est un homme de gauche, devenu patron et resté... de gauche. Ce qui ne l'aura pas empêché de préparer la privatisation de son entreprise. Après avoir pacifié Air Inter et les aiguilleurs du ciel, il a survécu à la grève la plus dure qu'Air France a connue, obtenu une trêve sociale dans son entreprise, et redressé le groupe malgré l'une des crises les plus graves du transport aérien. Rien ne devrait donc empêcher le nouveau gouvernement de s'en tenir à ses projets : la part de l'Etat (57 %) devrait en toute logique bientôt faire l'objet d'une offre publique de vente.



L'aéronautique et la défense, sous l'œil attentif de Jacques Chirac

S'IL Y A un secteur industriel où la pratique typiquement française du « Meccano industriel » peut encore s'exercer, c'est bien celui de l'aéronautique et de la défense. Non seulement l'Etat y conserve de nombreuses participations (15 % du groupe aéronautique européen EADS, 33,4 % du groupe d'électronique de défense Thales et 100 % du motoriste et équipementier Snecma), mais il détient aussi, en tant que client militaire, un fort pouvoir d'influence sur des groupes comme Dassault Aviation. Le gouvernement de Lionel Jospin a largement contribué à la restructuration et à l'europanisation de l'ensemble du secteur, mais il laisse au gouvernement de Jean-Pierre Raffarin plusieurs dossiers ouverts. « On a mis en place des schémas capitalistes transitoires », admet l'un des principaux collaborateurs de M. Jospin.

La bombe à retardement pourrait exploser beaucoup plus rapidement que prévu. Les « noyaux durs » mis en place par le précédent gouvernement se fragilisent : frustré de sa part modeste dans le capital de Thales et fragilisé par ses difficultés dans les télécommunications, Alcatel ne fait pas mystère de son souhait d'en sortir (il détient encore 15,8 % du groupe dirigé par Denis Ranque). Plus préoccupant, le groupe Lagardère n'exclut plus de se retirer d'EADS (dont il détient la moitié de la holding française de contrôle).

SOLUTION DE SECOURS POUR EADS

Les récentes déclarations d'Arnaud Lagardère au Monde, le 13 mars, ont semé le trouble : « Pour le moment, nous avons le sentiment d'avoir contribué à un grand dessein européen : la constitution de l'avion géant A380 et le succès de l'alliance, au sein d'EADS, de la France et de l'Allemagne sont une entreprise dont nous sommes fiers. (...) Le seul cas où j'aurais à me poser la question d'une cession d'EADS, c'est dans le cas d'une acquisition transformatrice - une acquisition qui changerait la nature du groupe Lagardère, en doublant sa taille ou en nous obligeant à augmenter

notre capital et à nous endetter lourdement. » Le groupe Lagardère, dont le gouvernement Jospin avait fait l'architecte de la recombinaison du secteur aéronautique, n'est engagé que jusqu'à la mi-2003, date limite du pacte d'actionnaires.

Dans le schéma initial, le gouvernement avait envisagé une dilution progressive des participations françaises et allemandes (Daimler-Chrysler détient 30 % d'EADS) qui devait permettre au groupe européen de s'affranchir de ses anciennes tutelles et de devenir une société ordinaire, avec un actionnaire dilué en Bourse. L'hypothèse d'un départ précipité du groupe Lagardère bouleverse ce plan et fait craindre une prise de pouvoir allemande. Du coup, depuis plusieurs semaines, le Trésor réfléchit à une solution de secours et au meilleur moyen de jouer « la dernière carte » de l'Etat dans ce secteur sensible. L'ancien chef du service du financement de l'Etat et de l'économie à la direction du Trésor, Xavier Musca, devenu directeur de cabinet de Francis Mer, nouveau ministre de l'économie, a déjà travaillé sur plusieurs schémas : fusion de Thales et EADS, substitution de Dassault à Lagardère ou encore rapprochement capitaliste entre les anglais de BAE Systems et EADS.

Sur ce dossier, comme sur beaucoup d'autres, le président de la République Jacques Chirac pourrait monter en première ligne. Il est ainsi l'un des seuls à pouvoir convaincre Serge Dassault de sortir de son isolement et d'aider le gouvernement à parachever la restructuration de l'industrie. Par la direction qu'il donnera également aux choix budgétaires en matière de défense française et européenne, le président de la République pourra aussi infléchir le prochain mouvement de consolidation. S'il tarde ou s'il échoue, il apparaîtrait comme le fossoyeur d'un secteur industriel français et européen qui, avec Airbus, Ariane et Dassault a longtemps tenu tête aux Américains.

Christophe Jakubyszyn

M. Bussereau, secrétaire d'Etat aux transports, revoit à la baisse ses projets de libéralisation de la SNCF

LE NOUVEAU secrétaire d'Etat aux transports, Dominique Bussereau, connaît bien ce secteur. Avant sa nomination, ce député Démocratie libérale (DL) était membre du conseil d'administration de Réseau ferré de France (RFF), la structure qui a cantonné la dette de la SNCF et qui est propriétaire des infrastructures ferroviaire depuis la réforme de 1997. Il était aussi président du groupe de réflexion Avenir Transport, constitué de parlementaires et de représentants du secteur, et vice-président du Groupement des autorités responsables de transports (GART).

En 1994, M. Bussereau a été rapporteur de la commission d'enquête parlementaire qui a rédigé le rapport intitulé « Une nouvelle donne pour la SNCF ». Ce rapport reprenait déjà l'idée de Jacques Fournier, ancien président de la SNCF, de contrats de service public dans lesquels les régions se voyaient transférer la maîtrise des lignes, voire même le choix du prestataire, la SNCF ne devenant qu'un prestataire de services parmi d'autres...

Surtout, M. Bussereau est à l'origine d'un récent rapport intitulé « Une nouvelle politique pour les transports ». Cette réflexion a été présentée en février lors du congrès constitutif de l'Union en mouvement (UEM). La partie consacrée à la SNCF donne les grands traits de ce que pourrait être l'entreprise publique de transport de demain. Or, politiquement et socia-

lement, le texte est explosif. Le projet évoqué par M. Bussereau préconise notamment de transformer la SNCF en société anonyme à capitaux publics majoritaires, ce qui revient à préconiser sa privatisation partielle. Selon le député DL, ce changement de statut donnerait à la SNCF un « véritable positionnement d'entreprise », qui permettrait de la faire passer de « l'univers para-administratif à une culture de résultats qui récompense le niveau de qualité de service offert au client ». Les moyens préconisés par le rapport pour y parvenir consistaient à conclure avec la SNCF un contrat de cinq ans pour développer sa productivité, fixer à l'entreprise des objectifs « en termes financiers et en termes de qualité de service » et associer les personnels aux résultats.

Les autres grands thèmes du rapport concernant le ferroviaire prévoient de donner à RFF la responsabilité de la gestion des sillons,

l'équivalent des créneaux horaires aériens pour les trains. Enfin, la création d'une filiale fret est vivement recommandée par le groupe de travail pour, à la fois regagner les parts de marché perdues par rapport à la route et surtout pour

« Rien ne sera fait sans l'obtention d'un consensus social »

mettre l'entreprise « en bonne position pour affronter la concurrence européenne ». La création d'une filiale permettrait, selon M. Bussereau, de « rendre transparente l'économie de cette activité, de fixer des objectifs clairs aux responsables et de donner aux clients la qualité de service à laquelle ils ont droit ». Sur

ce dernier point, le député DL milite pour un service minimum garanti dans les transports en général et à la SNCF en particulier. Ce service minimum pourrait être mis en place tant dans le transport de voyageurs aux heures de pointe que dans le fret, en permanence.

Interrogé par Le Monde, après sa nomination au gouvernement, M. Bussereau est aujourd'hui plus prudent : « Le changement de statut de la SNCF est loin d'être une priorité. A l'image de la poursuite de l'ouverture du capital d'Air France, rien ne sera fait sans l'obtention d'un consensus social. »

Les deux priorités pour la SNCF sont aujourd'hui la réussite de la réforme régionale ainsi que celle des contrats de plan, explique M. Bussereau. Le troisième défi reste celui du fret. « Mais tout cela est du ressort de Louis Gallois, le président de la SNCF, et ce n'est pas à moi de lui dicter ce qu'il doit faire », souligne M. Bussereau, qui n'entend pas imposer la filialisation du fret.

M. Bussereau a l'intention de rencontrer d'ici peu les syndicats : « Certaines évolutions ont été constatées lors des dernières élections professionnelles. En outre, la CGT, premier syndicat dans l'entreprise, est pour beaucoup dans la réussite de la régionalisation. » Un coup de chapeau qui en dit long sur le réalisme du nouveau secrétaire d'Etat.

François Bostnavaron

Les autres dossiers chauds

- **Air France** : privatisation de la compagnie nationale, détenue à 57 % par l'Etat.
- **Transport aérien** : règlement du cas du troisième aéroport parisien ; sauvetage d'Air Lib ; modernisation du contrôle de la sécurité aérienne et des aéroports régionaux.
- **Sécurité routière** : réduction de moitié du nombre de tués sur les routes en dix ans.

- **Transports publics** : mise en place d'un service minimum.
- **Transports urbains** : élargissement de leur part de marché, émancipation de l'Ile-de-France.
- **Mer** : alignement du pavillon français et de sa fiscalité sur l'Europe, dynamisation des ports.
- **Transport fluvial** : lancement de la liaison Seine-Nord à grand gabarit.

La privatisation d'EDF et du nucléaire à l'ordre du jour... après les élections

EN TANT qu'industriel, Francis Mer connaît l'avantage compétitif que l'électricité nucléaire produite par EDF confère aux groupes français, gros consommateurs d'énergie, pour leurs coûts de production. Mais l'ancien PDG d'Usinor sait aussi l'importance de la concurrence pour faire peser de tout leur poids les grands clients sur l'ancien monopole public de l'électricité.

Le maintien de la prédominance du nucléaire dans la production électrique française et la poursuite de l'ouverture du marché du gaz et de l'électricité à la concurrence devraient être les lignes directrices de la politique énergétique du nouveau ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Dimanche 12 mai, un décret paru au Journal officiel a autorisé les trois grands producteurs d'électricité français - EDF, la SNET et la Compagnie nationale du Rhône - à faire du négoce pour les gros sites industriels des clients « éligibles », conformément à la directive européenne.

SYNDICATS PLUTÔT HOSTILES

La nomination de M. Mer devrait donc rasséréner Anne Lauvergeon, présidente du directoire d'Areva, le nouveau pôle industriel du nucléaire civil français, et François Roussey, le président d'EDF. Ces deux patrons marqués à gauche et nommés par Lionel Jospin se sont convertis à un libéralisme tempéré, pour mener leurs groupes sur la voie de la croissance à l'international. Traditionnellement favorable

à l'ouverture du capital des entreprises publiques, même celles de service public, dès lors qu'elles entrent dans le champ de la concurrence, la droite devrait voir d'un bon œil les projets d'ouverture du capital nourris par EDF, Areva et Gaz de France. Même s'ils ne sont pas, à l'évidence, sur la liste du « tiers d'actions urgentes » préconisées par Jean-Pierre Raffarin ce week-end, au cours du séminaire gouvernemental.

Car il restera à faire passer la

pilule auprès de syndicats plutôt hostiles à toute sortie du secteur public des groupes énergétiques. A cet égard, la « gaffe » de la nouvelle ministre de l'écologie et du développement durable, Roselyne Bachelot-Narquin, affirmant, à peine nommée, que l'énergie nucléaire est « la moins polluante », peut aussi être interprétée comme un signal envoyé à la CGT. Le syndicat de Bernard Thibault demeure farouchement favorable à l'énergie nucléaire,

aux milliers d'emplois qu'elle assure dans la filière électrique française et à la supériorité technologique et commerciale qu'elle confère à l'entreprise publique, face à ses concurrents européens.

En tout cas, M. Mer n'aura pas, contrairement à ses prédécesseurs de gauche, à guerroyer contre le ministère de l'environnement pour maintenir la ligne du tout-nucléaire...

Pascal Galinier

TNT : un processus difficilement réversible

LA TÉLÉVISION numérique terrestre (TNT) n'est vraiment pas une télévision comme les autres. Dans une période où le nouveau gouvernement met les bouchées doubles avant les élections législatives, le dossier va profiter d'un délai de réflexion. Ainsi l'a affirmé Jean-Jacques Aillagon, le ministre de la culture et de la communication, mercredi 8 mai, sur France Info : « D'un côté, le numérique hertzien, de toute évidence, offre au développement thématique du service public des perspectives très vastes et des satisfactions ambitieuses. D'un autre côté, il faut bien prendre la mesure du risque que le numérique terrestre fait courir à l'ensemble du dispositif des télévisions thématiques actuelles. »

Le ministre doit faire face à plusieurs réalités. Jacques Chirac n'est pas hostile à la TNT : en mars, en pleine campagne électorale, il avait affirmé qu'il n'était pas question de la remettre en cause, indiquant que la TNT est « une avancée technologique inéversible ». Si TF 1 et M 6 se sont montrés opposés au projet, ils ont malgré tout déposé des candidatures pour leurs chaînes comme d'autres opérateurs. Au total, 67 projets sont à l'étude au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) pour 22 canaux, gratuits ou payants.

La TNT est sur les rails. Après quelques retards pris à l'automne, les auditions vont commencer à la mi-juin et le choix des candidats devrait être connu en juillet. « Que M. Aillagon demande un temps de réflexion me paraît tout à fait normal et légitime, explique Dominique Baudis, président du CSA. Il faut toutefois préciser que le CSA est sorti depuis longtemps de la réflexion, nous sommes engagés dans l'action. Nous agissons sur une base législative et réglementaire et le CSA est une autorité administrative indépendante qui a le devoir d'appliquer la loi. » Or, la TNT est née d'une loi, celle d'août 2000, il faudrait donc une nouvelle loi pour y mettre fin.

Enfin, le service public semble très avancé dans la mise en place de la TNT. La chaîne d'informations est prête, assure-t-on à France 2, et France 3 met la dernière main aux huit chaînes régionales. Le nouveau ministre ne pourra cependant pas faire abstraction de la conjoncture très défavorable pour la télévision numérique en Europe. Quelques jours avant son arrivée Rue de Valois, la chaîne numérique britannique ITV et sa consœur espagnole Quiero TV ont déposé leur bilan.

Bénédicte Mathieu

Les PME espèrent la réalisation des promesses électorales

Réduction du temps de travail, fiscalité et statut des salariés au menu du nouveau secrétaire d'Etat

À TOULOUSE, le 30 avril, Jacques Chirac a multiplié les signaux en direction des PME, des artisans et de leurs salariés. « On a laissé petit à petit se développer une situation sociale où il y a des travailleurs de deux catégories », a-t-il expliqué, en détaillant les écarts entre le salarié « favorisé » des grandes entreprises en matière de formation, de reclassement et de plans sociaux et celui de PME « qui ne sait pas ce qu'il va devenir ».

Si le fossé s'est creusé, c'est d'abord à propos de la réduction du temps de travail que les fédérations professionnelles, notamment la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME), attendent une révision de la réglementation. « Il est impératif que la loi s'assouplisse et que celui qui veut gagner plus puisse gagner plus », a ainsi déclaré Jacques Freidel, président de la CGPME, dès la nomination de Jean-Pierre Raffarin

à Matignon en reprenant quasiment mot pour mot les engagements de campagne du président de la République.

L'application des 35 heures dans les entreprises de moins de 20 salariés, en vigueur depuis le 1^{er} janvier, a déjà fait pourtant l'objet de mesures spécifiques. Un délai supplémentaire, jusqu'au 1^{er} janvier 2004, a été accordé tandis que le plafond des heures supplémentaires a été relevé, de 130 à 180 heures. Toutefois, l'application des 35 heures continue de susciter des controverses dans le transport routier ou l'hôtellerie.

ENGAGEMENTS PRIORITAIRES

Le nouveau gouvernement et le secrétaire d'Etat, Renaud Dutreil, devront donc se prononcer rapidement sur des mesures adoptées en extrême par l'équipe précédente. Les syndicats font valoir que l'aménagement du travail est une condition essentielle pour attirer des sala-

riés là où les pénuries de main-d'œuvre sont déjà perceptibles. Lors des négociations sur les 35 heures, l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH) avait revendiqué en contrepartie une baisse de la TVA sur la partie alimentaire, de 19,6 % à 5,5 %. Cette exigence figure parmi les engagements prioritaires de M. Chirac, « dès 2002 ». En matière fiscale, le président de la République s'est aussi prononcé pour des baisses d'impôts sur les sociétés et sur les charges salariales pour favoriser les créations et les transmissions d'entreprises.

Deux dossiers plus sensibles attendent le nouveau secrétaire d'Etat. A quelques jours de son départ, le 25 avril, Elisabeth Guigou, ex-ministre de l'emploi et de la solidarité, a étendu à l'ensemble des entreprises artisanales un accord signé par l'Union professionnelle de l'artisanat (UPA) et cinq

syndicats (CGT, CFDT, FO, CFE-CGC et CFTC). S'appliquant à 500 000 employeurs et 2 millions de salariés, il prévoit d'affecter une cotisation de 0,15 % sur les salaires au financement du dialogue social ainsi qu'à la formation. A quelques mois des élections prud'homales, cette disposition est combattue par la CGPME, proche du Medef, et certaines fédérations, comme celle du bâtiment, qui ont décidé de contester cet accord devant la justice.

Enfin, le gouvernement devra se prononcer sur l'avant-projet de loi concernant la sécurité dans les établissements à risques. Après la catastrophe d'AZF, ce texte envisageait de renforcer la réglementation concernant les relations entre les entreprises donneurs d'ordres, qui ont externalisé une partie de leur activité, et leurs sous-traitants, en majorité des PME.

Michel Delberghe

UNIVERSITE PARIS DAUPHINE

Grandes écoles, titulaires d'une maîtrise, cadres du secteur de l'assurance

le DESS Techniques de l'assurance et Management du risque

en partenariat avec 50 grandes entreprises du secteur de l'assurance, vous ouvre les portes du Risk management, de la gestion d'actifs, de l'actuariat, de l'audit, de la souscription ...

- Un corps professoral composé d'universitaires et de professionnels
- Une activité de recherche au sein du Centre de Recherche en Economie de l'Assurance
- Une formation ouverte aux salariés en activité

Pré-inscriptions du 29 avril au 21 juin

DESS 218 - www.dauphine.fr/dess.assurance
 Directeur : Professeur Jean-Hervé LORENZI
dess.assurance@dauphine.fr 01 44 05 43 16/47 62

La fronde des actionnaires minoritaires de Rhodia s'organise

Un éventuel gel par la justice des droits de vote d'Aventis, qui détient 25 % du capital du chimiste, permettrait aux autres actionnaires de faire entendre leur voix lors de l'assemblée du 21 mai

L'ASSEMBLÉE générale (AG) de Rhodia, prévue le mardi 21 mai, risque d'être houleuse. Certaines résolutions soumises à l'assemblée sont d'ores et déjà contestées et les actionnaires minoritaires comptent bien faire entendre leur voix.

L'Association pour la défense des actionnaires minoritaires (Adam) présidée par Colette Neuville, exige la mise sous séquestre judiciaire des 25 % que détient le groupe pharmaceutique Aventis dans Rhodia, dont les droits de vote pouvaient être utilisés à discrétion par le président de Rhodia, Jean-Pierre Tiroufflet. L'affaire devrait être jugée en référé au tribunal de grande instance de Strasbourg, mardi matin 14 mai.

Cette utilisation discrétionnaire des droits de vote est remise en cause par l'Adam, qui considère que « le pouvoir en blanc remis au président de Rhodia enlève le contrôle de la société à ses actionnaires et le con-

fére, de fait, à son conseil d'administration ». Car, s'il en était, le 21 mai, de même que lors des dernières AG, où environ 40 % seulement des actionnaires étaient présents ou représentés lors du vote, Jean-Pierre Tiroufflet s'assurait mécaniquement, avec ses 25 % de droits de vote, une confortable majorité. Si ces droits de vote sont gelés par le tribunal, les actionnaires minoritaires (64 % du capital est détenu par le public) deviendraient les véritables décisionnaires de l'avenir du groupe.

VISÉES SPÉCULATIVES

Ainsi, certaines résolutions pourraient être rejetées, notamment celles qui ont pour objet de mieux verrouiller le capital afin de décourager tout rachat ou alliance. Il s'agit notamment d'une résolution réduisant le nominal de l'action de 15 euros à 1 euro, d'une autre permettant de procéder à des augmen-

tations de capital, de celles mettant en place un programme de rachat d'actions jusqu'à 10 % du capital du groupe et d'un plan de stock-options pour les dirigeants concernant plus de 3 % du capital.

Les actionnaires présents depuis l'introduction en Bourse à 20 euros en juin 1998 ne peuvent qu'être mécontents d'un titre qui stagne aujourd'hui aux alentours de 12 euros. Au premier rang se trouve le financier Albert Frère, actionnaire à hauteur de 5,3 % par le biais de sa holding Bruxelles Lambert. Les derniers résultats de Rhodia, qui a annoncé une chute de 73 % de son profit net au premier trimestre 2002, après avoir bouclé son exercice 2001 dans le rouge (et qui traîne toujours une dette représentant 110 % de ses fonds propres), ne sont pas très encourageants.

Du coup, la rumeur court de l'entrée dans le capital de certains investisseurs aux visées spéculati-

ves tels Hugues de Lasteyrie ou Edouard Stern. Plusieurs auraient proposé un recentrage drastique de Rhodia (qui subit déjà une restructuration massive), en abandonnant une partie de ses nombreuses activités pour réduire l'endettement. Mais certains attendent surtout une offre de reprise, faisant fi de l'hostilité des administrateurs et des salariés à tout rapprochement. Le néerlandais DSM, éconduit fin 2001, dément vouloir revenir à la charge même si les cessions de ses activités de pétrochimie et gazière lui ont permis de constituer un trésor de guerre disponible de 2,4 milliards d'euros (soit environ 15 % de plus que la capitalisation actuelle de Rhodia). Les industriels se font rares, des financiers pourraient se présenter et Aventis qui veut se recentrer sur la pharmacie, pourrait être vendeur.

Gaëlle Macke

USAirways pourrait se déclarer en faillite

LA CINQUIÈME COMPAGNIE aérienne américaine, USAirways, lourdement endettée, négocie avec ses créanciers un plan de restructuration qui pourrait éventuellement la conduire à demander à bénéficier de la protection de la loi sur les faillites, selon un document remis aux autorités boursières (SEC).

« USAirways envisage qu'une restructuration du groupe soit soutenue par une assistance financière sous la forme de garanties de crédit fédérales », indique la compagnie dans ce document, qui est public. « Cependant, puisqu'il n'y a aucune garantie que USAirways puisse obtenir ces aides fédérales, elle reconnaît que pour assurer le succès d'une telle restructuration, elle doit aussi envisager de demander à bénéficier de la protection de la législation sur les faillites [article 11] », ajoute la compagnie. - (AFP)

DÉCROCHAGE

Action US Airways en dollars à New York



Source : Bloomberg

700 personnes manifestent à Fécamp pour sauver leur emploi

QUELQUE 700 personnes ont manifesté, samedi matin 11 mai, dans les rues de Fécamp (Seine-Maritime) pour exprimer leurs craintes face à l'avenir de trois entreprises locales où un total de 700 emplois sont menacés. Le cortège réunissait des salariés des Pêcheries de Fécamp, en liquidation judiciaire, qui emploient 380 salariés permanents et 100 saisonniers, de la sucrerie de Colleville, dont la fermeture est prévue pour début 2003, et de l'usine de tuyauterie Trouvay-Cauvin, en difficulté. Au premier rang de la manifestation figuraient les principaux élus de droite et de gauche de la ville, notamment le maire socialiste, Patrick Jeanne. Les élus et les syndicalistes craignent une forte augmentation du chômage dans cette ville.

INDUSTRIE

■ **TOYOTA : le constructeur automobile japonais** a annoncé, lundi 13 mai, un bénéfice courant en hausse de 14,5 %, à 1 113,52 milliards de yens (9,57 milliards d'euros) sur l'exercice 2001-2002, un record au Japon. Ces bons résultats ont été obtenus grâce à la baisse du yen et à la réduction de coûts.

■ **IG METALL : le syndicat allemand de la métallurgie** a étendu, lundi, sa grève à Berlin et au Brandebourg, durcissant un mouvement de revendications salariales qui a été lancé le 5 mai dans le Bade-Wurtemberg. Quelque 4 500 employés sont appelés à débrayer, lundi, dont ceux de DaimlerChrysler et Otis.

SERVICES

■ **WORLDCOM : l'agence de notation Standard & Poor's** a annoncé, vendredi 10 mai, avoir dégradé la dette de l'opérateur de télécommunications qui tombe dans la catégorie des obligations très risquées (« junk bond », littéralement « obligations pourries »), au lendemain d'une décision identique de Moody's et Fitch. L'action WorldCom a chuté de 21,39 % à la Bourse de New York.

■ **UNITED AIRLINES : les personnels au sol de United Airlines, deuxième compagnie aérienne américaine**, ont approuvé samedi, au vote, un nouvel accord salarial. Cet accord, qui prévoit la première augmentation de salaire pour ces employés depuis 1994, concerne 23 000 salariés chez United, et pourrait contribuer à son redressement, selon la direction.

■ **KINGFISHER : le groupe britannique de distribution est sur le point d'annoncer un accord de fusion** de trois milliards de livres (4,9 milliards d'euros) avec Castorama, en vue de préparer son recentrage sur le bricolage, indique le quotidien britannique *The Sunday Telegraph*, dimanche 12 mai.

■ **EXPAND : Christian Dutoit est pressenti pour prendre la présidence du pôle de production audiovisuelle** du Groupe Canal+, a annoncé, lundi 13 mai, la revue quotidienne *La lettre de l'audiovisuel*. Selon elle, l'ex directeur général d'i-télévision, chaîne d'information en continu de Canal+, se verrait chargé d'une mission « limitée dans le temps » pour réorganiser Expand.

FINANCE

■ **EXECUTIVE LIFE : le juge californien Howard Matz a débouté au civil, jeudi, l'action en justice de l'Etat de Californie** contre le Crédit lyonnais dans l'affaire du rachat de l'assureur américain Executive par la banque française en 1991, selon l'AFP. Cette décision ne met pas fin aux différentes actions judiciaires engagées aux Etats-Unis contre le Lyonnais, qui fait l'objet d'une enquête du département américain de la justice.

■ **SCH : la banque espagnole Santander Central Hispano (SCH)** a vendu sur le marché boursier espagnol l'essentiel de sa participation de 3,29 % dans la compagnie aérienne Iberia.

Bouygues vend son activité spécialisée dans les travaux parapétroliers

MÊME SI le groupe Bouygues respecte les formes en refusant de donner son avis avant la réunion de son conseil d'administration et celle du comité d'entreprise, prévues le 13 mai, la décision est prise : le groupe de BTP et de communication est décidé à vendre Bouygues Offshore à Saipem. Cette filiale du groupe pétrolier italien ENI propose 1 milliard d'euros pour la reprise de la société spécialisée dans les travaux parapétroliers, détenue par Bouygues à hauteur de 51 %.

« Nous n'avons pas besoin d'argent et nous ne pensions pas du tout vendre Bouygues Offshore. Les circonstances nous ont amenés à accepter cette proposition », déclare la porte-parole du groupe. Saipem ne voulait plus reconduire la joint-venture nouée avec Bouygues Offshore depuis sept ans : elle lui fournit des barges pour ses chantiers pétroliers dans le golfe de Guinée et celui du Mexique. Mais la filiale de l'ENI était prête à racheter son partenaire. Le groupe Bouygues s'est retrouvé devant une alternative sim-

ple : soit accepter la proposition de rachat, soit investir massivement dans sa filiale parapétrolière pour en faire un acteur autonome.

La réponse s'est vite imposée à la direction : trouvées en 1975, lors du rachat de l'entreprise Quille, les activités parapétrolières du groupe n'ont jamais été au cœur du groupe Bouygues. Même si elles continuent à apporter des savoir-faire sur certains chantiers très techniques, elles ne peuvent plus être une porte d'entrée à de grands marchés extérieurs, comme elles l'ont été à la fin des années 1970 auprès de quelques monarchies pétrolières.

DOGME REMIS EN CAUSE

Enfin, dans un secteur en pleine concentration, où la taille et les compétences techniques deviennent des critères déterminants pour les géants pétroliers, Bouygues Offshore courait à terme le risque d'être marginalisé s'il ne se trouvait pas appuyé par un groupe décidé à investir dans ce métier. Plutôt que de voir son

actif se déprécier, Bouygues a préféré le vendre à un moment où il a encore une réelle valeur.

Cette décision marque une rupture dans le groupe Bouygues. A l'exception de sa filiale Maisons Bouygues vendue en 1994 à la suite de l'effondrement du marché, il s'était, jusqu'alors, toujours refusé à toucher au périmètre historique de ses activités.

Depuis quelque temps, ce dogme semble être remis en cause. Après Bouygues Offshore, le groupe est décidé à céder « partiellement ou totalement » la Saur, sa filiale de services collectifs, où il estime, là aussi, ne pas avoir la taille requise. D'autres ventes suivront-elles ? Pour l'instant, la cession de Bouygues Offshore va lui permettre d'empocher 520 millions d'euros. Cet argent pourrait faciliter encore son renforcement dans Bouygues Telecom. Le groupe, qui possède 64 % de sa filiale téléphone mobile, souhaite accroître encore son contrôle.

Martine Orange

L'externalisation et ses problèmes sociaux

L'article L.122-12 sur le maintien du contrat de travail est utilisé diversement



EXPERTISE
Droit
du travail

CHIFFON ROUGE pour nombre de groupes, l'article L.122-12 du code du travail date de 1928, et a été repris par le droit communautaire en 1977. L'idée est simple : en cas de vente, de fusion ou tout simplement de succession, « les contrats de travail en cours subsistent entre le nouvel employeur et le personnel de l'entreprise ». Cette entorse à l'effet relatif des contrats a une double fonction : assurer la stabilité de l'emploi des salariés concernés, et permettre au repreneur de poursuivre l'activité car, en France, cette règle est d'ordre public. Le salarié français ne peut s'opposer à ce changement d'employeur, alors que, dans d'autres pays européens, soit il accepte le transfert, soit le vendeur le licencie.

Côté entreprises, l'effet repoussoir de ce transfert obligé dépend avant tout du droit local en matière de licenciement économique :

la législation française, très protectrice sur le fond mais surtout d'une redoutable complexité procédurale, a suscité nombre de fraudes en amont. Ne voulant pas commencer son règne par un plan social, le repreneur préfère parfois jouer les chevaliers blancs en sauvant une société en difficulté... les licenciements ayant déjà été effectués. Mais, comme l'a rappelé la Cour de cassation le 9 avril, « l'exigence du licenciement formulée par l'acquéreur ne saurait constituer pour le cédant une cause légitime de rupture ».

APPLICATION CONTESTÉE

Plus généralement, le licenciement préventif décidé pour éviter que le contrat ne soit « en cours » au jour du transfert est « privé d'effet : le salarié peut donc, à son choix, demander au repreneur la poursuite du contrat de travail, ou demander la réparation du préjudice qu'il a subi » (chambre sociale de la Cour de cassation, 20 mars 2002). Bref, exiger en justice sa réintégration auprès du nouvel employeur, ou une indemnisation au vendeur. Cet

arrêt remet en cause le caractère automatique et impératif du transfert et semble donc évoluer vers la jurisprudence allemande et communautaire. Mais alors que syndicats et délégués se battaient pour faire appliquer l'article L.122-12, leur combat judiciaire vise parfois à contester son application lorsqu'il s'agit d'externaliser des salariés à problèmes.

Instrumentalisé, l'article L.122-12 ne sert donc plus toujours à maintenir le contrat de travail à l'occasion d'un transfert : ce maintien automatique permet d'externaliser non plus une activité, mais un personnel jugé soit trop coûteux, soit à problème, car en voie de licenciement. La Cour de cassation a tenté de réagir par l'arrêt du 18 juillet 2000 : l'article L.122-12 n'est applicable qu'à l'occasion du transfert « d'un ensemble organisé de personnes et de moyens corporels et incorporels permettant l'exercice d'une activité qui poursuit un objectif propre » (chambre sociale, 9 octobre 2001), définition plus stricte que celle de la directive du 12 mars 2001. Les

entreprises cédant, par exemple, un seul de leurs services à un sous-traitant risquent de voir le juge, un an après, décider que l'article L.122-12 n'était pas applicable, avec des conséquences difficilement gérables : 1/ Demande de retour des salariés transférés, avec éventuel rattrapage des avantages dont le transfert les avait privés. 2/ Leurs postes ayant été entre-temps supprimés, il faudra cette fois construire un plan social. 3/ Ce changement d'employeur constituant une modification du contrat, les (meilleurs) salariés pourraient prendre acte de la rupture, se considérant comme licenciés à la date du transfert.

Jean-Emmanuel Ray,
professeur de droit
à l'université Paris-I

REPRODUCTION INTERDITE

EMPLOI

OFFRES

Ecole active bilingue
Jeannine Manuel,
rech. pour sept. 2002

PROFESSEUR

SVT (en français), classes
de lycée, 12 à 15 heures.
Envoyer CV,
70, rue du Théâtre,
75015 Paris.

Le lycée français SAINT-MICHEL à ISTANBUL
recherche pour la rentrée scolaire de septembre 2002
deux enseignants de MATHÉMATIQUES certifiés, ou non titulaires.
Adresser CV + copie de la licence de mathématiques ainsi qu'un « état des services » attestant d'au moins deux années d'enseignement, par fax au 00-90-212-246-13-80 ou e-mail : stmichel@superonline.com

Offre individuelle de compétences

Cadre dirigeant 20 ans d'expérience
BUSINESS PME MARKETING
OPÉRATIONNEL MANAGEMENT DE PROJETS
Gestion - Informatique - NTIC
(disponibilité juin - mobilité Francophone)
CV détaillé sur : <http://site.voila.fr/ricazoulay>
Gsm : 06.07.06.54.58

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe afin que l'on puisse transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

INFOGREFFE

L'information légale sur les entreprises

(Kbis, bilans, états d'endettement...)

• PAR MINITEL 08 36 29 11 11 0.02€ + 1.39€ TTC/mn

• PAR INTERNET www.infogreffe.fr*

• PAR TÉLÉPHONE 0 892 700 700* 0.34€ TTC/mn

* Règlement par carte bancaire (sauf abonnés)

Tom Glocer adopte une méthode musclée pour redresser Reuters

Le directeur général a du mal à métamorphoser l'agence d'informations financières malgré 1 800 suppressions d'emplois

LONDRES

de notre correspondant à la City
Un « coupeur de têtes », est-ce suffisant pour sortir le groupe britannique d'information et de ser-

■ PORTRAIT

Personne ne réussit à le faire changer d'avis quand il estime avoir raison

vices financiers Reuters de l'ornière ? Voici le directeur général du numéro un mondial de l'information financière, Tom Glocer, à l'heure de vérité. Derrière lui, une course d'obstacles : 1 800 licenciements, soit 10 % de la main-d'œuvre, une restructuration au scalpel, le recentrage sur le métier d'origine, un zèle puritain de « sabreur » dans les dépenses. Tout ceci pour finir aujourd'hui avec une action au plus bas, la première réduction du dividende depuis l'introduction en Bourse, une baisse draconienne des profits provoquée par la perte de vitesse des marchés financiers et avec l'hémorragie que constitue sa société de courtage électronique Instinet. Plus que jamais, Reuters se cherche.

« Pour le dire avec tact, Reuters n'a pas toujours été une société musclée, reconnaît Tom Glocer, 42 ans. Il faut sacrifier le gras. Mais pour changer une compagnie comme celle-ci, il faut du temps. » A sa prise de fonction, en juillet 2001, l'agence a tout de suite senti que quelque chose avait changé. Certes, l'expérience financière de ce brillant diplômé de droit de l'université de Yale, était des plus limitée pour diriger une entreprise qui tire 90 % de ses revenus des services de courtage. Comble de l'horreur, cet ancien responsable de Reuters America Inc. était le premier dirigeant de la société, réputée dans le monde entier pour son fil d'informations générales, à ne pas être journaliste. Mais M. Glocer arrivait dans cette vénérable maison avec le caractère d'acier d'un manager américain volontaire que personne ne réussit à faire changer d'avis quand il estime avoir raison. Ambiance...

Quatre grands marchés

- **Chiffre d'affaires 2001 :** 3,9 milliards de livres (6,5 milliards d'euros) (3,59 milliards en 2000).
- **Bénéfices avant impôts :** 168 millions de livres (657 millions en 2000).
- **Nombre d'employés :** 19 000.
- **Nombre de journalistes :** 2 500.

Le plan de bataille de Tom Glocer est simple : créer une structure tournée davantage vers le client, composée de quatre branches (banque d'investissement, taux et change, gestion d'actifs, entreprises et médias). D'emblée, le directeur général manie la machette pour faire des économies. Adieu les premières classes, les limousines, les palaces : « *Tom the Knife* » (Tom le Couteau) taille dans le superflu. Pour casser les baronnies, il impose un mode de direction vertical. Ceux qui, au sein de l'ancienne équipe, se dressent sur son passage sont balayés. Une kyrielle de sociétés de diversification lancées dans la foulée de l'explosion des start-up de l'Internet sont vendues. Quatre centres - Londres, Sydney, Genève, St. Louis - ouverts à toute heure du jour et de la nuit, remplacent les bureaux d'assistance technique installés dans chaque pays d'opération. Les paiements aux fournisseurs sont centralisés à Amsterdam. La filiale Instinet, un boulet financier, est restructurée en préparation d'une éventuelle cession. L'agence d'informations financières américaine Bridges, que M. Glocer a rachetée au bord de la faillite, est renflouée par l'apport des avoirs de Reuters Etats-Unis.

« RIEN DE GLAMOUR »

Le juriste new-yorkais pointilleux, fasciné de technologie, entend ainsi recentrer ce qui est devenu une nébuleuse de compagnies hétéroclites sur le métier de départ, l'information financière : « *Nous ne sommes pas dans l'industrie du luxe. Le secteur dans lequel opère Reuters n'a rien de glamour. Ce qui compte, c'est la technologie, le client. Mon objectif est de faire moins de choses, mais mieux.* »

De sa réussite professionnelle, Tom Glocer n'affiche aucun des signes extérieurs. L'atmosphère froide de son bureau moderniste où il n'a apporté aucun objet personnel contraste avec le brouhaha des salles de change et d'arbitrage où Reuters règne en maître et rythme la vie des courtiers. Comme si cette absence de chaleur n'était faite que pour se protéger et masquer une ambition difficilement avouée. Les journalistes de Reuters, lit-on, se sentent les laissés-pour-compte de la course à la



CHRIS HELGREN/REUTERS

création de valeur ? « *Le fil d'information est le métier historique de Reuters, qui est rentable uniquement parce que nous avons rentabilisé notre infrastructure. Les nouvelles font bouger les marchés. Ce n'est pas comme la monarchie britannique, qu'on préserve pour attirer les touristes. L'actualité est au cœur de notre activité* », explique ce manager extraverti. La concurrence, il n'en a cure, toujours sûr de lui. Bloomberg ? « *Le grain de sable... pas dans la même ligue que nous.* » L'Agence France-Presse ? « *Un statut hybride... mais du bon travail sur la photo.* »

En interne, on critique volontiers les nouvelles lourdeurs du processus de décision et l'arrogance d'un cercle de conseillers, américains de préférence, imbus de leur autorité et qui ont du mal à déléguer. L'autre point faible est la concentration de toutes les décisions, même les plus futiles, au sein du « *GOC* » (group operating committee), cénacle opérationnel sûr et dévoué.

Tom Glocer a un leitmotiv : l'Internet, tremplin du développement de Reuters qui entend être présent sur toutes les technologies utilisant le Web. Reste que pour les chroniqueurs financiers, Reuters se concentre trop sur la haute technologie, pas assez sur le contenu (textes, télé, photos, graphiques...), son point fort. Enfin, la multiplication des produits disponibles crée souvent des problèmes d'indépendance.

En dépit des mauvais résultats, le « *Boss* » est devenu l'un des chouchous de la City. « *Sa démarche est la bonne*, explique Patrick Wellington, expert médias de SSSB, qui se déclare impressionné par le style Glocer. *Il a hérité d'une entreprise assoupie plombée par des coûts considérables et obnubilée par les prouesses technologiques.* » Depuis sa prise de commandement, le directeur général a prouvé qu'il savait décider et faire front. Maintenant, il va devoir montrer qu'il est aussi un visionnaire qui sait innover et imaginer.

Marc Roche

« Le Télégramme de Brest » mise plus sur l'investigation pour contrer « Ouest-France »

NANTES

de notre correspondant
Le *Télégramme de Brest* et de l'Ouest a adopté un nouveau format, tabloïd, le 20 mars. Le quotidien breton jouait gros avec ce changement. La légère érosion de ses ventes (187 483 exemplaires de diffusion France payée en 2001, en baisse de 0,66 % par rapport à 2000), les millions d'euros engloutis sur Internet, le lancement raté de *L'Hebdo de Nantes* et le décès, en novembre 2001, de Jean-Pierre Coudurier, figure tutélaire de l'entreprise, ne laissent guère droit à l'erreur sur le navire amiral de ce petit groupe de presse indépendant basé à Morlaix, dans le Finistère.

C'est dans ce département qu'on lit le plus de quotidiens en France. Le *Télégramme* y détient 73 % de parts de marché face à *Ouest-France*. Dans les Côtes-d'Armor et le Morbihan, il est nettement minoritaire mais progresse, malgré la puissance de son concurrent rennais. Avec la nouvelle formule, qui a nécessité un investissement de 30,5 millions d'euros pour changer de rotatives et de système informatique, « les ventes au numéro sont en hausse de 5 % à 10 %, selon les zones de diffusion », affirme

Edouard Coudurier, le PDG, qui « espère franchir durablement la barre psychologique des 200 000 exemplaires ».

A 40 ans, installé par son père à la direction générale en 1996, Edouard Coudurier doit asseoir sa légitimité à la tête de l'entreprise. Son père, un patron de presse sévère, passionné et discret - chiracien notoire et républicain intransigeant face aux autonomistes bretons qui avaient mis la main, pendant la guerre, sur le journal que dirigeait alors son propre père -, avait parié sur l'innovation technique, l'information de proximité et le portage à domicile.

REFONTE ÉDITORIALE

Aujourd'hui, Edouard Coudurier compte s'inscrire aussi dans cette tradition d'émancipation vis-à-vis des puissances locales. « *Nous avons été les premiers à enquêter sur la pollution de l'eau en Bretagne et sur les lobbies agricoles. Nous avons sorti des informations sur le port-avions Charles-de-Gaulle qui ont rompu notre concubinage avec la marine nationale, sur les pertes de Vincent Bolloré dans l'affaire Delmas alors que toute la presse économique l'encensait, dénoncé les déri-*

ves des autonomistes », explique Hubert Coudurier, frère d'Edouard, directeur de l'information, qui partage son temps entre Paris et Morlaix. « *Nous avons subi des pressions, y compris physiques, mais cela ne nous a pas empêchés de nous engager* », confirme Marcel Quiviger, l'un des deux rédacteurs en chef.

« *Nous avons désormais chaque jour une enquête d'ouverture, nationale, régionale ou locale, qui fait appel à toutes les ressources du journalisme. Nous n'oublions pas pour autant nos fondamentaux, la proximité et la rigueur* », témoigne M. Quiviger. Il est allé chercher le modèle chez les quotidiens régionaux espagnols, portugais ou allemands, « *moins empêtrés que nous dans leur passé et sans complexes sur l'information locale, nationale ou internationale.* »

En 2001, le groupe *Télégramme* a réalisé un chiffre d'affaires de 96 millions d'euros, dont 76,2 pour le quotidien. Les 762 000 euros de bénéfices dégagés par celui-ci ont été effacés par les pertes des filiales déficitaires. Le capital reste contrôlé par la famille Coudurier et ses alliés.

Dominique Luneau

La diffusion de la presse s'est révélée « assez stable » en 2001

Les quotidiens généralistes ont bénéficié d'une forte actualité

LA PRESSE a connu une diffusion globale en France « assez stable » en 2001, révèle l'enquête annuelle de Diffusion Contrôle (l'ex-Office de justification de diffusion, qui vérifie la diffusion de la presse française). Cet équilibre général des ventes a permis à la presse de mieux supporter la relative crise des investissements publicitaires, mais il dissimule d'importantes disparités selon les secteurs.

La presse quotidienne nationale se révèle plutôt une bonne élève. L'actualité exceptionnelle qu'ont constituée les attentats aux Etats-Unis et les affrontements en Afghanistan a permis aux titres généralistes de connaître des tirages historiques sur certaines périodes. Avec une diffusion quotidienne France payée de 358 977 exemplaires (+ 3,03 % par rapport à 2000), *Le Monde* prend ses distances avec *Le Figaro* (352 651 exemplaires de diffusion France payée, + 1,16 %) et conforte sa deuxième place après *L'Equipe*. Comme à chaque année impaire, qui ne comporte ni Coupe du monde ni Jeux olympiques, le quotidien sportif du groupe Amaury est en recul (- 6,98 %, à 359 598 exemplaires de diffusion France payée). Selon le critère de diffusion totale payée, qui inclut les numéros vendus à l'étranger, *Le Monde* reste le premier quotidien national (405 982 exemplaires), loin devant *L'Equipe* (370 661 exemplaires) et les autres titres, peu achetés hors de l'Hexagone.

Derrière ce trio, les chiffres à la hausse de *Libération* (+ 1,53 %, 163 084 exemplaires) de diffusion France payée), *Aujourd'hui en France* (une nouvelle fois la plus forte croissance avec + 10,86 %, à 143 786 exemplaires) et *La Croix* (+ 1,49 %, 86 534 exemplaires) témoignent aussi de la puissance de

BAISSE DE 18 941 EXEMPLAIRES

Quotidiens nationaux	En exemplaires	
	Diffusion Fr. payée 2001	Evol. 01/00
<i>L'Equipe</i>	359 598	- 6,98
<i>Le Monde</i>	358 977	+ 3,03
<i>Le Figaro</i>	352 651	+ 1,16
<i>Libération</i>	163 084	+ 1,53
<i>Aujourd'hui en France</i>	143 786	+ 10,86
<i>Les Echos</i>	124 342	- 0,84
<i>France Soir</i>	99 335	- 13,81
<i>La Croix</i>	86 534	+ 1,49
<i>La Tribune</i>	86 073	- 3,74
<i>L'Humanité</i>	46 862	- 6,14
<i>Int. Herald Tribune</i>	29 859	- 3,07

Source : Diffusion contrôle, 2001, chiffres « Déclaration sur l'honneur », hors Paris Turf

« l'effet 11 septembre » sur les ventes. Seuls *France Soir* (- 13,81 %, 99 335 exemplaires) et *L'Humanité* (- 6,14 %, 46 862 exemplaires) ne sont pas parvenus à enrayer leur chute, embourbés l'un et l'autre dans des problèmes financiers.

Moins directement concernés par l'actualité politique, les quotidiens économiques *Les Echos* (- 0,84 %, 124 342 exemplaires) et *La Tribune* (- 3,74 %, 86 073 exemplaires) connaissent leur première baisse depuis des lustres. Un événement auquel la forte crise observée en 2001 sur les marchés boursiers, de New York à Tokyo en passant par Paris, n'est sans doute pas étrangère.

Le bilan de la presse locale est moins morose que les années précédentes. Même si les chiffres restent dérisoires, le glissement des lecteurs de la presse quotidienne vers la presse hebdomadaire se poursuit

doucement : deux hebdomadaires régionaux sur trois ont enregistré des ventes à la hausse contre un quotidien régional sur deux.

LES MAGAZINES SE PORTENT BIEN

Parmi les poids lourds régionaux, *Ouest-France* se maintient : les ventes du premier quotidien du pays ont crû de 0,79 % (773 478 exemplaires de diffusion France payée). De même pour *Le Parisien*, dont les résultats sont pour la première fois présentés parmi les quotidiens régionaux, et qui a enregistré une hausse de 1,79 % (361 663 exemplaires). Une performance : avec la décision du groupe Amaury de quitter le système de distribution des Nouvelles messageries de la presse parisienne, la sortie des titres du groupe a souvent été perturbée par le Livre-CGT. A l'inverse, les chiffres de *La Voix du Nord* reculent de 0,23 % (319 635 exemplaires), comme ceux des *Dernières nouvelles d'Alsace* (- 0,36 %, 201 094 exemplaires).

Enfin, la presse magazine se porte plutôt bien, à l'image des news-magazines. *Courrier international* a connu une envolée de 21,09 % (135 746 exemplaires de diffusion France payée). *Le Point* et sa nouvelle formule dirigée par Franz-Olivier Giesbert (+ 8,74 %, 329 073 exemplaires), *Le Nouvel Observateur* (+ 8,32 %, 509 838 exemplaires) ou *L'Express* (+ 1,43 %, 429 314 exemplaires) présentent des chiffres largement en hausse. Certains magazines économiques ont toutefois souffert, à l'image des quotidiens financiers : *Newbiz* a par exemple vu ses ventes reculer de 14,82 % (62 772 exemplaires) et *La Vie financière* de 20,24 % (102 298 exemplaires).

José Barroso

**COMPTE-RENDU DE
L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 7 MAI 2002**

147 000 COLLABORATEURS

- **HÔTELLERIE**
- 9 700 hôtels
- 415 000 chambres
- 90 pays
- Sofitel, Movenpick, Mercure, Sunhotels, Thalassa, Corinn, the City Hotel, Formule 1, Motel 6, Best West
- accorhotels.com

Résultats annuels 2001 :
confirmation d'une forte capacité de résistance

En 2001, dans un contexte difficile, Accor a enregistré une progression de son résultat net de 6,0% à € 474 millions. **Le bénéfice net par action a augmenté de 5,3%**

L'Assemblée Générale a approuvé le versement d'un **dividende net de € 1,05** (€ 1,575 avec avoir fiscal), **en hausse de 5,0%**. Le taux de distribution du bénéfice est de 44,0% et le rendement global du dividende est de 3,9%. **Le versement aura lieu le 3 juin 2002.**

- **SERVICES**
- 13 millions de consommateurs
- 37 pays
- Ticket Restaurant, Econo Hot, People Line, Incubus Net
- accorservices.com

Stratégie à long terme de croissance et de rentabilité

La stratégie développée par Accor depuis de nombreuses années s'appuie sur :

- l'existence d'équilibres fondamentaux aussi bien en termes géographiques qu'en termes complémentaires d'activités et de modes de gestion
- une politique financière privilégiée à rentabilité des capitaux employés et à progression du bénéfice net par action
- le programme systématique de développement :
 - dans l'hôtellerie, avec un rythme d'ouverture de 25 000 chambres par an hors acquisition et,
 - dans les services, avec l'extension des produits traditionnels (Ticket Restaurant et Alimentation), la conquête de nouveaux pays émergents et le renforcement en puissance d'une nouvelle offre « ressources humaines » favorisant le bien-être des collaborateurs et la productivité d'entreprises,
 - la mise sur un pied d'égalité des exigences des clients, des collaborateurs et des actionnaires

Retrouvez les informations sur l'Accor dans les pages 104 et 105 de ce numéro ou sur www.accor.com/finance

Service Relations Investisseurs 0 811 01 02 03 (hors heures ouvrables)

La Coupe du monde de football de l'économie asiatique

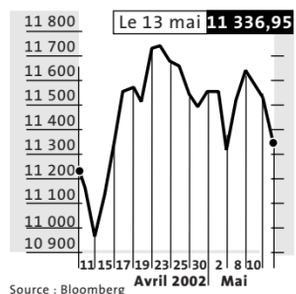
LA COUPE du monde de football, qui se tient en Corée et au Japon en juin, donnera-t-elle un coup de fouet aux marchés financiers des deux pays hôtes ? Selon une étude de HSBC Securities Japan, citée par le quotidien *Nikkei*, les six nations industrialisées qui ont accueilli la Coupe du monde lors des quarante dernières années ont vu grimper leur index boursier dans les mois précédant l'événement. Or, depuis décembre, le Nikkei est en hausse d'environ 10 %, tandis que le KOSPI, l'indice phare de la Bourse de Séoul, a augmenté de plus de 30 %. Selon HSBC Securities, sur les 31 grandes sociétés japonaises le plus susceptibles de bénéficier des retombées de la Coupe du monde, 20 ont vu leurs actions monter. C'est le cas de JVC, sponsor officiel de

l'événement, dont l'action a grimpé de 95 % depuis janvier. L'impact de la Coupe du monde sur l'économie donne lieu à toutes les spéculations. Selon une étude du Dentsu Institute for Human Studies, elle pourrait générer l'équivalent de plus d'un demi-point de PIB en dépenses supplémentaires. « Si le Japon se met à gagner, il y aura un phénomène de masse comme le Japon en connaît, et on aura un impact réel sur la consommation », explique l'étude.

En attendant, le Nikkei semble surtout préoccupé par l'économie américaine. Les analystes citent l'impact négatif du ralentissement qui se dessine outre-Pacifique. La Bourse nipponne réagit toutefois sans trop de surprises aux résultats des entreprises pour l'année fiscale 2001, malgré le jeu de massacre à l'oeuvre dans le secteur des nouvelles technologies. Vendredi, c'était au tour de Softbank, le conglomérat de l'Internet, d'annoncer 772 millions d'euros de pertes nettes. Le groupe chercherait à céder ses 48,87 % dans Aozora Bank, l'ancienne Nippon Credit Bank rachetée au plus haut de la bulle Internet. La banque pourrait passer sous contrôle étranger. Meilleurs pour le moral, les résultats de Toyota, qui seront annoncés après la clôture du Nikkei, devraient atteindre 9 milliards d'euros de bénéfices bruts, un niveau record.

INDICE NIKKEI

En points, à Tokyo



Source : Bloomberg

Brice Pedroletti

Les groupes américains continuent de dominer le capitalisme

CHRONIQUE DES MARCHÉS

LES 6 PREMIÈRES CAPITALISATIONS MONDIALES

Valeurs de marché en milliards de dollars (cours du 28/03/02)

General Electric	372,08 (US)
Microsoft	326,64 (US)
Exxon Mobil	299,82 (US)
Wal-Mart	273,22 (US)
Citigroup	255,30 (US)
Pfizer	249,02 (US)

Source : Financial Times

pétroliers britannique BP (201 milliards de dollars au 28 mars) et anglo-néerlandais Royal Dutch/Shell (190 milliards). Sur les 20 premiers, quatre n'ont pas leur siège aux Etats-Unis.

LA PLACE DE LA FRANCE

La première entreprise française est un groupe pétrolier : TotalFinaElf (109 milliards de dollars), en 25^e position (huit places de mieux que dans le palmarès 2001). Le groupe est suivi par Aventis (pharmacie) au 65^e rang (55 milliards), puis L'Oréal (72^e rang, 50 milliards), le pharmacien Sanofi Synthelabo (77^e rang, 47 milliards), la banque BNP Paribas (87^e rang, 45 milliards) et par Vivendi Universal (94^e rang, 43 milliards). Six entreprises françaises font partie du top 100 et 28 du top 500.

La France se classe au quatrième rang, derrière les Etats-Unis, le Japon et le Royaume-Uni. Le Japon conserve, malgré ses difficultés, 50 entreprises dans le top 500, dont cinq parmi les 100 premières (NTT DoCoMo, Toyota Motors, NTT, Sony et Honda Motors). La Grande-Bretagne compte 41 entreprises dans les 500 premières

dont 11 parmi les 100 plus grandes (BP, Glaxo-SmithKline, Vodafone, HSBC Holdings, AstraZeneca, Royal Bank of Scotland, Shell, Lloyds TSB, Barclays, Diageo et HBOS).

Derrière la France, l'Allemagne a 21 entreprises dans les 500 premières (dont sept - Deutsche Telekom, Allianz, Siemens, SAP, DaimlerChrysler, Munich Re et Deutsche Bank - parmi les 100 premières). Les Pays-Bas comptent 15 sociétés (dont trois, Royal Dutch/Shell, ING et Philips Electronic, parmi les 100 premières), l'Italie est à onze (avec ENI, Telecom Italia et Telecom Italia Mobile dans le top 100), l'Espagne à six (avec une seule, Telefonica, dans les 100 premières). La Suisse s'en tire avec honneur avec douze sociétés parmi les 500, dont cinq parmi les 100 premières (Novartis, Nestlé, Roche, UBS et Credit suisse). Nouveauté en 2002, la Russie fait une percée dans le top 500 avec quatre sociétés : Yukos, Gazprom, Surgutneftegaz et Lukoil.

BANQUE ET PHARMACIE VALORISÉES

Aucune grande opération de fusion et acquisition n'est venue marquer le classement 2002. Celui-ci ne fait plus ressortir de frontière nette entre la nouvelle économie et la vieille économie. Alors que, entre 2001 et 2000, le retour de l'ancienne économie et son triomphe sur la nouvelle avaient été consacrés, les évolutions sont moins tranchées en 2002. Certaines valeurs technologiques, comme Microsoft ou IBM, tirent leur épingle du jeu, tandis que d'autres, comme Cisco, régressent. Ce sont surtout les télécommunications qui marquent un fort recul. Pour le FT, les deux secteurs qui sont les mieux valorisés sont les banques et les groupes de pharmacie et de biotechnologie.

Sophie Fay

LES BOURSES DANS LE MONDE 13/5, 9h59

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER
UNION EUROPÉENNE						
ALLEMAGNE	DAX Index	4867,68 13/5	-0,08	5467,31 19/3	4706,00 20/2	24,00
	Euro Neu Markt Price IX	854,56 13/5	-0,33	1212,43 4/1	805,33 7/5	
AUTRICHE	Austria traded	1334,60 13/5	-0,67	1368,18 2/5	1109,88 9/1	14,30
BELGIQUE	Bel 20	2840,78 13/5	0,02	2906,75 24/4	2609,61 15/1	13,90
DANEMARK	Horsens Bnex	263,83 13/5	-0,16	280,92 26/3	248,52 25/4	
ESPAGNE	Ibex 35	7912,70 13/5	0,20	8608,50 4/1	7628,00 22/2	18,40
FINLANDE	Hex General	6612,37 13/5	-1,72	9224,38 4/1	6427,45 7/5	16,50
FRANCE	CAC 40	4310,90 13/5	-0,44	4720,04 4/1	4210,29 20/2	20,00
	Mid CAC	2135,61 10/5	0,54	2176,89 2/4	1929,16 2/1	15,20
	SBF 120	3019,58 13/5	-0,44	3263,90 28/3	2924,73 20/2	20,00
	SBF 250	2883,83 10/5	-1,07	3081,89 28/3	2782,54 20/2	19,90
	Indice second marché	2561,63 10/5	0,31	2566,46 9/5	2287,72 2/1	15,20
	Indice nouveau marché	953,00 13/5	0,05	1175,41 7/1	920,65 7/5	
GRÈCE	ASE General	2320,81 13/5	0,90	2655,07 3/1	2160,28 16/4	15,20
IRLANDE	Irish Overall	5275,11 13/5	0,60	6085,02 18/1	4611,79 20/3	12,70
ITALIE	Milan Mib 30	30675,00 13/5	-0,38	33548,00 17/4	29542,00 20/2	19,90
LUXEMBOURG	Lux Index	1115,78 10/5	0,74	1169,47 14/1	821,61 30/4	
PAYS BAS	Amster. Exc. Index	488,03 13/5	-0,51	531,45 18/4	475,19 22/2	17,00
PORTUGAL	PSI 20	7225,48 13/5	-0,68	7998,50 4/1	7117,02 7/5	17,20

EUROPE Lundi 13 mai 9h59

INDICES	Indice	% var.
SECTEURS EURO STOXX		
AUTO STOX 50	3451,19	-0,40
AUTOMOBILE	237,95	-0,34
BANQUES	292,92	-0,10
PRODUIT DE BASE	208,65	-0,19
CHIMIE	354,58	-0,04
TÉLÉCOMMUNICATIONS	341,38	-0,66
CONSTRUCTION	241,88	-0,09
CONSOMMATION CYCLIQUE	129,88	-0,93
PHARMACIE	459,73	-0,42
ÉNERGIE	344,59	-0,09
SERVICES FINANCIERS	227,48	-0,03
ALIMENTATION ET BOISSON	250,61	-0,36
BIENS D'ÉQUIPEMENT	357,08	-0,30
ASSURANCES	304,83	-0,18
MÉDIAS	235,84	-1,40
BIENS DE CONSOMMATION	266,17	-0,28
COMMERCE ET DISTRIBUTION	369,89	-0,23
HAUTE TECHNOLOGIE	369,89	-1,62
SERVICES COLLECTIFS	290,52	-0,31

LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX	Code	Cours	% var.
ABN AMRO HOLDING	NL	20,55	-0,24
AEGION NV	NL	24,70	-0,20
AIR LIQUIDE	FR	165,60	0,36
ALCATEL A	FR	12,67	-1,02
ALLIANZ N	AL	251,81	-0,29
AVENTIS	FR	75,45	-0,07
AXA	FR	22,44	-0,21
BASF AG	AL	46,85	-0,49
BAYER	AL	35,61	-0,53
BAYR.HYP.U.VERBK	AL	37,97	0,80
BBVA	ES	13,33	-0,15
BNP PARIBAS	FR	58,75	-0,51
BSCH	ES	9,94	-0,20
CARREFOUR	FR	47,83	-0,69
DAIMLERCHRYSLER N	AL	52,05	-0,55

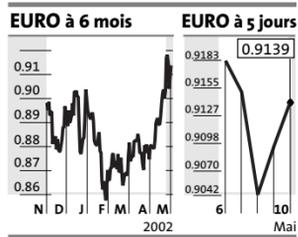
DANONE	FR	144,10	-0,41
DEUTSCHE BANK AG	AL	12,16	-0,04
DEUTSCHE TELEKOM	AL	12,26	-0,65
E.ON	AL	56,06	-0,05
ENDESA	ES	16,94	1,07
ENEL	IT	6,44	-0,47
NET SPA	IT	16,13	-0,49
FORTIS	BE	25,18	-0,08
FRANCE TELECOM	FR	20,25	-1,46
GENERALI ASS.	IT	26,09	-0,38
ING GROEP CVA	NL	27,27	-0,11
KONINKLIJKE AHOLD	NL	23,99	-0,54
L'OREAL	FR	82,20	-0,78
LVMH	FR	58,05	-0,43
MUENCHENER RUECKV	AL	265,86	-0,51
NOKIA OYJ	FI	16,58	-3,27
PINAULT PRINTEMPS	FR	121,70	-0,41
REPSOL YPF	ES	12,83	-1,26
ROY.PHILIPS ELECTR.	NL	32,35	-2,09
ROYAL DUTCH PETROL	NL	59,55	-0,42
RWE	AL	41,00	-0,15
SAINT GOBAIN	FR	192,10	-0,31
SANOFI-SYNTHELABO	FR	67,30	-0,37
SANPAOLO IMI	IT	11,78	-0,25
SIEMENS	AL	66,02	-0,75
SOCIETE GENERALE A	FR	78,35	0,00
SUEZ	FR	31,94	-0,60
TELECOM ITALIA	IT	8,62	-0,35
TELEFONICA	ES	10,71	-0,83
TIFM	IT	4,65	-0,43
TOTAL FINA ELF	FR	167,90	-0,24
UNICREDITO ITALIAN	IT	4,99	-0,20
UNILEVER CVA	NL	70,35	-0,50
VIVENDI UNIVERSAL	FR	30,05	-0,17
VOLKSWAGEN	AL	54,78	-0,40
ZONE EURO - FR (France), AL (Allemagne), ES (Espagne), IT (Italie), PT (Portugal), IR (Irlande), LU (Luxembourg), NL (Pays-Bas), AT (Autriche), FI (Finlande), BE (Belgique), GR (Grèce).			
HORS ZONE EURO - CH (Suisse), NO (Norvège), SE (Suède), RU (Royaume-Uni), DK (Danemark).			

MARCHÉ DES CHANGES 13/5, 9h59

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
NEW YORK (\$)		0,78520	0,91625	1,46470	0,62985
TOKYO (¥)	127,37500		116,69000	186,54420	80,21665
PARIS (€)	1,09140	0,85695		1,59865	0,68740
LONDRES (£)	0,68270	0,53605	0,62565		0,43000
ZURICH (FR. S.)	1,58770	1,24655	1,45455	2,32555	

COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
COURONNE DANOISE	7,4355	7,4365
COURONNE NORVÈGE	7,5590	7,5620
COURONNE SUÉDOISE	9,3590	9,3610
COURONNE TCHÉQUE	30,3791	30,8540
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6720	1,6730
DOLLAR CANADIEN	1,4254	1,4262
DOLLAR HONGKONG	7,1434	7,1484
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,0079	2,0112
FORINT HONGROIS	243,8758	244,6963
LEU ROUMAIN	30421,0000	30481,0000
ROUBLE	28,6424	28,6672



Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER
ROYAUME UNI	FTSE 100 index	5161,30 13/5	-0,19	5362,29 4/1	5015,50 20/2	17,60
	FTSE techMark 100 index	1030,60 13/5	-0,64	1569,61 4/1	1034,47 10/5	107,50
SUÈDE	OMX	697,28 13/5	-0,62	878,88 4/1	680,85 25/4	23,10
EUROPE						
HONGRIE	Bux	8840,06 10/5	1,18	9019,42 7/5	7052,97 3/1	
ISLANDE	ICEX 15	1291,73 10/5	0,09	1413,85 21/3	1142,61 7/1	
POLOGNE	WSE Wig index	14931,81 10/5	0,41	16423,34 25/1	13842,30 2/1	196,00
TCHÉQUIE	Exchange PX 50	476,10 13/5	-0,69	479,39 10/5	384,60 2/1	
RUSSIE	RTS	381,39 8/5	2,26	393,94 26/4	267,70 3/1	
SUISSE	Swiss market	6508,60 13/5	-0,38	6723,10 18/4	6059,10 6/2	18,50
TURQUIE	National 100	11498,21 13/5	-1,21	15071,83 8/1	10443,80 18/3	10,50
AMÉRIQUES						
ARGENTINE	Merval	387,54 10/5	-0,79	471,33 6/2	323,69 2/1	
BRESIL	Bovespa	12130,14 10/5	0,23	14495,28 18/3	11943,92 10/5	8,70
CANADA	TSE 300	7596,06 10/5	-0,47	7992,70 7/3	7402,70 20/2	20,40
CHILI	Ipsa	96,50 11/5	-0,36	102,37 4/1	94,80 20/2	
ETATS-UNIS	Dow Jones ind.	9939,92 10/5	-0,97	10673,09 19/3	9529,45 30/1	21,70
	Nasdaq composite	1600,85 10/5	-3,01	2098,87 9/1	1560,29 7/5	42,90
	Nasdaq 100	1188,78 10/5	-4,16	1710,22 9/1	1142,25 7/5	38,60
	Wilshire 5000	10017,47 10/5	-1,60	10983,40 19/3	9977,48 7/5	
	Standards & Poors 500	1054,99 10/5	-1,68	1176,96 7/1	1048,95 7/5	20,00
MEXIQUE	IPC	7303,57 10/5	-0,65	7611,12 11/4	6365,72 14/1	12,50

FRANCFORT

10/5 : 119 millions d'euros échangés

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
Meilleures performances		
PORTA SYSTEMS	0,15	36,36
AECO	0,22	29,41
COMROAD	0,21	1

MARCHÉS FRANÇAIS

PREMIER MARCHÉ

VALEURS FRANÇAISES

Lundi 13 mai 9h30

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code sicoam
ACCOR	45,00	45,26	-0,57	10,21	49,00	38,03	1,00	12040
AFFINE	39,99	40,00	-0,03	8,37	40,05	30,34	1,20	3610
AGF	55,55	55,75	-0,36	3,06	57,50	50,20	2,00	12592
AIR FRANCE GPE NOM	18,98	19,10	-0,63	15,45	21,19	16,06	0,22	3112
AIR LIQUIDE	164,80	165,00	-0,12	4,70	174,00	149,80	3,20	12007
ALCATEL A	12,54	12,80	-2,03	34,68	21,62	12,06	0,16	13000
ALCATEL O	4,94	5,10	-3,14	36,01	9,62	4,75	0,10	13015
ALSTOM	13,26	13,38	-0,90	6,16	16,30	12,25	0,55	12019
ALTRAN TECHNO.#	56,70	56,60	0,18	11,72	66,40	48,50	0,14	3463
ARBEL	4,87	4,96	-1,81	57,09	7,50	2,92	0,53	3588
ARVISA CIP	184,00	184,00	n/d	15,36	201,00	160,00	22,85	4524
ASF	27,32	27,64	-1,16	n/d	27,65	25,00	n/d	18415
ATOS ORIGIN	65,35	67,05	-2,54	11,14	94,40	65,05	n/d	5173
AVENTIS	75,15	75,50	-0,46	5,76	85,95	73,90	0,50	13046
AXA	22,31	22,55	-1,06	4,94	26,09	19,41	2,20	12062
BACOU DALLOZ	119,90	112,00	7,05	36,25	138,00	83,30	0,90	6089
BAL INVESTIS.CA.	143,00	143,00	n/d	18,08	144,20	122,50	7,16	12018
BEGHIN SAY	45,55	45,60	-0,11	11,64	45,72	39,20	n/d	4455
BIC	43,74	43,34	0,92	14,02	44,66	35,51	0,29	12096
BNP PARIBAS	58,55	59,05	-0,85	16,51	60,45	49,77	2,25	13110
BOLLORE	250,10	250,00	0,04	4,12	262,00	238,00	4,00	12585
BOLLORE INV.	51,55	51,25	0,59	0,38	55,00	50,50	0,20	3929
BONGRAUN	49,25	49,03	0,45	9,44	50,20	41,70	1,45	12010
BOUYGUES	31,70	32,22	-1,61	13,85	38,95	30,51	0,36	12020
BOUYGUES OFFS.	59,35	59,30	0,08	48,18	59,60	38,60	1,10	13070
BULL.#	0,70	0,70	n/d	43,08	1,36	0,63	n/d	5260
BURELLE (LY)	58,20	58,00	0,34	17,26	60,05	49,63	0,50	6113
BUSINESS OBJECTS	33,08	34,05	-2,85	-11,90	51,00	30,31	n/d	12074
CANAL +	3,52	3,52	n/d	1,67	3,90	3,43	0,18	12546
CAP GEMINI	57,75	59,00	-2,12	28,79	90,70	57,30	0,40	12533
CARBONE-LORRAINE	37,70	38,00	-0,79	25,66	39,48	28,60	1,06	3962
CARREFOUR	47,75	48,16	-0,85	18,23	58,80	45,80	0,56	12017
CASINO GUICH.ADP	64,90	64,50	0,62	3,84	67,30	56,05	1,37	12113
CASINO GUICHARD	87,20	86,85	0,40	0,63	89,90	75,05	1,33	12558
CASTORAMA DUB.(LI)	63,40	62,10	2,09	9,59	63,90	54,25	2,85	12420
CEGID (LY)	69,75	69,50	0,36	10,97	90,50	65,50	2,00	12470
CEREL	33,90	34,00	-0,29	19,15	36,40	28,00	n/d	4456
CERESTAR	n/d	33,00	n/d	7,14	33,06	30,70	n/d	4457
CF.RECYCLING	46,50	46,10	0,87	16,25	49,88	38,50	2,08	3905
CGIP	30,39	30,00	1,30	n/d	38,30	29,90	n/d	12102
CHARGEURS	86,00	86,60	-0,69	14,74	88,00	67,00	2,13	13069
CHRISTIAN DIOR	44,39	44,45	-0,13	28,77	45,95	32,50	0,28	13040
CIC-ACTIONS A	125,00	125,00	n/d	3,73	125,00	118,70	2,29	12005
CIMENTIS FRANCAIS	51,75	51,75	n/d	7,81	52,80	46,20	1,40	12098
CLARINS	66,15	65,70	0,68	4,33	72,50	61,00	1,10	13029
CLUB MEDITERRANEE	42,20	42,38	-0,42	2,92	56,40	41,52	1,00	12156
CNP ASSURANCES	42,55	42,65	-0,23	19,18	42,90	33,60	1,08	12022
COFACE SVN CA	60,40	60,40	n/d	27,42	64,00	46,40	1,47	12099
COFLEXIP	164,00	167,30	-1,97	3,14	172,00	145,00	n/d	13064
COLAS	73,60	75,00	-1,87	16,17	75,95	62,00	2,80	12163
CONTIN.ENTREPR.	n/d	39,50	n/d	11,63	46,90	38,80	2,00	3664
CREDIT AGRICOLE	23,95	24,12	-0,70	34,62	24,24	17,50	n/d	4507
CRED.FON.FRANCE	15,80	15,65	0,96	8,66	16,30	13,05	0,58	12081
CREDIT LYONNAIS	46,30	46,50	-0,43	23,46	48,80	36,14	0,75	18420
CS.COM.ET SYSTEMES	10,60	10,60	n/d	27,71	12,25	7,60	n/d	7896
DAMART	95,00	105,50	-9,95	17,86	109,90	79,50	3,80	12049
DANONE	144,00	144,70	-0,48	5,10	149,30	125,20	1,90	12064
DASSAULT-AVIATION	380,00	379,00	0,26	19,87	385,00	284,90	6,50	12172
DASSAULT SYSTEMES	45,28	45,94	-1,44	16,14	59,40	43,15	0,31	13065
DEV.R.N-P.CAL LI #	14,90	14,50	2,76	3,47	15,00	14,25	0,55	12423
DEVAUX(LY)#	75,10	75,10	n/d	6,70	77,80	66,40	4,20	6100
DIDOT-BOTTIN	n/d	77,80	n/d	27,54	77,80	61,10	2,74	3747
DIM (DOLLFUS MI)	9,71	9,52	2,00	29,63	11,48	6,90	0,61	12133
DYNACON	n/d	28,50	n/d	5,94	32,40	25,41	0,50	13035
EIFFAGE	95,00	95,00	n/d	38,88	95,30	68,80	2,10	13045
ELECT.MADAGASCAR	24,10	24,50	-1,63	7,11	24,90	19,60	n/d	3571
ELIOR SVN SCA	8,62	8,46	1,89	6,94	9,88	7,85	0,07	12127
ENTENIA(EX CDE)	31,71	31,85	-0,44	25,08	32,90	25,35	0,40	12093
ERAMET	37,90	36,19	4,73	9,53	39,80	30,21	1,30	13175
ESSILOR INTL	44,25	44,29	-0,09	30,33	45,57	31,20	3,90	12166
ESSO	91,90	91,40	0,55	14,58	96,80	79,50	2,75	12066
EULER	41,61	43,00	-3,23	-2,09	47,40	40,00	1,40	12130
EURAZEO	59,00	58,45	0,94	-7,74	63,85	57,00	0,48	12112

NOUVEAU MARCHÉ

10/5 : volume d'échange non disponible

Valeur Cours de clôture (€) % var.

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
Meilleures performances		
SQI	0,95	9,20
INTERCALL REDUCT.	11,95	8,64
ALTI #	7,31	7,50
PERFECT TECHNOL	4,38	6,83
IB GROUP	2,51	6,81
WAVECOM #	46,40	6,67
ESKER #	4,45	6,21
AUTOMA TECH #	2,00	5,26
ESI GROUP	14,89	5,23
CALL CENTER ALL	12,10	5,03
CRONETWORKS	3,93	4,80
DURAN DUBOI #	11,44	4,00
ALPHA MOS #	4,45	3,97
SELF TRADE	1,35	3,85
Plus mauvaises performances		
TITUS INTER.B599	0,50	-23,08
CAC SYSTEMES #	2,03	-18,80
GENESYS B500	0,30	-11,76
ASTRA #	0,46	-8,00
IGE +XAO #	9,60	-7,87
HI MEDIA	0,49	-7,55
ILOG #	9,05	-6,41

CROSS SYSTEMS #	1,24	-5,34
NETVALUE #	0,99	-4,81
GENSET	4,05	-4,71
GENUITY INC A	0,81	-4,71
NETGEM	1,47	-4,55
QUALIFLOW #	3,22	-4,45
HIGHWAVE OPTICAL	1,36	-4,23
Plus forts volumes d'échange		
A NOVO #	13,47	-0,96
CEREP #	19,06	0,26
CMT MEDICAL TECH.#	12,74	-2,23
DEVOTEAM #	18,69	-0,59
EGIDE #	70,00	-1,41
EUROFINS SCIENT.#	16,80	-1,41
GENSET	4,05	-4,71
HIGH CO.#	130,10	-1,44
HIGHWAVE OPTICAL	1,36	-4,23
OPTALIS EXPANSION	9,05	-6,41
INFO VISTA	2,80	-2,10
IPSO #	78,00	-0,64
LINEDATA SERVICES#	25,50	-0,39
MEDIDEP #	29,50	-1,67
NICOX #	63,00	-1,87
PROSODIE #	35,00	2,94
RIBER #	2,63	-0,38
SOI TEC SILICON #	13,45	-3,93
VALTECH	1,40	-3,70
WAVECOM #	46,40	6,67

SICAV ET FCP

SÉLECTION

Dernier cours connu le 13/5 à 9h

Valeur Cours date en euro valeur % var. 31/12

Valeur	Cours date en euro	valeur	% var. 31/12
AGIPI			
AGIPI ACTIONS	25,43	10/5	-4,75
AGIPI AMBITION	24,84	10/5	-2,28
BNP PARIBAS			
BNP ASSOC.PREMIERE	9892,82	12/5	1,09
BNP EURIBOR ASSOC.	52565,91	12/5	1,15
BNP MONE C.TERME	2535,45	9/5	1,09
BNP MONE EURIBOR	18785,07	12/5	1,17
BNP MONE PLACE.M.C	13890,97	12/5	1,01
BNP MONE TRESORE.	11329,86	12/5	-85,54
Fonds communs de placements			
BNP MONE ASSOCIAT.	1855,86	12/5	1,00
CAISSE D'ÉPARGNE			
EURC.1,2,3...FUTUR	48,94	12/5	-4,53
EURC.ACT.EURO.P.C	17,00	12/5	-3,82
EURC.ACT.FUT.D/PEA	59,76	12/5	-6,97
EURC.CAPITAL.C	80,63	9/5	-1,94
EURC.DYNAMIQUE +	40,48	12/5	0,42
EURC.ENERGIE	41,58	12/5	-5,36
EURC.EXPANSION C	15014,07	12/5	1,20
EURC.EXPANSIONPLUS	42,74	6/5	0,82
EURC.INVEST.D/PEA	50,07	12/5	-4,95
EURC.MONETAIRE C	226,60	12/5	0,88
EURC.MONETAIRE D	185,83	12/5	-0,68

EURC.OBLIG.INTER.	175,60	12/5	-0,22
EURC.TECHNOLOGIESC	33,76	15/4	-13,52
EURC.TECHNOLOGIESD	33,80	15/4	-14,96
EURC.TRIMESTR.D	270,98	12/5	-0,62
EPARCOURT-SICAV D	27,52	12/5	-3,33
GEOPTIM C	2366,67	12/5	1,32
Fonds communs de placements			
EURC.EQUILIBRE C	36,97	12/5	-1,96
EURC.VITALITE	39,09	12/5	-4,72
EURCULI PRUDENCEC	34,69	12/5	0,37
EURCULI PRUDENCED	33,85	12/5	0,14
NECTRA 2 C	1003,70	12/5	-1,54
NECTRA 2 D	1003,70	12/5	-1,54
NECTRA 5 C	980,82	12/5	-4,11
NECTRA 5 D	980,82	12/5	-4,11
NECTRA 8 C	951,79	12/5	-6,86
NECTRA 8 D	951,79	12/5	-6,86
CDC IXIS			
www.cdcixis-am.fr			
Multi-promoteurs			
LIV.BOURSE INV.D	181,21	22/4	-0,03
NORD SUD DEVELOP.C	516,68</		

Joseph Blatter, président de la FIFA

« Je suis triste d'assister à cette machination dont le but est de me démolir »

Football • L'homme fort de la fédération internationale répond aux accusations portées contre lui

Plusieurs membres du comité exécutif de la FIFA ont déposé plainte contre vous auprès de la justice suisse à la suite d'un rapport de votre secrétaire général, Michel Zen-Ruffinen, dans lequel celui-ci dénonce un certain nombre de malversations dont vous seriez l'auteur. Que pensez-vous de ces initiatives ?

Après vingt-sept années passées à la FIFA, je suis triste d'assister à cette machination, dont le but est de me démolir. Tous les moyens sont bons et je ne trouve pas cela très fair-play. Cette campagne de déstabilisation s'est faite en trois étapes. Il y a d'abord eu l'affaire de la faillite d'ISL : on a prétendu que j'avais pris de l'argent quelque part. On a ensuite dit que les finances de la FIFA étaient mauvaises. Et, comme on n'a rien pu prouver, on s'est attaqué à moi. Pour ce faire, certains membres de la FIFA ont trouvé un instrument en la personne du secrétaire général, M. Zen-Ruffinen, qui s'est plu dans ce jeu. Le rapport rédigé par celui-ci contient 90 % d'informations qui ne sont pas vraies.

Parlons-en de ce rapport. Il y est notamment stipulé que vous avez versé deux fois la somme de 50 000 dollars au président de la Fédération russe de football, Viatcheslav Koloskov, pour les années 1998 et 1999, alors que celui n'a été élu au comité exécutif qu'en 2000...

Le président de la Fédération russe a été vice-président de la FIFA pendant dix-sept ans avant de devoir quitter son poste, pour une voix, lors du congrès de Dublin, en 1998. Il a alors continué à travailler au sein de la FIFA pour le compte du projet Goal (programme visant à développer la pratique du football amateur dans des régions défavorisées). Nous étions alors convenus qu'il toucherait les 50 000 dollars que reçoivent les membres du comité exécutif. Les chèques n'ont pas été signés par moi, mais par le secrétaire général et le directeur des finances. J'admets que, sur le plan formel, j'aurais dû faire en sorte que la commission des finances de la FIFA soit mise au courant. Je n'y ai pas pensé. Quand on travaille beaucoup, on fait de temps en temps des erreurs.

Selon M. Zen-Ruffinen, vous auriez également versé 30 000 et 25 000 dollars à l'ancien président de la FIFA, le Brésilien Joao Havelange, aujourd'hui président honoraire.

La FIFA a débloqué un crédit de 1 million de dollars pour venir en aide aux membres honoraires de la FIFA, qui ont servi la cause du football pendant longtemps. Nous avons aidé de nombreuses personnes, notamment le Brésilien Abilio d'Almeida, qui se mourait dans une clinique dans des conditions lamentables, ou encore la veuve du président de la Fédération d'Andorre qui s'était tué dans un accident de voiture. Il s'agit de compensations qui sont attribuées lorsque des gens sont dans le besoin.

Il ne semble pas que M. Havelange soit dans le besoin.

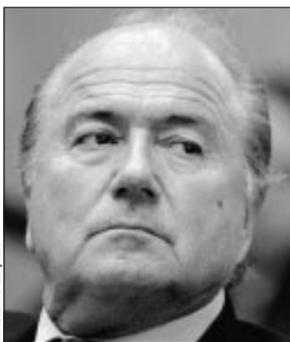
M. Zen-Ruffinen ne m'a pas donné le détail de ce que M. Havelange aurait touché. Je ne peux pas répondre.

Dans le rapport du secrétaire général figure également cette accusation étonnante : vous auriez donné de l'argent à un arbitre nigérien, Lucien Bouchardeau, en échange d'informations compromettantes sur le Somalien Farah Addo, qui a récemment laissé entendre que vous avez acheté des voix lors de votre élection à la tête de la FIFA, en 1998.

Election le 29 mai à Séoul

● **L'élection** à la présidence de la Fédération internationale de football (FIFA) aura lieu le 29 mai à Séoul, à l'avant-veille du début de la Coupe du monde 2002. Le collège d'électeurs est composé des 204 fédérations nationales qui sont répertoriées à la FIFA. Chaque fédération possède une voix. Le président est élu à la majorité.

● **Le Suisse Sepp Blatter**, 66 ans, et le Camerounais Issa Hayatou, 56 ans, sont les deux seuls candidats à la présidence. Le premier a été secrétaire général de la FIFA avant d'en devenir le président en 1998 ; le second est le président de la Confédération



WALTER BIERI/AFIP

J'ai rencontré M. Bouchardeau dans mon bureau, mais cette rencontre fut antérieure aux déclarations de M. Addo concernant les élections de 1998. Il est donc malhonnête de faire un lien entre ces deux affaires. Les raisons qui m'ont conduit à rencontrer M. Bouchardeau sont les suivantes : nous avions reçu des doléances de la part de différentes fédérations concernant M. Addo qui est le responsable de l'arbitrage en Afrique. Un jour, M. Bouchardeau appelle la FIFA pour dire qu'on le menace d'être mis à la porte de l'arbitrage africain et international. Nous le convoquons donc à Zurich, et là, devant moi, il se met à pleurer en disant qu'il n'en peut plus, etc. Les informations valent quelque chose, je lui ai donné 25 000 dollars de ma poche et devant témoins.

africaine de football (CAF) depuis 1988.

● **La campagne** est entrée dans la polémique lorsque, le 3 mai, l'actuel secrétaire général de la FIFA, le Suisse Michel Zen-Ruffinen, a dévoilé un rapport d'enquête dans lequel il dénonce un certain nombre de malversations dont M. Blatter serait l'auteur (*Le Monde* du 9 mai). Sur la base de ce rapport, onze membres du comité exécutif de la FIFA, dont Issa Hayatou et le Suédois Lennart Johansson, président de l'Union européenne de football (UEFA), ont déposé plainte pour « détournement de fonds » auprès de la justice suisse.

Pensez-vous que M. Zen-Ruffinen a passé un arrangement avec le Camerounais Issa Hayatou, qui est l'autre candidat à la présidence de la FIFA, dont l'élection aura lieu le 29 mai à Séoul ?

Ce qui est sûr, c'est qu'il a pris position depuis un certain temps. En rédigeant ce rapport, il s'est comporté à la fois comme un juge d'instruction, comme un procureur général et comme un président de tribunal. Je sais que des entretiens ont eu lieu à Paris entre M. Hayatou et des représentants d'Europe, d'Asie et d'Afrique. Le secrétaire général de la FIFA a été mis au courant de ces entretiens et peut-être même a-t-il été mis dans le coup directement.

M. Hayatou se plaint du manque de transparence de votre politique et prétend que vous cachez le montant de votre salaire. Combien gagnez-vous en tant que président de la FIFA ?

Lorsque j'étais secrétaire général de la FIFA, j'avais un montant en francs suisses. Lorsque je suis devenu président, ce montant a été transformé en dollars. Aujourd'hui, je touche 100 000 francs suisses par mois, plus une voiture et un appartement de fonction, avantages dont bénéficie également le secrétaire général.

A propos de voiture de fonction, est-il exact que votre secrétaire s'est vu attribuer une Mercedes par la FIFA ?

Cette affaire, c'est de la rigolade ! Le secrétaire général a lui aussi donné des voitures à son assistant personnel, à sa secrétaire et à son adjoint. Moi, j'ai deux secrétaires, dont l'une qui est à la FIFA depuis trente ans. Elle ne voulait pas de voiture. J'ai estimé qu'elle avait le droit d'en avoir une. Faire figurer cela dans un rapport montre la petitesse d'esprit de celui qui l'a rédigé.

Si vous êtes réélu, pardonneriez-vous à vos adversaires ou les bannirez-vous à jamais ?

Je n'ai pas besoin de vous dire cela, en France : la Révolution a mangé ses enfants.

Propos recueillis par Frédéric Potet

Treize ans après sa première finale, Andre Agassi remporte enfin le Tournoi de Rome

Tennis • Il a battu l'Allemand Tommy Haas

ANDRE AGASSI est enfin arrivé à bout de Rome. Dimanche 12 mai, treize ans après être venu pour la première fois dans la Ville éternelle, le patient Américain a enlevé sa première victoire dans ce tournoi, quatrième des neuf Masters Series de l'ATP, doté de 3,083 millions d'euros. Sur un score sans appel (6-3, 6-3, 6-0), le « kid de Las Vegas » n'a fait qu'une bouchée de l'Allemand Tommy Haas.

« J'ai du attendre longtemps. C'est un très grand honneur pour moi de gagner ce tournoi, qui a une histoire particulière, a expliqué le champion américain, vainqueur de 52 trophées, dont 7 tournois majeurs. Il y a treize ans, j'avais une chance de le gagner. Alors, après une si longue attente, c'est un jour vraiment spécial. » Il faisait référence à sa défaite face à l'Argentin Alberto Mancini, en 1989, alors qu'il avait bénéficié d'une balle de match.

Sollicité par l'animateur italien, devant un public romain sous le charme, Andre Agassi, 32 ans, père d'un petit garçon prénommé Jaden Gil, a rendu hommage à son épouse, l'Allemande Steffi Graf, absente de Rome en raison d'obligations familiales. En ce jour de Fête des mères en Italie, il a souhaité une « bonne fête » à toutes les mamans. « En particulier aux deux femmes les plus importantes au monde : ma mère et mon épouse », a-t-il dit sous un tonnerre d'applaudissements.

Andre Agassi et Tommy Haas se connaissent depuis longtemps. L'Allemand n'avait que treize ans lorsqu'il avait rencontré pour la première fois l'Américain. Ils étaient tous deux, à l'époque, membres de l'académie de Nick Bolletieri. « Certains choses n'ont pas bien fonctionné aujourd'hui, reconnaissait Tommy Haas à l'issue du match. On doit gagner les points importants, en particulier quand on se trouve face à quelqu'un comme Andre et qu'il joue comme il l'a fait toute cette semaine. »

UNE PRESSION CONSTANTE

Un sentiment d'invincibilité, fait d'aisance et de décontraction, se dégage actuellement de l'Américain. Cela lui sera d'un grand secours dans quinze jours, pour le début des Internationaux de France, à Roland-Garros, où il retrouvera la terre battue, une surface qu'il affectionnait peu au début de sa carrière : « La terre battue n'est pas une surface pour jouer au tennis, rappelait Andre Agassi il y a quelques temps. Vous pouvez frapper quatre gros coups tout en perdant le point. »

Il semble s'être rattrapé depuis, tant la maîtrise de son jeu a été totale sur le Foro italico de Rome, à la surface un peu plus rapide que celle de Paris.

La victoire de l'Américain en finale n'a été d'ailleurs que la conséquence logique d'une semaine au cours de laquelle, en six ren-

contres, Andre Agassi n'a pas perdu le moindre set. « Je suis plus patient, se réjouit le joueur. Je choisis mieux mes coups, je les exécute mieux et je frappe avec conviction. J'ai aussi appris à mieux utiliser mon service (...). Avec les années, je sais désormais jouer le bon coup derrière mon engagement. »

Tommy Haas a fait les frais de cette logique implacable et n'a pu s'opposer au rouleau compresseur américain. Il s'est fait d'abord prendre à son propre piège en croyant pouvoir user son adversaire depuis le fond du court.

Ce qui avait fonctionné contre le Français Sébastien Grosjean, contre l'Espagnol Carlos Moya et l'Américain Andy Roddick, les précédents adversaires de l'Allemand

Justine Hénin s'impose à Berlin

La joueuse belge Justine Hénin a gagné, dimanche 12 mai, à Berlin (Allemagne), son premier grand titre sur terre battue, en battant en finale l'Américaine Serena Williams. Trois sets (6-2, 1-6, 7-6) lui ont été nécessaires pour contrer la puissance de la cadette des sœurs Williams. Sens tactique, fluidité, résistance acharnée, telles ont été les recettes utilisées par Justine Hénin, qui a déclaré, après coup : « C'est incontestablement ma plus belle victoire à ce jour, surtout après un jeu décisif au troisième set. On ressent les choses avec plus d'intensité. »

Une semaine plus tôt, c'est Venus Williams qui avait été dominée par une autre joueuse belge, Kim Clijsters, en finale du tournoi de Hambourg (Allemagne). La résistance aux sœurs Williams s'organise donc en Belgique, à quinze jours de Roland-Garros. Revanche attendue à partir de lundi 13 mai, au tournoi féminin de Rome, où toutes ces joueuses sont inscrites.

à Rome, n'a eu aucun effet sur André Agassi. « J'aurais dû lui mettre plus de pression, mais j'étais obligé de reculer, car, lorsque j'étais sur la ligne, je ralentissais la balle et je me faisais « tuer » sur le coup suivant, a tenté d'expliquer Tommy Haas. Quand Andre joue comme aujourd'hui, je pense que personne ne peut le battre. »

De même, par la suite, ses tentatives d'amorties ont échoué au pied du filet. Dans le troisième set, soumis à une pression constante, Tommy Haas sollicita son masseur pour une douleur à la cuisse gauche.

Prisonnier, étouffé, l'Allemand a subi tout au long d'une dernière manche dont le score résume la teneur d'une rencontre à sens unique : 6-0.

Jean-Jacques Larrochelle

Avec la Coupe de France, Lorient sauve sa saison

Relégué en D2, le club breton l'a emporté sur Bastia (1-0) à l'issue d'une finale mouvementée

CETTE FOIS, les Bretons ont fait de leur attaquant Jean-Claude Darcheville un véritable héros. La joie communicative du Guyanais, auteur du but qui a donné la victoire à Lorient face à Bastia (1-0), samedi 11 mai en finale de la Coupe de France, a résonné dans les vestiaires du Stade de France. Les sifflets et les reproches qui avaient accompagné sa sortie en finale de la Coupe de la Ligue samedi 20 avril contre Bordeaux (0-3) ne sont plus qu'un lointain souvenir.

« J'avais été déçu par l'attitude de nos supporters, a expliqué l'avant-centre au coup de sifflet final. Cela

n'était pas dû à ma performance, mais à mon départ pour Bordeaux. Ils pensaient que j'avais laissé filer le match. Mais, quand je rentre sur un terrain, je n'ai pas l'habitude de tricher, et j'ai démontré ce soir qu'avec des ballons je peux faire la différence ! »

Lorient disputera la Coupe de l'UEFA 2002-2003 et évoluera en même temps en division 2

Lorient disputera la Coupe de l'UEFA 2002-2003 et évoluera en même temps dans le championnat de France de division 2. Si les Bretons ont gagné leur premier trophée, ils le doivent donc en partie à leur buteur. Et à l'expérience du Stade de France, acquise lors de leur déroutante face aux Bordelais.

« On a retenu la leçon de notre première finale en Coupe de la Ligue, notamment au niveau du stress, a analysé Yvon Pouliquen, entraîneur des Merlus. Les Bastiais ont sans doute moins bien géré les événements d'avant-match », a-t-il poursuivi, faisant référence aux sifflets des supporters corses pendant l'hymne national, qui ont provoqué la colère de Jacques Chirac et le report du coup d'envoi d'une vingtaine de minutes (lire par ailleurs).

Ce succès de Lorient apporte à la Bretagne un nouveau trophée national, le premier depuis 1971, et la victoire du Stade Rennais en Coupe de France. L'entraîneur Yvon Pouli-

quen a précisé « qu'il conservait son titre [après celui acquis avec Strasbourg en 2001] et qu'il le ramenait chez lui, en Bretagne, grâce à un groupe exceptionnel qui ne méritait pas la relégation. »

Son audace s'est révélée payante. L'entraîneur avait pris le risque d'aligner d'emblée trois attaquants : Pascal Feindouno, Elie Kroupi et Jean-Claude Darcheville. Sans la présence du gardien de but tunisien Ali Boumnijel côté Bastia, l'addition aurait pu être plus lourde. « On voulait se séparer sur une bonne note après la déception de la descente en D2 », a reconnu Jean-Claude Darcheville, qui devrait rejoindre Bordeaux. Le troisième meilleur buteur du championnat de France (auteur de 19 buts cette saison) a inscrit le seul but de la rencontre, en ajustant d'un lob tout en finesse le gardien corse (41°).

Même s'il fut étrié, Lorient a mérité son succès, tant les Bretons ont maîtrisé la rencontre. Face à eux, les Corses ont manqué d'inspiration, de fougue et de repères sur la pelouse du Stade de France. « On a eu peur, on n'a pas joué. Le regret, ce n'est pas de ne pas avoir gagné, mais d'avoir loupé la finale. Les joueurs les auront peut-être toute leur vie ces regrets », a déploré Robert Nouzaret, entraîneur de Bastia.

« Ce soir on a oublié une chose fondamentale : jouer au football, a ajouté Tony Vairelles, attaquant bastiais. En étant large, on a eu deux ou trois occasions, et encore c'est un maximum. On a laissé Lorient prendre le contrôle du jeu. Terminer comme ça me laisse un goût amer. » François Nicolai, président du club, n'a pas non plus caché sa déception.

Selon lui, l'avant-match a pesé sur le comportement de ses hom-

mes. « Je me suis dit : on est foutus, on est morts, le match est fini ! Nous avions un déficit psychologique. Nous étions plus que déstabilisés », a-t-il expliqué. Les sifflets pendant l'hymne national ? « Ce sont les sportifs qui en paient les conséquences, a conclu Robert Nouzaret. J'ai eu un moment d'émotion très intense, j'avais les larmes aux yeux. Après ça a tout gâché. »

Pierre Lepidi

LORIENT-BASTIA 1-0

Coupe de France, finale
Stade de France, à Saint-Denis • Terrain glissant • Temps humide • 60 000 spectateurs • Arbitre : M. Poulat

BUT

LORIENT : Darcheville (41°)

AVERTISSEMENTS

BASTIA : Prince (82°) ; M. Soumah (86°)

LORIENT : Kroupi (55°) ; Esceth-N'Zi (90°)

LES ÉQUIPES

● **BASTIA** (entraîneur : Nouzaret)
Boumnijel • Uras, M. Soumah, Mendy, Deguerville (Dieuze, 53°) • Jau, Essien, Nalis, Jeunechamp (cap, Beneforti, 75°) • Vairelles, Prince (Ferreira, 86°)

● **FC LORIENT** (entraîneur : Pouliquen)
Hamel • Druon (Delhommeau, 64°), Martini, Gauvin, M. Diop, Le Lan • Keita, Bedrossian (Esceth-N'Zi, 83°), Feindouno • Darcheville (cap), Kroupi (Cavalli, 58°)

BMW C1. Trafic fluide toute l'année.

Essayez le BMW C1 en appelant le 0800 269 800*



* Numéro vert. Appel gratuit.

BMW C1

www.bmw.fr



En Autriche, la victoire de Rubens Barrichello revient à Michael Schumacher

Formule 1 • En tête pendant tout le Grand Prix d'Autriche, le Brésilien a dû se plier aux consignes de l'écurie Ferrari et ralentir dans le dernier tour pour laisser la victoire à son coéquipier allemand

IL N'A PAS MONTRÉ d'émotion particulière. Pourtant, sa blessure devait être grande. Au terme d'un Grand Prix d'Autriche à rebondissements, qu'il a dominé d'un bout à l'autre, dimanche 12 mai, sur le circuit de Spielberg, Rubens Barrichello a ralenti dans les derniers mètres pour laisser sa place, et les dix points qui y sont associés, à Michael Schumacher, son coéquipier chez Ferrari, qui ne s'est pas fait prier. « Je pensais avoir l'expérience de ce genre de choses, mais ça n'a pas été facile... », déclarait le Brésilien à l'issue de l'épreuve, en référence au Grand Prix d'Autriche 2001, lors duquel il avait dû céder sa deuxième place. Encore qu'à cette époque l'avance de Ferrari n'était pas aussi confortable que cette année. « Je ne plaisante pas : on m'a demandé de le faire, je n'ai rien à en dire. Je pense que c'est une décision d'équipe. Je viens juste de signer un contrat de deux ans avec eux, et je dois le respecter », a ajouté le Brésilien.

La traditionnelle douche au champagne s'est faite sous les

huées d'un public autrichien furieux de s'être fait abuser au terme d'un passionnant Grand Prix, alors que les premières courses de la saison avaient surtout brillé par leur manque d'intérêt sportif. Dans le même temps, la consternation régnait sur le paddock. Pour faire bonne figure, Michael Schumacher a refusé de monter sur la plus haute marche du podium, laissant ce soin à son malheureux coéquipier, qui, jurait l'Allemand, conservera la coupe du vainqueur. Même les membres de la Scuderia ne pouvaient cacher leur malaise et leur honte, le pouce pointé vers le sol en guise de désapprobation.

« Soudainement, on m'a informé à la radio qu'il allait s'écarter, expliquait Michael Schumacher. Eh oui, je ne suis pas content de cela. Mais si nous sommes honnêtes, nous devons accepter que l'ambition de l'équipe soit avant tout de gagner le championnat. Et nous ne savons pas ce qui va arriver lors des prochaines courses. » Un argument de peu de poids au vu de la domination de l'écurie italienne

depuis le début de la saison, que rien ni personne ne semble pouvoir menacer.

BAFOUER LES VALEURS DU SPORT

Après un tel geste, quel sens donner à la notion de compétition et d'équité ? Le Brésilien faisait une nouvelle fois les frais de la stratégie de son écurie, et cette injustice rejaillissait bien au-delà de la seule épreuve autrichienne. « Le sport automobile est plus important que Ferrari, s'insurgeait Flavio Briatore, manager de l'équipe Renault Sport. On peut vivre sans Ferrari. Ce qui s'est passé est inadmissible. Ferrari a pris les spectateurs pour des imbéciles, a manipulé le résultat, alors que leurs voitures dominent sans partage. J'espère que la fédération saura réagir. Ou alors cela voudrait dire que Ferrari est le patron de la F1. C'est grave. »

L'épisode est le symptôme d'une formule 1 malade de ses excès, où certains, sous couvert d'impératifs commerciaux, marketing ou autres, peuvent bafouer en toute impunité les valeurs les plus fondamentales du sport. On pouvait s'attendre à

un comportement plus noble de la part d'une écurie qui n'a jamais manqué la moindre épreuve depuis la création du championnat du monde, en 1950. « C'est l'épisode le plus cynique qu'il m'a été donné de voir en vingt-sept ans de carrière en formule 1, déclare Patrick Head, directeur technique chez BMW-Williams. Je pense que pour une équipe comme Ferrari, quand vous avez produit une si brillante voiture, vous avez une obligation vis-à-vis de la formule 1 et aussi d'offrir aux spectateurs une vraie course. »

La réputation et le respect qu'ont toujours inspirés Ferrari ne permettaient pas d'imaginer de sa part un tel calcul. Ferrari la grande ne serait finalement pas à l'abri de considérations dans lesquelles les hommes, quand bien même seraient-ils de valeureux combattants, ne tiendraient qu'une place secondaire... Au cours de cette déroutante journée, même les évidences ont été malmenées. Et, une fois n'est pas coutume, le meilleur n'a pas gagné.

Jean-Jacques Larrochelle

FORMULE 1 - GRAND PRIX D'AUTRICHE

Dimanche 12 mai • Circuit A1 Ring • 71 tours de 4,326 km (307,146 km)
Temps ensoleillé • 22 qualifiés, 12 classés • 80 000 spectateurs



Classement

Classement	Nom	Écurie	Temps
1	Michael Schumacher (All, Ferrari)	Ferrari	à 0 s 182
2	Rubens Barrichello (Bré)	Ferrari	à 0 s 182
3	Juan Pablo Montoya (Col)	Williams BMW	à 17 s 730
4	Ralf Schumacher (All)	Williams BMW	à 18 s 448
5	Giancarlo Fisichella (Ita)	Jordan Honda	à 49 s 965
6	David Coulthard (GBR)	McLaren Mercedes	à 50 s 672

7 Jenson Button (GBR, Renault) à 51 s 229 • 8 Mika Salo (Fin, Toyota) à 1 min 9 s 425 • 9 Allan McNish (GBR, Toyota) à 1 min 09 s 718 • 10 Jacques Villeneuve (Can, BAR-Honda) à 1 tour • 11 Heinz-Harald Frentzen (All, Arrows-Cosworth) à 2 tours • 12 Mark Webber (Aus, Minardi-Asiatech) à 2 tours. Principaux abandons : Panis (Fra, BAR-Honda) (moteur, 23e tour) ; Irvine (GBR, Jaguar-Cosworth) (hydraulique, 39e tour) ; Trulli (Ita, Renault) (pression d'essence, 45e tour) ; Villeneuve (Can, BAR-Honda) (moteur, 7e tour, classé).

Pole position

R. Barrichello 1 min 8 s 082
(228,747 km/h)

Meilleur tour en course

M. Schumacher
1 min 9 s 298 (224,733 km/h), 68e t.

Les faits marquants

1 Au 28e tour, Nick Heidfeld part en travers, en ligne droite. Après être sortie de la piste, la Sauber a été violemment percutée par l'arrière, alors qu'elle était revenue en piste, par la Jordan du Japonais Takuma Sato, qui a été évacué en hélicoptère. Il souffrirait d'une contusion à la hanche gauche.

2 Bien qu'ayant effectué un cavalier seul pendant toute la course, Rubens Barrichello a offert la victoire à Michel Schumacher qui, sur le podium, a laissé la plus haute marche

au Brésilien. La victoire de l'Allemand, la première en Autriche, a été copieusement sifflée par le public et fustigée par l'ensemble du paddock.



Classements des championnats

Pilotes : 1. M. Schumacher, 54 pts ; 2. Montoya, 27 ; 3. R. Schumacher, 23 ; 4. Barrichello, 1 ; 5. Coulthard, 10 ; 6. Button, 8 ; 7. Heidfeld, 5 ; 8. Raikkonen, 4 ; 9. Irvine, 3.

Constructeurs : 1. Ferrari, 66 pts ; 2. Williams-BMW, 50 ; 3. McLaren-Mercedes, 14.

Prochain Grand Prix : Grand Prix de Monaco, en Principauté (26 mai)

Infographie : Le Monde avec Pierre Lepidi

Takuma Sato, nouveau miraculé de la piste

Le pilote japonais Takuma Sato ne souffre que de légères blessures après un très violent accrochage avec Nick Heidfeld, au 26e tour du GP d'Autriche. La Sauber du pilote allemand était en perdition à plus de 200 km/h après une rupture de freins, et a percuté sur le côté la Jordan, la coupant littéralement en deux. Selon son manager, Andrew Gilbert-Scott, Takuma Sato a été transporté à l'hôpital universitaire de Graz et a été mis en observation durant toute la nuit. Le pilote nippon effectue sa première saison en formule 1, après avoir délogé le Français Jean Alesi de l'écurie Jordan, qui est équipée de moteurs Honda.

Une fois encore, après Jacques Villeneuve en Australie et Luciano Burti en Belgique durant la saison 2001, un pilote doit sa survie à l'extrême efficacité de la cellule de protection en carbone qui enserrant l'habitacle des formules 1 modernes. Sid Watkins, qui dirige le département médical de la Fédération Internationale de l'automobile (FIA) et qui fut l'un des premiers à se porter au secours du Japonais, considère que l'absence de blessures graves du jeune pilote japonais relève du « miracle ».

Les cavaliers français brillent à La Baule

Equitation • L'équipe de France de saut d'obstacles finit deuxième

LA BAULE

de notre envoyée spéciale
« En concours, la question est de savoir si le cavalier est un passager autoritaire ou un partenaire. Si lui et son cheval sont en train de se battre ou s'ils vont dans le même sens », explique l'éthologue australien Andy Booth, un homme psychologue récemment débarqué en France qui murmure à l'oreille des chevaux.

La démonstration est venue de Michel Robert/Olympia, Hubert Bourdy/Eve des Etisses, Ludovic Leygue/Diablo du Parc, et Olivier Guillon/Baladine du Mesnil. Ils ont réussi à s'octroyer – à trois secondes et égalité de points des Espagnols, vainqueurs –, la deuxième place du saut d'obstacles par équipe, dimanche 12 mai, à La Baule, dans la Coupe des nations : le haut niveau tricolore a misé sur la douceur et le calme pour amener des chevaux fragilisés au rendez-vous.

RASSURER SON CHEVAL

Dimanche 12 mai, la radio des « grooms » italiens a remplacé dans les écuries les sonorités colorées des cavaliers colombiens. Le soleil tarde à émerger, et le coin de l'équipe de France est relativement désert. Seule la vétérinaire fédérale, Leive Van de Keybus, s'affaire. C'est que les chevaux français ne sont pas au mieux pour effectuer les deux épreuves hautes et techniques qui les attendent dans l'après-midi.

Olympia, la jument baie de Michel Robert, paraît se remettre difficilement d'une blessure. Son cavalier et Jean-Maurice Bonneau, le sélectionneur, ont en vain scruté pendant une heure la vidéo du Grand Prix de l'avant-veille pour tenter de comprendre ses raidissements soudains. Rien. « Physiologiquement, elle va bien, affirme le docteur Van de Keybus. Mais elle se comporte comme si elle appréhendait une douleur. Elle paraît inquiète. »

A deux boxes de là, Eve des Etisses, la nouvelle jument d'Hubert Bourdy, avait 38° de fièvre, samedi. Aujourd'hui, elle a encore l'air un peu groggy. Ne restent apparemment vaillants, pour l'épreuve par équipe, que les deux couples les plus inexpérimentés : Olivier Guillon, parvenu à obtenir une 6e place avec Baladine du Mesnil dans l'épreuve individuelle, et Ludovic Leygue, qui, en dépit de son inexpérience, fait preuve avec son azezan Diablo du Parc d'une insolente sérénité (double sans-faute et une 4e place dans le même Grand Prix).

Pour Jean-Maurice Bonneau, l'équipe est techniquement au point. Il travaille donc, depuis deux jours, à améliorer les conditions physiques et mentales des couples afin d'aborder au mieux les deux parcours de 12 obstacles (1,50 m-1,60 m). Une solution générale est préconisée pour les chevaux : repos, repos, repos.

Côté cavaliers, il a organisé la veille de la Coupe un dîner « pour entretenir les échanges » avec retour obligatoire à l'hôtel pour 22 h 30. Et, le matin, « tous les gars sont engagés dans les petites épreuves avec d'autres chevaux, il faut qu'ils s'occupent pour ne pas gamberger », confie-t-il. Cela suffira-t-il à effacer les doutes ? Retour à Andy Booth, à

ses santiags et à son chapeau australien, retour au seul homme à avoir dressé un croisement de cheval et de zèbre. « Un bon cavalier peut ajuster son action en fonction de ce qu'il comprend du cheval, de son état d'esprit, de ses actes », explique cet ancien élève du cow-boy le plus connu du Colorado, Pat Parelli. « Les gens ont oublié la nature, dit-il, sans forfanterie. Un cheval se vit comme une proie, il n'attend que deux choses de l'homme : la sécurité et le confort, et aussi un peu le jeu. »

A lui, donc, d'établir le langage qui permet la communication et la compréhension. A lui de rassurer, d'apporter le confort tout en posant les règles, le plus légèrement possible, pour susciter naturellement le saut. Le succès est

Trouver une formule plus claire

Ils étaient plusieurs chefs d'équipe de sauts d'obstacles, dont Marco Danese, l'Italien, Jean-Maurice Bonneau, le Français, Peter Paton, le Suisse, et Derek Ricketts, l'entraîneur britannique, à exprimer leur réserve par rapport au projet de Superleague des nations, présenté samedi 11 mai, en marge du concours de France de La Baule, par le directeur de la Coupe des nations Samsung, le Suédois Ulf Rosengren. L'idée d'un circuit de concours fortement dotés qui opposerait seulement huit équipes nationales sur huit terrains de concours (au lieu des vingt-sept étapes que compte actuellement la Coupe des nations) marginaliserait définitivement, selon les détracteurs, les équipes qui ne seront pas retenues. L'organisation de la Coupe des nations cherche une formule plus claire susceptible de favoriser une meilleure couverture télévisée. La décision est attendue fin mai.

impossible dans la contrainte. L'équipe de France va bâtir son succès du jour dans cet esprit.

Au regard des huit parcours de cette Coupe des nations, la connaissance dont ont fait preuve les couples cheval-homme fut déterminante. D'après Andy Booth, l'entente « faite d'abord de générosité » était visible : Ludovic Leygue a monté avec détermination, mais doux, en assumant sa part de stress, sans rien faire perdre de sérénité à son cheval.

Pas de queue qui balaie nerveusement l'air. Pas d'encolure brutale ment redressée. Egalement inspirée en dépit de leur courte histoire commune, la jument Eve des Etisses a « fait, dans le calme, tous ses efforts pour satisfaire » Hubert Bourdy ; quant à Michel Robert, « il a l'air de flotter, son cheval se déplace dans une attitude très naturelle ».

Florence Amalou

DÉPÊCHES

■ **ESCRIME : le tournoi d'escrime de Legnano (Italie)**, épreuve de la Coupe du monde à l'épée, a été boycotté par une grande partie des concurrents présents, samedi 11 et dimanche 12 mai. Les épéistes ont refusé de tirer et se sont associés à leurs collègues du sabre messieurs et du fleuret féminin, en conflit avec la Fédération internationale d'escrime (FIE). Ils protestent contre la FIE, qui avait décidé, début avril, de remplacer les épreuves par équipes du sabre messieurs et du fleuret dames au programme des Jeux olympiques de 2004 par une nouvelle épreuve, le sabre dames.

■ **FOOTBALL : l'Ajax Amsterdam a réalisé le septième doublé** de son histoire, en enlevant la Coupe des Pays-Bas, dimanche 12 mai, aux dépens du FC Utrecht (3-2). L'équipe entraînée par l'ancien international néerlandais Ronald Koeman avait déjà obtenu le titre de champion des Pays-Bas, dimanche 5 mai.

■ **River Plate a revendiqué le titre de champion d'Argentine**, dimanche 12 mai, alors qu'il reste une journée à disputer. Le dauphin Gimnasia-La Plata compte 4 points de retard, mais le classement tient en compte la victoire de River Plate sur son poursuivant direct. Or le résultat de cette rencontre, qui avait été interrompue à la 89e minute, après des incidents déclenchés par les supporters locaux, n'a pas encore été validé par la Fédération de football argentine.

■ **Le sélectionneur du Japon, Philippe Troussier**, a regagné la France, dimanche 12 mai, après le décès de son neveu dans un accident de voiture. Il était alors à Oslo, où le Japon doit rencontrer, jeudi 16 mai, la Norvège, en match de préparation au Mondial 2002. Il donnera, au lendemain de cette rencontre, les noms des 23 joueurs sélectionnés pour la compétition.

■ **RUGBY : Gregor Townsend, le demi d'ouverture du Castres olympique**, a indiqué, dimanche 12 mai, sur le site de la Fédération écossaise de rugby, qu'il quitterait son club en fin de saison pour rejoindre la nouvelle équipe des Borders (Ecosse). L'international le plus capé d'Ecosse (66 sélections) met ainsi fin à 7 ans d'exil, après avoir joué à Northampton (D1 anglaise), Brives et Castres (D1 française).

LOTO : résultats des tirages n° 38 effectués le 11 mai 2002. **Premier tirage** : 9, 23, 38, 44, 47, 48 ; numéro complémentaire : 40. Pas de gagnant à 6 numéros ; 5 numéros et le complémentaire : 82 458,80 € ; 5 numéros : 1 750,70 € ; 4 numéros et le complémentaire : 57,40 € ; 4 numéros : 28,70 € ; 3 numéros et le complémentaire : 5,00 € ; 3 numéros : 2,50 €. **Second tirage** : 14, 22, 23, 35, 45, 46 ; numéro complémentaire : 12. Rapports pour 6 numéros : 1 040 915,00 € ; 5 numéros et le complémentaire : 9 175,90 € ; 5 numéros : 1 041,00 € ; 4 numéros et le complémentaire : 49,80 € ; 4 numéros : 24,90 € ; 3 numéros et le complémentaire : 4,80 € ; 3 numéros : 2,40 €.

NOUVEAU

ALTERNATIVES INTERNATIONALES

ALTERNATIVES INTERNATIONALES

Alternatives Economiques

Télérama

MAY-JUIN 2002 02

ALTERNATIVES INTERNATIONALES

Les hommes clés du système Berlusconi

Teahal, ce miroir d'Israël

La Colombie, la coca et le chaos

Kadhafi, un paria devenu fréquentable

Demain l'impunité zéro

Ce que la Cour pénale internationale pourrait changer

Les clés pour comprendre le monde.

Une publication Télérama Alternatives Economiques

4,90 € chez votre marchand de journaux

Alternatives Internationales, Abonnements
12, rue du Cap-Vert, 21800 Quétigny – Tél. : 03 80 48 95 40

Le Stade français se prive des demi-finales du championnat de France

Rugby • Montferrand jouera, comme en 2001, une place en finale de la compétition, où le club auvergnat souhaite retrouver le Stade toulousain pour une revanche attendue

MONTFERRAND a rejoint le Stade toulousain en demi-finales du championnat de France de rugby, grâce à sa victoire (21-12) sur Perpignan, samedi 11 mai. Les Auvergnats, très diminués en première ligne, ont péniblement écarté les Catalans, qui les avaient humiliés en mêlée lors de la saison régulière. Après avoir échoué à six reprises sur des pénalités, l'ouvreur international de l'ASM, Gérard Merceron, a ouvert la voie de l'essai à Sébastien Viars sur un bon coup de pied de déplacement à l'heure de jeu.

Déjà assuré de sa place en demi-finales depuis une semaine, le Stade toulousain s'est facilement débarrassé de l'AS Béziers (44-15). Pour le dernier match au stade des Sept-Deniers du deuxième-ligne Hugues Miorin, qui vient de signer à l'US Colomiers après douze saisons passées sous les couleurs toulousaines, les champions de France ont offert à leurs supporters un festival de rugby offensif, en inscrivant six essais, tous marqués par le sceau du talent. « Cette victoire, c'est la sienne, il peut en être fier après douze années de fidélité dans l'équipe première », a déclaré

Fabien Pelous en hommage à son coéquipier de la deuxième ligne. Comme chaque année à pareille saison, le Stade toulousain entame la dernière ligne droite du championnat de France dans le rôle de favori, tandis que les Montferrandais, finalistes malheureux l'année dernière, se voient dans la peau des « outsiders » après avoir connu une saison toute en contrastes.

Si la poule B des play-off a déjà livré son verdict, le suspense reste entier dans la poule A, où trois clubs (Biarritz, Agen et Bourgoin-Jallieu) peuvent encore prétendre aux deux places de demi-finalis-

Les résultats

POULES DE QUALIFICATION (5^e journée)

● Poule A	
Bourgoin-Stade français	22-22
Agen-Biarritz	24-17
Classement : 1. Biarritz, 12 pts ; 2. Agen, 11 ; 3. Bourgoin, 10 ; 4. Stade français, 7.	
● Poule B	
Toulouse-Béziers	44-15
Montferrand-Perpignan	21-12
Classement : 1. Toulouse, 15 pts ;	

tes. En revanche, le Stade français, tenu en échec à la dernière minute à Bourgoin-Jallieu (22-22), se voit définitivement écarté de la route des demi-finales. Après cinq matchs de play-off, les Parisiens courent toujours derrière leur première victoire, et derrière une qualification pour la Coupe d'Europe 2003.

« IL NE FAUT PAS S'AFFOLER »

Les joueurs désormais entraînés par leur capitaine, Fabien Galthié, ne sont plus maîtres de leur destin : ils devront s'imposer face à Agen, samedi 18 mai, tout en espérant que Béziers ne prenne pas la

2. Montferrand, 11 ; 3. Perpignan, 7 ; 4. Béziers, 7.	
POULE DE MAINTIEN (5^e journée)	
Montauban-Bègles	36-19
Colomiers-Narbonne	22-6
La Rochelle-Pau	26-18
Dax-Castres	10-25
Classement : 1. Colomiers, 37 pts ; 2. Montauban, 37 ; 3. Narbonne, 35 ; 4. Castres, 34 ; 5. Pau, 34 ; 6. Bordeaux-Bègles, 33 ; 7. La Rochelle, 31 ; 8. Dax, 27.	

Eric Collier

RÉSULTATS

FOOTBALL

France	
COUPE DE FRANCE	
Finale au Stade de France	
Lorient-Bastia	1-0
But : Darcheville (41')	
NATIONAL	
Calais-Valence	0-1
Saint-Maur Lusitanos - Clermont Foot	2-2
Racing CP-Alès	1-2
Toulouse-Brest	1-1
Sète-Angers	1-1
Besançon - Louhans-Cuiseaux	0-1
Angoulême-Reims	1-0
Dijon - Boulogne-sur-Mer	1-0
La Roche-sur-Yon - Pau	1-0
Noisy-le-Sec - Cannes	0-4
Classement : 1. Clermont Foot, 74 pts ; 2. Reims, 73 ; 3. Toulouse, 71 ; 4. Valence, 71 ; 5. Cannes, 69 ; 6. Angoulême, 66 ; 7. Louhans-Cuiseaux, 54 ; 8. Alès, 50 ; 9. Angers, 48 ; 10. Besançon, 47 ; 11. La Roche-sur-Yon, 47 ; 12. Sète, 44 ; 13. Racing CP, 43 ; 14. Dijon, 42 ; 15. Brest, 41 ; 16. Boulogne-sur-Mer, 41 ; 17. Pau, 39 ; 18. Saint-Maur Lusitanos, 34 ; 19. Noisy-le-Sec, 31 ; 20. Calais, 19.	

Angleter

PREMIER LEAGUE (38^e et dernière journée)	
Arsenal-Everton	4-3
Liverpool-Ipswich	5-0
Manchester United-Charlton	0-0
Southampton-Newcastle	3-1
Chelsea-Aston Villa	1-3
Leeds-Middlesbrough	-0
Leicester-Tottenham	2-1
West Ham-Bolton	2-1
Blackburn-Fulham	3-0
Sunderland-Derby	1-1
Classement final : 1. Arsenal, 87 pts ; 2. FC Liverpool, 80 ; 3. Manchester United, 77 ; 4. Newcastle, 71 ; 5. Leeds, 66 ; 6. Chelsea, 64 ; 7. West Ham, 53 ; 8. Aston Villa Birmingham, 50 ; 9. Tottenham, 50 ; 10. Blackburn, 46 ; 11. Southampton, 45 ; 12. Middlesbrough, 45 ; 13. Fulham, 44 ; 14. Charlton, 44 ; 15. Everton, 43 ; 16. Bolton, 40 ; 17. Sunderland, 40 ; 18. Ipswich, 36 ; 19. Derby, 30 ; 20. Leicester, 28.	

Espagne

LIGA (38^e journée)	
La Corogne-Real Madrid	3-0
Valence-Betis Séville	2-0
Rayo Vallecano Madrid-Celta Vigo	1-0
FC Séville-Villarreal	1-0
Real Majorque-Valladolid	2-1
Real Sociedad Saint-Sébastien-Las Palmas	1-1
Real Saragosse-FC Barcelone	1-1
Osasuna Pampelune-Alaves Vitoria	0-1
Tenerife-Athletic Bilbao	2-3
Espanyol Barcelone-Málaga	1-2
Classement : 1. Valence, 75 pts ; 2. La Corogne, 68 ; 3. Real Madrid, 66 ; 4. FC Barcelone, 64 ; 5. Celta Vigo, 60 ; 6. Betis Séville, 59 ; 7. Alaves Vitoria, 54 ; 8. FC Séville, 53 ; 9. Athletic Bilbao, 53 ; 10. Málaga, 53 ; 11. Rayo Vallecano Madrid, 49 ; 12. Valladolid, 48 ; 13. Real Sociedad Saint-Sébastien, 47 ; 14. Espanyol Barcelone, 47 ; 15. Villarreal, 43 ; 16. Real Majorque, 43 ; 17. Osasuna Pampelune, 42 ; 18. Las Palmas, 40 ; 19. Tenerife, 38 ; 20. Real Saragosse, 37.	

Italie

COUPE D'ITALIE	
Finale	
Match retour : Parme-Juventus Turin	1-0
(Match aller : Juventus Turin-Parme 2-1)	
Allemagne	
Coupe d'Allemagne	
Finale	
Bayer Leverkusen-Schalke	2-4
MATCHES AMICAUX DE PRÉPARATION À LA COUPE DU MONDE	
Colombie-Costa Rica	2-1
Allemagne-Koweït	7-0
Tunisie-Metz	4-3
Chine-Thaïlande	3-1
Equateur-Milan AC	2-1
Afrique du Sud-Madagascar	1-0

BASKET-BALL

PRO A (29^e journée)	
Hyères-Toulon - Chalons-sur-Saône	55-82
Cholet-Le Havre	104-98
Limoges-Paris Basket Racing	72-75
Gravelines-Antibes	99-86
Montpellier - Bourg-en-Bresse	73-86
Nancy-Dijon	67-70 (a.p.)
Pau-Orthez - Le Mans	99-89
Strasbourg-Villeurbanne	71-74

Classement : 1. Pau-Orthez, 53 pts ; 2. Villeurbanne, 51 ; 3. Cholet, 49 ; 4. Chalons-sur-Saône, Gravelines, 48 ; 6. Nancy, 47 ; 7. Dijon, Le Mans, 46 ; 9. Paris Basket Racing, Strasbourg, 45 ; 11. Limoges, 39 ; 12. Montpellier, Hyères-Toulon, 37 ; 14. Antibes, Bourg-en-Bresse, Le Havre, 35.	
PRO B (29^e journée)	
Nantes-Mulhouse	98-91
Brest-Beauvais	118-113
Saint-Etienne - Reims	89-100
Châlons-en-Champagne - Besançon	72-56
Saint-Quentin - Golbey Epinal	57-72
Roanne-Evreux	115-112 (a.p.)
Rueil-Vichy	81-96
Maurienne-Bondy	95-88
Classement : 1. Vichy, 53 pts ; 2. Roanne, 49 ; 3. Reims, Rueil, 46 ; 5. Evreux, Golbey Epinal, 45 ; 7. Châlons-en-Champagne, Besançon, 44 ; 9. Saint-Quentin, 43 ; 10. Beauvais, Nantes, 42 ; 12. Saint-Etienne, Maurienne, 41, 14. Mulhouse, 40 ; 15. Brest, 38 ; 16. Bondy, 37.	
LIGUE FÉMININE (2^e phase, 6^e journée)	
Groupe A	
Valenciennes-Tarbes	89-48
Bourges-Bordeaux	83-54
Classement : 1. Valenciennes, 12 pts ; 2. Bourges, 10 ; 3. Tarbes, 8 ; 4. Bordeaux, 6.	
Groupe B	
Mondeville-Reims	94-67
Aix-en-Provence - Villeneuve-d'Ascq	66-61
Classement : 1. Aix-en-Provence, 12 pts ; 2. Mondeville, 10 ; 3. Reims, 8 ; 4. Villeneuve-d'Ascq, 6.	
Groupe C	
Calais-Montpellier	72-73
Nice-Sceaux	57-68
Classement : 1. Montpellier, 11 pts ; 2. Nice, 10 ; 3. Calais, 8 ; 4. Sceaux, 7.	

HANDBALL

DIVISION 1 (28^e journée)	
Sélestat-Angers	27-23
Chambéry - Paris-SG	28-25
Istres-Bordeaux	33-27
Toulouse-ACBB	34-26
Livry-Gargan - Créteil	26-29
Ivry-Dunkerque	25-24
Montpellier-Nîmes	30-18
Exempt: Nancy	
Classement : 1. Montpellier, 74 pts ; 2. Chambéry, 70 ; 3. Dunkerque, 66 ; 4. Créteil, 62 ; 5. Paris SG, 59 ; 6. Ivry, 55 ; 7. Istres, 53 ; 8. Toulouse, 52 ; 9. Nîmes, 46 ; 10. Angers, 45 ; 11. Nancy, 44 ; 12. ACBB, 43 ; 13. Sélestat, 40 ; 14. Livry-Gargan, 38 ; 15. Bordeaux, 37.	

VOLLEY-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE FÉMININ	
Finale retour	
Cannes-Villebon	3-0
(Finale aller : Cannes-Villebon 3-0)	

ATHLÉTISME

GRAND PRIX D'OSAKA (Jap)	
Messieurs	
100 m (vent : +1,8 m/s) : 1. Shawn Crawford (Usa), 9 s 94 ; 2. Montgomery, (Usa) 9 s 95 ; 3. Suetesugu (Jap), 10 s 13.	
110 m haies (vent : +1,1 m/s) : 1. Mark Crear (Usa), 13 s 48 ; 2. Dongpeng (Chn), 13 s 50 ; 3. Dorival (Hai), 13 s 50.	
400 m : 1. Antonio Pettigrew (Usa), 44 s 72 ; 2. Houghton (Jam), 44 s 82 ; 3. Sanchez (Dom), 45 s 16.	
400 m haies : 1. James Carter (Usa), 49 s 21.	
1 500 m : 1. Abdulkader Hachlaf (Mar), 3 min 40 s 36 ; 2. Lassiter (Usa), 3 min 40 s 65.	
5 000 m : 1. Zakayo Ngatho (Ken), 13 min 18 s 96 ; 2. Gitahi (Ken), 13 min 19 s 05 ; 3. Gebremariam (Eth), 13 min 22 s 10.	
Longueur : 1. Savante Stringfellow (Usa), 8,49 m ; 2. Phillips (Usa), 8,31 ; 3. Terano (Jap), 8,08.	
Hauteur : 1. Mark Boswell (Can), 2,24 m ; 2. Boateng (Can), 2,24.	
Marteau : 1. Adrian Annus (Hon), 80,10 m ; 2. Murofushi (Jap), 79,12 ; 3. Chausinand (Fra), 78,99.	
Perche : 1. Tim Mack (Usa), 5,60 m ; 2. Lobinger (All), 5,50.	
DAMES	
100 m (vent : +2,5 m/s) : 1. Susanthika Jayasinghe (Sri), 11 s 11 ; 2. Ferguson (Bah), 11 s 17 ; 3. Jenkins (Usa), 11 s 22.	
100 m haies (vent : +1,4 m/s) : 1. Melissa Morrison (Usa), 12 s 81 ; 2. Golding (Jam), 12 s 83 ; 3. Yun (Chn), 12 s 91.	
400 m : 1. Nadjina Kaltouma (Tcd), 52 s 20 ; 2. Collins (Usa), 52 s 23 ; 3. Reid (Usa), 52 s 63.	
800 m : 1. Charmaine Howell (Jam), 2 min 3 s 25.	
5 000 m : 1. Benita Willis (Aus), 15 min 1 s 44 ; 2. Malot (Ken), 15 min 4 s 16.	
Longueur : 1. Olga Rublyova (Rus), 6,73 m.	
Javelot : 1. Ha Xiaoyan (Chn), 59,90 m ; 2. Huhtaniemi (Fin), 58,72.	

CYCLISME

TOUR D'ITALIE	
Prologue à Groningue (Pbs)	
1. Juan Carlos Dominguez (Esp/Phonak), les 6,5 km en 8 min 12 s ; 2. Verbrugge (Bel/Lotto), à 1 s ; 3. Savoldelli (Ita/Index), à 4 s ; 4. Buxhofer (Aut/Phonak), à 8 s ; 5. Hoj (Dan/Team Coast) à 9 s ; 6. Rebellin (Ita/Gerolsteiner), à 10 s ; 7. Niermann (All/Rabobank), m.t. ; 8. Boogerd (Pbs/Rabobank), à 13 s ; 9. Sastre (Esp/CSO), m.t. ; 10. Heikmann (All/Telekom), à 14 s, etc.	
1^{er} étape à Munster (All)	
1. Mario Cipollini (Ita/Acqua e Sapone), 5 h 45 min 23 s ; 2. Buxhofer (Aut/PHO), à 11 s ; 3. Hoj (Dan/COA), à 12 s ; 4. McEwen (Aus/LOT), à 13 s ; 5. Bettini (Ita/MAP), à 20 s ; 6. Strazzer (Ita/PHO), à 20 s ; 7. Hunter (Afs/MAP), à 20 s ; 8. Petacchi (Ita/FAS), à 21 s ; 9. Garzelli (Ita/MAP), à 22 s ; 10. Teutenberg (All/PHO), à 23 s ; ...137. Fabrice Gougot (Fra) à 1 min 28 s.	
Classement général : 1. Mario Cipollini (Ita), 5 h 45 min 23 s ; 2. Buxhofer (Aut/PHO), à 11 s ; 3. Hoj (Dan/COA), à 12 s ; 4. McEwen (Aus/LOT), à 13 s ; 5. Bettini (Ita/Mapei), à 20 s ; 6. Strazzer (Ita/PHO), à 20 s ; 7. Hunter (Afs/MAP), à 21 s ; 8. Petacchi (Ita/FAS), à 21 s ; 9. Garzelli (Ita/MAP), à 22 s ; 10. Teutenberg (All/PHO), à 23 s, etc.	

AUTOMOBILISME

FORMULE 3000 (4^e épreuve)	
Circuit de Spielberg (Autriche)	
1. Tomas Enge (Tch/Arden International), les 151,410 km en 48 min 53 s 862 (moyenne : 185,787 km/h) ; 2. Bjorn Wirdheim (Sue/Arden International), à 3 s 716 ; 3. Mario Haberfeld (Bre/Astromega), à 4 s 887 ; 4. Giorgio Pantano (Ita/Coloni), à 5 s 596 ; 5. Patrick Friesacher (Aut/Red Bull Junior), à 9 s 963 ; 6. Enrico Toccacelo (Ita/Coloni), à 10 s 673.	
Classement du Championnat : 1. T. Enge (Tch), G. Pantano (Ita), 17 pts ; 3. R. Sperafico (Bre), 16 ; 4. S. Bourdais (Fra), 14 ; 5. M. Haberfeld (Bre), 12.	

RUGBY

SUPER 12 (12^e et dernière journée)	
Waikato Chiefs (Nzl)-Wellington Hurricanes (Nzl) 44-20	
ACT Brumbies (Aus)-Auckland Blues (Nzl) 46-25	
Otago Highlanders (Nzl)-Queensland Reds (Aus) 40-26	
Canterbury Crusaders (Nzl)-NSW Waratahs (Aus) 96-19	
Western Stormers (Afs)-Northern Bulls (Afs) 31-27	
Coastal Sharks (Afs)-Golden Cats (Afs) 38-11	
Classement : 1. Crusaders, 51 ; 2. Waratahs, 39 ; 3. Brumbies, 38 ; 4. Highlanders, 38 ; 5. Reds, 34 ; 6. Blues, 29 ; 7. Stormers, 27 ; 8. Chiefs, 24 ; 9. Hurricanes, 23 ; 10. Sharks, 20 ; 11. Cats, 6 ; 12. Bulls, 4.	

ÉQUITATION

CSIO de France à La Baule (Loire-Atlantique)	
1. Angelique Hoorn (Pbs/Hascal), 0 + 0 (50.08) ; 2. Levallois (Fra/Diamant de Sémilly), 0 + 0 (51.35) ; 3. Brouqsault (Fra/Dième de Cèphe), 0 + 0 (51.44) ; 4. Leygue (Fra/Diablo du Parc II), 0 + 0 (51.69) ; 5. Shirai (Jap/Vicomte du Mesnil), 0 + 0 (57.26).	
Classement du Derby : 1. Ernst Wettstein (Sui/Laroni), 0 pt (172.72) ; 2. Prudent (Fra/Lemon Park), 4 (156.61) ; 3. Levallois (Fra/Experio HN), 4 (156.75) ; 4. Whitaker (Gbr/Steps Helsinki), 4 (160.77) ; 5. Le Jeune (Bel/Double O Seven), 4 (163.31).	
Classement de la Coupe des nations : 1. Espagne, 8 pts (0 + 8 - 262.37) ; 2. France, 8 pts (4 + 4 - 265.97) ; 3. Pays-Bas, 18 pts (6 + 12 - 261.39) ; 4. Allemagne, 18 pts (4 + 14 - 276.58) ; 5. Italie, 20 pts (8 + 12 - 267.22).	

CALENDRIER

LUNDI 13 MAI

CYCLISME	
Tour d'Italie, jusqu'au 2 juin.	

TENNIS

Masters Serie masculin à Hambourg (All) ; tournoi féminin de Rome, jusqu'au 19 mai (Eurosport).	
---	--

MARDI 14 MAI

FOOTBALL	
Mondial-2002 : stage de l'équipe de France à Clairfontaine, jusqu'au 18 mai.	

MERCREDI 15 MAI

BASKET-BALL	
Ligue féminine, finale aller (Pathé Sport, 20 heures).	

troisième place de la poule B. Les Agenais, deuxièmes de la poule A, grâce à leur victoire étriquée sur Biarritz (24-17), dimanche 12 mai, auront, eux aussi, besoin d'un succès à Paris pour gagner un billet pour les demi-finales. Les Biarrots, dominateurs pendant la saison régulière, devront quant à eux s'imposer face à Bourgoin-Jallieu. « Notre jeu est déstructuré. Il faut qu'on se resaisisse », déplorait l'entraîneur de Biarritz, Patrice Lagisquet, après la défaite à Agen, alors que Thomas Livremont, le capitaine biarrot, estime qu'il « ne faut surtout pas s'affoler ».

Dans la poule de maintien, la défaite de Dax face à Castres (10-25), dimanche 12 mai, a condamné les Landais à la descente en deuxième division (Pro D2). En haut du tableau, Colomiers, vainqueur de Narbonne (22-6) et Montauban, vainqueur de Bordeaux-Bègles (36-19), ont déjà assuré leur maintien en première division. Malgré sa victoire sur Pau (26-18), La Rochelle se trouve dans la position du deuxième club relégable en Pro D2.



KAI PFAFFENBACH/REUTERS



JEAN-PIERRE CLATOT/AFP



WOLFGANG KUMM/AFP



FRANCK PERRY/AFP

CYCLISME

Le sprinter italien Mario Cipollini (Acqua e Sapone) a remporté au sprint la 1^{re} étape du Tour d'Italie, à Münster (Allemagne), dimanche 12 mai. Le vainqueur de Milan-San Remo, dont l'équipe n'a pas été retenue pour le Tour de France, a endossé par la même occasion le maillot rose de leader du classement général. La veille, l'Espagnol Juan Carlos Dominguez (Phonak) s'était imposé dans le prologue de 6,5 km à Groningue (Pays-Bas).

RUGBY

Le trois-quarts centre fidjien de Bourgoin, Eremodo Tuni (à droite), échappe à Cliff Mytton, son vis-à-vis néo-zélandais du Stade français, pour marquer le premier essai des Berjalliens. Son club conserve une chance de se qualifier pour les demi-finales du championnat, tandis que le club parisien devra batailler pour obtenir une place en Coupe d'Europe.

TENNIS

La jeune Belge Justine Hénilin, demi-finaliste à Roland-Garros en 2001, a créé la surprise, dimanche 12 mai, en s'imposant face à l'Américaine Serena Williams en finale du Tournoi de Berlin (6-2, 1-6, 7-5).

ÉQUITATION

Le cavalier français Olivier Guillon, sur Baseline, fait partie de l'équipe de France qui a pris la deuxième place de la Coupe des nations, dimanche 12 mai, au CSIO de La Baule. L'Espagne a remporté l'épreuve grâce à un meilleur temps global, et les Pays-Bas se sont classés troisièmes.

Championnat de France messieurs (30^e et dernière journée) : Montpellier-ACBB (Eurosport, 20 h 15).

RUGBY

Top 8 et phase de maintien (6^e journée), jusqu'au 19 mai ; Super-12 (demi-finales).

DIM

Soleil au Sud

MARDI 14 MAI

Lever du soleil à Paris : 6 h 12
Coucher du soleil à Paris : 21 h 22

Les pressions sont en hausse par le sud-ouest du pays, où le soleil s'installe. Des nuages circulent encore sur le nord de la France, apportant quelques averses en matinée.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Les nuages sont nombreux en début de matinée et apportent quelques averses. L'après-midi, le ciel se partage entre éclaircies et passages nuageux. Les températures s'échelonnent entre 15 et 17 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Averses et nuages sont au programme du matin. Le temps s'améliore l'après-midi avec l'arrivée de belles éclaircies. Les températures varient entre 14 et 17 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Le relief du Jura, la Champagne et la Lorraine subissent des passages nuageux assez fréquents. Quelques averses sont possibles. Ailleurs, les éclaircies dominent. Les températures sont comprises entre 17 et 21 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Après dissipation des quelques brumes matinales possibles au pied des Pyrénées, le soleil brille. Seuls quelques voiles de cirrus circulent de temps à autre. Les températures approchent 21 à 25 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Le matin, quelques bancs de grisaille navigent dans les vallées; de même, des nuages restent accrochés sur le relief des Alpes. Dans l'après-midi, le soleil prend le dessus. Il fait de 19 à 22 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Le temps est agréable et ensoleillé. Seuls quelques nuages gris peuvent le matin circuler sur la côte d'Azur. Des voiles nuageux teintent parfois le ciel Corse de blanc. Les températures affichent de 21 à 27 degrés.

12 MAI. 2002 PRÉVISIONS

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

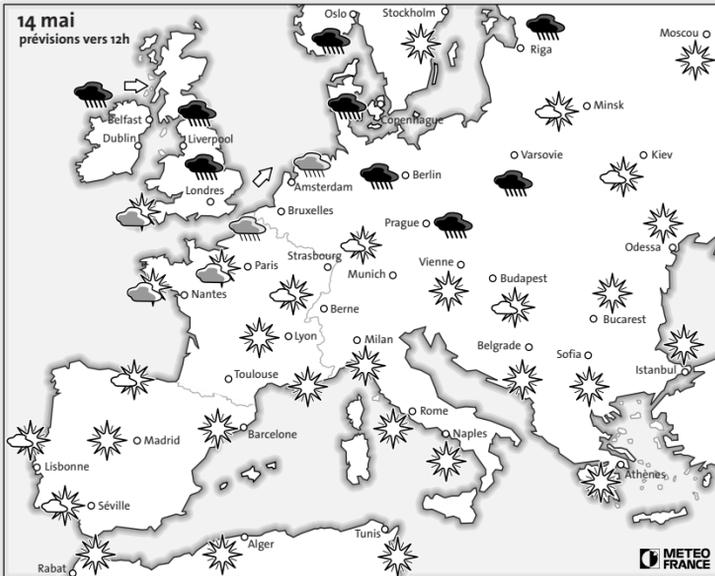
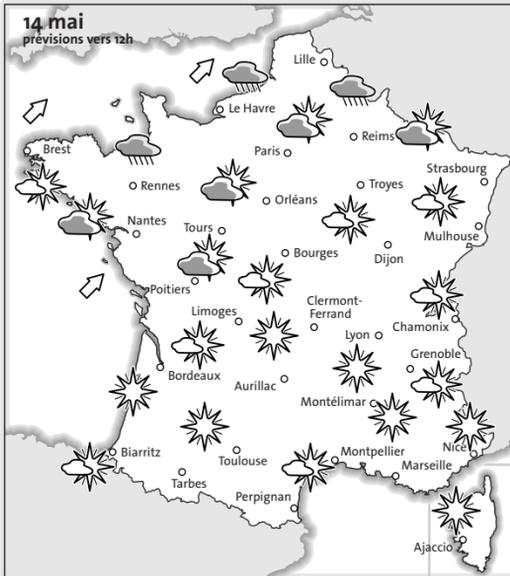
FRANCE MÉTROPOLE			
Ajaccio	10/18 S	Milan	10/23 S
Biarritz	7/18 S	Moscou	3/16 S
Bordeaux	9/19 S	Munich	11/18 N
Bourges	8/17 N	Naples	15/19 S
Brest	7/16 N	Oslo	10/18 P
Caen	9/14 N	Palma de M.	10/19 S
Cherbourg	6/15 N	Prague	10/19 P
Clermont-F.	8/16 S	Rome	13/19 S
Dijon	9/16 S	Séville	8/25 S
Grenoble	12/15 N	Sofia	11/19 S
Lille	9/16 P	St-Petersb.	7/19 S
Limoges	7/13 S	Stockholm	9/20 S
Lyon	10/16 S	Ténérife	18/23 S
Marseille	11/20 S	Varsovie	14/25 S
Nancy	10/16 N	Venise	15/19 S
Nantes	8/16 N	Vienne	13/19 S
Nice	12/18 S		
Paris	8/16 N		
Pau	4/18 S		
Perpignan	11/20 N		
Rennes	8/16 N		
St-Etienne	7/14 S		
Strasbourg	11/17 S		
Toulouse	8/19 S		
Tours	6/16 N		

AMÉRIQUES		
Brasilia		16/27 S
Buenos Aires		17/23 P
Caracas		26/29 P
Chicago		8/19 P
Lima		18/24 S
Los Angeles		14/24 S
Mexico		11/28 S
Montréal		4/10 C
New York		11/23 P
San Francisco		10/17 S
Santiago Ch.		10/24 C
Toronto		4/10 P
Washington DC		13/30 S

AFRIQUE		
Alger		11/22 S
Dakar		20/24 S
Kinshasa		20/32 S
Le Caire		19/33 S
Nairobi		16/23 P
Pretoria		6/24 S
Rabat		12/21 S
Tunis		15/20 S

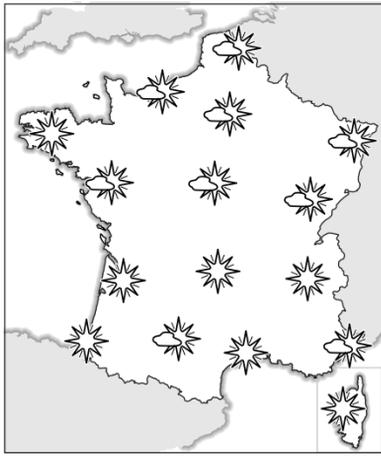
EUROPE		
Amsterdam		10/15 P
Athènes		15/24 S
Barcelone		9/16 S
Belfast		4/14 P
Belgrade		14/23 P
Berlin		14/17 P
Berne		10/15 N
Bruxelles		11/16 P
Bucarest		6/24 S
Budapest		14/21 S
Copenhague		10/15 P
Dublin		6/14 C
Francfort		11/19 N
Genève		11/13 N
Helsinki		8/20 S
Istanbul		13/19 S
Kiev		14/21 S
Lisbonne		10/19 S
Liverpool		3/17 P
Londres		6/17 P
Luxembourg		11/16 P

ASIE-OcéANIE		
Bangkok		28/30 P
Beyrouth		18/24 S
Bombay		31/33 P
Djakarta		24/31 P
Dubaï		28/37 S
Hanoï		23/30 P
Hongkong		25/26 P
Jérusalem		12/25 S
New Delhi		26/44 S
Pékin		19/29 C
Séoul		14/19 P
Singapour		27/33 P
Sydney		14/20 S
Tokyo		14/21 P



14 mai prévisions vers 12h

Soleil, Peu nuageux, Couvert, Brèves éclaircies, Averses, Pluie, Orage, Neige, Brouillard, Vent fort



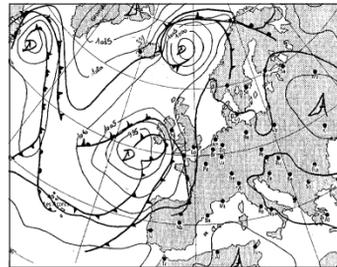
PRÉVISIONS POUR LE 15 MAI

Cub@ M@jorque P@ris C@racas S@ntiago S@o Paulo M@arseille D@llas M@drid Mil@n...

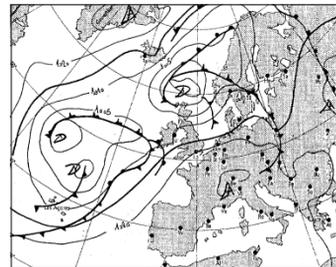
Tous les vols sont sur airfrance.com

AIR FRANCE

Mercredi 15 mai
La journée s'annonce calme et ensoleillée. Seuls des bancs de nuages élevés circulent sur le nord de la France. Les températures sont en hausse.



SITUATION LE 13 MAI À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 15 MAI À 0 HEURE TU

Premières pistes pour expliquer l'origine mystérieuse des rayons cosmiques

ASTRONOMIE
Tous les lundis datés mardi, la vie des astres

IL FAUT parfois, pour comprendre le ciel, s'en approcher un peu. En 1912, le physicien Victor Hess emporta dans un ballon une chambre à ionisation, appareil qui enregistre le passage de particules chargées. Après avoir franchi les 2 000 premiers mètres, tranche d'atmosphère où la radioactivité naturelle de la Terre se fait sentir, le chercheur s'aperçut que plus son ballon s'élevait, plus son instrument répertoriait d'ionisations. Hess supposa, à juste titre, que ces phénomènes étaient provoqués par l'arrivée de particules d'origine extraterrestre. Le physicien reproduisit son expérience lors d'une éclipse de Soleil et, ne constatant aucune modification dans les résultats, en conclut que ces particules provenaient non pas de notre étoile, mais d'une source bien plus éloignée. Ce qui devait

leur valoir, quelques années plus tard, le nom de rayons cosmiques. Il s'agit de noyaux d'atomes légers - la plupart du temps des protons, noyaux d'atomes d'hydrogène - que les scientifiques classent en deux catégories selon leur énergie, mesurée en gigaélectronvolts (GeV). La famille principale regroupe les protons, dotés d'une énergie allant jusqu'à un million de GeV, un chiffre énorme, le plus puissant accélérateur de particules atteignant seulement 1 000 GeV. La deuxième famille, dite des rayons cosmiques à haute énergie, se déplace à une vitesse très proche de celle de la lumière et n'a pas de limite supérieure connue. Le record, 300 milliards de GeV, enregistré en 1991 aux Etats-Unis, est tout bonnement ahurissant. Pour se faire une idée, il faut imaginer que ce noyau d'atomes - ultra-léger, donc - transportait environ autant d'énergie qu'une balle de tennis - infiniment plus massive - après un service. Près d'un siècle s'est écoulé depuis les premiers travaux de Hess

(qui lui valurent le prix Nobel de physique en 1936), mais nous ne sommes toujours pas très avancés sur l'origine de ces particules et, surtout, sur le mécanisme qui leur confère autant d'énergie. La tâche des chercheurs est malaisée. Contrairement à la lumière, qui voyage directement entre l'étoile qui l'émet et nous, les rayons cosmiques ne sont pas des adeptes de la ligne droite. En raison de leur charge électrique, ils subissent l'influence des champs magnétiques divers qui traversent l'espace et leur font suivre des trajectoires complexes, rendant problématique la détermination de leur point de départ. Malgré ces difficultés, les scientifiques ont progressé au cours des dernières semaines. Il a longtemps été imaginé que la première catégorie était produite par les supernovae, étoiles massives qui meurent dans des explosions cataclysmiques. Dans notre galaxie, il s'agit des seuls événements capables de libérer suffisamment d'énergie pour alimenter la source des rayons cosmi-

ques de moyenne énergie. Encore fallait-il, pour valider cette hypothèse, relier une supernova - ou tout au moins ses restes - à une source de particules chargées. **MATIÈRE EXTRA-GALACTIQUE !** Une équipe de chercheurs du Japon et d'Australie annonce l'avoir fait, dans la revue *Nature* du 25 avril, grâce à des observations effectuées par le télescope Cangaroo, que les deux pays se partagent. Ces scientifiques sont parvenus à corréler des rayons cosmiques enregistrés sur Terre à une source de rayons gamma de haute énergie proche des débris d'une supernova. Ces rayons gamma marquent la trace du passage de rayons cosmiques dans un nuage de gaz interstellaire. Les astrophysiciens des particules pensent que, en explosant, une étoile massive crée une onde de choc assez puissante pour accélérer les noyaux atomiques du matériau environnant, les transformant ainsi en rayons cosmiques. En revanche, aucun mécanisme

d'accélération connu dans la Voie lactée n'est capable de produire les particules à très haute énergie de la deuxième famille. Les scientifiques en ont logiquement conclu qu'ils s'agissait là des seuls exemples de matière extra-galactique ! Le 22 avril, lors d'une réunion des Sociétés américaines de physique et d'astronomie, Diego Torres (université de Princeton, New Jersey) et trois collègues de la NASA, Elihu Boldt, Timothy Hamilton et Michael Loewenstein, ont avancé que ces particules de l'extrême pouvaient être produites par les trous noirs supermassifs présents au centre de certaines galaxies. Ces chercheurs ont identifié quatre galaxies de ce type dans la constellation de la Grande Ourse, qui « colleraient » avec l'origine supposée de quatre rayons cosmiques à très haute énergie enregistrés sur Terre. Ils estiment que, si le trou noir central de ces galaxies elliptiques tourne assez vite sur lui-même, il peut en théorie éjecter des particules à une

vitesse proche de celle de la lumière. L'hypothèse est audacieuse mais elle présente le défaut de ne s'appuyer que sur un échantillon pour le moins restreint. Les rayons cosmiques ultra-énergétiques se révèlent en effet fort rares (un par kilomètre carré et par siècle). La prochaine entrée en service de l'observatoire Pierre-Auger, un réseau de 1 600 détecteurs couvrant une surface de 3 000 km² en Argentine, devrait enrichir considérablement les bases de données et, espèrent les physiciens, fournir assez d'informations pour résoudre enfin le mystère des rayons cosmiques.

Pierre Barthélémy

LUNE DE LA SEMAINE
vendredi 17 mai 2002 (à Paris)

9h57 Lever Coucher 2h30 le 18/5

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 114

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											

HORIZONTALEMENT

I. De toute façon, avec elle ça marchera. - II. Va bientôt bouillir. Conjonction. - III. Réduisis. Lâcha Rome pour Capri. - IV. Du muscle, ou plutôt du bidon. Marque l'opposition. - V. Pris en connaissance. Mince et haut perché sur ses pattes. - VI. Epaisse et assez lourde. Sur le pont. - VII. Semble bien bon. En bonne place dans le système. - VIII. D'un

auxiliaire. Vient de Chisinau. - IX. Dresser à la pierre. Charles de Beaumont. - X. Gesticuleras sur un air de Sheila. Note.

VERTICALEMENT

1. Effet bœuf ou effet vache. - 2. En position de refus. - 3. A vingt-quatre ans, sa carrière prit fin brutalement. Un début de participation. Fait tout à moitié. - 4. Flottent au vent. - 5. Rayons

dangereux. Dans le filet à Londres et à Paris. La sortie à bon compte. - 6. La sortie à un bout. Développe les facultés. - 7. Message personnel. Dix points à la belote. - 8. Annonce la fin. Fit le bon poids. - 9. Une partie de la colonne qu'il faudrait remettre dans le bon sens. - 10. Participe à un jeu de massacre. - 11. Prend les commandes. Conjonction. - 12. D'un auxiliaire. Trompe.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 113

Horizontalement

I. Barbouilleur. - II. Alouette. Ure. - III. Igné. Max. Tes. - IV. Luger. Lit. Et. - V. Lee. Briqua. - VI. Us. Equeuté. - VII. Meringue. Raï. - VIII. Em. Rare. Ci. - IX. Nivôse. Croit. - X. Tripatouille.

Verticalement

1. Bâillement. - 2. Algue. Emir. - 3. Rongeur. VI. - 4. Buée. Sirop. - 5. OE. Rb. NASA. - 6. Utm (mut). Regret. - 7. Italique. - 8. Lexique. Cu. - 9. Tue. Cri. - 10. Eut. Auriol. - 11. Urée. Ta. Il. - 12. Restreinte.

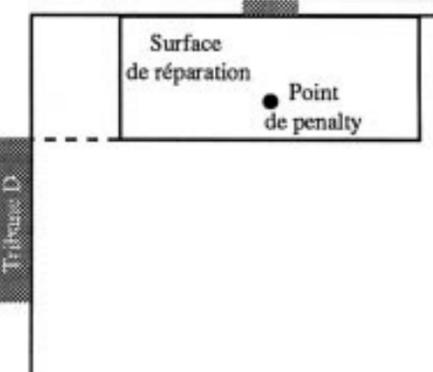
AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 274

Malchance au Mondial

Elisabeth Busser et Gilles Cohen
© POLE 2002

Solution dans *Le Monde* du 21 mai.



ACTION 1 : L'ailier gauche file parallèlement à la touche, légèrement décalé à gauche par rapport à l'axe du terrain. Arrivé au niveau de l'entrée de la tribune D, il décoche un de ces tirs puissants, parfaitement rectilignes, dont il a le secret, et qui semble devoir s'écraser sur le coin du poteau gauche du gardien et de la transversale. Mais l'avant-centre, situé au point de penalty, effectue une reprise de volée acrobatique, magnifiquement stoppée par le gardien de but.

ACTION 2 : L'ailier gauche file parallèlement à la touche, sur la même ligne que lors de la première action. Il dépasse son point de tir précédent, et, parvenu à l'entrée de la surface de réparation, qui est située au niveau de la fin de la tribune D, décoche un de ces tirs puissants, parfaitement rectiligne, dont il a le secret, exactement parallèle au tir de l'action 1. Cette fois, le tir s'écrase sur le poteau droit du gardien.

Quelle est la longueur de la tribune D ?
A quelle hauteur le deuxième tir s'est-il écrasé ?

On rappelle qu'au football le but a une largeur de 7,32 m et une hauteur de 2,44 m. La surface de réparation est située à 16,50 m de la ligne de but, le point de penalty à 11 m de cette ligne.

Solution du jeu n° 273 paru dans *Le Monde* du 7 mai.

« ZYWRWC »
Comme le « U » de « UN » n'est pas codé de la même façon que le « U » de « DEUX », c'est que le

cryptage d'une lettre dépend probablement de sa place dans le mot.
Il s'établit de la façon suivante : la P^e lettre d'un mot est remplacée par celle qui, dans l'alphabet écrit en boucle, vient (5 + P) places après elle.

CULTURE

ARCHITECTURE



De gauche à droite, les « arteplages ». A Yverdon, les architectes ont voulu créer une construction diaphane, insaisissable et multiple, à l'image de l'existence humaine. A Morat, le Monolithe, immense cube qui semble flotter sur l'eau, thématise l'Instant et l'Éternité. A Neuchâtel, les toits en forme de galets symbolisent l'artificiel qui imite le naturel. A Bienne, trois tours représentent l'essence de la vie urbaine.

Fragile jeu de construction au pays des trois lacs

La Suisse inaugure avec « Expo.02 » une manifestation répartie en quatre lieux dans la région de Neuchâtel et a confié à de grands architectes la conception de pavillons à fleur d'eau que l'on visitera jusqu'en octobre

BIENNE

de notre envoyé spécial

Voilà sans doute l'« exposition » la plus surprenante et la plus sincère qu'ait engendrée l'arrivée du troisième millénaire. Pour parvenir à ce résultat, il est vrai qu'on a pris son temps dans ce beau coin de Suisse, entre Lausanne et Berne, champion toutes catégories du cliché helvétique : ici, des lacs cernés de montagnes, ou à l'inverse des collines cernées d'eau, comme l'île de Saint-Pierre, chère à Jean-Jacques Rousseau, sur le lac de Bienne. Ici, des vaches et des vignes, là, des coucous sans marque ou des Swatch sans tête. Partout fleurissent les distributeurs automatiques de billets de banque, sauf dans les prés, où pousse encore le blé en herbe. On sait dans ce pays ce que sont une date et une heure : 2001 était la véritable année du tournant du millénaire, et non 2000 comme le croyaient Hanovre, la France et le reste du monde, beaucoup trop pressés. Ce devait donc être, en Suisse, l'Expo.01.

Fort heureusement, le pays s'était découvert moins stable qu'il n'y paraît : aux dérèglements de l'industrie horlogère s'ajouta le constat que la force des banques reposait sur un pacte fort peu chrétien, que le fichage des citoyens n'avait rien à envier aux vieilles pratiques de l'Allemagne de l'Est, et que le pays était, à l'instar du plus célèbre de ses fromages, troué de bunkers inutilisés. Ainsi, la Suisse n'était plus tout à fait une île au milieu de l'Europe. Ces découvertes s'ajoutant aux difficultés d'organisation et de financement, ainsi que l'inquiétude née de la déroute de Hanovre auront finalement contribué à relativiser les impératifs initiaux. Les opposants du bord de l'eau devenant peu à peu fatalistes, les partisans du projet se firent à l'idée qu'il n'y avait pas le feu au lac. Expo.01 devient Expo.02.

Expo.02 est la sixième édition des expositions nationales suisses après Zurich (1883), Genève (1896), Berne (1914), Zurich à nouveau (1939), enfin Lausanne (1964). Largement influencées par le modèle des expositions universelles, ces manifestations nationales, spécialité helvétique, sont elles aussi le fruit de l'industrialisation et du nationalisme. Mais, dans une Suisse décentralisée et composée de trois cultures majoritaires, les élites de l'époque ont particulièrement ressenti le besoin de créer un ciment pour resserrer les liens entre Alémaniques, Romands, italophones et Romanches. Si la forme reste la même, les expositions suisses sont passées de la foire commerciale à un rassemblement qui montre et questionne la Suisse.

Aux Suisses ? Pas seulement. Le nationalisme inévitable, né de la concurrence entre les pays participant aux expositions universelles et internationales brevetées par le

bureau parisien du même nom, a en effet cédé la place, déjà à Genève, mais surtout dans la Suisse des Trois-Lacs, à une forme d'interrogation et de pédagogie qui transcende largement les frontières du pays. Au point qu'à comparer Expo.02 à Hanovre, Séville ou Lisbonne, on se convainc assez facilement que la dimension juste, la moins nationaliste, la plus propre à toucher sérieusement les esprits, se trouve dans la formule helvétique. Avec l'ouverture au public, le 15 mai, d'Expo.02, les clichés prennent un sérieux coup de jeune.

La très ancienne et sage ville de Morat (Murten en allemand) s'est ainsi livrée aux rêves du Français Jean Nouvel. Nouvel n'est jamais



aussi bon que lorsqu'il s'affronte au relief, de préférence les pieds dans l'eau. Lauréat du concours organisé en 1998 sur le thème obligé et ambivalent de « L'instant et l'éternité », il a dessiné devant cette grosse bourgade sortie comme neuve de huit siècles d'histoire un immense monolithe, cube d'acier rouillé qui semble flotter sur l'eau. Sur la terre, plus ou moins ferme, l'équipe de Morat a installé un chapelet de chapelles dédiées, avec le concours de l'Église, à un « ange qui passe », un grand théâtre de bois fruste, un bar des aveugles où l'on s'entend boire un produit qui a le goût de l'eau. Et il s'est amusé à faire jouer à l'armée suisse un moment éternel du *Rivage des Syrtes*, ce lointain pays où Julien Gracq a cherché à « libérer par distillation un élément volatil, l'esprit de l'histoire, au sens où on parle d'esprit-de-vin, et à le raffiner suffisamment pour qu'il pût s'enflammer au contact de l'imagination ».

Morat est un des cinq « arteplages » d'Expo.02. L'expression est née de la juxtaposition, imaginée en 1994 par le trio des premiers concepteurs de la manifestation (les architectes Laurent Geninascas et Luca Merlini, et le journaliste Michel Jeannot), des mots « art » et « plage ». Elle désigne les sites qui accueillent les expositions sur les rives de la Suisse des Trois-Lacs. Aux « arteplages » de Neu-

châtel, Yverdon-les-Bains, Bienne (Biel en allemand) et Morat vient s'ajouter un cinquième, mobile, celui du Jura, qui accoste tour à tour à l'un des quatre sites fixes. Chaque arteplage se réfère à un thème, selon lequel sont déclinées architecture et expositions : *Pouvoir et Liberté* pour Bienne, *Instant et Éternité* pour Morat, *Nature et*

Les architectes ont la délicate mission de construire des édifices éphémères à cheval sur l'eau des lacs et sur une terre gagnée jadis sur les marais

Artifice pour Neuchâtel, *Moi et l'Univers* pour Yverdon-les-Bains, *Sens et Mouance* pour le Jura.

On croyait le genre épuisé. L'exposition dite « universelle » de Hanovre, ouverte sur des accents triomphants le 1^{er} juin 2000 et fermée en octobre de la même année avec un déficit abyssal, financier pour les organisateurs, mais spiri-

tuel pour les visiteurs, laissait penser qu'on en avait fini avec ces grosses machineries à l'heure où tout semblait devoir passer par Internet et battre pavillon virtuel. Même l'architecture, malgré les prouesses de quelques pavillons nationaux, avait perdu son souffle après la grandiose Exposition de Séville, dans le sud torride de l'Espagne (1992), puis celle, plus océanique, de Lisbonne (1998). Deux événements qui avaient en outre l'ambition de remodeler des territoires en déshérence dans les villes-hôtes, comme les Jeux olympiques avaient permis de le faire en 1992 à Barcelone.

La déshérence est ce qui fit croire à ce petit bout de Suisse, à cheval sur quatre cantons, en un semblable destin. Francophone à Yverdon-les-Bains, près de Lausanne, dans le canton de Vaud, plutôt germanophone sur les bords du lac de Bienne, ou Biel, dans le canton de Berne, ce petit « pays », s'était trouvé unifié par la commune prospérité de son industrie horlogère avant de plonger au début des années 1990. En 1997, une nouvelle équipe reprit à son compte le projet d'exposition des trois inventeurs, conservant l'idée des arteplages et de leur dispersion autour des lacs, équipe composée de Jacqueline Fendt, directrice générale, et de l'artiste suisse Pipilotti Rist, reine de « la manipulation par l'image », directrice.

Si la nomination surprend, elle enthousiasme une bonne partie de l'opinion publique : Pipilotti Rist fera rêver la Suisse. C'est elle qui va décliner les thèmes des arteplages et les grandes lignes de leur contenu, projet maintenu contre les vents et marées des trois lacs par les tempéraments d'acier de Nelly Wenger et de Martin Heller.

En 1998, les concours d'architecture sont lancés, faisant émerger cinq équipes : Nouvel et une agence bernoise (Gauer-Itten-Maria) investiront Morat. A Yverdon-les-Bains, ce seront les architectes new-yorkais Diller et Scofidio qui dessinent un merveilleux nuage et un paysage peu ou prou lunaire avec les architectes zurichois d'Extasia (Vehovar et Jauslin). A Neuchâtel, le groupe Multipack de Marseille dessinera un ciel supportable gazeux pour abriter sa plate-forme sur l'eau. A Bienne, enfin, s'imposeront les trois tours du pouvoir, singulièrement chahutées par l'agence viennoise Coop-Himmelblau, que rejoindront des personnalités comme Yann Kersalé, magicien pléniopotentielle de l'éclairage électrique. Tous ont la délicate mission de construire des édifices éphémères à cheval sur l'eau des lacs et sur une terre gagnée jadis sur les marais, et qui n'a donc de ferme que le nom.

Frédéric Edelmann

« Un projet qui ne laisserait rien derrière lui »

NELLY WENGER, française d'origine marocaine, ingénieur, urbaniste, a pris la direction d'Expo.02 en 2000. Elle publie sa version de l'histoire, imagée, enthousiaste et lucide sous le titre *Je vous invite. Un récit* (éditions Favre, Lausanne, avril 2002, 96 p., 13,5 €).

« La sixième Exposition nationale s'est proclamée nationale, mais il y a toujours eu ambiguïté sur le commanditaire. Accepté par le Conseil fédéral, le projet a été mené par une association de droit privé ayant toute latitude pour développer un contenu, même si la Confédération a tenu bien sûr à s'engager. (...) Parallèlement, certains milieux ont eu des doutes sur l'opportunité d'une telle manifestation, qui leur paraissait anachronique. Le besoin était ressenti d'une exposition nationale, difficile à exprimer toutefois dans ses motivations profondes. Cette situation contradictoire a empêché l'annonce d'un message fondateur. Cette absence de message s'est transformée à de nombreuses reprises en un reproche à Expo.02 elle-même. Cela a développé le soupçon d'une exposition sans propos, une sorte de joujou culturel luxueux adressé à une élite. (...) Si cette absence de message a été un obstacle, elle a aussi été une

chance, elle nous a offert la liberté d'inventer un projet sans que nous illustrions un programme préétabli. L'Exposition nationale se présente comme un espace d'invention qui ne reproduit pas littéralement des directives dictées par un pouvoir. (...)

RESPECTER L'INTÉGRITÉ DES SITES
Dès le départ, de claires directives imposaient à l'Exposition nationale de créer un événement qui devait disparaître. Cette notion d'éphémère m'a poursuivie, et j'ai souvent réfléchi à sa profonde ambiguïté. Comment réaliser un projet qui ne laisserait rien derrière lui ? Les contraintes écologiques motivaient la construction de structures démontables et le respect d'un territoire soumis à de nombreuses formes de protection et de conservation. Le projet initial respectait l'intégrité des sites et leur restitution intégrale après la manifestation. L'ambiguïté de ces exigences soumettait le projet à devenir un non-projet. De cette option qui aurait pu s'élever comme un obstacle insurmontable, l'Expo a fait une proposition contemporaine de construction. Il a fallu trouver des matériaux inusités et facilement recyclables, tester des techniques de construction neuves permettant une déconstruction. Le domaine de l'ingénierie a

développé une imagination surprenante, qui pourrait devenir un nouveau savoir-faire technique et logistique. Enfin, au-delà des aspects de construction, le parti pris de l'éphémère est une chance, car il a permis aux architectes et aux designers de déployer une imagination extraordinaire, de donner un véritable cadre de liberté à des propositions qui ne se soumettaient pas à la contrainte de la durée. Grâce à l'éphémère, l'Expo fonde un événement créateur favorisant des audaces et des visions insolites. (...)

Cette société vivante et ravivée par la fête, c'est brusquement une nouvelle Suisse qui m'apparaît, une société dynamique qui habite pleinement et en profondeur une Exposition nationale. Une Suisse mobile, hétérogène, multiple dans ses aspects, se forme et se déforme sur les arteplages. (...) J'imagine alors des sociabilités réinventées, des rencontres possibles entre groupes incompatibles, des forces collectives réactivées alors qu'on les croyait éteintes. La suite de l'Expo sera la Suisse en mouvement, appelée par les premiers concepteurs de la manifestation. Une Suisse qui se remet en question, qui s'offre la possibilité d'expérimenter des permutations, qui s'ouvre aux identités mobiles. »

RICHARD WALTER PRODUCTIONS PRÉSENTE :

pleymo

A L'ELYSEE MONTMARTRE
MERCREDI 22 MAI - 18H30
+ CRACKOUT(UK) STEREOTYPICAL WORKING CLASS

LE MAGUY
MCM
LOCACTIONS: POINTS DE VENTE HABITUELS.

fonds soutien
en partenariat avec
MAIRIE DE PARIS

Dans les pavillons, des dizaines d'artistes ont installé, pour cinq mois, des œuvres belles ou grinçantes qui interrogent les rapports de l'homme au monde

Expo.02 : architectures de l'éphémère et intelligence du site

BIENNE

de notre envoyé spécial

AVIS de grand vent frais sur la Suisse. Expo.02 déploie sur près de 50 hectares les trésors d'imagination d'un nombre impressionnant d'inventeurs, d'artistes, de scénographes, dans des structures éphémères. Il y a fort à parier qu'après leurs cinq mois d'existence, nombre d'habitants demanderont un sursis. Mais voilà, la pression des écologistes, soucieux de l'équilibre des rives, mais aussi de riverains anxieux de récupérer leur parking et de grincheux a limité la durée de vie de ces grands objets. Au-delà, ils rouleront ou sombreront lentement dans la vase. Tous les organisateurs le soulignent : il ne restera ici qu'un souvenir, mais ce dernier n'en sera que plus beau et plus riche.

Les différents sites n'ont au demeurant pas la même valeur esthétique, tandis que les thèmes déclinés dans les pavillons l'ont été avec une habileté variable, si l'intelligence reste presque partout au rendez-vous. Tant et si bien que le jeu préféré des visiteurs – établir un palmarès pour conseiller ou épater ses amis, s'avère presque impossible. Les architectes l'ont souvent bien compris qui ont joué les magiciens, prêts à faire disparaître leur lapin.

EFFET DE MASSE

C'était inévitable à Morat-Murten, où Nouvel, au meilleur de son intuition, a pris la ville et son thème au pied de la lettre : l'instant de l'exposition contre l'éternité dans laquelle aimerait s'ancrer cette petite ville à majorité protestante. On est si bien sur terre... L'instantané, ensuite, d'architectures de cartes postales qui cachent leur fragilité derrière l'effet de masse du métal, ou sous les monceaux de bois laissés par la tempête de décembre



A Biel-Bienne, les trois tours, symboles du pouvoir, réalisées par les architectes de l'agence autrichienne Coop-Himmelblau.

1999 qu'on appelle ici Lothar.

Neuchâtel, qui a hérité du thème le plus « expo U », « Nature et artifice », est celui des arteploges qui comblera les amateurs du genre, avec, par exemple son robot Ada, qui vous dissèque lorsque vous entrez, vous digère à sa manière et vous restitue au monde sous une forme qu'Ada seul sera capable de comprendre. C'est assez proche des désastres du caméscope familial, sauf qu'ici au moins on en mesurera peut-être le résultat. Yverdon-les-Bains a été mieux lotie : « Moi et l'univers » est le thème sur lesquels architectes, scénographes, artistes ou sociologues étaient appelés à plancher. Le résultat est simplement

magique, comme le nuage artificiel de Diller et Scofidio, intégré dans un groupe talentueux, Extasia. Mais, au-delà des vertus, pour le coup inégales, de l'architecture, ce qu'il faut ici saluer, c'est la qualité des différences « expositions », sur le rapport de soi à l'autre, sur la séduction, sur la compréhension du monde par les enfants, sur la douleur, la santé, l'amour, ou encore sur ces noms de pays révélés naguère par Proust et dont la logique mystérieuse est rigoureusement expliquée.

A Yverdon, le charme est partout à l'œuvre. A Bienne (ou Biel), la plus importante des quatre villes, et le plus important des arteploges (le terme inventé par les trois concepteurs

de l'expo est en effet masculin), c'est l'ironie et l'humour, volontiers grinçant, qui font tourner le moteur suisse, à l'essence du Pouvoir et de la Liberté. Dominée par les tours rocamboliques des déconstructivistes autrichiens Coop-Himmelblau, éclairée la nuit par notre Breton Kersalé, la plate-forme sur le lac est simplement espiègle lorsqu'elle s'amuse, « Wish », de nos vœux de grandeur ou d'amour, de torpédo ou de grand large. Le pouvoir, la liberté, l'un et l'autre associés, nous sont-ils interdits ? C'est clairement ce que laisse entendre Harald Szeemann, grassement stipendié par la Banque nationale suisse, pour s'interroger, et nous avec lui, sur « le dernier tabou » qui s'imposera à notre monde (suisse) : l'argent.

C'est supposer que tous les autres tabous caressés ou saisis sur les autres sites d'Expo.02 auraient été levés. Illusion, nous répond Szeemann, comme ces billets suisses qui disparaissent, dévorés par une broyeuse comme l'a été notre bon vieux franc de France, notre Mark, ou notre lire, au profit de l'euro. Une monnaie chasse l'autre. L'argent facile du casino, l'argent factice de l'art contemporain, la valeur insaisissable du temps qui passe, juste arrêté, quelques minutes, par les usines du sexe et les bandits manchots, comme on nomme les machines à sous. L'exposition est tout aussi convaincante que la monnaie du singe dont nous descendons tous.

D'ailleurs, nous en ressentons encore les effets, guidés à travers tout Expo.02 par la signalétique de Ruedi Baur, expert en labyrinthes qui a été préféré, c'est injuste, aux cartographes de l'armée suisse. Avec eux, au moins, on aurait été sûr de ne pas dépasser les frontières.

Frédéric Edelmann

Giacometti, Magritte ou Brancusi ont battu des records chez Christie's et Sotheby's

L'art du XX^e siècle fait flamber les enchères dans les ventes de New York

L'ÉDITEUR américain Si Newhouse, propriétaire des publications Condé-Nast (qui édite notamment *Vogue*) aime l'art moderne. Et il est prêt à le payer cher. Il avait ainsi acquis en mai 1998, chez Sotheby's, un portrait de Marilyn Monroe par Andy Warhol pour plus de 15,7 millions de dollars, trois fois plus que son estimation. Selon de bonnes sources, il serait aussi l'acheteur anonyme de la *Danaïde*, bronze doré à la feuille par Constantin Brancusi en 1913, qui, doublant son estimation, est devenue le mardi 7 mai, chez Christie's à New York, la sculpture la plus chère du monde : 18,1 millions de dollars.

Il faut dire que, depuis son exposition en 1914, dans la légendaire galerie de Stieglitz à New York, l'œuvre demeurait dans la même collection

ca. La rock star a du goût : il possède un Dubuffet de 1961, *Paris Montparnasse*, ou un Basquiat de 1982, *Profit I*. La rock star a aussi des besoins : le premier est estimé entre 2,5 et 3,5 millions de dollars, le second de 3 à 5 millions de dollars. Délirant ? Aujourd'hui, qui peut le dire ? Même les plus aguerris des marchands perdent la tête. Ainsi Arturo Schwartz, qui, depuis sa galerie de Milan, avait édité en 1964 les ready-made de Duchamp.

Phillips met en vente sa collection complète, quatorze ready-made conçus entre 1913 et 1921. Depuis un an, Arturo Schwartz envisage de se séparer de l'ensemble, qu'il espérait vendre en bloc, à un collectionneur ou à un musée. Des Suisses notamment avaient été contactés. Se basant sur le record de 1,7 mil-



Vendue 18,1 millions de dollars, soit le double de son estimation, chez Christie's à New York, « La Danaïde » de Constantin Brancusi est devenue la sculpture la plus chère du monde. Photo : David Schliegel, Douglas-Chew Ho.

Comment se rendre à Expo.02

La manifestation est ouverte jusqu'au 20 octobre.

● **Horaires**

Les expositions sont ouvertes tous les jours de 9 h 30 à 20 heures. Les arteploges sont ouverts tous les jours de 9 h 30 à minuit, jusqu'à 1 heure du matin en juillet et en août.

● **Accès**

Malgré leur dispersion, l'accès aux sites est particulièrement facile. Par avion depuis Berne ou depuis Genève, où la gare est attenante à l'aéroport, puis par le réseau ferroviaire suisse (CFF). Le TGV est également direct jusqu'à Lausanne et Neuchâtel.

Le train s'impose comme le moyen le plus pratique et le plus rapide, les gares de Bienne, Neuchâtel, Morat et Yverdon-les-Bains n'étant séparées que de quelques minutes à pied des sites d'Expo.02. Un bus-navette amène les visiteurs arrivés en voiture jusqu'aux arteploges. En bateau : Expo.02 se déroule dans le pays des Trois-Lacs, c'est le moment où jamais pour se déplacer sur l'eau. Ceux qui préfèrent la variante

extravagante montent à bord de l'un des six bateaux Iris. Il est aussi possible de louer des vélos, des patins ou encore des canoës.

● **Informations et points de vente**

Un guide officiel de l'Expo.02, très complet, est disponible (15 FS, 9,90 €).

Le site Internet offre non seulement les renseignements pratiques mais un ensemble de données techniques, visuelles, artistiques, etc. <http://www.expo.02.ch>

● **Tarifs**

Passeport 1 jour : 48 FS (33 €) ; 3 jours : 120 FS (82,49 €). Saison 240 FS (164,98 €). Soirée 10 FS (6,87 €).

Réservations depuis l'étranger : Expo.02. Tél. 00-41 (0) 900-02-02-02. Télécopie : 00-41- (0) 900-02-02-03. E-mail : info@expo.02.ch

● **Se loger**

Expo.02 et la Société suisse des hôteliers (SSH) ont harmonisé les prix d'hébergement pour diverses catégories d'hôtels, allant de 40 FS (27,5 €) en tipi à 211 FS (145 €) pour un hôtel 4-étoiles. Les tarifs restent libres pour les 5-étoiles.

La Suisse multilingue parie sur dix millions de visites

LES innombrables polémiques qui auront accompagné le projet Expo.02 et qui mettaient le projet en péril se sont heurtées au volontarisme de quelques personnalités. Pipilotti Rist et Jacqueline Fendt, directrice générale, ont jeté l'éponge en 1998 et 1999. En 2000 leur succédèrent Nelly Wenger, une urbaniste au parcours atypique, et, comme directeur artistique, Martin Heller, chargés ensemble de mener à bonne fin les projets, malgré une enveloppe financière sévèrement corsetée. Enfin, Franz Steinegger, figure importante de la politique suisse (président du Parti radical) a pris la tête de l'équipe stratégique.

UN COÛT DE 1 MILLIARD D'EUROS

Expo.02 est organisée comme une association (l'Association Exposition nationale) au sein de laquelle sont représentés la Confédération, les cinq cantons Expo.02 (Berne, Fribourg, Jura, Neuchâtel et Vaud) ainsi que les quatre communes-sièges (Bienne, Morat, Neuchâtel et Yverdon-les-Bains).

Début 2000, le budget d'Expo.02 s'élevait à 990 millions d'euros. Il s'appuyait alors autant sur les subventions des pouvoirs publics que sur celles des milieux économiques

(312 millions d'euros). Le coût de l'exposition nationale s'élève désormais à 1,07 milliard d'euros, financé en majeure partie par les pouvoirs publics (la Confédération, les cantons et les villes) et, dans une mesure moindre, par les milieux économiques. Les composantes essentielles des frais d'Expo.02 se présentent comme suit : 290,5 millions d'euros pour la construction et les infrastructures, 277 millions d'euros pour le programme (expositions, événements). Le coût des services centraux se monte à 270 millions d'euros ; les frais d'exploitation prévisionnels d'Expo.02, à 155,3 millions d'euros.

4,6 millions de visiteurs sont attendus (la Suisse compte environ 7,2 millions d'habitants), et plus de 10 millions de visites, pour assurer la réussite de cette sixième Exposition nationale, au-delà du succès d'estime prévisible. Les Allemands devraient constituer le plus gros des visiteurs étrangers, bien que toutes les manifestations soient également programmées en français et que l'anglais et les autres langues du pays soient couramment utilisées.

F. E.

Le Songe d'une nuit d'été
Shakespeare / Yannis Kokkos

DU 14 MAI AU 16 JUIN 2002
01 46 14 70 00

ET MAGASINS FNAC, 0 892 68 36 22 (0,34 € LA MIN) WWW.FNAC.COM

Le 5 juin 2002 à l'OLYMPIA
En tournée dans toute la France à partir de sept. 2002

Le Songe d'une nuit d'été
Shakespeare / Yannis Kokkos

THE THÉÂTRE NANTERRE AMANDIERS

DU 14 MAI AU 16 JUIN 2002
01 46 14 70 00

ET MAGASINS FNAC, 0 892 68 36 22 (0,34 € LA MIN) WWW.FNAC.COM

privée, transmise d'une génération à l'autre. Désirable donc. Mais le reste de la vente a montré une frénésie d'achats qui étonne même les plus blasés : *La Forêt*, d'Alberto Giacometti, a été adjugée 13,2 millions de dollars. *L'Empire des lumières*, de Magritte, est parti à 12,6 millions de dollars. Même le fier *Soldat* de l'honorable Caillebotte, qui a longtemps gardé une des salles du Metropolitan Museum où il était déposé, oblige à réviser les livres de cotes : il a doublé son estimation, atteignant 6,3 millions de dollars. La vente d'art moderne et impressionniste de Christie's a totalisé 97,6 millions de dollars, et fut, selon Christopher Burge, qui préside la branche américaine de la maison, « un départ explosif et excitant pour notre saison de printemps ».

Sensation confirmée le lendemain chez Sotheby's : *Pichet et assiette de poires*, de Cézanne, 16,7 millions de dollars. *Au musée du Louvre*, un pastel d'Edgar Degas, 16,5 millions de dollars. *Grande tête de Diego*, un Giacometti de 1954, 13,7 millions de dollars. La vente de Sotheby's a totalisé 126 millions de dollars.

JEU DANGEREUX

Donc, les collectionneurs sont toujours là, et prêts à mettre la main au portefeuille pourvu qu'on leur propose des œuvres de qualité. Toute la difficulté pour les maisons de vente consiste donc à les obtenir. Et, pour cela, rien ne vaut le bon vieux système de la garantie qui consiste à promettre au vendeur que son œuvre atteindra au moins une somme convenue d'avance. En deçà, la société paie la différence. Au-delà, les bénéfices sont partagés. Le jeu est dangereux et coûteux. C'est pourquoi Sotheby's s'est associé avec des galeries pour partager les risques. Selon le *New York Times*, Robert Mnuchin et William Acquavella, deux des plus gros négociants de Manhattan, ont aidé à couvrir le risque financier. Avec le succès que l'on sait.

Les ventes, à partir du 13 mai, sont consacrées à l'art contemporain. Chaque maison a fait des efforts pour ramener dans ses files le meilleur. Christie's a ainsi garanti une partie de la collection de Lars Ulrich, le batteur du groupe Metall-

lion de dollars obtenu par Sotheby's en 1999 pour la seule *Fontaine* (le fameux urinoir), il en demandait 15 millions de dollars tout rond. Simon de Pury l'a persuadé de les vendre au détail. L'ensemble est désormais estimé entre 8,5 et 12,6 millions de dollars. Mais les collectionneurs étant ce qu'ils sont, on pourrait bien revenir aux 15 millions d'origine. Le chiffre fétiche de cette saison. Et si d'aventure un enchérisseur potentiel le trouvait délirant, s'il lui paraissait insensé de dépenser une telle somme pour quatorze Duchamp, qu'il se console en se disant que c'est exactement le montant du cachet promis par Vivendi Universal à la chanteuse Mariah Carey pour ses deux prochains disques.

Harry Bellet

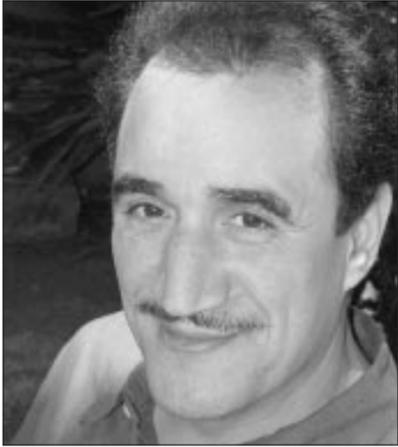
paris-yerevan olivia grandville
composition chorégraphique autour d'un voyage

cafés anne bérélowitch
spectacle théâtral et musical - c'est l'instant même

la demande en mariage
éric da silva emballage théâtre

15 mai - 9 juin
théâtre de gennevilliers
tél 01 41 32 26 26

Spectacle Fellag ressuscite les poétesses de la Casbah



BOBIGNY Poèmes d'amour, vers espègles ou mélancoliques : quand les Algéroises se retrouvaient les soirs de ramadan, elles se livraient au rituel, presque disparu, de la Boqala, déclamant ces miniatures littéraires. C'est ce rituel que le comédien algérien Fellag a décidé de faire revivre, à l'occasion du festival « Chaâbi, le blues de la Casbah », organisé par

la Maison de la culture de Bobigny. Le chaâbi, musique populaire héritée du chant arabo-andalou, « est un univers d'hommes », explique Fellag : « La Boqala, c'est le monde des femmes. J'ai voulu les faire se rejoindre et j'ai mis quatre musiciens de chaâbi sur le plateau. Symboliquement, c'est important pour moi. » Au fil de ses spectacles, *Djurdurassique Bled* ou *Un bateau pour l'Australie*, le comique a multiplié les sketches sur le rôle de la séparation des sexes en Algérie dans la montée de l'islamisme radical.

Le rituel de la Boqala s'est d'abord développé dans les villes côtières de l'Algérie, sans doute en provenance de la Turquie. Les soirs de ramadan, surtout ceux de pleine lune, un groupe de femmes s'installe sur une terrasse. Une des plus âgées dirige la soirée, assistée de deux jeunes filles. La boqala – un vase en terre cuite – est remplie de parfums et d'encens. La maîtresse de cérémonie dit ses poèmes, porteurs de présages destinés à l'une ou l'autre des femmes présentes.

Certains font espérer l'amour : « *Je passais le long du jardin. J'ai coupé une branche de jasmin. Ma mère aime la politesse. Mon père aime le bien. Et moi j'aime un jeune homme aux yeux verts. Figure de lune, je le regarde, sans m'en défaire. Je pose sa tête sur mes genoux et je lui dis des vers.* » D'autres annoncent le retour d'un aimé émigré en France, l'imminence d'une grossesse, la surpri-

se d'un adultère... « *Comme dans les chansons des troubadours, quelques mots suffisent pour que l'intelligence et l'espèglerie pétillent. Chaque poème est une émotion qui fait palpiter* », estime Fellag.

Le comédien a découvert ces textes en Algérie, avant son exil en France en 1995 : des écrivains comme Jean Sénac ou Bencheneb avaient pris soin d'en recueillir des centaines dans les années 50-60. Au milieu des années 1970, une émission de radio algérienne invitait les femmes à téléphoner leurs poèmes de boqala pendant le ramadan. « *En les écoutant, j'ai découvert une créativité et un imaginaire féminins extraordinaires.* »

Pour le spectacle, la comédienne Fettouma joue le rôle de maîtresse de cérémonie. Actrice du Théâtre national d'Alger, vedette du cinéma algérien, elle est l'une des rares femmes à chanter du chaâbi. Deux Françaises, Marie Brahimi et Baya Belal, interprètent les rôles des deux assistantes.

Catherine Bédarida

Festival Chaâbi, le blues de la Casbah. Concert à 20 h 30, du 15 au 19 mai. La Boqala, poèmes de la Casbah, mis en scène par Fellag, avec Baya Belal, Marie Brahimi et Fettouma, à 20 h 30 le 14 mai, à 18 h 30 du 15 au 18 mai, 9 €. Concerts : 22 €, plusieurs tarifs réduits. MC93, 1, bd Léonine, Bobigny (Seine-Saint-Denis). Tél. : 01-41-60-72-72. M^e Bobigny-Pablo-Picasso ou tramway ligne 1. ©P. Victor/MAXPPP

Le Théâtre national de Strasbourg invite le metteur en scène allemand Michael Thalheimer

Les coups durs au cœur de « Liliom »



Liliom (Peter Kurth) et M^{me} Muscat, patronne du manège (Anna Steffens).

HAMBOURG

de notre envoyée spéciale

Alors, tout s'arrête : Liliom se plante un couteau dans le cœur. Liliom, c'est le mauvais garçon de la pièce de Ferenc Molnar (1878-1952), celui qui rôde à la fête foraine, où il a rencontré Julie, avec qui il a espéré vivre une vie normale. Mais il s'est laissé entraîner dans un sale coup, il s'est fait prendre, il ne veut pas se rendre, et il se plante un couteau dans le cœur. Lui qui avait si souvent les bras ballants comme des prothèses, le long du corps gonflé de bière et de tristesse, trouve le chemin des coups. On ne peut pas dire qu'il se tue, non. Il se livre à une mise à mort, en règle, consciente, systématique.

LENTE MISE À MORT

Ceux qu'il a croisés dans sa vie sont autour de lui : la patronne du manège, le caissier qu'il a voulu braquer, son ami malfrat, le policier, et bien sûr Julie. Liliom va de l'un à l'autre, qui le regardent en silence, et il se donne un coup après l'autre, en martelant son corps comme s'il ne lui appartenait plus. Il ne dit rien, mais Neil Young chante, très fort, *Old Man*, de l'album *Harvest*. « *Old man take a look at my life, I'm a lot like you.* »

La chanson dure 3 min 22. C'est le temps qu'il faut à Liliom pour achever sa mise à mort. Un temps très long au théâtre, surtout quand il s'inscrit dans une mise en scène qui va à toute vitesse, comme celle

de *Liliom* par Michael Thalheimer. Mais ce temps-là reste planté dans la tête des spectateurs aussi sûrement que les coups de Liliom dans son pauvre corps. La salle est alors suspendue dans l'attente, tendue comme un arc. Certains ne supportent pas. A la création de la pièce, en décembre 2001, au Thalia Theater de Hambourg, Michael Thalheimer s'est fait insulter. Il apportait de l'eau au moulin de ses détracteurs, en réglant par ailleurs la rencontre de Liliom et Julie en une scène de sexe totalement déprimée, à la Michel Houellebecq. Qu'importe : le théâtre n'est pas fait pour unir, mais pour diviser, selon le vieil adage de Brecht.

Michael Thalheimer (37 ans) appartient à une génération de nouveaux metteurs en scène allemands – comme Stefan Pucher, auteur d'une vision cinglante des *Trois Sœurs*, de Tchekhov (*Le Monde* du 18 avril) – qui ne cherchent pas un refuge dans l'esthétisme ni une consolation dans la raison. Ils se méfient de l'intellect et des compromis du langage. Ce sont les corps qui parlent dans *Liliom* : les mains de Julie qui tirent sur sa jupe, le ventre en avant de son amie Marie, qui annonce la défaite de maternités convenues, le déhanchement trop appuyé de la patronne de manège, et, avant tout, les bras de Liliom, inouïs et incapables d'enlacer, sinon dans la violence. Rarement les personnages se regardent quand ils se parlent. Mais aucune de leurs attitudes ne ment. En serrés dans un décor en forme de boîte, ils se débattent avec une existence réduite à des codes, à l'image des pictogrammes projetés sur les murs. Et ils nous disent : « *Look at my life.* »

Brigitte Salino

LILIOM, de Ferenc Molnar. Mise en scène : Michael Thalheimer. Avec Peter Kurth (Liliom), Fritz Haberlandt (Julie), Alexandra Henkel (Marie), Anna Steffens (M^{me} Muscat), Markus Graf (Fiscus), Michael Benthin (Linzman).

OPÉRA NATIONAL DU RHIN, 19, place Broglie, Strasbourg. Mardi 14, mercredi 15 et jeudi 16, à 20 heures. Les réservations se font au Théâtre national de Strasbourg, qui a invité le spectacle. Tél. : 03-88-24-88-24. De 5,5€ à 21,50€. Durée : 1 h 30. En allemand surtitré.

THÉÂTRE

Debauche-Flandrin donne à entendre « Le Roi Lear »

PAS MÊME six jours pour les voir ! N'allez surtout pas les manquer ! Car, d'habitude, c'est du côté de Fort-de-France, de Tbilissi, qu'ils apparaissent, baluchon sur l'omoplate. Ils arrivent : les voilà partis ! Des courants d'air ! Qui sont-ils donc ? – Les vagabonds de Pierre Debauche !

Qu'ils jouent *Bérénice* ou *Hamlet*, l'affiche, c'est *Flandrin*, acteur. Flandrin, cela se dit « d'un homme élané qui n'a pas une contenance ferme ». C'est vrai, Pierre Debauche est une perche, et sa démarche est aérienne. Il ne cache pas que « flandrin » cela veut dire, aussi, « pas trop futé ». Mais il dit que, « comme tous les acteurs, il a de la mémoire, y compris la mémoire de son siècle ».

FLANDRIN PARLE EN VERS

Lorsqu'il écoute sagement Alceste, il revoit soudain les maquisards de Namur : « *Les maquisards sont morts et ils n'avaient pas l'âge/ils ont été vendus par l'idiot du village/qui voulait les aider.* » Ou des moments plus proches : « *Aidé un Congolais devant un bar-tabac/Que des flics malmenaient car il est de là-bas.* » Vous n'étiez pas prévenus : Flandrin s'exprime en vers. Il a raison, c'est moins plan-plan que la prose.

A la Cartoucherie de Vincennes, les brigands de Flandrin jouent, ou plutôt songent à jouer, *Le Roi Lear*, parce que Shakespeare, c'est tout de même « top », comme quelques-

uns disent aujourd'hui, mais aussi parce que Debauche-Flandrin, qui a cinquante ans de théâtre derrière lui, a une faiblesse pour les cheveux blancs et la mélancolie de Lear.

« *A l'hôpital des fous on se taisait beaucoup/ai mordu mon gardien à la base du cou* » : ainsi commence cette nouvelle version de *Flandrin*, acteur. De ses trois filles, Goneril, Régane, Cordelia, qui préféreraient danser ou s'acheter des espadrilles, Pierre Debauche exige un travail sérieux : « *Je dois interroger pour savoir la coutume/Ciels, toits, puits, bras, mains, fronts, fruits, voix, cœurs, cris, chants, brumes.* »

A Vincennes, c'est si beau que vous resteriez là, à rêver, mais non, ce sont les derniers mots, qui révent eux aussi : « *Le rideau s'est laissé tomber/Les acteurs se sont dérobés/Et le matin montre les dents/On vit sa vie en la perdant.* »

Michel Cournot

FLANDRIN, ACTEUR de Pierre Debauche. Mise en scène : Pierre Debauche et Nolwenn Jézéquel. Avec Pierre Debauche, Roger Angebaud, Virginie Emame, Florence Kanony.

LA TEMPÊTE, Cartoucherie de Vincennes. Paris-12^e. Mercredi, vendredi, samedi à 20 h 30. Jeudi 19 h 30. Dimanche 16 heures. Tél. 01-43-28-36-36. Durée 1 h 30.

Exposition

SAINT-ÉTIENNE

Eloge de la bicyclette

La ville, qui fut le siège de la mythique Manufacture d'armes et de cycles de Saint-Etienne, se devait de consacrer une exposition à la populaire « petite reine ». Le Musée d'art et d'industrie, récemment rénové, en possède un stock à faire pâlir d'envie Alfred Jarry – l'inventeur du *Père Ubu* ne se déplaçait guère sans son vélo. Important : cette industrie a engendré de très nombreuses affiches, signées de noms connus, ou inconnus, présentées ici avec les produits dont elles vantent les qualités. Nadine Besse, la commissaire de l'exposition, a aussi fait appel à deux créateurs contemporains et cyclistes convaincus : le peintre Philippe Favier et l'écrivain Paul Fournel. Le premier a réalisé l'affiche de la manifestation, le second a rédigé un texte pour le catalogue. « *Ce que les affiches répètent à l'envi, écrit-il, n'est rien d'autre que cette sensation glorieuse ancrée en chacun, du premier jour d'été où, sur l'allée de terre battue, la main qui tenait la selle vous lâche et vous donne la liberté de rouler.* »

Musée d'art et d'industrie de Saint-Etienne, 2, place Louis-Comte, Saint-Etienne (Loire).

Tél. : 04-77-49-73-00. Du mercredi au dimanche, de 10 heures à 18 heures, le lundi fermeture entre 12 h 30 et 13 h 30 ; jusqu'au 22 septembre. De 3,50 € à 4,50 €. Catalogue, sous la direction de Nadine Besse, éd. RMN, 128 p., 28 €.

Sélection revues

L'Archéologue



La dernière livraison de ce bimestriel est largement consacrée à la langue gaule. Quand cette langue celtique est-elle apparue ? Quels sont ses liens avec le breton, parlé de l'autre côté de la Manche et qui a donné naissance au gallois mais aussi au breton ? Comment retrouver ses traces ? Que reste-t-il du gaulois dans la langue française ? Le déchiffrement des inscriptions gauloises est d'autant plus difficile que les auteurs utilisaient, selon les époques et les lieux, aussi bien l'alphabet grec que l'alphabet latin (ou prélatin), parfois les deux, souvent avec des notations originales. Ce dossier a été dirigé par Pierre-Yves Lambert. Également au sommaire du numéro 59, un reportage sur la découverte d'une « Pompéi préhistorique », un village de l'âge du bronze enseveli par une éruption du Vésuve, il y a quatre mille ans. – E. de R.

L'Archéologue, archéologie nouvelle, n° 59, avril-mai 2002, 66 p., 5,95 € ; 117, rue de Charenton, 75012 Paris.

Jazz

PARIS
Catalogue

Reformation, le temps d'un concert, du trio Catalogue. Au mi-temps des années 1970 et 1980, le groupe Catalogue, issu du free européen et également de l'explosion punk, est propulsé par trois artistes à la fois sauvages et tendres, chercheurs de sons autant que de situations qui permettent à la musique de surgir, d'exploser : Jean-François Pauvros à la guitare, Jac Berrocal à la trompette et Gilbert Artman à la batterie, tous par ailleurs aptes à manier diverses machineries électroniques. Un trio à la fois joyeux et puissant.

Le Nouveau Casino, 109, rue Oberkampf, Paris-11^e. M^{me} Parmentier, Ménéliant. Le 14 mai, à 21 heures. Tél. : 01-43-57-57-40. 14 €.

Danse

PARIS
Compagnie Rosas

Grand événement du mois que la création *April Me*, d'Anne Teresa de Keersmaeker, dans laquelle est incluse tout entière la musique de *Noces*, de Stravinsky, au départ écrite pour un ballet classique. Lors de la création, en avril, au Théâtre de la Monnaie, Anne Teresa de Keersmaeker bougeait encore les choses (*Le Monde* daté 21-22 avril). Gageons qu'aujourd'hui l'assemblage extrêmement casse-gueule, jouant sur le trop-plein, l'overdose de sensations,

est à peu près calé. Thierry de Mey a écrit une partition à base de percussions, qui suit la pensée de la danse d'une manière particulièrement efficace. Couleurs, lumières, costumes et interprètes expriment un rare raffinement. Le Théâtre de la Ville, fervent supporteur et producteur, fête les vingt ans de la Compagnie Rosas : après *April Me* (du 13 au 17 mai), Rosas présentera des soirées répertoire (du 21 au 25 mai), puis dansera de nouveau *Rain*, la création 2001 (du 28 mai au 1^{er} juin). **Théâtre de la Ville**, 2, place du Châtelet, Paris-4^e. M^e Châtelet.

Tél. : 01-42-74-22-77. Spectacle à 20 h 30. De 16 € à 25 €.

Hommage à la Cinémathèque de la danse, 7, avenue Albert-de-Mun, Paris-16^e. M^{me} Trocadero, Iéna. Tél. : 01-53-65-74-72. Les 16 et 17 mai, à 20 h 30. 4,70 €.

Diffusion de Fase, sur Arte, le 15 mai, à 21 h 40.

PARIS
ShowRoomDummies

On ne connaît pas Etienne Bideau-Rey, ni Gisèle Vienne, mais au vu de leurs deux livres *Corps/Objet*, ce mélange entre mannequins, marionnettes et corps vivants est assez troublant. Dans *ShowRoomDummies*, il s'agit de mettre en avant le personnage d'Yvonne de Gombrowicz et de Wanda de Sacher-Masoch. Au moins, on sait où l'on va, à défaut de savoir comment. Ceux qui connaissent ces curieux artistes ne cessent de chanter leurs louanges sur tous les tons.

Théâtre de La Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris-11^e. M^e Bastille. Tél. :

01-43-57-42-14. Du 14 au 17 mai, à 21 heures. De 12,50 € à 19 €.

Classique

PARIS
Matthias Goerne, Andreas Haefliger

En quelques années, le jeune baryton allemand Matthias Goerne est devenu l'un des chanteurs qui comptent : certainement plus à l'aise en récital que sur les scènes d'opéra, Goerne prend tout doucement le chemin tracé naguère par son maître, Dietrich Fischer-Dieskau, qui ne fut jamais meilleur que dans le lied romantique allemand. L'heure de gloire de Goerne est enfin venue lorsque le pianiste Alfred Brendel l'emmena en tournée mondiale pour y donner *Le Voyage d'hiver*, de Franz Schubert. Mais Goerne travaille également avec d'autres pianistes, comme par exemple Andreas Haefliger, fils du ténor suisse Ernst Haefliger. L'intelligence, la finesse et les paysages intérieurs de Goerne sont à ne pas manquer, surtout dans le cadre intimiste de la salle de concert de la Cité de la musique.

Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris-19^e. M^e Porte-de-Pantin. Tél. : 01-44-84-44-84.

Le 14 mai, à 20 heures. 20 €.

Jazz magazine

Prince en « une » du numéro 526 du mensuel de jazz publié par la société de Frank Ténor, NEMM & Cie, pour annoncer un dossier sur les rapports du chanteur, guitariste, pianiste, batteur, compositeur et producteur avec le jazz. Mené par Frédéric Goaty, par ailleurs responsable de la rubrique « Tangantielles » consacrée aux perles du funk et de la soul music, cet ensemble est constitué d'une série d'entretiens avec plusieurs des musiciens de Prince : le saxophoniste Eric Leeds, qui fait notamment le point sur les quelques travaux de la galaxie princière avec Miles Davis ; le batteur John Blackwell, nouveau venu découvert dans le récent enregistrement de Prince, *The Rainbow Children*, nette incursion dans les formes du jazz ; le pianiste Ricky Peterson ou la section de cuivres des Hornheads. En complément, *Jazz magazine* s'intéresse à quelques musiciens natis ou résidents de Minneapolis, comme Prince : le pianiste Bill Carruthers, le batteur Eric Gravatt, ancien membre de Weather Report ou le groupe Happy Apple. Et toujours l'éditorial de Philippe Carles, ici dans le souvenir du contrebassiste Charles Mingus, le portrait d'un directeur de festival par Robert Latxague (c'est Christian Mousset, pour Musiques métisses à Angoulême, qui est le « sujet » du mois), une soixantaine

de chroniques de disques, dont la savoureuse rubrique des intégrales par Hubert de Bonustrac. – S. Si. **Jazz magazine**, n° 526, mai 2002, 58 p., 4,70 €.

Diapason

Le 492^e numéro du mensuel *Diapason*, consacré à la musique classique et à la hi-fi, séduit par l'éclectisme de ses choix et le sérieux de ses critiques. Outre les deux cents compacts disques habituellement passés au crible par la rédaction (et le disque cadeau regroupant les meilleurs extraits), un aperçu à la fois critique et prescripteur de l'actualité des spectacles et concerts, deux dossiers passionnants. Le premier est consacré par Rémy Louis au grand chef d'orchestre allemand Wilhelm Furtwängler, dont les relations avec le III^e Reich (malgré un acquittement au procès en dénazification) sont régulièrement remises sur la sellette, cette fois par le film d'Istvan Zsabo, *Taking Sides*, d'après la pièce de théâtre éponyme de Ronald Harwood adaptée en français sous le titre *A torts et à raisons*. Le second, sous la plume alerte et érudite d'Ivan Alexandre (par ailleurs signataire ironique d'une chronique évoquant les relations entre populisme culturel et populisme politique), nous entraîne dans les fluctuations de l'histoire du tempo et les enjeux interprétatifs qui en

découlent. – M.-A. R. **Diapason**, n° 492, mai 2002, 144 p. avec 1 CD, 5,80 €.

L'Alpe

Le numéro 15 de la revue trimestrielle du Musée dauphinois est consacrée à la cuisine alpine sous le titre « A table ! saveurs et savoirs ». Une cuisine sommaire, nous dit Henri Pelletier : « *C'est un fait, les hautes terres ont toujours été avares de leurs provendes. Et encore fallait-il trimer dur pour en arracher de quoi faire vivre une famille.* » L'auteur détaille les « gaudes », soupe de farine grillée, ou cette « merde du diable », mélange de restes de fromages relevés de sel et de poivre. Si la cochenille est la base de cette gastronomie rustique, Claude Schopp raconte la fable du bifteck d'ours, qu'Alexandre Dumas aurait dégusté à Martigny, dans le Valais romand. L'auteur des *Trois Mousquetaires* allait même en donner la recette dans son Grand Dictionnaire de cuisine. L'aubergiste helvétique, furieux de la « mise en scène » de l'écrivain, ne s'en remet pas. D'autant plus que les demandes affluent de toutes parts : les Britanniques, nous dit Michel Talland dans une étude consacrée au tourisme alpin, sont en train d'inventer la montagne. – E. de R.

L'Alpe, n° 15, avril-juin 2002, 114 p., 14,99 € ; Glénat éd./Musée dauphinois, 30, rue Maurice-Gignoux, 38031 Grenoble Cedex 1.

Armistead Maupin, sa vie, son œuvre

Le discret auteur des « Chroniques de San Francisco » connaît enfin le succès en France avec la sortie de ses livres en format de poche

« C'EST un peu comme si quelqu'un avait ouvert une vieille malle dans un grenier et était tombé sur tout un tas de paperasses d'un seul coup. Mon œuvre... Mes livres ont été traduits en douze langues, mais pendant des années cela n'intéressait personne en France. Du coup, les Français sont les seuls à pouvoir lire les histoires à la file, au lieu d'attendre des années entre chaque volume. » Armistead Maupin est enchanté. En moins de deux ans, le voilà propulsé en tête des meilleures ventes en France.

Avec la reprise en 10/18 des *Chroniques de San Francisco* (plus de 800 000 exemplaires vendus, tous titres confondus en 2001), puis de *Maybe the Moon*, et la sortie en Points/Seuil d'*Une voix dans la nuit*, toute son œuvre est disponible en format de poche. Un de ces hasards dont le monde de l'édition a le secret. En dépit de son succès, en particulier en Angleterre, les éditeurs français ne voulaient pas entendre parler de l'auteur californien. C'est une petite maison, Passage du Marais, qui a tenté le coup, en 1994, vingt ans après la première publication aux Etats-Unis.

Bonne presse, pas de grosses ventes pour autant. Pas de parfum de scandale non plus, contrairement à ce qui avait pu se passer, vingt ans plus tôt, aux Etats-Unis, où les homosexuels fumeurs de joints avaient fait hausser le sourcil à quelques grincheux. Calme plat, donc, même si de rares heureux se passaient le mot : les années 1970 à San Francisco, une maison bleue accrochée sur la colline, une propriétaire fantasque, des locataires hétéros ou gays mais tous copains, de la marijuana dans le jardin, des intrigues amoureuses et policières. Un vrai petit bonheur de lecture... *Maybe the Moon*, en 1999, toujours au Passage du Marais, passe pratiquement inaperçu, mais le succès en 10/18 se confirme avec *Une voix dans la nuit* aux Editions de l'Olivier, en 2001.

CLINS D'ŒIL À LUI-MÊME

Entre temps, Armistead Maupin (son vrai nom, hérité d'un ancêtre huguenot) a vieilli, et s'il conserve une grande affection pour ses personnages des *Chroniques*, c'est plutôt en bon père de famille : « Quand on a commencé à tourner les mini-séries pour la télévision, j'essayais de ne rater aucune scène, car, si j'avais d'autres obligations, mes enfants me manqueraient... » Cela le fait franchement sourire quand on lui demande s'il a jamais pensé à donner une suite : « Vous imaginez une bande de vieux hippies de 50 ans en train de fumer de l'herbe dans le jardin de leur propriétaire nonagénaire ? » Cela dit, il se fait des clins

BIOGRAPHIE

► 1944

Naissance en Caroline du Nord.

► 1976

Premier contrat au « *San Francisco Chronicle* ».

► 1977-1989

12 ans pour les six livres des « *Chroniques de San Francisco* ».

► 2001

Parution en français d'« *Une Voix dans la nuit* ».



OLIVIER ROJLER

d'œil à lui-même en faisant discrètement réapparaître tel ou tel personnage dans ses autres livres.

L'homme n'a l'air ni d'un vieux hippie ni d'un activiste gay, mais plutôt d'un colonel britannique en retraite, affable et réservé. Il a d'ailleurs été officier pendant la guerre du Vietnam. « J'étais absolument d'extrême droite à cette époque, je viens d'une famille du Sud, très conservatrice, raciste, homophobe... Si on était mobilisé, il fallait être officier. » Il aime émailler ses souvenirs d'historiettes émouvantes : « L'année dernière, j'étais en tournée de signature, un type me dit : "Trente ans ! cela fait du temps, n'est-ce pas, monsieur ?" Je me souvenais bien de lui. C'était un de mes camarades à l'armée, et il avait été très choqué quand il avait appris - plus tard - que j'étais gay. Ce jour-là, il me dit : "Si cela ne vous ennuie pas, monsieur, on est encore en compte vous et moi. Cette décoration, je n'ai jamais senti que c'était vraiment la mienne." Alors, je l'ai épinglée sur sa veste, là, en pleine librairie, et j'avais les larmes aux yeux. »

Mais il préfère indiscutablement faire rire. Si ses livres ont souvent un côté fleur bleue, romantique, il s'y mêle toujours une bonne dose d'ironie affectueuse, au minimum, mais aussi beaucoup d'humour : « Il y a une scène dont on a beaucoup parlé dans *Maybe the*

Moon, il s'agit d'une femme coincée qui se met un sac sur la tête chaque fois qu'elle va chez le gynécologue. Or, je n'avais rien inventé, c'est ma sœur qui m'avait dit cela de sa belle-mère, une vraie lady du Sud, a steel magnolia (un magnolia d'acier). Ma sœur avait essayé de m'empêcher de raconter ça dans un livre, mais je n'avais pas pu résister... J'avais pris l'habitude de lire cette scène lors des séances de signatures et, bien entendu, un jour, je me retrouve dans ma ville d'origine, je commence à lire, et je vois au premier rang ma sœur et cette dame ! Trop tard, je ne pouvais plus reculer. Je m'attendais à me faire injurier. Mais pas du tout : sa belle-mère s'est tournée vers ma sœur en lui disant : "Tu vois bien qu'il n'y a pas que moi !" » Et de s'esclaffer. Il dit tenir le sens des histoires de sa grand-mère et l'humour de son père, avec qui pourtant les relations ont été longtemps difficiles. « Mes romans l'ont aidé à accepter mon homosexualité. » C'est dans les *Chroniques* qu'il a fait son coming-out auprès de ses parents, par une lettre de son héros, Michael Tolliver, intitulée « Chère maman... » « Aujourd'hui, mon père est fier de moi, il dit : "Mon fils est un excellent écrivain... de fiction". » Nouvel éclat de rire.

Son inspiration vient presque toujours de gens qu'il aime, car « la vie nourrit l'expérience ». *Maybe the Moon* raconte l'histoire de

Cadence, « Cady », Roth, en hommage à son amie l'actrice Tamara De Treaux, qui a connu la gloire de façon quasiment anonyme en incarnant E.T. : « Une icône du cinéma américain, et qui est morte invisible. »

Dans son dernier roman, *Une voix dans la nuit* (« Le Monde des livres » du 10 janvier 2001), il raconte une étrange aventure qui lui est vraiment arrivée : sa rupture amoureuse avec son partenaire Terry Anderson, qui est resté toutefois son meilleur ami et son agent. C'est aussi le livre où il aborde le plus ouvertement sa sexualité - les précédents étaient nettement pudibonds. Si ouvertement que lorsqu'il a dû le lire à haute voix pour en faire la promotion, il s'est senti rougir... On le croit sur parole, il ne viendrait à l'idée de personne d'interroger cet homme si bien élevé sur des questions aussi privées, mais cela a été fait sur son site Internet www.literary-bent.com. On y trouve aussi les photos du petit garçon - qui n'a jamais existé - qui a inspiré *Une voix dans la nuit*. On ne saurait déflorer l'intrigue pour ceux qui ne l'auraient pas encore lu, d'autant qu'Armistead Maupin se déclare disciple du maître du suspense en personne, Alfred Hitchcock. Tant mieux, car il est en train, avec Terry, de rédiger le scénario qui s'en inspire.

Martine Silber

DOMINIQUE DHOMBRES

« La Marseillaise » sifflée

ON POUVAIT LIRE les mots sur les lèvres de Jacques Chirac : « Ils sifflent ? » et puis « Je m'en vais. » L'affaire de *La Marseillaise* sifflée samedi soir par des supporters corses lors de la finale de la Coupe de France de football a occupé une place de choix dans les journaux télévisés du week-end. Deux images dominaient le tout : le visage fermé du président de la République quittant la tribune officielle du Stade de France, et ce calicot, brandi sur les gradins par des indépendantistes, montrant un homme cagoulé armé d'une mitrailleuse. On pouvait voir sur France 2 le geste impérieux de Jacques Chirac convoquant dans les salons intérieurs une équipe de TF1 pour faire sa déclaration. Sur TF1, Claire Chazal se contentait de dire qu'un envoyé spécial de la chaîne avait « tendu son micro » au président de la République. « Quelques irresponsables ont cru devoir siffler *La Marseillaise*, ce soir, au début de 6 match. C'est inadmissible et inacceptable », affirmait Jacques Chirac. Il fallait que des mots d'expiation soient prononcés pour que le président retourne à son siège. Il incomba donc à Claude Simonet, président de la Fédération française de football, de présenter les excuses de cette dernière à la France. Mais

La Marseillaise ne sera pas jouée une seconde fois.

Les interprétations divergeaient sur l'importance de l'événement. Emile Zuccarelli, le maire de Bastia, estimait qu'il s'agissait d'un « incident de stade, pas d'un incident politique ». « C'est le fait d'une poignée d'imbéciles », disait-il sur France 2. Jean-Pierre Chevènement parlait au contraire d'une « affaire préméditée » par les indépendantistes pour « soumettre le gouvernement à une pression de plus en plus forte » par le biais des attentats et des manifestations comme celle de samedi. Il demandait l'ouverture d'une enquête pour savoir comment tout cela avait été « organisé ».

La réaction de Jacques Chirac était presque unanimement approuvée. Elle était évidemment comparée à la passivité de Lionel Jospin face aux cris et aux sifflets qui avaient accompagné *La Marseillaise*, dans la même enceinte, le 6 octobre dernier, lors du match France-Algérie. Patrick Devedjian, pourvu du tout nouveau titre de ministre délégué aux libertés locales, insistait beaucoup sur cette différence d'attitude lors du « Grand jury RTL-*Le Monde-LCI* ». Lionel Jospin n'a en tout cas plus de soucis de ce genre à redouter.

TÉLÉVISION

La grâce du partage

Il y a toujours du bonheur à fréquenter les coulisses des musiciens. Dans l'élaboration patiente de leur travail - tâtonnements, trouvailles, parenthèses de fébrilité ou de jubilation -, mais surtout pour cette part irréfragable du mystère de leur talent. Plusieurs mois durant, Dorothee Poivre d'Arvor s'est ainsi coulée dans les pas du pianiste soliste Jean-Marc Luisada, de répétition en concert. A Bandol, avec le violoniste Laurent Korcia autour d'un « programme proustien » - Fauré, Franck, Chausson -, avec l'Orchestre national de Lille dirigé par Marin Alsop (une des rares femmes chefs d'orchestre) pour le divin *g' Concerto* de Mozart, ou encore au Festival d'Aix-en-Provence, en duo avec le ténor Jean-Paul Fauchécourt sur le cycle ardu de *La Bonne Chanson*, de Fauré. Trois chapitres d'une *Confession pianiste* (Camera Lucida Productions), où viennent s'entrelacer le parcours biographique et les réflexions d'un grand timide aux prises avec un effroyable trac à chacun de ses concerts, d'un captif amoureux d'un répertoire de « tristesse euphorique, style opium », et d'un fantaisiste, facétieux et généreux. Images et propos très éloquentes sur les miraculeux « accords », la grâce de l'échange avec l'autre par-delà la complicité ou l'amitié, le « mystère de l'instantané ». - Val. C.

« Confession pianiste », mardi 14 mai, 19 h 15, Mezzo. Rediff. : jeudi 16, 11 h 30 ; mercredi 22, 7 heures ; dimanche 2 juin, 14 heures.

MARDI 14 MAI

► Les Yeux dans les Bleus

20 h 55, Canal+ Quatre ans après *Les Yeux dans les bleus*, Stéphane Meunier et Gilles Cayatte s'invitent à nouveau dans les vestiaires de l'Equipe de France. Cette fois, les deux réalisateurs ont suivi les Bleus pendant leur préparation au Mondial. Ce qui saute aux yeux dans ce deuxième volet, c'est la rigueur logistique. Vêtements, nourriture, stocks,

matériel médical : rien n'est laissé au hasard. Les goûts musicaux des joueurs, leurs angoisses face aux blessures musculaires, tous ces détails qui font la vie du groupe France éclatent au grand jour. On y découvre un Roger Lemerre profondément attaché à ses joueurs mais n'hésitant pas à passer de terribles savons aux fautifs.

► Au pays des Miss

20 h 15, Arte Le réalisateur Gilles de Maistre a

suivi pendant six mois des élections de Miss sur la côte d'Azur. Au fil des épisodes, il dévoile le comportement ambigu de Jean-Claude Benhamou, organisateur des concours, aujourd'hui mis en examen pour viol et attouchements sur mineurs. Gilles de Maistre saisit des regards insistants, des scènes comme celle où le sexagénaire assiste au massage de Raphaëlle, postulante au titre de Miss Cannes. Une proximité malsaine qui tranche avec la distance respectueuse du réalisateur.

► Faut-il avoir peur de l'Europe élargie ?

20 h 45, Arte L'élargissement de l'Union européenne, prévu pour 2004, suscite espoirs et craintes. Un débat en présence de Günther Verheugen, commissaire de l'UE à l'élargissement et trois documentaires, dont deux consacrés à trois pays susceptibles de rejoindre l'UE (la Pologne, la Slovaquie et la Roumanie), jalonnent ce « Thema » sur les enjeux d'une Europe de vingt-huit. ► Mamma Roma 22 h 45, Paris Première Une ancienne prostituée (Anna Magnani) retrouve son fils (Ettore Garofolo) et s'installe avec lui dans une HLM de la banlieue romaine. Ce film de Pasolini, réalisé en 1962, réussit la fusion magnifique du réalisme social et de la tragédie.

LES GENS DU MONDE

■ Christian Deydier a été nommé président du Syndicat national des antiquaires et remplace Dominique Chevalier, démissionnaire. Spécialiste de l'art asiatique et diplômé de l'université de Taïwan, Christian Deydier a l'oreille d'un autre passionné, Jacques Chirac, auprès duquel il pourra plaider contre le nouveau dragon qui met en émoi la profession : la possible ratification par la France de la convention Unidroit, qui prévoit la restitution à leur pays d'origine des biens culturels volés ou illicitement exportés.

■ La société britannique EMI vient d'acquiescer à la société Mute, l'un des indépendants du disque les plus réputés en Europe pour un montant de plus de 36 millions d'euros. Emmanuel de Buretel, président pour l'Europe de EMI Recorded Music, souligne que les indépendants fournissent aux industriels du disque « une abondante source de nouveaux talents (...) et de nouveaux courants musicaux ». Mute a été fondée en 1978, à Londres, par Daniel Miller. Parmi les artistes de cette maison de disques plutôt consacrée au rock, on trouve Depeche Mode, Nick Cave and The Bad Seeds, DAF, Goldfrapp, The John Spencer Blues Explosion et l'une des vedettes des musiques électroniques, Moby.

■ Andreas Homoki, 41 ans, a été nommé vendredi 10 mai metteur en scène en chef de l'Opéra-Comique de Berlin. Il remplace Harry Kupfer, 66 ans, en poste depuis 1981. Metteur en scène à l'Opéra de Cologne de 1987 à 1993, Andreas Homoki avait monté à l'Opéra de Genève, en 1992, *La femme sans ombre* de Richard Strauss, ce qui lui valut le prix de la critique lorsque cette mise en scène fut présentée au Châtelet à Paris en 1994.

■ Le chef de la diplomatie allemande Joschka Fischer a reçu vendredi 10 mai à Varsovie le Prix de la personnalité de l'année 2002 attribué par le journal polonais *Gazeta Wyborcza*. Le journal veut ainsi rendre hommage à un Européen vaincu, pour qui « les nationalismes sont le plus grand danger pour l'Europe », a souligné Adam Michnik, rédacteur en chef et fondateur en 1989 du premier quotidien indépendant en Pologne. Ce prix a déjà été attribué au président tchèque et ancien dissident Vaclav Havel, au milliardaire américain d'origine hongroise George Soros, et à l'ancien dissident russe Sergueï Kovaliov.

■ Une école de cinéma dirigée par le cinéaste polonais Andrzej Wajda, 75 ans, a été inaugurée à Varsovie, afin de « faire une liaison entre l'Est et l'Ouest ». Le cycle d'études dure un an, en sept sessions de dix jours, en anglais et en polonais. Le réalisateur Wojciech Marczewski est cofondateur de cet établissement privé, qui aura pour enseignants Krzysztof Zanussi, Agnieszka Holland et Marcel Lozinski, ainsi que plusieurs cinéastes étrangers.

RADIO

MARDI 14 MAI

► Tam-Tam

9 h 00, France-Inter Pascale Clark s'entretient avec Jean-Xavier de Lestrade et Denis Poncet, respectivement réalisateur et producteur du film qui a obtenu l'Oscar du documentaire en mars 2002. *Un coupable idéal* raconte le combat de l'avocat d'un adolescent noir de 15 ans accusé de meurtre d'une touriste blanche. Le film sera diffusé le 23 mai sur France 2, dans un « Spécial contre-courant » à 20 h 50.

► Accents d'Europe

9 h 40, RFI Le thème du jour du magazine produit par Frédérique Lebel et Elizabeth Bouvet : Histoire de colonisation. ► Tire ta langue 14 h 00, France-Culture Scénariste-dialoguiste à succès, Michel Audiard a écrit pour des acteurs comme Lino Ventura, Jean Gabin ou Jean Carmet. Dans quel contexte ce langage cinématographique apparaît-il au cours des années 50 ? Quel est l'apport de la langue d'Audiard ? Catherine Escribe reçoit la linguiste Françoise Mandelbaum-Reiner, les réalisateurs Denys de La Patellière et Georges Lautner ainsi que le comédien André Pousse.

ALAIN LOMPECH

Pauvre pomme !

JACQUES CHIRAC blême de rage se tournant vers le président de la Fédération française de football : « Ils ont sifflé La Marseillaise ! Je m'en vais ! » Pourquoi était-on devant notre poste de télévision, ce samedi soir, à ce moment précis ?

Ce n'est pas que l'on déteste le football, à vrai dire on s'en contrefiche, mais la vision des supporters grimés comme au carnaval, ces soudains accès de violence, de rage, de joie nous laissent totalement froid, pire, nous insupportent quand cela vire au chauvinisme, au nationalisme dévoyé. Certains mois de l'année nous pèsent particulièrement quand le sport envahit le petit écran à toute heure du jour et de la nuit. Si seulement on savait où l'on a fichu notre contrat Canal+, il y a belle lurette qu'on l'aurait rompu. Pour être clair, ajoutons-y tous les autres sports, du vélo au tennis, en passant par le rugby et le judo. Quand on pense au 27 mai, au tennis, à Roland-Garros, on en serait presque désespéré.

On ne sait donc trop pourquoi on était devant notre téléviseur, samedi soir, si ce n'est que l'on savait que des supporters de Bastia avaient fait le voyage, qu'un attentat avait salué, en Corse, l'élection de M. Chirac, et que l'on s'attendait à quelque chose.

Jacques Chirac a fait ce qu'il devait faire : exiger des excuses immédiates et publiques pour cet affront fait à la République une et indivisible. Au lieu de rester coi, Jean-Pierre Raffarin aurait dû suivre immédiatement son suzerain.

La majorité des supporters du club de Bastia, interrogés par la télévision, se sont heureusement désolidarisés d'une action qu'ils

trouvent « excessive », voire « idiote ». Ce sont leurs mots.

D'autres, en revanche... Tiens, cette jeune femme qui affirme droit dans l'objectif de la caméra : « La France opprime le peuple corse. » Sait-elle qu'il y a des paroles que l'on ne prononce pas dans un stade ? Faut-il lui rappeler, à elle et à ses amis nationalistes, indépendantistes qui prélèvent l'impôt révolutionnaire, ce qu'il en a coûté aux Chiliens d'être opprimés par Pinochet, d'être retenus prisonniers dans le stade de foot de Santiago ? Faut-il leur rappeler ce que veut dire le mot « oppression » ? Ont-ils été arrêtés à la sortie ? Ont-ils été torturés, sont-ils victimes de discrimination ?

Ce que l'on sait, en revanche, c'est que les indépendantistes les plus résolus prennent les Corses en otage, qu'ils en oppriment certains en les rackettant, en les tuant, que leurs actions inconséquentes sont un frein à toute régionalisation plus poussée. Savent-ils que cette île est majoritairement peuplée d'habitants qui, en d'autres circonstances autrement plus graves, ont fait preuve d'un courage et d'une humanité admirables.

On a été abasourdi d'entendre François Hollande ne pas répondre nettement à la question que lui posait, dimanche soir, Christine Ockrent sur la réaction du président de la République. Revenant à la charge, elle lui rappelait les sifflets du match France-Algérie. Hollande osant dire que Jospin ne pouvait rien faire d'autre que se taire, évoquant le risque d'un incident diplomatique. Comme si les sifflets étaient venus, ce jour-là, d'Algériens d'Algérie... « Jacques Chirac a agi à sa façon », a dit le premier secrétaire du PS. Pauvre pomme...

Après le 5 mai, des Allemands qui découvrent une autre France

STUTTART (Allemagne)
de notre envoyé spécial

La France, la famille Schäfer la pratique tous les étés, et depuis longtemps. Paris, bien sûr. La Bretagne en 2 CV par la nationale, il y a trente-cinq ans. Et le cap Ferret, invariablement, depuis une quinzaine d'années. Ils aiment ses bordes, qu'ils rapportent par caisses entières de chacun de leurs séjours sur le bassin d'Arcachon. Ils aiment Piaf, Brassens et Patricia Kaas, qu'ils écoutent en boucle. Ils aiment Zidane et les Bleus, dont ils font leurs favoris pour la Coupe du monde de football.

Pour les Schäfer, qui habitent à Stuttgart, dans le sud de l'Allemagne, depuis trois générations, la France est un peu une seconde patrie. Au point que Petra, Ulrich et leurs filles Silja et Theresa ont vécu l'ascension de Le Pen à la présidentielle française comme une gifle. « J'ai été choquée, je n'aurais jamais cru que les Français, connus pour leur attachement aux droits de l'homme et à la démocratie, pourraient voter pour un extrémiste dangereux pour la République », raconte Theresa, 20 ans, étudiante en sciences politiques et communication à Augsburg, près de Munich.

« Il ne faut pas dramatiser le score de Le Pen, estime Ulrich, 57 ans, chef d'une entreprise de 165 salariés. C'était un vote de protestation, comme l'était également le vote pour Haider en Autriche. » Petra a le même âge que son mari ; elle était traductrice allemand-anglais avant de se consacrer au foyer familial, et souligne que la montée de l'extrême droite est « une tendance européenne : en Autriche, en Italie, mais aussi au Danemark et aux Pays-Bas ».

« Il faut que, dans tous les pays, les gens normaux réagissent contre l'extrême droite », ajoute Silja, 27 ans, qui termine ses études d'économie. Les centaines de milliers de Français qui sont descendus dans la rue contre Le Pen ont marqué l'esprit de sa petite sœur. « C'était incroyable. C'est typique des Français, ils manifestent tout le temps. Je crois qu'ils aiment plus

leur liberté que les Allemands : je ne pense pas qu'il y aurait eu une telle mobilisation ici si l'extrême droite avait fait autant. » Pour les Schäfer, la France n'est pas devenue fasciste le 21 avril. « Il y a des problèmes sociaux en France et en Allemagne. Or les politiciens établis sont coupés de ce qui tracasse les gens, juge Ulrich, il y a des quartiers dangereux, à Marseille comme à Hambourg, où la police ne va même plus. C'est la fin du droit ! »

« Nous, on ne connaît la France qu'en vacances. La banlieue parisienne et ses problèmes, on passe seulement devant quand on va à l'aéroport », concède Silja. « On ne peut pas fermer



A Stuttgart, les Schäfer parlent du score de Le Pen et de la montée de l'extrême droite en Europe.



les yeux sur les problèmes d'intégration des populations immigrées », explique Ulrich, qui emploie 80 % d'étrangers dans son entreprise familiale. Petra avait étudié les programmes des candidats à la présidentielle à l'Institut français. « Chirac, dit-elle, mettait de l'emphase pour parler de l'insécurité, comme Le Pen, alors que Jospin faisait de la lutte contre le chômage sa priorité. »

Le thème de l'insécurité a fait irruption dans la campagne pour les élections allemandes de septembre depuis qu'un lycéen a tué une quinzaine de ses anciens professeurs, à Erfurt, le 26 avril. « Peut-être que Schröder va tirer les leçons de l'échec de Jospin en mettant le thème de l'insécurité au centre de sa campagne », craint Silja. Theresa note que jusqu'ici c'est Edmund Stoiber, le candidat de la CDU (Union chrétienne-démocrate) et favori dans les sondages, qui en avait fait son cheval de bataille. « Il veut faire adopter une loi très stricte pour limiter l'immigration, déplore l'étudiante en sciences politiques. Moi, dans ma vie, je ne me sens pas dérangée par les étrangers ! » Quant aux nouveaux ministres français, les Schäfer ne les connaissent pas. Raffarin ? « En Allemagne, on dit que c'est très malin de la part de Chirac d'avoir pris quelqu'un qui n'a pas trempé dans des affaires », explique Silja.

Les Schäfer ne comprennent d'ailleurs pas que les « affaires » n'aient pas fait chuter le président, comme Kohl en Allemagne. Pour Petra, Chirac, c'est finalement « das kleinere Übel » (« le plus petit mal ») qui pouvait arriver à la France. « Il n'a obtenu que 19 % des voix au premier tour, c'est peu pour un président. Si la gauche remporte les législatives, il devrait logiquement démissionner », estime Petra. « Mais le pouvoir, observe la fille aînée de la famille, il ne va pas le lâcher comme ça ! »

Stéphane Mandard
(Le Monde interactif)

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Péguy inédit

JE N'AVAIS PAS relu Péguy depuis longtemps ; depuis 1940 exactement, où, dans la douleur de la défaite, ceux qui acceptaient la défaite avaient essayé d'annexer celui qui une fois pour toutes avait dit : « En temps de guerre celui qui ne se rend pas est mon homme... » Une représentation de sa Jeanne d'Arc avait suffi pour remettre toutes choses au point, et Péguy resta national. Voici, publié par son fils, un volume de près de trois

cents pages inédites, *Par ce demi-clair matin*, du Péguy de la meilleure veine, du meilleur cru, une suite et une deuxième suite de *Notre Patrie*. Péguy ne s'endort jamais : il rumine, remarque, tourne et retourne toute son affaire afin de se la rendre présente, juteuse, nutritive. Moins nécessaires au lecteur, ces circumnavigations autour de l'idée sont nécessaires à Péguy. Tout à coup, des flots labourés, une grande île émerge ; ou pour utiliser l'image

autrement, puisque laboureur il y a, on peut imaginer que tout à coup, après tant de sillons patiemment tracés dans la glèbe, le soc a buté sur un bloc de bronze ou de marbre et délivré du tuf une sublime réussite de Péguy, comme dans les grandes pages de prose majeur de *Clio*, de *Notre Jeunesse*, de *Notre Patrie* ou de *Victor-Marie, comte Hugo*.

Emile Henriot
(14 mai 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



■ Les législatives heure par heure. En collaboration avec tfl.fr, lemonde.fr prolonge pour les législatives son

opération Elysée 2002. Pour tout savoir sur la campagne en cours.

■ Edition abonnés. lemonde.fr offre à ses abonnés (5 € par mois) plusieurs services exclusifs parmi lesquels des indices boursiers mis à jour en continu, l'accès direct aux principales TV et radios disponibles sur la Toile, et des forums de discussion.

CONTACTS

► RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris
Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ;
télécopieur : 01-42-17-21-21 ;
téléc : 202 806 F

► ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-44-97-54-54
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>
Par courrier : bulletin p. 12
Changement d'adresse et suspension :
0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► INTERNET

Site d'information : www.lemonde.fr
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>
Site nouvelles technologies :
<http://interactif.lemonde.fr>

Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

Marché de l'emploi :

<http://emploi.lemonde.fr>Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>

Marché de l'immobilier :

<http://immo.lemonde.fr>

► TÉLÉMATIQUE

3615 lemonde

► DOCUMENTATION

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

► COLLECTION

Le Monde sur CD-ROM :

01-44-88-46-60

Le Monde sur microfilms

03-88-71-42-30

► LE MONDE 2

Abonnements : 01-42-17-32-90

En vente : « La République réelle ».

■ Tirage du Monde daté lundi 14 janvier 2002 : 539 703 exemplaires.

1-3

Le Monde

Cannes 2002

Un cahier spécial pour tout savoir

Et, à partir du 15 mai, suivez chaque jour dans votre quotidien toute l'actualité du festival : critiques, reportages, portraits, le marché du cinéma, la photo du jour...

Le Monde FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM 2002

Cannes

PROCHE-ORIENT - Images en guerre, dialogue de cinéastes	p. 6
PROJECTION NUMÉRIQUE - Le cheval de Troie d'Hollywood ?	p. 8
JACQUES TATI - « Playtime » retrouvé, renaissance d'un chef-d'œuvre	p. 12

Le président David Lynch
Entretien à Mulholland Drive

Supplément gratuit de 16 pages mercredi 15 mai avec Le Monde daté jeudi 16 mai